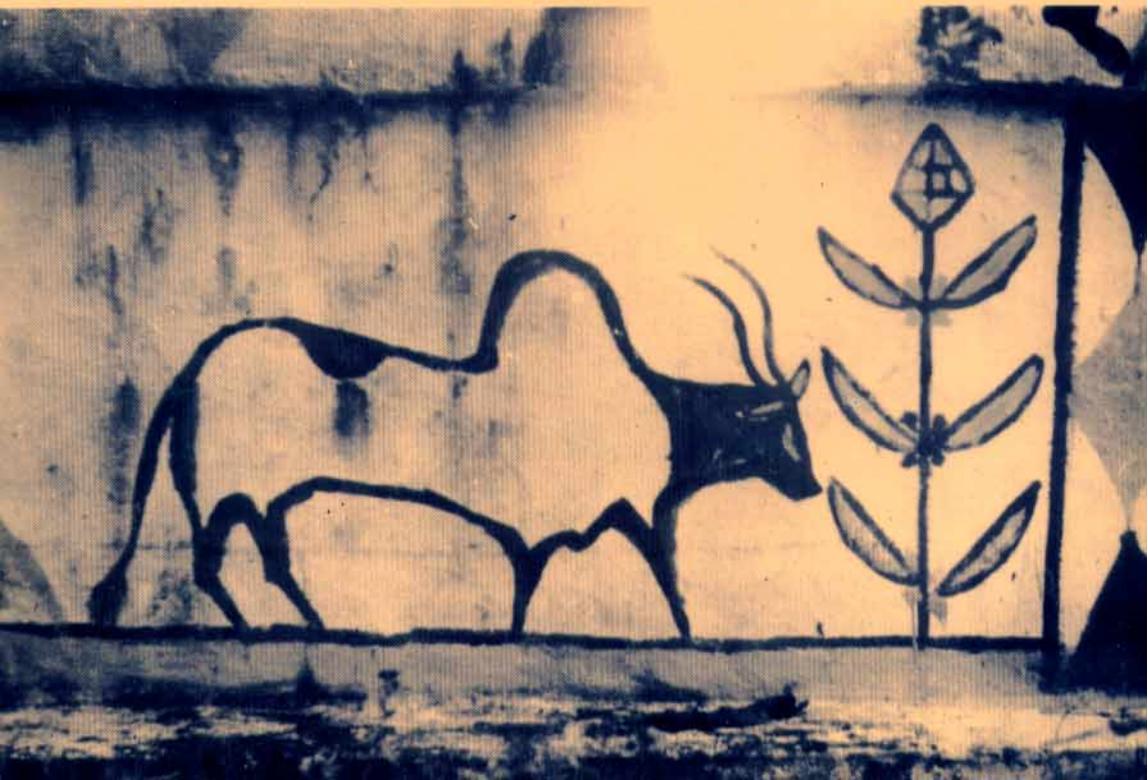




changements sociaux dans
L'OUEST MALGACHE

G.SAUTTER R.WAAST E.FAUROUX B.SCHLEMMER F.LE BOURDIEC J.P. RAISON G.DANDOU



changements sociaux dans
L'OUEST MALGACHE

Maquette de couverture: J. BOUNIOL et H. DARDENNE

Cliché: J.Y. MARCHAL

« fresque peinte sur un tombeau. Région de MAFAIMBANDY:
cul de lampe et bandeaux d'après une photographie de Michel SOURDAT

© ORSTOM, 1980
ISBN 2-7099-0515-9

changements sociaux dans
L'OUEST MALGACHE

R. WAAST E. FAUROUX B. SCHLEMMER
F. Le BOURDIEC J.P. RAISON G. DANDOY

PRÉFACE

de

G. SAUTTER

Editions de l'Office de la Recherche Scientifique et Technique Outre-Mer

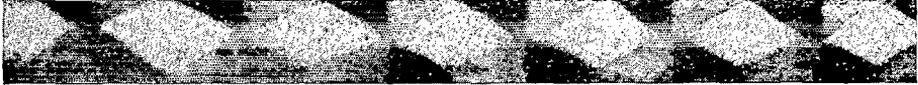
Collection **MÉMOIRES** N° 90



PARIS - 1980

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
PRÉFACE. — SOCIÉTÉ, NATURE, ESPACE DANS L'OUEST MALGACHE <i>par</i> G. SAUTTER	4
1 — DÉVELOPPEMENT DES SOCIÉTÉS OCCIDENTALES MALGACHES AU XX ^e SIÈCLE <i>par</i> R. WAAST	35
2 — LES RAPPORTS DE PRODUCTION SAKALAVA ET LEUR ÉVOLUTION SOUS L'INFLUENCE COLONIALE (RÉGION DE MORONDAVA) <i>par</i> E. FAUROUX	81
3 — CONQUÊTE ET COLONISATION DU MENABE, UNE ANALYSE DE LA POLITIQUE DE GALLIÉNI <i>par</i> B. SCHLEMMER	109
4 — LE DÉVELOPPEMENT DE LA RIZICULTURE DANS L'OUEST MALGACHE <i>par</i> F. LE BOURDIEC	133
5 — LES CONCUBINS DE SOALOLA <i>par</i> R. WAAST	153
6 — NAISSANCE ET DEVENIR D'UNE PETITE AGRICUL- TURE COMMERCIALE SUR LES « BAIBOHO » DE L'OUEST MALGACHE <i>par</i> J.P. RAISON	189
7 — POTENTIALITÉS PASTORALES ET EXPLOITATION DU TROUPEAU BOVIN DANS LE SUD-OUEST MAL- CHE <i>par</i> G. DANDROY	217
GLOSSAIRE DE MOTS MALGACHES	243
ÉLÉMENTS BIBLIOGRAPHIQUES	249



PRÉFACE

SOCIÉTÉ, NATURE, ESPACE DANS L'OUEST MALGACHE

L'ouest de Madagascar où, si l'on préfère, l'ensemble Sakalava, a été le lieu et l'objet, à la fin des années 1960 et dans la première moitié de la décennie qui s'achève, de recherches originales et suivies. Ces recherches ne sont pas les premières: les noms de Louis MOLET, Henri LAVONDÈS, Paul OTTINO et Jean-Pierre TROUCHAUD sont attachés à un ensemble de publications qui, en leur temps, ont fait date. La nouvelle vague de textes ne marque pas seulement un renouveau d'intérêt pour une région à différents égards marginale. Elle manifeste une exploration intellectuelle à la fois plus systématique, et plus suivie dans le temps et dans l'espace. Le travail a pris forme et cohérence, pour l'essentiel, autour d'un groupe d'anthropologues et de sociologues rattachés à l'ORSTOM ou gravitant autour de cet organisme. Parler de problématique commune serait prétentieux et peut-être inexact. Mais les interrogations, les hypothèses et les éclairages ont été largement partagés, et soumis au feu de discussions constantes et parfois passionnées. Avec des intérêts quelque peu divergents par rapport à ce noyau, plusieurs géographes ont été suffisamment avertis de ce qui se passait, ou « mis dans le coup », pour se sentir concernés au-delà des questions habituelles que leur discipline pose aux sociétés et aux « paysages ». Leurs travaux, de la sorte, loin de constituer un champ séparé, apportent à la connaissance des jeux écologiques, économiques et sociologiques de l'Ouest malgache, une contribution essentielle.

L'ouvrage qui paraît aujourd'hui ne le fait pas dans le vide. Des rapports ont été diffusés, des thèses soutenues, des articles publiés. Mais l'essentiel de ce qui s'est écrit se retrouve dans les pages qu'on va lire, joint à bien des apports nouveaux, sous une forme ramassée propre à faire valoir et à enrichir les textes les uns par les autres. Il faut déplorer les rares abstentions, surtout celle de l'anthropologue Jacques LOMBARD, qui n'a pas cru devoir apporter sa collaboration, après avoir été l'un des animateurs de la recherche à son départ. J'essayerai de combler la lacune, dans la faible mesure du possible, en rappelant quelques résultats essentiels d'une réflexion de prix. Il faut remercier en revanche ceux des auteurs qui, malgré les longs retards, n'ont pas voulu faire sécession, alors même qu'ils avaient deux textes en attente. Il faut aussi se féliciter qu'interrompues dans le cadre de l'ORSTOM, les recherches dont procède le volume actuel aient eu sinon un prolongement, du moins une descendance. Un cadre institutionnel s'est effacé, les problèmes et les curiosités demeurent.

Récemment soutenue devant l'Université de Paris X, la thèse de Michel COUV, géographe et enseignant, vient à point nommé renforcer un volet technique encore incomplet. Son texte sur les « Activités rurales dans la vallée de l'Ifasy », symétrique à divers égards du travail ici publié de Jean-Pierre RAISON, apporte du nouveau: une réflexion aigüe sur la relation écologique nouée au début du siècle, et qui n'a cessé de s'enrichir, dans l'environnement pionnier d'une vallée perdue, soumise à une variété de contraintes physiques et humaines. Quelques pages lui seront consacrées.

TROIS APPROCHES

Par ce titre, il n'est pas question d'affaiblir ou de fractionner la démarche d'inspiration marxiste qui sous-tend plusieurs des travaux rassemblés. Le but est de mettre en valeur, au contraire, une convergence plus large des points de vue et des méthodes, par-dessus une certaine diversité du vocabulaire des mots-clés.

L'histoire, ses temps et ses affrontements successifs, les contradictions et les réorganisations qu'elle engendre, constitue le fil directeur principal, et en même temps le lieu privilégié de la rencontre entre les disciplines. L'histoire selon les Sakalava, d'abord, qui est celle de la durée, de l'identité dans la durée, et jusqu'à un certain point du temps nié. LOMBARD l'a fortement montré. Attardons-nous sur ses écrits, à défaut d'un texte original de sa part. Le « donné » historique, tel qu'il a pu être reconstitué, est le suivant. Au départ, les groupes arabisés qui débarquent dans le Nord de l'île au cours du xiii^e siècle. Cette population d'Antalaoatra essaime en deux siècles vers le Sud, surtout le long de la côte orientale. Au terme du parcours, la migration aboutit à la création du royaume Antemoro, au xiv^e siècle. La pratique de l'Islam s'est perdue en cours de route, mais les groupes antemoro conservent une double spécificité: d'une part, ils sont dépositaires « des différents registres de la connaissance arabe » (au propre, sous la forme des Sorabe, comme au figuré); d'autre part, ils font du bœuf (le zébu en l'occurrence), au-delà de son rôle utilitaire, « le symbole du pouvoir et de la richesse ».

C'est là, dans le temps et dans l'espace, que commence la véritable aventure historique qui aboutira aux grandes unités politiques de l'ouest de Madagascar. Tout, de nouveau, commence par une migration. Les luttes pour le pouvoir remettent en mouvement des éléments arabisés de la société antemoro. Le déplacement, orienté sud-est/nord-ouest, par le nord de l'Onilahy et le fleuve Fiherana, occupe la première moitié du xvi^e siècle. On n'a plus affaire à des groupes constitués, mais à des *ombiasy* ou *misara*, devins-guérisseurs, spécialistes d'un savoir d'origine arabe « qui leur donnait un grand prestige auprès des différents chefs et souverains rencontrés » sur le trajet. D'une façon qui met directement en cause l'histoire muée en idéologie, ces contacts sont à l'origine de la création des différents royaumes de l'Ouest. Cette phase est brève. L'émergence d'un pouvoir dynastique, celui des Andriambolamena, a lieu entre le Fiherana et le Mangoky. Armé d'une « science politique... héritée d'un savoir étranger », le groupe dominant incorpore à la nouvelle construction les anciens habitants, dits *Vazimba* ou *tompon-tany*, « littéralement premiers habitants de la terre ». Le processus se reproduit du sud au nord, avec les segmentations successives de la dynastie. Vont émerger de la sorte, au début du xvii^e siècle, deux lignages royaux, les Maroserana et les Zafimbolamena, fondateurs des deux grands royaumes sakalava: le Menabe au sud, le Boeny au nord de la Tsiribihina. Il y a « extension élargie du modèle », forgé au sud du Mangoky et dans le Menabe pri-

mitif, « au fur et à mesure de la croissance démographique et du développement des forces productives ».

Derrière cet historique des royaumes à leur origine, difficile à réduire à un squelette de faits « objectifs », l'intérêt se concentre sur une « idéologie politique et religieuse... si fortement marquée dans sa logique conceptuelle... par la connaissance arabe que la filiation avec la Côte est... est proprement indubitable ». Il y a bien sûr l'aspect technique de l'encadrement territorial: partage politique de l'espace; affectation écologique des groupes autochtones dans la ligne de leur spécialisation productive; bœuf érigé en instrument privilégié du contrôle politico-social. Mais il y a bien autre chose qui donne à cet outillage force, légitimité, évidence, et en fin de compte pouvoir sur les esprits; qui donc avant le fait — la création des royaumes — rend possible, et plus tard rend compte. Cet autre chose est une manière nouvelle et parfaitement originale, « de 'penser' et d'organiser un donné social et économique qui, loin d'établir une rupture avec les populations conquises, va, bien au contraire, maintenir la continuité, ou même encore la 'révéler' entre les pratiques les plus anciennes et les nouvelles institutions politico-religieuses ». Tel est l'apport des *ombiasy*, détenteurs du savoir d'origine arabe, aux premiers souverains qui ont su le mettre en œuvre, avant — très vite — de joindre en leur propre personne cette science et leur pouvoir.

Au cœur du système, une reconstruction idéologique du passé: « la dynastie conquérante se donne... comme ancêtres les anciens chefs des territoires maintenant inclus dans son propre royaume ». Dès lors la dynastie se présente comme une suite d'ancêtres mâles, « dont le premier est l'héritier de Dieu et... le dernier le père du roi régnant ». Autour de cette notion fondamentale, et à mesure que la dynastie se constitue, se forge « l'idéologie des ampanito-vola » — Dieu, « celui qui tranche par la parole », et par extension ses héritiers royaux — dont on trouvera dans les textes de LOMBARD l'exposé en forme. Il suffira de rappeler ici quelques uns de ses éléments constitutifs, ou des pratiques qui en dérivent. Tout d'abord une organisation générale de la connaissance, sous la forme d'un « système de catégorisation du monde végétal, animal et minéral », d'où procèdent les talismans, notamment contre les maladies, elles-mêmes classifiées. La connaissance met en relation le monde des esprits et le monde des vivants, qui se correspondent. La divination par les graines, le système d'interprétation des songes, l'astrologie sakalava exploitent cette correspondance.

Un lien plus déterminant joue sur la chaîne qui relie les ancêtres historiques aux ancêtres des hommes en général, et la première place qu'y occupent les ancêtres royaux, ou *dady*. La légitimation du pouvoir s'opère dans ce cadre: celui « du rapport du monde des vivants et donc de tous les vivants à venir au monde des esprits, de tous les esprits qui remontent la chaîne de la création du monde jusqu'à Dieu ». Dans un sens, « l'homme qui est associé au pouvoir communique avec Dieu et les esprits par l'intermédiaire de la connaissance qui est une relation neutre; inversement les ancêtres communiquent avec les vivants par l'intermédiaire de la possession qui s'opère sur le mode d'une relation sexuelle ». Il s'agit là du *tromba*, « évidence idéologique ultime », et plus particulièrement du *tromba* des rois défunts. Les cérémonies dynastiques mettent en scène, à travers un rituel précis, étendu sur sept jours, le dialogue institutionnalisé avec les ancêtres royaux, physiquement présents sous la forme de reliques, et spirituellement aussi, par le rassemblement des possédés au cours de la cérémonie. A la représentation codée du temps répond une figuration symbolique de l'espace. Outre que la hiérarchie des esprits se projette sur les divi-

sions écologiques, les points cardinaux ordonnent la géographie sakalava, selon les catégories du pouvoir. Au moment de la prière aux ancêtres, le roi et les nobles, en se tournant vers le Sud, remontent la généalogie dynastique.

Le pouvoir sakalava est installé dans un temps réel et sur un territoire plus ou moins défini. Mais il trouve son fondement dans un passé reconstruit, sans âge ni extension. On sort des catégories usuelles de temps et d'espace pour entrer dans le « temps idéologique » des ampanito-vola. La marche inverse, qui descend l'échelle généalogique et va vers le Nord, aboutit à la « société achevée », dans une dimension historique et une territorialité retrouvées. A la charnière se situe « la naissance des institutions et la confection des premiers dady » (reliques). Aussi fortement enraciné dans le mythe, le système politique ne peut plus pour longtemps, de son propre mouvement, que durer et se reproduire. A une manipulation généalogique près, qui permet de maintenir le fil dynastique de la légitimité, le Boeny se construit sur les mêmes assises « idéologiques » que le Menabe. Du temps abstrait des ancêtres, on est passé, quant au vécu des arrangements politiques, à un temps relativement immobile.

Mais, bien avant que la situation interne, par une lente mais inéluctable évolution, crée à nouveau les conditions d'un changement, la continuité va se trouver rompue du fait des multiples contacts avec le monde extérieur, auxquels les Sakalava ne pouvaient échapper. L'histoire revue et corrigée, domestiquée en quelque sorte par ceux qui en ont été les acteurs, fait place à l'histoire sur les Sakalava. Jamais absent, ce point de vue domine plusieurs des articles ici rassemblés. Cette histoire ne succède pas abruptement à l'autre, elle en prend le relais, après une période de chevauchement. Les ruptures successives (au sens historique) qui la caractérisent résultent pour une part du déplacement des porteurs mêmes de son devenir: les Ombiasy, quand ils entrent en contact avec les peuples de l'Ouest; les fondateurs du Boeny, quand leur migration au-delà de la Tsiribihina les met en présence de chefferies beaucoup plus fortement organisées que les communautés lignagères rencontrées précédemment. Plus souvent, ce sont les Sakalava, qui, sur leur propre espace, ont dû faire face à l'irruption d'éléments ou de pouvoirs d'origine extérieure. Successivement entrent en scène: les navigateurs européens, acheteurs de riz et d'esclaves et, dès le xvii^e siècle, vendeurs d'armes et de munitions, contribuant ainsi à la supériorité militaire du pouvoir royal: les Merina, dont les expéditions, à partir du début du xix^e siècle, aboutissent à la mise sous tutelle du royaume de Mahabo, contrôlant le delta de la Morondava; les colons originaires des hautes terres, dont les premiers s'installent, dans le sillage de l'administration mérina, au cours de la première moitié du xix^e siècle; les Français enfin qui, à peine se sont-ils rendus maîtres, en 1897, des « hauts-plateaux », entreprennent la conquête du Menabe et, par leur maladresse, suscitent une révolte générale. Ce sont là quelques jalons événementiels le long d'une trajectoire où, sous l'impact des forces externes, la course des royaumes s'accélère vers l'apogée d'abord, puis la décadence, enfin la disparition. Le régime du protectorat, établi en 1904, accorde un bref sursis aux pouvoirs traditionnels du Menabe. Mais la noblesse ne jouit de ce délai qu'au prix d'une position fondamentalement fautive, où elle sert de médiateur entre le pouvoir européen et la masse de la population; elle s'y discrédite. L'effacement des pouvoirs anciens déplace du politique à l'économique le lieu le plus significatif des rapports entre système colonial et Sakalava. L'irruption de plus en plus massive des immigrants devient ainsi, suivant les termes de WAAST, « l'opérateur décisif des transformations », celui qui opère au contact immédiat de la société lignagère autochtone reconstituée. Irruption massive et,

d'autre part, de plus en plus diversifiée quant à l'origine des nouveaux salariés ou agriculteurs: aux riziculteurs merina ou betsileo s'adjoignent, dès les premières années de ce siècle, de nombreux *Korao* (terme désignant les ethnies du Sud-Est), recrutés d'abord par l'administration et les employeurs privés; puis des gens du Sud, chassés par la disette; enfin, par groupes entiers, des Tsimihety du Centre-Nord, dont la vigoureuse démographie alimente une expansion spatiale en forme d'infiltration.

Le point de vue qui privilégie l'histoire comme devenir des sociétés va bien au-delà de la simple « mise en place » que l'on vient d'esquisser d'acteurs venus successivement enrichir la scène politique et économique. Il est indissociable, dans cet ouvrage, d'une deuxième approche, à travers la notion d'articulation. Notion répertoriée, mais qui, appliquée par WAAST au « développement des sociétés occidentales malgaches », prend une singulière vigueur. Pour l'auteur de ce texte, son analyse porte sur « l'articulation entre le capital et les productions autochtones ». Mais il utilise lui-même ce terme dans une acception plus large: articulation de milieux naturels nécessaires à la vie, articulation des productions. En fait, sans que le mot soit nécessairement prononcé, il définit une bonne part de la problématique commune aux divers articles. Deux significations se trouvent constamment, et intimement associées: articulation au sens de charnière, de rapport structural entre deux ensembles organiquement liés; et d'autre part le processus même d'ajustement et de réorganisation qui aboutit à l'intégration réciproque ou à l'inclusion d'un ensemble dans l'autre. Dans cette deuxième acception, toute l'histoire sakalava pourrait se définir comme une suite d'articulations, presque toujours dissymétriques: dans un premier temps, la construction politique se nourrit et se complexifie; dans un deuxième temps, elle se dissout à l'intérieur du champ plus large que viennent structurer, du dehors, la colonisation, les relations de type capitaliste, le système étatique.

L'articulation *princeps*, passage de la science au pouvoir, de la connaissance arabe à l'idéologie fédérante, révèle, sous la plume de LOMBARD, une dualité de contenu: dans le système mis en place, « le pouvoir du roi s'oppose à celui de l'ombiasy et les deux *s'articulent* pour assurer le fonctionnement des institutions politiques du royaume ». Le politique donc, à la fois distinct et indissolublement lié à l'idéologie dans le fonctionnement du système. Mais l'articulation est aussi celle d'un intérieur (les *tompon-tany*) et d'un extérieur. LOMBARD a beau affirmer que « l'idéologie politique héritière d'un savoir étranger est devenue... une idéologie proprement malgache », ce qui est certainement vrai, il n'évacue pas, ce faisant, le rapport initial d'inégalité. Aussi bien, le « groupe dominant », venu du dehors, était-il « porteur d'un système idéologique, d'un système de connaissance beaucoup plus achevé que les groupes locaux ». La dissymétrie s'affirme au stade suivant, celui de l'expansion politico-territoriale. L'histoire sakalava est devenue celle « de l'intégration progressive des différentes communautés qui occupaient le territoire », et de l'application du modèle à de nouveaux espaces. L'incorporation des groupes dominés a lieu selon deux modes complémentaires: d'une part, les différents groupes *tompon-tany* se constituent « comme groupes claniques dans le cadre des structures socio-politiques institutionnalisées par la royauté »; ils sont érigés d'autre part en « unités de production » spécialisées — chasse, pêche, cueillette... — dans la ligne de leurs choix écologiques originels, et chacun occupe comme tel une place déterminée dans la nouvelle économie dominée par le bœuf et les pâturages.

A l'autre « bout » de l'histoire sakalava, l'idéologie politique n'est pas absente. L'article de Bernard SCHLEMMER envisage précisément les choses sous un angle

voisin. Face au système sakalava qui se survit dans le Mcnabe, les militaires en charge de la « Politique Galliéni » surent en dégager les ressorts, et donc la rationalité propre. Ils découvrirent ainsi les joints d'une articulation provisoirement profitable aux intérêts de la colonisation. Et ceci, tout en montrant une totale incapacité à saisir les fondements de comportements économiques jugés par eux aberrants. Si les préoccupations politiques occupaient alors le devant de la scène, dans le jeu et la pensée des acteurs, c'est qu'il s'agissait encore d'un espace marginal. De ce cœur géographique du pays sakalava, il paraissait « à peu près impossible de tirer jamais profit ». Le vrai enjeu, inhérent au nouveau système qui se mettait en place, n'allait se révéler que peu à peu et non sans flottements du côté des pouvoirs publics. C'est ce primat de l'économique, progressivement dégagé dans les faits, qui fonde l'étude de FAUROUX: examiner « les formes d'articulation qui s'instaurèrent au cours de l'époque coloniale, entre l'économie coloniale et l'économie sakalava lignagère ». Et celle de WAAST: analyser en fonction de la colonisation, et comme « processus historique restructurant la société en plusieurs phases », « l'articulation entre le capital et les productions autochtones ». De ces formulations parallèles procèdent, on s'en rendra compte, des textes nullement contradictoires mais dont les résonances diffèrent subtilement.

Comme aux temps de la création des royautes sakalava, la dialectique est toujours celle des rapports entre une société englobante et une société englobée. L'une a la maîtrise globale de l'espace; l'autre, qui est multiple, n'a que celle de son espace. Dans la société sakalava d'autrefois, la « base lignagère » était « immergée dans le réseau des rapports institués par la royauté ». (WAAST) Dans « la juxtaposition de groupes familiaux courts, sans généalogie commune, incapables de communiquer, de réguler leurs relations ou d'organiser leur coopération sans l'intermédiaire du représentant royal » résidait « le nœud de la construction politique ». *Mutatis mutandis*, les choses, en leur principe, ne sont pas fondamentalement différentes à l'intérieur de l'état colonial ou post-colonial. Le modèle englobant/englobé, dominant/dominé, a moins changé de forme que de contenu: l'économie-moyen a fait place à l'économie-fin. La complexité d'ensemble, d'autre part, est devenue bien plus grande. L'articulation générale se décompose en une variété d'articulations particulières, à la jointure desquelles il peut fort bien arriver que l'aspect purement social ou technique des rapports passe au premier plan.

En dernier ressort, la médiation est bien d'ordre économique, mais elle fait le détour par le haut du système. Aux niveaux intermédiaires, les « Indiens », commerçants ou détenteurs de terres, dont il n'est pas beaucoup question dans ce volume, ont toujours été, vis-à-vis des autres groupes, en position d'acteurs économiques conscients. Mais les « émigrants » en provenance de diverses régions de l'île ont avec les Sakalava un jeu relationnel beaucoup plus riche. Techniquement parlant, Françoise le BOURDIEC n'est pas la seule à reconnaître en eux les initiateurs des formes évoluées de la riziculture: dans le delta de la Morondava, les colons merina et betsileo ont apporté, avec la riziculture irriguée, « une innovation considérable ». (FAUROUX) Dans la vallée de la Maningoza, où les Antaisaka sont majoritaires parmi les non-autochtones, l'articulation technique demeure fonctionnelle: les immigrés assurent en général le contrôle de l'irrigation, les Sakalava prêtent leurs bovins pour le piétinage des rizières. (Le BOURDIEC) Dans la sphère sociale, les relations s'organisent autour du thème central du transfert du droit d'usage sur le sol productif. Il y a là le principe d'une « extorsion » dont on verra qu'elle peut être poussée assez loin. Mais le rapport économique se double d'une floraison de formes de participation

sociale et rituelle, qui contribue d'une autre façon au « renforcement du système lignager » dont parle WAAST. Sauf au dernier stade de décomposition de l'organisation lignagère, la stratégie locale n'est économique ni au niveau des fins dernières, ni entièrement par les moyens qu'elle utilise.

Pour en finir avec le concept d'articulation, il est intéressant de noter les cas où la jonction des ensembles, réalisée au niveau supérieur, avec les réorganisations qu'elle entraîne, ne l'est pas aux échelons du dessous. Dans le Menabe, il existe « une petite agriculture marchande Betsileo ou Antaisaka, pratiquement indépendante de tout rapport avec les Sakalava ». (FAUROUX) Les anciens villages de migrants y ont souvent, en plus d'une existence distincte, un terroir en propre. Ailleurs, cette autonomie réciproque exprime le retrait des éleveurs sakalava, vers les secteurs écologiques excluant la compétition d'autres formes d'utilisation du sol. Convergence de hasard, influence d'un milieu naturel fortement différencié, ou rémanence de la vieille organisation politico-économique des royaumes sakalava, la ségrégation actuelle rappelle les formes les plus anciennes du partage de l'espace. Quant elle existe. Plus proches des instances coloniales, d'autres formes de non-communication, d'articulation mal ou incomplètement réalisée, affleurent dans les textes. WAAST note que jusqu'à la première guerre mondiale « le capital productif échoue » dans sa région; seule « l'instance politique », c'est-à-dire l'administration coloniale, réussit l'articulation. C'est seulement entre les deux guerres, grâce à l'afflux de salariés migrants, que les possibilités d'investir pourront être débloquées. Même situation au Menabe, où « les structures d'une économie de marché ont été mises en place dès les débuts de la colonisation, mais leur fonctionnement s'est avéré d'emblée extrêmement laborieux ». (FAUROUX) Ici, toutefois, l'analyse, poussée à son terme logique et chronologique, fait conclure: « Tout se passe comme s'il y avait eu une simple juxtaposition des sociétés Sakalava et coloniale, chacune d'elles campant sur ses positions. La société coloniale s'est contentée de prélever sans effort, sans investissement et sans risque les fruits modestes d'un certain surtravail imposé à la population Sakalava ».

Cette phrase contient en mineur la définition même de l'extorsion: obtenir d'un groupe ou d'une catégorie sociale la production d'un surplus excédant ce qui est nécessaire à la vie, et en capter tout ou partie de la valeur. Ce qui frappe, en pays sakalava, c'est la constance depuis les origines historiques, sinon de l'extorsion à proprement parler — concept inséparable de l'idée de violence faite — du moins d'un prélèvement systématique opéré par, et au bénéfice des instances supérieures de la société. L'articulation a toujours fonctionné comme le lieu du prélèvement. A partir des prestations exigées de leurs sujets, ou du produit des razzias, les souverains anciens accumulaient les biens de prestige destinés à la circulation cérémonielle, ou à une « thésaurisation ostentatoire »; le produit alimentaire aussi la traite côtière. L'effet commun était de renforcer le pouvoir royal. La décadence du système politique, l'instauration du pouvoir colonial, la mise en place de l'appareil capitaliste, les réorganisations sociales consécutives, n'ont pas mis fin au prélèvement des surplus. Elles en ont seulement déplacé les points d'application, et changé les bénéficiaires. Dans la nouvelle organisation des rapports de production et d'échange, laissons de côté ce qui apparaît banal dans le contexte rural de la colonisation: les entreprises agricoles à caractère d'enclaves; le réseau commercial installé pour le drainage des produits; la valeur marchande qu'acquiert la terre en fonction des cultures de vente; l'appui direct ou indirect de l'Etat aux planteurs ou commerçants étrangers au pays. Il reste comme traits marquants, dans l'Ouest et le Nord-Ouest sakalava, la dissémi-

nation — on pourrait presque dire: la démocratisation — progressive d'une extorsion de mieux en mieux caractérisée; la substitution, dans le rôle d'« exploités », aux esclaves de jadis, des immigrants actuels; enfin la généralisation d'une forme particulière de prélèvement: le métayage.

Touchant le premier point, ce sont les *tale*, gestionnaires des groupes lignagers de descendance qui, dans un premier temps, ont recueilli l'héritage des anciens bénéficiaires: le roi, son entourage, la noblesse (qui représentait la royauté auprès des groupes locaux subordonnés). Le contrôle des troupeaux les mettait en position « d'exiger le surtravail » (WAAST) de leurs dépendants. Depuis la dernière guerre, « le mouvement porte à la segmentation lignagère accrue », et à la libération des femmes. Ces dernières, dans le Nord-Ouest, ont monté des formes originales d'extorsion, à la faveur d'une véritable décomposition sociale. Le second trait procède au départ d'une constatation: la société sakalava ancienne était esclavagiste. Un groupe lignager sans esclaves se serait trouvé « confronté à de redoutables problèmes pour assurer sa survie, car la nécessité de se livrer aux tâches domestiques et agricoles diminuait son aptitude à une mobilisation militaire permanente », et risquait de le conduire lui-même à la servitude. Un des premiers actes de la colonisation fut d'abolir l'esclavage. On ne peut pas dire que les migrants se soient substitués aux esclaves. C'est la mise en culture des *baiboho* — terres alluviales hautes, à fertilité néanmoins renouvelée — qui, à partir de la flambée des prix du pois du Cap pendant la guerre de 1914-1918, a fait naître un « brusque intérêt pour la terre » (FAUROUX), jusqu'alors dépourvue de valeur en soi, et librement concédée aux immigrants. Les nouveaux venus ont eux-mêmes proposé la solution du métayage, « tout à fait courante dans leur pays d'origine ». Rien, par conséquent, qui ressemble à une filiation. La rente foncière n'en représente pas moins, pour les groupes détenteurs du sol, l'équivalent structural de la rente de travail fournie jadis par le capital-esclaves, peut-être aussi la perpétuation d'une habitude sociale. Le métayage, par ailleurs, c'est notre troisième point, s'est imposé, sous diverses variantes, comme la formule à tout faire de l'échange terre-travail. C'est elle qui a permis à la « fringale de terre » (WAAST) manifestée par les colons européens ou assimilés de déboucher sur le profit, en utilisant au meilleur compte les facilités de la législation foncière coloniale. À côté des plantations agro-industrielles du Nord-Ouest et du Betsiriry, l'entre-deux-guerres vit ainsi se multiplier, à la faveur du brusque afflux des migrants du Sud-Est, les « domaines latifundiaires ». Comme l'écrit FAUROUX, en définitive, « le seul mode efficace d'extorsion du surtravail consista, pour la colonisation, à confisquer purement et simplement la rente foncière sakalava ».

LA VISION RENOUVELÉE D'UNE SOCIÉTÉ

Dans le fil d'une lecture historique des rapports intérieur-extérieur, et par le truchement des concepts emboîtés d'« articulation » et d'« extorsion », ce sont les avatars, les métamorphoses du système social au sens le plus large qui sont mis en relief et reçoivent un éclairage. A propos d'une société particulière, l'approfondissement théorique est certain, tout en laissant le lecteur libre de suivre ou de se distancer. Un autre résultat, sans doute moins voulu, a été de mettre en valeur, à travers le temps et l'espace, quelques « constantes » du système sakalava. Le constat de ces grandes permanences ne renvoie pas tant au projet collectif de départ qu'il n'exprime une sorte de convergence, à l'arrivée, entre les différentes contributions. Il vaut

d'autant plus la peine d'en parler. Tout n'est pas inédit. Cependant, même quand il n'y a pas « révélation », la rencontre et l'accord de recherches distinctes font avancer les choses : ils apportent confirmation, autorisent à généraliser, et insèrent l'acquis dans une cohérence globale qui lui assigne sa véritable signification.

Que le bœuf soit le pivot de l'organisation sakalava, on le savait depuis les travaux de MOLET, comme WAAST a l'élégance de le rappeler. On trouvera chez cet auteur, dont le travail pionnier n'apparaît aucunement démodé, le détail d'un extraordinaire raffinement classificatoire appliqué aux coloris de la robe, à la configuration des taches et à la forme des cornes. Bien au-delà de l'anecdotique, la fonction du troupeau est de pouvoir d'animaux un double cycle cérémoniel et matrimonial. Leur sacrifice ou leur circulation permet de réaffirmer l'identité des groupes lignagers et d'ordonner la répartition de la fertilité humaine. L'enjeu est donc capital. Mais la règle oblige à produire, pour chaque circonstance particulière, des bêtes d'une catégorie déterminée. Tout dépend de la qualité et du statut respectif des donateurs et donataires, de la nature de l'événement célébré, etc. (WAAST) De là, la nécessité d'une gestion centralisée, hiérarchisée... Pour les catégories manquantes, les possesseurs personnels d'animaux puisent au troupeau lignager, et les gestionnaires lignagers, en cas de besoin, au troupeau royal, qui sert de « clôture » à toute la pyramide. Cette rareté organisée fonde un ordre où chaque échelon place en position de dette l'échelon subordonné et où, de proche en proche, les relations de pouvoir sont intimement solidaires des équilibres sociaux. Le rôle de « réserve » dévolu aux troupeaux des nobles, représentants du roi, assure dans chaque voisinage le contrôle des relations interlignagères. Sur un plan différent, les nécessités techniques de l'élevage commandent la dimension optimale des troupeaux et, par voie de conséquence, celle des groupes territoriaux. Elles gouvernent également jusqu'à un certain point, en fonction de l'écologie, la distribution géographique des communautés résidentielles.

Telle apparaît, en gros, la place du bétail dans la société sakalava ancienne. Du moins chez les groupes numériquement et politiquement dominants. Peu d'informations sont disponibles sur les aspects matériels et les contraintes qui, significations sociales mises à part, faisaient aussi de l'élevage un système pastoral. Or c'est cette face des choses que considèrent aujourd'hui, en priorité, les spécialistes de la question. On se trouve donc, dans cet ouvrage même, en présence de deux registres de la connaissance. D'un côté, celui des sciences sociales, l'insistance est mise, parallèlement au processus contemporain de « régression vers l'anarchie politique pré-Maroserana » (FAUROUX), sur la prise de contrôle des troupeaux à des niveaux de plus en plus bas. D'une façon générale, « la visée des hommes 'dépendants' est d'accéder à la position de *tale*, de constituer autour d'eux un groupe capable de réunir suffisamment de bœufs pour former un troupeau autonome : le segment (lignager) peut alors prendre son indépendance ». (WAAST) Pour les anciens esclaves, dits *Makoa*, l'enjeu est encore plus décisif. Il s'agit d'une véritable reconnaissance sociale. Se constituer en groupes familiaux, sur le modèle des hommes libres, en s'appuyant sur des « troupeaux assez nombreux et diversifiés, pour faire face aux obligations rituelles interlignagères » (WAAST) : tel était, après leur « libération », l'objectif. Le moyen : une activité précoce et insolite, dès avant la guerre de 1914-1918, dans les cultures marchandes, qui à l'époque ne tentaient pas grand-monde.

Bien plus tard, dans l'Ambongo où a travaillé WAAST, c'est le tour des femmes. Leur « promotion » fait l'objet, dans ce volume même, de l'analyse détaillée qu'appelaient la situation, tout à la fois exceptionnelle et exemplaire, décrite dans les « Concus-bins de Soalala ». La femme qui a réussi vit entourée d'enfants nés de migrants répar-

tis chez eux, ou avec un jeune homme pris sans dot et qu'elle fait travailler sur ses plantations, quitte à s'en débarrasser le jour au lendemain s'il vient à lui déplaire. Se constituer un troupeau personnel est une étape obligatoire du cursus. Il s'agit de rendre possible l'émancipation de frères ou de cousins, parmi lesquels, le nouveau segment constitué, la femme aura ses coudées franches. Un double chantage, vis-à-vis des siens et du mari provisoire ou du concubin, l'aide à accumuler les biens. Une fois de plus, entre le sociologique et l'économique, tout se tient. Les diverses lignes d'évolution convergent vers le fractionnement du bétail en unités modestes, sans rapport avec les troupeaux d'autrefois : quelques dizaines de bêtes. La « passion des Sakalava pour les bœufs » ne disparaît pas pour autant : ils restent « le mode dominant d'accumulation ». Mais la domination démographique et sociale n'en dépend plus : « les bœufs sont devenus une sorte de 'cul-de-sac social' ». (FAUROUX)

L'autre son de cloche procède d'un collationnement attentif des sources statistiques, et de l'évaluation précise du potentiel agrostologique. Le plafonnement des effectifs bovins est de nouveau mis en lumière, mais au niveau d'ensemble et non plus des troupeaux individualisés. C'est une des conclusions qui ressort de l'article de Gérard DANDOY, consacré à la région de Morondava, dans le Sud-Ouest du pays ; sa portée dépasse largement le secteur étudié. Ce qui frappe, depuis une quarantaine d'années, c'est l'augmentation très lente et irrégulière du troupeau régional. C'est aussi, dans l'ensemble, la saturation des pâturages. Dans le domaine pris en considération, les effectifs (ajustés pour tenir compte de la dissimulation pratiquée par les éleveurs) s'élèveraient, en gros, à 1 200 000 têtes, en regard d'une charge-limite calculée de 960 000. Les 20% de veaux de l'année, qui ne pâturent pas, réduisent cependant l'écart. Compte tenu du mouvement des troupeaux vers les bas-fonds, en saison sèche, le potentiel naturel — très inégalement réparti — semble utilisé de façon relativement homogène. Mais l'agriculture, en colonisant ces secteurs cruciaux, aggrave le déséquilibre. Le surpâturage n'appauvrit pas seulement les savanes : il conduit d'ores et déjà à leur embroussaillage et leur réboisement. Il faut s'éloigner des centres vitaux — deltas, ports — pour retrouver « au sud de la Maharivo comme au nord de la Tsiribihina... d'immenses terrains de parcours », encore faiblement exploités. (FAUROUX)

Des chiffres peu contestables contredisent, d'un autre côté, « les conceptions devenues classiques sur l'élevage dans l'Ouest-malgache » : loin de faire l'objet d'une « rétention » sociologique, génératrice de sous-exploitation, le troupeau de la région de Morondava subit un prélèvement annuel — essentiellement sous la forme d'animaux de boucherie expédiés vers les hautes terres — de l'ordre de 10%. Ce chiffre dépasse, quoique légèrement, le disponible théorique. Tout se passe comme si les éleveurs sakalava tiraient dès à présent de leur bétail un plein parti monétaire. Peut-être même vont-ils jusqu'à ramener plus ou moins délibérément ses effectifs au niveau des ressources fourragères. On est frappé, en tout cas, de constater à quel point le niveau des ventes varie en fonction des fluctuations du marché. Tout ceci contredit absolument « l'image d'un domaine figé où le 'culte du bœuf' tiendrait lieu de rationalité ». Notons qu'il n'y a pas qu'à Madagascar que certains clichés (l'élevage « sentimental » ou « contemplatif ») soient remis en cause. La même « révision déchirante » a eu lieu ces dernières années dans le Sahel Ouest-africain, notamment à propos des Peul : voir les publications de Jean GALLAIS.

Le deuxième grand constat, à la lecture des textes, porte sur la vitalité et la résistance du système lignager d'organisation de la société sakalava à la base. Au cours des temps, celui-ci s'est montré capable aussi bien de s'intégrer à une structure

politique d'ordre supérieur que de reprendre son indépendance le moment venu. Il a même réussi, jusqu'à un certain point, à résister au double impact de l'administration territoriale et de l'entreprise capitaliste. La « base lignagère » de l'ancienne société sakalava comportait, comme principal échelon, des « groupes » dont chacun réunissait, « autour d'un fort noyau agnatique, des patrilignées d'origine parfois féminine, et quelques esclaves ». (WAAST) L'ancêtre de référence se situait à cinq ou sept générations en arrière. Chaque groupe disposait d'un territoire propre, où il déployait sa mobilité. Les segments associés reconnaissaient individuellement l'autorité d'un aîné, son *mpitoka*, et collectivement celle — fondée sur des décisions unanimes — de l'un des *mpitoka* du groupe. Du point de vue des individus, l'appartenance lignagère conditionnait l'existence sociale et la sécurité. L'inclusion des lignages dans la construction monarchique se faisait par le relais « politico-idéologique » (FAUROUX) du clan, par l'intermédiaire du représentant royal et à travers « des rapports complexes de vassalité suzeraineté ». Le contour et les relations des diverses instances de cet « entre-deux » se discernent du reste assez mal.

Ce qui est sûr, c'est qu'à la fin du XIX^e siècle « l'institution monarchique Marosera est en crise profonde », et qu'« il n'y a plus de pouvoir politique réellement reconnu au-dessus des groupes territoriaux de parenté ». Mais rien ne vient « sérieusement compromettre la permanence des institutions lignagères », même si chaque groupe se trouve désormais « dans une situation plus incertaine ». Un pas de plus est franchi avec l'irruption coloniale, la révolte et sa répression. La segmentation fait des progrès, chaque segment tend à ignorer les autres, et la territorialité des groupes de base se renforce. Ceux-ci ne rassemblent plus que de « micro-lignages » ou des fragments réunis « au hasard parfois de solidarités récentes, créées par la guerre et la résistance ». (WAAST) Par les regroupements qu'elle ordonne, l'administration française contribue à cette évolution. Jusqu'aux années 1950, la société lignagère a pu poursuivre « sa vie imperturbablement ». Pour la menacer dans ses fondements, au moins dans des secteurs tels que l'Ambongo, il a fallu le déferlement des migrants, le développement massif des plantations arbustives, la mainmise individuelle sur le sol, la généralisation de la rente foncière, la saisie par les femmes de leur propre rente matrimoniale.

Le troisième point important mis en lumière par les analyses est la remarquable « imagination » sociale des sociétés de l'Ouest-malgache, leur aptitude à s'« inventer » de nouveaux types de rapports internes, de nouvelles configurations, pour satisfaire leurs besoins essentiels et assurer leur survie. Quand, sous le choc de la colonisation, s'effondre l'organisation politique, et que la « médiation noble » cesse de régler les rapports entre lignages, les segments localisés « développent en lieu et place l'alliance à plaisanterie *lohateny* », selon un modèle original de relations horizontales substituées à la solution verticale qui fédérait par le haut. (WAAST) Le rapport « *lohateny* » s'accompagne, chaque fois qu'il fonctionne, de dons et contre-dons où se réaffirme l'identité des lignées. Il charpente l'espace de chaînes cérémonielles. Dans le Menabe, il existe un « équivalent très exact » du *lohateny*, le *ziva*. (FAUROUX) On croit deviner que ces pratiques sociales faisaient déjà partie du vieux fonds lignager. L'innovation aurait donc consisté à les tirer de la panoplie dormante pour leur faire jouer, au niveau où s'en manifestait le besoin, un rôle structurant essentiel.

Plus tard, et à un échelon inférieur, la perte d'efficacité du système lignager crée à son tour un vide dans le domaine des tâches agricoles et pastorales. La nécessité suscite alors de « nouvelles formes de coopération dans le travail », entre des unités de production familiales de plus en plus autonomes au plan technique, et de moins

en moins liées par les inter-obligations au sein du lignage. Apparaissent alors, dans le Boïna (Boeny) des groupes de camaraderie constitués, aussi bien que la pratique des invitations au coup par coup. Dans le Menabe, le passage à l'agriculture sédentaire oblige pareillement les Sakalava à « définir des formes de coopération qui n'existaient pas dans le système de production traditionnel ». (FAUROUX) Là où les immigrés sont nombreux, des modèles d'organisation leur sont empruntés. A défaut, « de véritables concertations collectives » ont parfois lieu « pour décider de la marche à suivre », et des solutions inédites voient le jour. Ainsi s'esquisse une différenciation régionale à l'intérieur du grand Ouest.

A cet égard, les choses sont encore plus nettes dans le cas de la « dot ». Déjà, en comparaison du Boeny, en tout cas de l'Ambongo, l'accent est mis davantage au Menabe sur les enfants qui naîtront, et font le moment venu l'objet d'une compensation matérielle, que sur la femme cédée par un lignage. Mais l'écart se creuse encore, quand les cultures commerciales et l'argent qui en dérive entrent en jeu. A Soalala, la dot, mise en quelque sorte aux enchères, devient le moyen d'une extorsion; elle permet un temps aux responsables lignagers de maintenir, ou de placer sous leur contrôle les jeunes et les migrants. « Rien de tel dans le Menabe, où les rapports marchands ont été maintenus entièrement à l'écart des mécanismes de reproduction du système lignager ». (FAUROUX) Ces divergences sont significatives. Elles témoignent d'une aptitude à réorganiser les rapports sociaux, à la limite dans des directions opposées, en fonction des circonstances et des situations localisées.

On en retrouve l'équivalent technique et économique au cœur des systèmes de production régionaux. Face aux initiatives coloniales ou à celles de l'Etat, se prévalant du « développement », ce n'est pas tant « l'opposition » ou la « résistance » des partenaires locaux qui appellent l'attention que ce que WAAST désigne comme « la *contre-pratique*, déformante, d'une société organisée et soucieuse de se reproduire ». Autrement dit, le retournement des stratégies par ceux-là mêmes qui se les voyaient appliquer de l'extérieur, avec une place assignée. Mais l'imagination, la créativité, la liberté d'initiative se vérifient bien davantage dans des situations plus ouvertes, où les contraintes externes ne s'exercent que de façon indirecte, à travers l'occupation, par des « enclaves » étrangères, d'une part variable des meilleures terres, celle des Baiboho. Tel est un des sens à donner au texte de J. P. RAISON, et à la comparaison qu'il institue entre deux villages, éloignés l'un de l'autre, de la dépression qui forme transition entre le monde sakalava et celui des hautes terres: d'un côté, au nord, le pays de Maevatanana; de l'autre, au sud, le Betsiriry. Dans l'un et l'autre cas, le peuplement est « hétéroclite », et les gens de l'Ouest minoritaires. Mais l'agriculture s'y est développée, sous sa forme marchande, dans l'ensemble « indépendamment de l'appartenance ethnique ». On est parti du tabac, qui reste cultivé dans le Nord, pour concentrer depuis un certain temps les efforts sur les haricots à Bepeha, le village du Sud, et les arachides à Anjiakely, celui du Nord. D'autres villages du secteur de Maevatanana en sont aux tomates et aux oignons qui, compte tenu de la qualité et de la quantité des terres disponibles, rémunèrent davantage le travail.

L'important, toutefois, d'un point de vue tourné vers la société locale, n'est pas là. L'accent est à mettre, d'abord, sur l'impossible maîtrise du milieu naturel, même avec des moyens modernes. Relief et régime des eaux, notamment lors du passage des dépressions cycloniques, se combinent pour engendrer des crues violentes et imprévisibles. La topographie de détail, qui règle le choix et l'agencement des cultures, réagit par une extrême instabilité: baiboho emportés, sols limoneux

enterrés sous des dépôts sableux, cuvettes à vocation rizicole progressivement comblées. Ceci est le lot de tout l'Ouest malgache, mais spécialement de la « dépression périphérique » dont les habitants sont en quelque sorte en première ligne, vis-à-vis des flots qui dévalent des hautes terres. Plus encore que dans les zones alluviales deltaïques, leur agriculture « doit s'organiser en fonction de mutations du milieu qu'on ne peut prévoir mais qu'on doit attendre ». Elle y parvient remarquablement : « au gré des variations des fleuves, secteurs mis en valeur, cultures pratiquées se modifient parfois d'une année sur l'autre ». Ce qui exclut toute fixation du paysage, et même toute intensification agricole, dans le sens de soins apportés à la fertilisation du sol (qui reste entièrement tributaire de l'inondation annuelle). L'investissement se fait exclusivement en travail, à travers une culture soignée qui reçoit, directement ou indirectement, le renfort de la charrue, « devenue très normalement un instrument indispensable ». L'élevage à son tour s'est réajusté autour des bœufs de traits, dont l'embouche a remplacé la vieille pratique économique du naissage à destination des plateaux.

L'adaptation écologique, collant aux variations du support, et l'esprit d'innovation à l'affût, ont leur pendant, ou leur complément, du côté économique. Les forces non maîtrisables sont ici celles du marché, et les villageois qu'étudient RAISON montrent la même ingéniosité à s'y adapter. Le pas décisif a consisté à substituer au tabac, qui les rendait dépendants d'un marché ou d'acteurs extérieurs, des productions répondant à une demande intérieure, spécialement celle de la capitale, où les prix ne font guère que monter. A Anjakely, où les relations avec Tananarive sont faciles, les habitants ont pris en mains la commercialisation directe de leurs arachides. Même le tabac, par le truchement de filières clandestines, reste en partie sous leur contrôle. Il y a là, assurément, un progrès décisif, dans la mesure où il refoule les articulations majeures — avec les contraintes, les difficultés d'ajustement et les possibilités d'extorsion qui s'y localisent — à l'extérieur du système de production et de vente.

QUELQUES INTERROGATIONS

On s'est efforcé, dans les deux premières parties de cet article, de relever et mettre en lumière les points forts et les convergences des textes. Mais ces travaux suscitent d'autres questions; ils laissent de côté ou dans la pénombre certains points de vue également applicables à la connaissance des sociétés et de leur espace de vie. Les lignes qui suivent, et qui n'engagent que leur auteur, ont pour objet d'explorer cet au-delà des articles et de leur lecture attentive.

On ne peut pas ne pas s'interroger, d'abord, à propos des royaumes sakalava, sur le pouvoir à l'œuvre derrière les divers types de prélèvements, ses tenants et aboutissants, sa relation à l'économique. Si l'on suit bien LOMBARD, à l'origine des constructions sakalava, le savoir a fondé le pouvoir, et celui-ci, par la répartition des tâches, et l'affectation des groupes à des milieux spécialisés, a rendu possible la captation des biens en surplus. On n'est pas si loin, en apparence, de Pierre CLASTRES : « la relation politique de pouvoir précède et fonde la relation économique d'exploitation » (1). En fait, la question n'est pas tout à fait là. On la poserait volontiers

(1) Pierre CLASTRES, *La société contre l'Etat*. Paris. Editions de Minuit, 1974. 187 p. (p. 169).

sous la forme suivante: qui est en dette vis-à-vis de qui? Les habitants, éternels redevables, vis-à-vis du pouvoir royal et de ses représentants, selon le modèle de la société étatique, telle que la voit CLASTRES? Ou bien la hiérarchie d'autorité vis-à-vis de la société, « lieu véritable du pouvoir », selon la logique de sa « société primitive »? C'est tout le problème du service rendu qui mériterait examen. Affaire de degré et d'appréciation, répondra-t-on sans doute. C'est bien une réponse nuancée qui se lit en filigrane dans les textes, où les termes d'« extorsion » ou de « bureaucratie tribale » n'apparaissent, à une ou deux mentions près, qu'à propos de l'articulation coloniale. Il est nettement précisé, d'autre part, que le clivage aînés-cadets n'a pas joué, avant la phase contemporaine, de rôle déterminant.

Tout change avec la colonisation. Dans le vocabulaire qui connote les situations caractérisées de dépendance liées au nouveau contexte, libre au lecteur de se sentir à l'aise ou non. Mais sûrement pas d'écarter le fait en lui-même, à savoir la généralisation de rapports économiques inégalitaires. Ce n'est pas seulement dans les secteurs où a travaillé RAISON qu'« une classe de propriétaires aisés s'ébauche, désireuse d'accroître sa richesse, en obtenant sans doute de meilleures conditions de vente, mais aussi les moyens fonciers (...) et financiers (...) d'un accroissement de sa production ». Que, de proche en proche, les nouveaux rapports économiques en viennent à ruiner, « à décomposer » la société sakalava, sous ses formes héritées du passé, cela aussi ne saurait être contesté. On peut le regretter. Mais à partir de quels critères? Et qui peut être juge, en définitive, sinon les seuls intéressés? Quant au mouvement qui porte à la recherche du gain individuel, est-ce simplement l'effet de la « violence » appliquée de l'extérieur aux personnes et à la société? La violence n'est pas niable. Suffit-elle à faire naître les appétits? On la verrait plutôt déplaçant vers de nouveaux points d'application les pulsions à l'œuvre dans l'ancienne société: de la recherche en soi du pouvoir (ou du prestige) vers l'acquisition des biens comme condition de ces avantages.

En tant que structure de pouvoir, pyramide de médiations s'exerçant de niveau en niveau jusqu'au Roi, l'ancienne organisation sakalava a été mise à nu. On la voit se constituer (à travers les écrits de LOMBARD), puis fonctionner. Mais l'éclairage donné au contrôle politique et social ne s'étend qu'imparfaitement au concret de la territorialité. Ce flou est déjà, en soi, significatif. Il révèle une société politique à faible emprise sur l'espace, où le système de liens se projette sur l'étendue plus qu'il ne s'inscrit dans un espace fermement organisé. Le « développement historique de la royauté sakalava, écrit LOMBARD, ne lui permettra pas d'atteindre à un niveau d'organisation politique aboutissant à la constitution de son territoire à l'intérieur de frontières juridiquement définies ». Il en va de même aux niveaux subordonnés. Les clans constitutifs du royaume, les groupes écologiquement spécialisés, tous anciens habitants de la terre, s'inscrivent « à l'intérieur d'un sous-territoire dans le cadre duquel et selon la place qu'ils occupent dans l'ensemble politique sakalava, ils conservent leur indépendance sociale et économique ». (LOMBARD) Mais c'est une localisation lâche, de facto, une « zone d'occupation ». A la base, enfin, FAUROUX montre bien le caractère sociologiquement et territorialement fluctuant des groupes de cohabitation: « la terre, en quantité pratiquement illimitée, n'était appropriée que collectivement et temporairement ».

Tout indique qu'à l'époque de la royauté les liens directs l'emportent sur la médiation par le territoire organisé et administré. Pour changer cet état de choses, fixer les gens, établir « les rapports sociaux quotidiens sur la base dominante des rapports de résidence » (FAUROUX), il a fallu l'Etat colonial, porteur d'un tout autre

modèle spatial, et un fort accroissement démographique. Pourtant, par-delà le flou territorial et l'absence de frontières nettes, extérieures ou intérieures, l'articulation du politique et du spatial émerge sous trois formes différentes, dans des textes qui ne sont pas spécialement préoccupés du problème. On voit apparaître, tout d'abord, discrète et plutôt sous-jacente, la notion d'une dimension critique, de l'impossible maîtrise, avec les moyens idéologiques et politiques disponibles, de constructions politiques dépassant une certaine taille. Beaucoup plus nette est l'idée d'une organisation concentrique, où le pouvoir s'affaiblit à mesure qu'on s'éloigne du lieu central d'où il s'exerce. Les franges sont le lieu d'une relative autonomie politique, on y échappe aux prestations. Les « marches » sont les « zones-refuges des branches écartées du trône, et leur lieu de départ pour le reconquérir ». (WAAST) En poussant les choses un peu plus loin, on verrait la périphérie des grandes aires politiques comme une sorte de réserve, de marge laissée au « possible », de pôle externe d'une opposition structurale entre présent et futur. Les espaces marginaux ont continué à jouer leur rôle sous la colonisation, en devenant, pour les branches « résistantes » de l'aristocratie, des fiefs « d'opposition sourde ». (WAAST) Dernier aspect de l'organisation spatiale ancienne: l'impossibilité d'une « fermeture ». L'institution monarchique et ses rouages subordonnés, jusqu'au niveau des segments lignagers, vivaient de prélèvements. « Mais il n'était pas possible de rançonner à l'infini des sujets, d'ailleurs peu nombreux. Il devint donc nécessaire d'organiser des expéditions hors des frontières du royaume, et de plus en plus lointaines au fur et à mesure que les voisins avaient été pillés ou s'étaient ralliés. » (FAUROUX) La dynamique du système, postulant une extension indéfinie, ne pouvait que le ruiner à terme: rendement décroissant des razzias à trop grande distance des bases de départ, heurts inévitables avec la solide organisation merina.

On touche ici, par le biais de l'espace, à une nouvelle interrogation. Les royaumes sakalava sont-ils morts d'un affrontement avec les Merina d'abord, puis les Français, ou leur organisation contenait-elle en elle-même les germes de sa destruction? Plus précisément, le choc extérieur a-t-il fait autre chose que hâter ou devancer une décomposition inévitable? Sans vouloir refaire l'histoire, on enregistrera, avec FAUROUX, la « crise profonde » où se trouvait l'institution monarchique maroserana à la fin du XIX^e siècle. Resté indépendant du pouvoir merina, le pays au nord de la Tsiribihina n'était pas épargné. La « décadence », au Boeny, était d'autant moins évitable que le « modèle » politique idéal n'avait jamais pu complètement s'y réaliser. D'autres porteurs de la connaissance arabe, les Antalaotra, venus directement du Nord, avaient précédé les conquérants sakalava. Des principautés y existaient déjà, fondées sur des bases idéologiques comparables. De là, dès le départ, un « émiettement considérable » et des « légitimités en concurrence ». (LOMBARD)

A la jonction du politique et de l'économique, la terre et le travail, comme facteurs de production contrôlés par les forces sociales, reçoivent une attention légitime. Du passé au présent, s'agissant de la première, le renversement est souligné: l'accès au sol, à tous les niveaux, passait jadis par les rapports sociaux, appartenance des familles à un lignage, inclusion des lignages dans le système politique. Le métayage aujourd'hui, par le truchement de la terre, engage au contraire une procédure d'insertion, tout au moins de légitimation sociale. Quant au travail, les rassemblements dont la parenté était autrefois le principe ont fait place, pour des tâches d'ailleurs différentes, à des formes de coopération procédant davantage du voisinage pur et simple, et débordant même les limites ethniques dans le cas des bœufs prêtés pour le piétinage des rizières. A l'exemple des entreprises agricoles étrangères, les « grands

planteurs », sakalava ou immigrés, rémunèrent une main-d'œuvre salariée. Cependant, dans les villages étudiés par J. P. RAISON, l'engouement pour les cultures commerciales ne détermine qu'une faible demande de bras supplémentaires. Malgré le réservoir tout proche des hautes terres, grâce aussi à la diffusion des charrues, l'exploitation tend vers une formule « franchement individuelle ». A la limite, la distinction se brouille entre rapports de travail et rapports fonciers. Dans le cas des *jaloko* (concubins) ou du mariage à répétition des femmes sakalava de l'Ambongo, la condition des jeunes et des migrants participe à la fois de celles de preneurs de terres et de salariés.

En même temps qu'à une logique sociale, d'ailleurs complexe et non exempte de contradictions, les systèmes de production, en pays Sakalava, répondent à une logique technique, qui a ses propres exigences. Les problèmes d'organisation qui se posent aux exploitants sont pleinement mis en lumière dans l'étude de deux villages de la dépression bordière des hautes terres. Le texte de RAISON met l'accent sur la véritable combinatoire que doivent réaliser les paysans. L'articulation complexe des tâches, des espaces disponibles ou accessibles, enfin des diverses facettes du milieu écologique, exprime un double arbitrage: entre les différents besoins ressentis, d'une part, un certain nombre de contraintes externes, d'autre part. A travers les premiers se manifeste la pression sociale, ou politique. Quant aux secondes, il s'agit d'abord d'une grille temporelle, celle des périodes imparties, pour chaque tâche, par le calendrier climatique et ses imprévus. L'espace vient ensuite: même quand il ne manque pas, une limitation résulte des distances à franchir, en allées et venues quotidiennes ou saisonnières. La nature enfin, plus que partout ailleurs diverse, fragile et changeante, ne se prête ni à n'importe quel usage, ni à une utilisation homogène.

La réponse collective à l'ensemble des besoins et des contraintes offre une logique interne suffisamment forte, faite d'interdépendances, pour apparaître comme un système. La marge d'autonomie d'un tel « système de production » par rapport à l'organisation sociale en général constitue un autre problème. C'est toute la question des modes de production, au sens large de l'expression. Plus sensible qu'un autre à l'originalité des ajustements réalisés en chaque lieu et par chaque groupe, « le » géographe plaidera volontiers l'autonomie relative des arrangements techniques par rapport aux arrangements sociaux. Il aura tendance à qualifier les plus spécifiques et les plus durables en termes de « civilisations agraires ». On notera cette remarque: « les Sakalava conservent relativement bien leurs structures sociales, alors que leur système de production, fortement dépersonnalisé, est en cours de transformation ». (Le BOURDIEC)

Plusieurs interrogations viennent se greffer sur la précédente. D'abord au sujet de la signification même du concept d'ethnie dans l'Ouest malgache, dans ses rapports avec les systèmes de production. On notera d'abord la variété des groupes originels écologiquement spécialisés, à la fois fédérés et confirmés dans leur rôle par l'entité politique sakalava: Tanandro cultivateurs, Vézo pêcheurs en mer, Mikéa récolteurs, etc. Dans l'actuel, ce qui prime, c'est naturellement la forte opposition entre les immigrés des hautes terres, dits *Ambaniandro*, spécialistes du riz repiqué, et les Sakalava, qui s'y sont mis plus tard, et avec moins de conviction. C'est aussi, dans les rapports, notamment matrimoniaux et fonciers, qu'ils entretiennent avec les gens du pays, les comportements fortement différenciés des différents groupes de migrants venus des hautes terres, du Sud-Est (*Antaisaka*) et du Centre-Nord (*Tsimihety*), notamment. Il faut cependant se garder d'ériger les divers groupes en entités rigides. Des contacts prolongés finissent, comme le remarque LE BOURDIEC, par modifier

les « étiquettes ». A la limite, les identités ethniques se muent en rôles structuraux. Dans cette perspective, une recherche intéressante est en cours, visant à identifier « le jeu des pratiques sociales », notamment de compétition intergroupes, dont les institutions actuelles sont l'objet. (Suzanne CHAZAN)

Symétriquement à la logique dont les systèmes sociaux et les rapports de production sont le lieu, les textes des géographes incitent à ne pas oublier une autre logique qui est celle des systèmes naturels. Entre la végétation, les sols et l'hydrographie, sans parler de la vie animale, tout se tient à tel point que les atteintes localisées ou partielles, dues à la culture ou aux pratiques pastorales, se traduisent par des répercussions en chaîne dont on verra des exemples plus loin. Dans l'Ouest malgache pas plus que n'importe où ailleurs, l'« écologie » humaine ne consiste à démembler le complexe naturel pour en faire intervenir les éléments artificiellement isolés au point voulu d'un raisonnement sur les sociétés. Ce sont bien deux ensembles logiques interréagissants dont il convient en tant que tels d'analyser l'implication réciproque. Pour l'Ouest malgache, les travaux de Jean-Pierre TROUCHAUD et Jean-Yves MARCHAL constituent de très bons jalons régionalisés. La seule tentative à ce jour, néanmoins, à pleinement assumer le point de vue écologique, est à porter au crédit de Dan Michel COUVU.

La dernière interrogation porte sur le sens profond à donner à l'évolution, dans le temps, des systèmes de production. On retrouve, bien sûr, au niveau de l'économie, l'évolution et les ruptures liées à l'histoire politique de l'Ile. Mais les prélèvements de la monarchie sakalava, plus tard la pression coloniale et les opportunités du marché, ne sont qu'une explication partielle. Au départ, même les groupes non spécialisés se contentaient, en fait de culture, d'essarts rudimentaires dans la forêt sèche, sans travail du sol. Vite abandonnés, après une récolte ou deux de maïs, les emplacements se transformaient en terrains de parcours. L'élevage, « seul centre d'intérêt » (LE BOURDIEC), disposait d'une réserve illimitée de pâturages. Les tubercules récoltés en forêt, *tavolo*, contribuaient pour une part appréciable, avec d'autres produits de cueillette, à l'alimentation. Telle est la situation initiale. Le riz, cultivé dès avant l'arrivée des gens des hautes terres, ne l'était que dans une écologie particulière, celle des cuvettes de débordement, et sous une forme élémentaire : « un semis direct, effectué à la hâte sur la périphérie des lacs, dès que l'eau avait suffisamment baissé ». (LE BOURDIEC) Le tout était assorti d'une grande mobilité.

A l'autre bout de l'évolution, les pâturages commencent à faire défaut pour un troupeau stabilisé et de plus en plus strictement utilitaire. La culture du riz s'est généralisée, partout où le climat ou l'hydrographie s'y prêtent. Elle se pratique à des moments différents de l'année, *vary asava* (ou *vary tsipala*), en saison des pluies ; *vary asotry* (ou *vary jebly* ou *vary be*), culture de décrue, dans les cuvettes, les grandes vallées, à la périphérie des lacs. Les *baiboho* concentrent les cultures commerciales, annuelles ou — pour les plus élevés — pérennes. Dans plusieurs régions on en manque, même quand ils n'ont pas été accaparés par des « concessionnaires » étrangers. L'ampleur des modifications du paysage serait inexplicable sans l'important accroissement de la population qu'on sait lui correspondre. Sans en rechercher les causes ni les modalités, ni vouloir apprécier la part considérable de l'immigration dans le phénomène, l'Ouest sakalava entre dans le champ d'une problématique précise : celle des relations entre changement technique et croissance démographique.

Les textes réunis révèlent, de ce point de vue, une intensification limitée des systèmes de production. La riziculture de décrue, mode de culture « le plus original de la côte Ouest » (LE BOURDIEC), n'est intensive qu'en apparence, malgré les cas

localisés de double culture annuelle par alternance avec le riz de saison des pluies. Le repiquage, élément essentiel, a certainement de bons effets quant au rendement. Mais, comme RAISON en a fait la remarque ailleurs, il permet avant tout de jouer, avec le temps, d'attendre que les eaux aient suffisamment baissé. A ce titre, il s'inscrit bien davantage dans le cadre des adaptations à un milieu aux « caprices incontrôlables ». Même pour les productions qu'elle écoule, la « petite agriculture marchande de la bordure des Hautes Terres, dynamique et, sur certains points, manifestement ouverte au progrès technique », garde un caractère ambigu. Elle investit en travail au bénéfice des cultures les plus rentables, mais se désintéresse du support, elle pratique à un haut degré la « soil selection » (selon le concept de l'agronome ALLAN) aux dépens d'une mise en valeur étendue. Tout ceci est en fin de compte dans la logique de densités de population jamais bien élevées : une quarantaine d'habitants au maximum par kilomètre carré de *surface utilisable* dans la région de Minadrivazo, une soixantaine dans celle de Maevatanana. RAISON parle de « rareté » de la terre, mais cette rareté est toute relative. Dans son secteur comme dans celui de Morondava, étudié par FAUROUX, l'invasion des migrants et les spoliations coloniales ont été parfois durement ressenties. Même chassés de chez eux, cultivateurs et éleveurs n'ont pourtant jamais eu à s'éloigner beaucoup pour trouver des terres ou des parcours de remplacement.

Les deux thèmes qui viennent d'être évoqués, celui des interférences écologiques et celui de la pression au changement, se retrouvent au cœur de l'étude de COU sur la moyenne vallée de l'Ifasy. Tant par son milieu naturel contrasté et instable que par l'évolution du peuplement depuis le début du siècle, cette « micro-région » fait figure, vis-à-vis de tout l'Ouest, de résumé géographique et de raccourci historique. On a là une sorte de laboratoire pour l'analyse des relations entre l'espace et ses occupants, en pays sakalava.

UN « TERRAIN-TEST »

La vallée de l'Ifasy se localise, physiquement, au pied de contreforts nord-occidentaux du massif du Tsaratanana, le plus septentrional des trois principaux ensembles montagneux de Madagascar. Elle constitue une section individualisée, sur environ 35 km, de la dépression bordière du socle cristallin de l'Ile. Du côté opposé, une chaîne gréseuse rectiligne la domine, partie déjà de l'ensemble sédimentaire de l'Ouest. On se trouve sur la frange Nord du monde sakalava. La vallée a fonctionné au XIX^e siècle comme « une marche frontière entre les royaumes centralisés Sakalava et Antakarana, occupée pacifiquement par les éleveurs de l'un et l'autre royaume, au gré de leurs recherches de pâturages temporaires ». Aujourd'hui, les deux groupes se côtoient et se mêlent. Les nuances qui les distinguent s'effacent devant la distinction entre « zanatany », fils de la terre, et « mpivahiny », les étrangers, tard-venus, originaires du pays tsimihety et de la « Côte Est », accessoirement des hautes terres. L'étude est centrée sur le canton, et plus particulièrement le village d'*Anaborano*. Elle se veut la monographie d'un *terroir*, entendu comme un espace totalisant, « une trame continue et serrée de significations », un réseau de correspondances entre le sol et ses utilisateurs.

La première occupation véritable remonte au tout début du siècle, quand la vallée devint le déversoir des éleveurs fuyant la mise en valeur agricole du Sambirano (au Sud) et de la Mahavavy (au Nord). Mais cette période de libres rapports avec

l'espace n'a duré que quelques années, jusqu'à la création d'un poste militaire français. Dès 1908, les hameaux dispersés sont regroupés en villages, sans que soit remise en cause la répartition des pâturages entre les lignages. Avec 983 habitants en 1972, Anaborano est le plus important. Dans l'intervalle, la population n'a cessé d'augmenter : à la fois par capitalisation des excédents naturels et par immigration (environ 50% d'« étrangers » au niveau du canton). En 70 ans, la densité de la population est passée de 4 à 47 dans la vallée proprement dite. Elle est moins importante sur la bordure, mais la moyenne cantonale s'élève tout de même à près de 19 habitants au km². L'accroissement de la charge démographique a rendu à la fois possible et nécessaire une transformation radicale des rapports avec l'espace naturel. L'Anaborano des origines se présentait comme « une prodigieuse zone de pâturages », où les troupeaux opéraient un balancement annuel entre la plaine d'inondation, utilisée en saison sèche, et les pentes herbeuses des basses collines en saison des pluies. Les cultures se limitaient au *teitkala*, c'est-à-dire à l'essartage de la forêt qui occupait les versants des vallées secondaires.

A partir de cette situation initiale, l'évolution s'est faite de deux façons combinées. Il y a eu d'un côté extension dans l'espace de l'emprise globale du système de production. Une vie pastorale d'altitude, qui n'existait pas au début, s'est développée sur les hautes collines cristallines, où les troupeaux « inalpent » aujourd'hui au début de la saison des cultures. Refoulée vers l'extérieur par le développement des cultures arbustives, la riziculture sur brûlis, qui subsiste, s'est muée en « une agriculture pionnière qui tend nécessairement à l'extension du finage ». La dilatation de l'espace utile est cependant moins évidente que le bouleversement du schéma écologique originel. L'adaptation à un environnement différencié s'est faite de plus en plus complexe et précise. Le changement a eu lieu par étapes, chacune marquée par l'impact sur le terroir d'une innovation d'origine extérieure.

Dès le début de la présence coloniale, en réaction à l'interdiction des brûlis culturels, les rizières se concentrent sur les bourrelets de berge, dont les animaux sont chassés une partie de l'année. Le deuxième changement notable s'enclenche quand, à partir de 1928, l'administration oblige les chefs de famille à planter du café. Des parcelles minuscules se multiplient sur les bourrelets et alluvions hautes, d'où la riziculture se trouve à son tour progressivement expulsée. Ainsi s'amorce une nouvelle étape, celle de la conquête des bas-fonds par le riz. Mais celle-ci ne s'opère pour de bon qu'à la faveur d'une dernière innovation, un peu plus tardive : le repiquage du riz, introduit par les immigrés. Comme dans le cas de la dépression périphérique étudiée par RAISON, le repiquage « permet d'attendre la décrue avec des plants de riz formés, prêts à se développer avant la saison sèche ». Du coup, il devient possible de « mener à bien une riziculture aquatique, sans posséder les moyens de maîtriser les crues ». C'est de 1946 à 1956 que cette riziculture permanente de décrue se met en place sur les terres régulièrement inondées. Non sans difficultés du côté de l'élevage. Dès lors, pour l'essentiel, le système actuel fonctionne. Aux stades successifs de l'aménagement des rapports avec l'espace productif correspond un remaniement complet de la vie pastorale, d'une part, de la tenure foncière, d'autre part. On y reviendra.

Sous la forme qu'il revêt aujourd'hui, le schéma écologique se caractérise par trois principaux traits. Chaque « faciès » de l'environnement est affecté, tout d'abord, à une fonction productive particulière. Un agencement contrôlé par la verticalité fait se succéder des éléments assez bien individualisés. Tout en bas du dispositif, les *matsabori* sont des cuvettes latérales servant de déversoir aux crues de l'Ifasy

ou aux affluents bloqués dans leur écoulement par les bourrelets du collecteur. Les parties les plus profondes, marécageuses, ne se prêtent qu'à la pêche et à l'élevage extensif des porcs (élevage résiduel depuis que la maladie de Teschen, voici quelques années, a décimé les élevages). Les sols à pseudo-gley des bords de cuvettes, et les terrasses inondables à forts composante argileuse, accueillent la riziculture de décrue, aujourd'hui tout à fait fixée. Les bourrelets de berge et les terrasses subactuelles, submersibles en temps de cyclone seulement, soit quelques jours par an au plus, portent sur leurs sols sableux à limono-sableux le gros des plantations arbustives : caféiers et, depuis peu, cacaoyers. Les terres les plus élevées de la vallée, fragments de terrasses anciennes et colluvions de pied de collines, sont disputées aux caféiers par l'habitat et le fouillis d'arbres utiles associés. On y trouve aussi les cultures vivrières complémentaires du riz : brèdes, manioc, bananiers en particulier. Plus haut, c'est le vaste espace pastoral des collines, du moins de la partie des reliefs que n'occupent ni la forêt, ni la végétation dégradée qui en dérive (*savoka* buissonnante). Les pâturages les plus anciennement occupés sont ceux des basses collines du socle cristallin. Mais l'essentiel de la vie pastorale autonome se déploie maintenant sur les pacages d'altitude à la savane fortement dégradée, évoluant en pseudo-steppe. L'organisation de bas en haut du terroir se combine à un dispositif grossièrement concentrique. La périphérie lointaine contient les réserves de pâturages et les forêts encore disponibles pour l'essartage, toujours actif comme on l'a vu.

L'ordre spatial largement calqué sur le milieu naturel se double — second trait — d'une stricte organisation du temps. La riziculture, aujourd'hui, pour tous les groupes, domine le calendrier. De ses formes anciennes, mobiles, ne subsiste, dans les limites imposées par les Eaux et Forêts, que la culture pluviale sur brûlis de forêt. Deux termes la connotent : *tetikala* (littéralement : couper la forêt), équivalent du mot tavy utilisé sur la côte Est, et *vary tomboko*, qui désigne à proprement parler le semis en poquets. La riziculture itinérante sur bas-fonds, en revanche, a disparu. Seule subsiste la pratique du semis direct, associée à un piétinage expéditif, dit *revo-revo* : le sol est remué et les semences sont enfouies pratiquement en une seule opération. Cette méthode est appliquée à une fraction des rizières (permanentes) de bas-fonds. Mais les rizières de décrue, qui sont l'immense majorité, sont soumises à une préparation plus complexe. Un piétinage soigneux, dit *manitsaka godra*, assure la mise en boue. Les plants, extraits des pépinières, sont aussitôt repiqués. Toutes ces formes de riziculture s'inscrivent dans une saison unique, dite du riz de l'année, *vary taona*. Les semis, directs ou en pépinières, ont lieu en décembre ; le repiquage, en février, à mesure que les eaux se retirent. La récolte s'échelonne sur plusieurs mois. Elle commence dès avril pour le *vary tomboko*, et bat son plein en juillet sur les rizières de décrue. Le rythme annuel de la riziculture se répercute sur l'élevage. Initialement, les troupeaux passaient simplement de la plaine d'inondation, en saison sèche, aux terrasses et bourrelets exondés, pendant la crue. La culture se faisait à l'écart, sur les pentes boisées. A présent, les terres sèches de la vallée, occupées en permanence par les plantations et cultures accessoires, échappent à toute emprise pastorale. La plaine inondable n'est plus elle-même accessible que dans l'intervalle de temps qui sépare la moisson du riz de la submersion suivante. Toute la saison chaude se passe, pour les animaux, sur les pâturages d'altitude, *anketsany*, partagés entre les villages et les lignages (*foko*). Les bœufs qui participent aux piétinages ne rejoignent qu'en mars le gros des troupeaux. Ils se nourrissent en attendant sur les pâturages des basses collines juste assez loin des villages pour ne pas causer de dégâts aux rizières précoces, en semis direct. Sur les *anketsany*, les bêtes sont laissées absolument

libres. Des clôtures, *fانيتوڤالا*, barrent seulement le chemin de la zone habitée et cultivée. Vers le mois de juillet, à mesure que les récoltes se font dans la vallée, les éleveurs ramènent leurs troupeaux pour les faire paître sur les rizières libérées. Les animaux se déplacent sur les éteules, sous un régime collectif de vaine pâture, qui assure en même temps la fumure uniforme des champs. En fin de saison sèche, vers septembre-octobre, juste avant qu'ils remontent en altitude, on profite de leur absence pour mettre à feu les *anketsany*, et régénérer « un pâturage jeune et tendre ».

Le partage de l'espace et du temps entre les différentes activités va bien au-delà d'une simple rationalité écologique. Il procède en même temps d'une véritable dichotomie existentielle, enracinée dans la société locale et son histoire. La coupure est double. D'un côté, la vie pastorale s'individualise fortement par rapport aux activités agricoles. Il y a là, pour les habitants de la vallée, « deux héritages culturels disjoints ». Par bovins interposés, Antakarana et Sakalava revivent, à chaque estivage, « le pastoralisme, sans servitudes d'origine anthropique, qui prévalait il y a 70 ans dans la vallée ». Eux-mêmes, pendant ce temps, « sont exclusivement agriculteurs ». Mais les troupeaux, errant librement sur les hauts, et visités à trois ou quatre reprises seulement par saison, assurent « la continuité d'un système de valeurs » par lequel s'identifient les éleveurs devenus riziculteurs.

L'autre clivage se fait entre l'agriculture vivrière et les cultures commerciales. Le café — de la variété Kouilou — qui fournit l'essentiel des ressources monétaires n'a été planté que sous la contrainte coloniale, vers 1930. Chaque chef de ménage était astreint à en planter 35 pieds. Un système plus subtil fonctionne aujourd'hui. Les Eaux et Forêts ne délivrent d'autorisation de défricher (pour les *tetikala*) que si la parcelle est reboisée dans les deux ans. Les cultivateurs de riz sur brûlis sont donc « contraints de devenir des planteurs de caféiers ». Vaille que vaille, un paysage de plantations a fini par couvrir les terrains exondés de la vallée et, pour une part, les franges colluvionnaires. Les arbres d'ombrage, *Inga dulcis* (d'origine américaine) et *Albizia* (d'origine indienne) font apparaître ce paysage, vu d'en haut, comme une masse sombre. Les cultures de vente ont un faible dynamisme. La majorité des parcelles, héritées, ont été au mieux recépées, et les manquants remplacés. Il ne s'est pas créé, « comme chez les Sakalava du bas Sambirano, une classe de vrais planteurs ». Dans les vieilles parcelles, l'exploitation se réduit à une cueillette. Cette marginalisation des cultures arbustives se double d'une ségrégation à l'intérieur du temps productif. Des interdits de travail, de caractère personnel ou général, portent sur un nombre variable de jours par semaine: un minimum de trois pour 75% des chefs de famille d'Anaborano. Mais ces jours *fady* ne concernent que les travaux rizières. Cultures en quelque sorte hors statut social, les plantations bénéficient d'un créneau de deux jours au moins par semaine.

Avec le temps, toutefois, elles cessent de se définir entièrement par opposition, ou en négatif, vis-à-vis du système de production solidaire de la société locale. La tactique mise en œuvre par les Eaux et Forêts n'a pas seulement pour effet un certain renouveau des plantations depuis 1974. Leur mise en place, sur des terrains précédemment boisés, ne concurrence plus les bœufs. Par ailleurs, si la récente « opération-cacao » a été dans l'ensemble un échec, elle a été aussi l'occasion révélatrice d'une prise de conscience de la part d'une minorité d'éleveurs. Les détenteurs des troupeaux les plus importants ont vu dans la cacaoyère l'occasion de convertir des revenus agricoles en bœufs supplémentaires. Ainsi les nouveaux rapports marchands sont-ils récupérés « pour maintenir l'organisation des rapports sociaux sur ses bases traditionnelles ».

Dans la vallée de l'Ifasy comme dans le domaine d'étude de J. P. RAISON, le milieu naturel, trame des arrangements agraires, n'est pour l'essentiel ni maîtrisé ni maîtrisable. Les choses iraient plutôt de mal en pis. En altitude, les feux pastoraux ne procurent qu'un contrôle illusoire de la végétation. L'arrivée des troupeaux coïncide avec l'éclosion d'un pâturage jeune et tendre, excédentaire par rapport aux besoins. Mais l'explosion végétale dure peu; le tapis herbacé, laissé à lui-même, ne tarde pas à se lignifier, perdant le plus clair de sa valeur alimentaire. L'incendie annuel bloque la reforestation, mais il livre au ruissellement « des sols de plus en plus dénudés » sous « des formations de plus en plus dégradées ». Dans le cours d'une saison, à mesure que le temps passe, et que les points d'eau se raréfient, les troupeaux se concentrent. Il y a surpâturage autour des points d'eau, sous-pâturage ailleurs. Faute de gardiennage du bétail, et de compartimentage de l'espace pâturé, « l'anarchie de l'utilisation des pâturages » accélère, localement, le processus de dégradation de la couverture végétale: les meilleurs espèces disparaissent, les plaques de sol nu s'étendent. Corrélativement à la mise à nu et à l'érosion des hauts, dans la vallée, les zones inondables ont tendance à s'ensabler, et sont envahies par les roseaux (*bararata*).

À défaut d'une maîtrise du milieu, hors de portée, les gens d'Anaborano mettent en œuvre une série de parades et d'adaptations. Toutes reviennent à neutraliser le milieu, en tirant parti des mécanismes écologiques ou de la physiologie des plantes. D. M. COUVU insiste particulièrement sur ce qu'il appelle la « discipline chronologique ». Celle-ci constitue la riposte essentielle vis-à-vis des oiseaux, et principalement des *fody*, considérés comme « une calamité inéluctable ». Pour limiter la charge d'oiseaux granivores, les paysans font en sorte « que les semailles d'un même terroir soient synchrones ». D'autre part, la plupart des variétés utilisées, qui sont nombreuses, ont un cycle identique de 140 jours, qui permet de faire coïncider également les récoltes. Ceci vaut aussi bien pour les champs cultivés en sec (*vary tomboko*), pour lesquels la pression des *fody* est la plus forte, que pour les rizières proprement dites: « les variétés hâtives et les variétés tardives sont immanquablement destinées à nourrir ces oiseaux ». Il est significatif que, des différentes variétés proposées par les agronomes, seul le riz 13.29, à cycle de 140 jours, ait été adopté par les paysans de l'Ifasy.

Autre fléau naturel: les borers, ou chenilles mineuses de tiges. Contre cette forme de parasitisme, qui vide les panicules, les cultivateurs ont réagi, après une attaque désastreuse en 1971, en remplaçant la variété de riz la plus exposée, mais aussi en associant plusieurs agrotypes sur la même rizière: autrement dit, en recourant à une pratique mimétique de l'écosystème. Cependant, tout n'est pas simple: les rizières mélangées sont particulièrement justiciables de la récolte au couteau, *fiatsaka*, panicule par panicule. Mais cette méthode a l'inconvénient de laisser sur le champ, avec les chaumes, la plus grande partie des larves de borers. Utilisée par une fraction des immigrés, la fauchaison (à la faucille) a l'avantage d'éliminer la plupart des larves, y compris celles qu'hébergent les graminées adventives. Mais elle empêche de traiter séparément les panicules à maturité légèrement décalée, quand il y a mélange d'agrotypes ou, dans le cas d'un tallage tardif, retard des tiges secondaires par rapport aux principales.

Même chez les Mpivahiny, en particulier les riziculteurs *tsimihety* de la vallée, la maîtrise hydraulique ne dépasse pas le niveau d'une submersion dirigée, par détournement de ruisselets. À la surface des rizières, l'eau s'écoule librement; il n'y a pas de conduite de l'irrigation, et le terme même de rizière est ici contestable.

Des tentatives ont eu lieu. Mais les débordements brusques de l'Ifasy et de ses affluents condamnent tout aménagement, même sous forme de simples diguettes, à la destruction ou à l'enterrement. Une solution purement adaptative, mais remarquablement efficace, en tient lieu. Il s'agit d'un système de haies vives qui cloisonnent partiellement le paysage rizicole, en repérant le damier parcellaire. L'arbre utilisé est le *manondro*, *Barringtonia racemosa*. Multiplié par boutures, vivant vieux, et ramifié très bas, il n'a guère d'autre utilité que celle de la haie elle-même. Des deux fonctions classique du bocage en sec, la haie ne remplit ici que celle de limite juridique inscrite dans le paysage. Elle n'est jamais une clôture: le bocage rizicole de l'Ifasy laisse au bétail le libre accès des éteules par de nombreuses solutions de continuité. Mais sa vraie raison d'être est celle de « palliatif d'une régulation organisée de l'eau dans les rizières ». Dans le sens des courbes de niveau, la haie ne s'interrompt pas. Covu parle de « haie isohypse », ce qui signale son rôle essentiel d'obstacle disposé en travers des courants d'inondation: un obstacle souple et perméable, qui laisse passer la crue, mais freine la puissance de l'eau, et filtre les branchages et les paquets de jacinthes charriés par l'inondation. En sens inverse, à la décrue, l'eau qui bute sur les haies dépose en arrière du matériel fin en suspension. Ainsi s'ébauche « un aplanissement de l'aval des rizières ».

Dans la mesure où la pratique agricole et pastorale s'insère dans le fonctionnement de l'écosystème local plutôt qu'elle ne le soumet à une logique proprement technique, elle est impliquée dans les réactions en chaîne qui s'y développent. Ces réactions, qui manifestent la solidarité des composantes du milieu, ont parfois pris la forme de carambolages écologiques déclenchés par un événement extérieur. C'est ce qui s'est passé en 1959, quand le cyclone Daisy affecta les hautes terres de Madagascar. En cherchant refuge dans la vallée de l'Ifasy, les sarcelles disséminèrent les graines d'*Eichornia*, la jacinthe d'eau. Véhiculées par les crues, les jacinthes, les années suivantes, écrasèrent le riz sur une partie des rizières. Les haies jouèrent alors un rôle utile. Dans les matsabory, ce sont les nénuphars qui firent les frais de l'invasion. Du coup les porcs, qui s'en nourrissaient en saison sèche, durent transhumer, en escaladant une chaîne relativement escarpée, vers de petits bassins où on les laisse sans surveillance. Autre aventure, mais bénéfique cette fois: celle de l'*Inga dulcis*, importé comme arbre d'ombrage, et auparavant pour consolider les berges de l'Ifasy. En consommant ses fruits et en rejetant les graines, les bovidés itinérants l'ont répandu partout. A présent, ses gousses constituent, avec quelques autres fruits, l'essentiel de l'alimentation bovine en septembre-octobre, avant que les troupeaux regagnent les hauteurs. Dans d'autres cas, des options techniques, apparemment « innocentes », se révèlent à l'usage lourdes de conséquences à travers des répercussions en série au sein du complexe technico-écologique. Le choix pour la récolte du riz entre couteau et faucille ne retentit pas seulement sur la population de « foreurs » et la qualité du grain obtenu: avec le couteau, les chaumes, laissés sur pied, profitent immédiatement et en totalité aux animaux, sous le régime de la vaine pâture. Fauché, le riz reste sur place en meules, jusqu'à qu'il soit assez sec pour être dépiqué. Les « vertus conciliantes » (pour le bon accord de la culture et de l'élevage) de la moisson panicule par panicule se doublent de sa comptabilité avec les rapports sociaux établis. La fauchaison, par contre, « figure parmi les facteurs de remaniement global du système de reproduction et d'échanges ». En maniant la faucille, l'homme empiète sur un domaine réservé à la femme, et contribue à ruiner un schéma d'autorité appuyé sur le partage des tâches. Pire encore: le gain de productivité lui permet de

se passer des formes d'entraide accoutumées. Du coup, les liens lignagers se relâchent, la discipline agro-pastorale se dissout.

Pas plus que le milieu naturel n'est maîtrisé, le système agricole ne s'est réellement intensifié sous la pression d'une charge croissante de population. La riziculture permanente marque, certes, un progrès dans ce sens, encore que le repiquage fasse figure encore pour l'essentiel de technique d'adaptation au milieu naturel. Seuls les jardins de brèdes enclos de saison sèche, sur les terres de décrue, et les pépinières de riz font l'objet d'une fumure effective. Dans ce dernier cas, il ne s'agit nullement d'une innovation, mais de la vieille pratique du *toro-vario*, jadis utilisée pour certaines rizières. Le riz est semé dans un parc à bœufs, où les animaux séjournent encore jusqu'au lendemain, de façon à mélanger la semence aux déjections et à la terre que grattent les sabots. Sauf chez quelques paysans, le refus de manipuler le fumier est « systématique ». Une idée bien ancrée est « la certitude que la nature a une solution pour toutes les situations ». La fertilisation animale n'a lieu que sous la forme discrète de la vaine fumure, liée à la vaine pâture, qui a l'avantage d'une répartition très uniforme. Pour le reste, le « limonage » lié aux débordements annuels de l'Ifasy y pourvoit. L'auteur est donc en droit d'affirmer que « le système agricole est fondé sur la riziculture vivrière peu intensive ». Ce jugement est confirmé par la somme modeste de travail dont bénéficient les champs relativement à leur surface. La journée de travail « dépasse rarement 5-6 heures pour les hommes ». De plus, les observations chiffrées de COVU montrent que les rizières permanentes, même repiquées, représentent une économie de peine et de temps par rapport aux *tetikala* (champs sur brûlis): 80 journées de travail à l'hectare (récolte à la faucille) ou 126 (récolte au *fiatsaka*, cas le plus général) contre 158 (tombant à 110 la deuxième année). L'économie porte sur les travaux de préparation, assurés en grande partie par les bœufs, et sur les sarclages, que le repiquage réduit à peu de chose.

Tant bien que mal, l'ensemble des activités agricoles entre dans un système de relations cohérentes avec le milieu naturel. Elles sont liées d'autre part entre elles par la logique d'une utilisation combinée du temps et de l'espace, et par la complémentarité au niveau des besoins qu'elles satisfont. C'est sur l'élevage que se concentrent les principales contradictions nées de l'évolution contemporaine du système de production et de la société locale. A l'origine, les choses sont claires: il s'agit d'une activité grosse consommatrice d'espace, et dont l'utilité sociale l'emporte de loin sur l'utilité matérielle. Le troupeau est alors « un élément essentiel dans la reproduction physique du groupe »; sur lui repose « la perpétuation des formes de la hiérarchisation sociale ». Numériquement, l'élevage des zébus reste aujourd'hui important: 2 000 têtes de bétail à Anaborano soit environ 1,5 bovin par habitant. Mais c'est un élevage écartelé entre des assignations divergentes, et qui n'a plus de place réellement définie.

Ses produits comptent peu: en saison sèche, quand les vaches sont à proximité du village, 1 300 habitants n'en tirent qu'une trentaine de litres de lait par jour. On ne consomme guère de viande qu'à l'occasion des sacrifices cérémoniels, c'est-à-dire épisodiquement et en quantité modeste (10 kg de viande bovine par personne et par an). Mais, par le double biais du piétinage et de la vaine pâture, le troupeau est devenu essentiel pour l'agriculture. Or, dans le même temps, plantations et rizières le chassent de la vallée. Le riz une fois récolté, « ce sont des bêtes véritablement affamées » qui pénètrent dans les éteules. C'est une première contradiction, qui s'exprime par de fréquents conflits consécutifs aux dégâts que les animaux occasionnent dans les cultures. Quand les victimes sont des cultivateurs immigrés, à peu près

sans bœufs et donc privés de tout instrument de rétorsion, ils ont le plus grand mal à faire valoir leurs droits face à une population d'éleveurs solidaires.

La deuxième contradiction touche les rapports de l'élevage et de l'ordre social. L'intérêt porté aux bovins reste « inspiré davantage par des préoccupations sociales et religieuses que par des mobiles économiques ». Pour les éleveurs qui envoient leurs troupeaux en montagne, il s'agit de « maintenir vivant l'héritage ancestral », en affirmant, par le truchement des bovins, « leur droit de jouissance absolue sur toute terre ». L'éthique sociale, toujours en vigueur, les rémunère en prestige et en statut. Mais c'est tout. Pourtant à y regarder de plus près, les vrais bénéficiaires, qui sont de pouvoir ou de prééminence, ont disparu, depuis que « les grands troupeaux lignagers, de plus de 500 têtes, ont été partagés entre les descendants agnatiques des patriarches, marquant ainsi l'échec de ces derniers » à reproduire leur propre position. De ce point de vue, l'élevage est bien un « élevage-relique » qui paie en monnaie de singe, le « cul-de-sac social » dont parlait FAUROUX.

Une dernière contradiction se manifeste dans le domaine matériel. Le moins qu'on puisse dire est que l'élevage est mené de façon négligente. Le sens écologique dont font preuve les habitants en tant que cultivateurs semble absent de sa conduite. Ainsi, les jeunes mâles les plus vigoureux, promesse d'aptitude au travail, sont castrés, laissant « le rôle reproducteur à des individus défectueux » : sélection typiquement à rebours. La liberté et la promiscuité des animaux sur les pâturages d'altitude font tomber une partie des vélages au plus mauvais moment, quand les troupeaux sont sous-alimentés : le taux de reproduction s'en ressent. Or, cette activité techniquement marginale, ce « capital de faible productivité » sont en première ligne pour satisfaire les besoins monétaires. L'échec relatif (ou le refus mitigé) des plantations ne laisse pas d'autre choix aux *tompontany*, les autochtones aux mains desquels se concentre le cheptel. La commercialisation est effective, de la part des chefs de ménages, qui n'ont plus de comptes à rendre à la communauté, comme gestionnaires de fractions du troupeau lignager. À défaut d'un croît suffisant, les éleveurs, en principe, « vendent leurs bœufs de réforme et achètent des jeunes vaches, laissant leurs troupeaux se reconstituer en mâles par eux-mêmes ». Mais certains consomment purement et simplement leur troupeau pour compenser « le manque à gagner des plantations peu entretenues ». Au total, le nombre des animaux diminue.

Dans sa signification comme dans sa pratique, le recul et le désarroi de l'élevage sont donc intimement associés à une société en voie d'atomisation. Tout se tient du reste, et les nouveaux rapports sociaux sont également marqués, pour la part du système qui touche de près à la production, par l'appropriation foncière au niveau des ménages, et le rétrécissement de l'entraide agraire. « Le lignage n'est plus la véritable unité de gestion économique » ; c'est le groupe domestique qui est devenu « l'unité organique ». On ne s'étendra pas sur l'évolution du travail associatif : le passage à la riziculture « intensive » a « fait disparaître les associations de travail liées à la riziculture extensive » ; l'entraide a pris un caractère beaucoup plus exclusivement utilitaire. L'évolution du rapport à la terre est particulièrement révélatrice. Partout « où un troupeau pâturait pour la première fois », il en résultait « un droit d'usage exclusif ». À mesure que s'installaient, au début du siècle, les segments de lignage, *foko*, chacun se constituait ainsi une « base territoriale d'un seul tenant », *kijana*, qui couvrait la totalité des besoins et lui assurait l'indépendance économique. C'est de ces territoires pastoraux, où s'inséraient aussi les parcours culturels, que procède, par individualisation des droits sur une partie de l'espace, la carte foncière actuelle. L'impulsion décisive est venue des plantations de caféiers : « c'est à partir

du moment où la terre put être considérée comme une source de revenus... que fut abandonnée la conception qui faisait de la terre une mère nourricière appartenant à tous ». La permanence de l'occupation du sol y a sûrement été aussi pour quelque chose, et plus encore dans le cas des rizières. Le premier pas fut franchi quand le riz de la récolte lignagère cessa d'être stockée dans le grenier du foko pour passer dans ceux des chefs de familles. A leur tour, les terres à riz furent divisées quand les rizières devinrent permanentes.

La désintégration ne s'est pas arrêtée à la cellule familiale. Les nouveaux rapports économiques ont ouvert aux femmes la voie d'un début d'affranchissement. On retrouve ici, sous le nom de *zaloko*, les concubins de WAAST, engagés dans une relation maritale précaire, mais profitable pour l'épouse temporaire; la pratique semble se limiter à quelques immigrés. Ce qui est en cours, c'est « le retournement structurel de la société tout entière ». Même aujourd'hui, pourtant, « l'individualisme agraire » ne triomphe pas sans partage. La communauté lignagère conserve son inscription territoriale; elle garde un droit de regard sur le partage des terres, et un droit de préemption sur leur vente à l'intérieur du kijana; elle fournit enfin au travail coopératif son cadre d'élection.

On voit émerger d'autre part, dans le temps même où se désagrègent les segments de lignages, une nouvelle articulation collective. Au niveau supérieur, celui du village, les sept foko pionniers d'Anaborano fonctionnent ensemble comme instance d'exclusion à l'égard des *mpivahiny*, les étrangers. Contre les empiètements extérieurs se dessine, par opposition, une communauté de paysans propriétaire du sol. Elle affirme son héritage territorial en multipliant les défrichements cultureux à la périphérie lointaine du terroir. Les « maîtres de la terre en position précaire de force » reculent ainsi « les frontières de la citoyenneté villageoise ». On ne saurait cependant réduire les rapports des deux ensembles — Antakarana/Sakalava d'un côté, immigrés de l'autre — à un brutal conflit d'intérêts, ou une sorte d'incompatibilité culturelle. D'abord, du point de vue des Antakarana, il y a des degrés dans la qualité d'« étrangers ». Les Betsiléon le sont réellement, et le restent: de ce côté, pas de « liens pacifiques de sociabilité », pas d'effacement non plus de la part des autochtones, comme en d'autres régions. La frontière est « beaucoup plus diffuse » et l'assimilation plus rapide du côté des Tsimihety, chez qui les habitants de la vallée reconnaissent « une conception de l'espace s'investissant sur l'élevage extensif des bovins ».

En second lieu, les gens d'Anaborano plutôt que d'adopter une position purement défensive, ont su monnayer leur privilège de premiers occupants du sol contre une lourde extorsion. La terre, qu'ils se vendent entre eux, est proclamée inaliénable face aux « étrangers ». Un nouveau venu ne peut en disposer qu'en devenant métayer d'un tompontany, « soutenu par la communauté, qui revendique cet endroit comme un bien commun, lignager ». Certains foko ont aujourd'hui 70% de leurs rizières entretenues par des métayers. La part du propriétaire est payée en nature. Ainsi la communauté des Topontany s'assure-t-elle « l'autonomie qui lui est nécessaire pour se perpétuer dans sa logique d'autoconsommation au sein d'une économie englobante de nature différente ». Un système analogue fonctionne pour les caféières, à ceci près que le travail est accompli par des saisonniers tsimihety, et que le preneur ne touche qu'un tiers de la récolte au lieu des deux tiers. Entre les deux parties, la tension s'exacerbe lorsque les *mpivahiny* sont nombreux et se considèrent comme les vrais pionniers, sur des terrains où les troupes des « fils de la terre... n'avaient fait que passer ». Mais les conflits restent latents: peu d'immigrés osent affronter les tompontany et leurs moyens collectifs de rétorsion.

Pour finir, une solidarité ou une coopération de fait viennent transcender l'antagonisme de base. Sur le mode mineur, la complémentarité se manifeste dans le domaine alimentaire. Quand la récolte de riz a été mauvaise, la soudure « est un moment de revanche sociale » au bénéfice des mpivahiny, qui tirent parti de la monoculture vivrière des topontany » pour vendre au prix fort les produits de leurs *vilo* (jardins). A un niveau plus général et sur une plus grande profondeur de temps, les cultivateurs betsileo de la vallée ont fait figure, au bénéfice de tous, de « pilotes du progrès économique ». Par leur savoir agricole, ils se sont comportés en « agents de l'aménagement du terroir et du triomphe des initiatives individuelles ». Telle qu'elle est aujourd'hui, la vallée de l'Ifasy se présente ainsi « comme l'union de la patience paysanne des Betsileo et de l'esprit d'aventure et de violence des pâtres batailleurs antakarana ». Les uns ont apporté « la technique », les autres « le droit ». GOUROU dirait que dans le système actuel qui, d'une certaine manière, fonctionne comme un tout, en dépit du clivage selon les origines, l'apport local ressortit aux techniques d'encadrement, celui des hautes terres aux techniques de production.

Concluons. Pas plus à Anaborano que dans le reste de la vallée, le milieu n'est contrôlé. A peine peut-on parler d'autre part, pour les « rizières », d'intensification. L'isolement, l'éloignement, enfin, excluent les cultures soignées et profitables branchées sur le marché urbain, dont RAISON a montré l'importance dans le pays de Maevatanana. Les « résultats » économiques sont à l'avenant. Pour le riz, la production est rarement supérieure à la consommation; aux yeux des cultivateurs, la ration n'est réellement satisfaisante qu'une année sur quatre, quand le rendement à l'hectare approche une tonne et demie (mais il peut tomber à 7 quintaux). De là, de fréquents et sérieux problèmes de soudure. C'est alors que les hommes partent à la recherche des ignames sauvages, éventrant les forêts environnantes de profondes excavations; et que les femmes, pour cacher cette dépendance humiliante vis-à-vis d'un aliment de substitution. « simulent les gestes quotidiens de la préparation du riz ». Les ressources monétaires, elles, ne sont pas chiffrées, mais tout indique qu'elles se situent à un niveau plus que médiocre. En dépit d'une densité de population qui n'a encore rien d'excessif, c'est donc tout le contraire d'une économie d'abondance. On vit.

La société, elle, se défend comme elle peut. Les liens verticaux issus ou sur le modèle des emboîtements généalogiques, perdent leur force et leur profondeur au bénéfice des liaisons horizontales, fonctionnelles, tournées vers l'Etat et le marché. Anaborano rejoint là l'évolution générale de la société sakalava et de ses marges. Mais l'analyse de Covu est plus pénétrante, et surtout plus originale quand elle s'attache à cet autre aspect fondamental de l'évolution: le passage d'une société mobile, ouverte sur l'espace, à une société enclose dans un espace, autrement dit territoriale. Le vrai sujet de l'ouvrage, c'est la construction d'un terroir, par la « prise en charge de tous les éléments qui le composent ». Ou encore, d'un point de vue légèrement différent, l'inscription d'un ordre social dans un ordre naturel. Bien entendu aussi, en retour, toutes les contraintes, les remaniements que le territoire organisé, fini, situé par rapport à d'autres espaces pareillement « solidifiés » imposent à une société piégée dans un cadre naturel, au détour d'une histoire. Ce processus en miroir s'inscrit lui-même dans le moule de l'Etat, c'est-à-dire de la territorialité érigée, dès les origines coloniales, en mode de gouvernement. Il répond d'autre part aux forces d'inertie croissantes que développe, à l'appui de tout « ancrage » géographique, la pression du nombre et de la densité des hommes. Avoir clairement fait ressortir, derrière un paysage à facettes, les ressorts de ce changement fondamental, touchant

les activités et les rapports sociaux dans la vallée de l'Ifasy: voilà le grand intérêt du travail de COVU. Ainsi s'éclaire une des rares zones d'ombre laissées par les recherches réunies dans ce volume.

CONCLUSION: LE PAYS SAKALAVA ENTRE DEUX NATURES D'ESPACE

Revenons au niveau d'ensemble: l'Ouest et le Nord-Ouest de Madagascar. Ce qui frappe, sous l'« ancien régime » sakalava, c'est combien peu compte l'espace au sens commun du terme: système de coordonnées, d'échelles et de repères, où se loge le concret géographique. L'espace du système productif contredit paradoxalement la diversité et les violents contrastes, la vigoureuse ossature de cette partie de l'île. Il se définit à partir de deux activités liées: l'élevage des zébus; une ou deux formes particulièrement extensives de culture. Il était possible de les mener à peu près partout. Leur mobilité constitutive se prêtait aussi mal que possible au bornage. Donc, un espace relativement isotrope et ouvert, ne projetant sur l'étendue géographique que des figures glissantes et déformables. Les formes secondaires de production — pêche et cueillette en particulier — s'attachaient davantage au support physique. Mais il faut se garder de les surévaluer, comme y incitent leurs particularités techniques. L'espace social n'était pas plus structurant que l'espace agro-pastoral, d'ailleurs largement confondu avec lui (le bœuf, élément-charnière, contribuait à leur commune définition). Le système d'emboîtements lignagers-politiques, et le modèle d'arrangement spatial qui en découlait, comptaient bien davantage que les localisations et configurations dans l'étendue « objective ». Il devait y avoir une correspondance approximative entre les hauts échelons de cette organisation, et les masses naturelles les plus importantes de bons pâturages et de terres convenables. Mais le reste « flottait », au gré des rapports de force, démographiques et politiques. La marge de jeu entre l'espace social et l'espace concret facilitait les rajustements. La même liberté, vis-à-vis de l'étendue réelle, se manifestait aux franges extrêmes du monde sakalava. De ce côté, on l'a vu, la logique même de fonctionnement du pouvoir poussait à la dilatation, de proche en proche, de l'aire organisée.

Dans l'un et l'autre domaine, utilisation du sol et de l'herbe et encadrement socio-politique, l'évolution récente s'est faite dans le sens d'une spatialisation effective. Plus précisément, l'accent s'est déplacé d'espaces en quelque sorte vectoriels, consubstantiels au système de production et à l'organisation sociale, vers des étendues-cadres individualisées par le milieu naturel et l'histoire. Sous l'effet de la croissance démographique, largement imputable à l'immigration, l'inégale capacité d'accueil des divers « écosystèmes » s'est trouvée progressivement révélée. Une « géographie » des espaces productifs est apparue, manifestée sur la carte par des taches et des traînées de densité de population plus forte. Aux limites de la « capacité de charge » des différents milieux, la compétition pour les ressources a fait s'engluier les hommes dans les mailles d'un espace bien réel. Les immigrés des hautes terres ont doublement contribué à ce résultat: par leur nombre, d'abord, mais aussi par leurs techniques de culture permanente et d'aménagements fixes. Quant à l'économie de marché elle n'a pas seulement accru la pression sur les terres et les pâturages, mais introduit aussi, sous la forme des cultures et vergers commerciaux, un élément puissant de diversification qualitative. Au terme du processus d'individualisation, l'économie

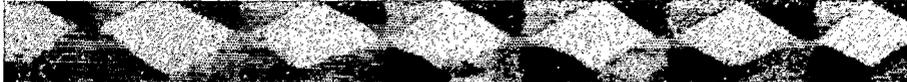
productive se retrouve « territorialisée ». L'espace matériel se situait en aval du système de production: il est passé à l'amont.

Les rapports entre espace et encadrement social ont évolué de façon comparable. On a dit plus haut la désintégration du système sakalava en cellules lignagères et, à un degré plus poussé, familiales. Ces éléments disjoints ont en face d'eux des immigrants coupés, eux, de leurs racines ethniques et géographiques. Ensemble, ils vont entrer dans un processus de recombinaison, là aussi sur la base du « donné » spatial. Les nouvelles structures se sont établies à deux niveaux. Au niveau supérieur, tout est sous la coupe de l'Etat et du marché: voies de communication, villes, implantations administratives, partage du pays en zones d'influence et ressorts d'autorité. Dans la sphère proprement sociale, l'impact prend la forme d'une dépendance généralisée vis-à-vis du pouvoir central et de ses échelons, de solidarités de classe naissantes, de multiples circuits liant les habitants à la société urbaine. Mais ce rappel n'a d'intérêt que pour souligner ce qui se passe à l'autre bout. Plus les médiations extérieures deviennent puissantes, plus le besoin se fait sentir d'instances, d'organisations, d'une cohésion retrouvée au niveau inférieur. Aux forces de délocalisation et d'uniformisation à l'œuvre au sommet, l'exemple apporté par Covu montre que s'oppose effectivement, à la base, un nouvel encadrement en gestation.

Les sociétés malgaches de l'Ouest et du Nord-Ouest rejoignent ici la situation universelle d'un monde en devenir. Partout où société englobante et société englobée s'interpénètrent au lieu de fonctionner en circuits séparés, le problème est le même: celui de l'émergence du pouvoir local, et de ses rapports avec le pouvoir de l'Etat. Le résultat peut être obtenu de deux façons. La première consiste, pour les habitants, à investir les premiers échelons du pouvoir administratif, à commencer par les instances spécifiques créées pour l'encadrement rapproché des ruraux. L'enjeu universel est de les « retourner » sinon contre l'Etat, du moins contre sa prétention à décider de haut et de tout. Mais en même temps, et bien moins consciemment, toute une « territorialité » vécue se met en place, de façon diffuse, face à la territorialité hiérarchique instituée par l'Etat. Elle est faite de sociabilité obligée sur des espaces comprimés, de contraintes subies et de réponses communes aux agressions naturelles, de coopération conflictuelle entre « fils de la terre » et immigrants. C'est cette territorialité-là qui opère la transmutation du pays sakalava, longtemps subordonné en tant qu'espace à une logique purement sociale, en un assemblage de « campagnes » de plein exercice.

Gilles SAUTTER
Mars 1979





ROLAND WAAST

DÉVELOPPEMENT DES SOCIÉTÉS OCCIDENTALES MALGACHES AU XX^e SIÈCLE

Le cas de la transition coloniale au Capital dans le Nord-Ouest malgache

Le développement de l'agriculture marchande et du salariat, aujourd'hui caractéristique des campagnes malgaches, n'a rien de mystérieux mais de fatal non plus. Son explication réclame l'analyse de l'*articulation*, entre le Capital et les productions autochtones: c'est un processus historique, restructurant la société en plusieurs phases, et déterminé par les conditions de la *colonisation*.

Le terme « d'articulation » signifie en première ligne que les productions autochtones ne sont pas détruites, qu'elles ne donnent même pas prise à une décomposition immédiate; elles sont conservées dans le processus, quoique sous forme transformée, et restent capables d'une « contre-pratique », déformante, vis-à-vis du Capital sous ses formes classiques.

Notons ici que le cadre régional est particulièrement approprié à pareille analyse: il est à l'échelle des productions précapitalistes, au lieu même où leur liaison avec le Capital s'est concrètement développée et nouée; il permet de neutraliser les variantes introduites par les politiques différentielles du colonisateur à travers l'île, qui compliquent le tableau national. Du niveau régional, on peut certes revenir, selon les nécessités de l'analyse, à l'étude fine des relations parentales et villageoises, ou, à l'opposé, aux perspectives de l'histoire nationale et de l'économie internationale. Mais en centrant régionalement le champ d'investigations, on évite à la fois la myopie de l'anthropologie classique — manquant l'action de la métropole, de l'Etat et des classes — et la presbytie de la sociologie « experte » en développement — mésestimant la cohérence des réactions paysannes aux injonctions administratives et aux sollicitations marchandes.

La côte ouest de Madagascar se prête particulièrement à l'analyse que nous voulons mener. Zone d'extension de la civilisation Sakalava, et de deux grands royaumes qu'elle secréta au XVIII^e siècle (le Menabe au sud, le Boina au nord), elle a été soumise à une même politique coloniale: celle des « protectorats intérieurs », faisant jouer à la noblesse autochtone le rôle d'intermédiaire entre l'Etat et la population (1). La région occupe aussi une position particulière dans l'économie coloniale.

(1) A l'opposé, une politique d'administration directe était appliquée sur les Plateaux et sur la côte Est, où la noblesse fut brisée ou n'avait plus d'influence.

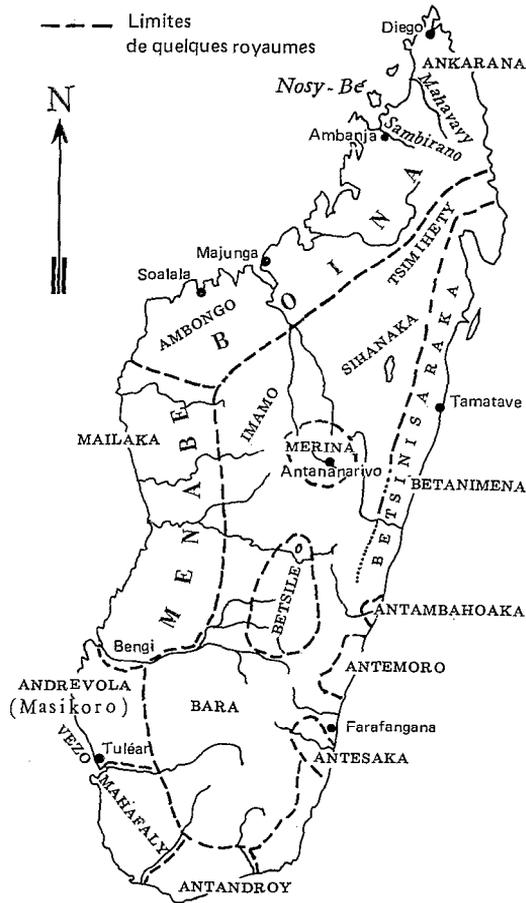


FIG. 1. — Carte de Madagascar vers 1750, constitution historique de quelques groupes de populations —
(d'après H. Deschamps, histoire de Madagascar)

A l'inverse des plateaux, les côtes furent le plus affectées par la création d'entreprises étrangères productives; elles reçurent des rôles différents dans ce développement; à grands traits, les zones Est et Sud du pays ont été constituées en réserve nationale d'une main-d'œuvre itinérante, aux migrations finalement organisées par les « communautés traditionnelles » d'origine; au contraire, les zones Ouest et Nord du pays reçoivent ce flux de « bras », et l'emploient durant sa vie active — soit dans les grands domaines agro-industriels ou latifundiaires, dont elles sont terres d'élection, soit à la petite production marchande, « libre » ou encadrée par l'Etat. L'afflux de ces immigrants n'a pas manqué d'avoir des effets sur la société locale, par articulation avec elle: pour résultat, un nouveau développement des cultures marchandes, puis du salariat se produit chez les autochtones: nous montrons comment.

L'Ouest, le Nord du pays sont alors les régions où la vente du travail et la production marchande ont la plus longue histoire; elles y ont aussi la plus forte extension. Dès 1913, la province de Diégo occupait 7 à 8 000 ouvriers originaires du Sud-Est; dans l'entre-deux-guerres, on considéra volontiers le Nord-Ouest comme la « perle de la colonisation »; aujourd'hui pour s'en tenir à la même région — le tableau montre le poids de l'activité marchande dans l'économie régionale — en même temps que la place exceptionnelle de la zone à Madagascar, de ce point de vue.

TABLEAU DES PRODUCTIONS ET REVENUS AGRICOLES
DU NORD-OUEST MALGACHE EN 1960

(Source: livre blanc de l'économie malgache). Montants en valeur, exprimés en millions FMG.

	<i>Diégo</i>	<i>Ambilobe</i>	<i>Ambanja</i>	<i>Nosy-Be</i>	<i>Total</i>
Domaines agro-industriels	30	900	120	400	1 450
dont: salaires:	5	150	10	60	240
Productions paysannes commercialisées	130	200	330	140	800
Productions paysannes non commercialisées	280	200	200	50	750
Production totale	440	1 300	650	590	3 000

Les 4 sous-préfectures citées se classent dans les 15 premières à Madagascar (sur 90), sous le rapport du revenu paysan moyen, du revenu paysan monétaire moyen, et du revenu par tête moyen. La préfecture qu'elles constituent ensemble est la première à Madagascar de ces 3 points de vue.

C'est le développement du Capital dans cette région de l'Ouest que nous nous attacherons à analyser maintenant. La variété des situations (géographiques, historiques, industrielles) dans cette vaste zone, nous incite cependant — bien que l'unicité de l'articulation y soit réalisée — à distinguer deux rythmes distincts qu'elle a revêtus — l'un au Nord, l'autre au Sud. Voici le cas du Nord-Ouest.

I. LA SOCIÉTÉ PRÉCOLONIALE

Un minimum d'éléments doit être rappelé, concernant la situation immédiatement précoloniale.

La société Sakalava a une base lignagère

(i) La production, au sens large, entraîne le rassemblement des hommes, qui s'effectue ici sur une base de parenté. La haute vallée du Sambirano (1), par exemple, est au tournant du xx^e siècle, partagée entre 11 groupes aux généalogies distinctes.

(1) Dans le Nord-Ouest de Madagascar.

Chacun réunit, autour d'un fort noyau agnatique, des patrilignées d'origine parfois féminine, et quelques esclaves (1). Les membres (esclaves exceptés) se réfèrent à un même ancêtre de 5^e à 7^e génération. Le groupe occupe un territoire propre, qui est son appendice « organique ». Un troupeau de bœufs géré collectivement y paît, scindé en troupes, dont chacune est confiée au gardiennage d'un segment lignager.

(ii) C'est dans le cadre de ces segments (groupes de frères et sœurs, avec enfants et petits-enfants) que s'organise *la coopération au travail*. Ce genre de vie, à prédominance pastorale, inclut une agriculture de subsistance (riz, manioc...), et quelques activités annexes de chasse et cueillette. Les soins du bétail sont donnés à tour de rôle par les hommes; ceux-ci conjuguent leurs efforts pour défricher la forêt (avant la riziculture sur brûlis), ou guider le piétinage des bœufs (équivalent à un « labour » des bas-fonds); la récolte du riz effectuée au couteau, épi par épi, met à la tâche tout le segment, hommes, femmes et enfants. D'autres travaux s'effectuent au sein du foyer (garde du riz contre les oiseaux, plantation des jardins de case: manioc, patates, mil...), ou constituent des activités individuelles (chasse du petit gibier en forêt, par les hommes, ou cueillette occasionnelle de baies — anacarde, etc. — par la femme accompagnée de ses enfants). Les segments forment encore les unités d'habitation (hameaux itinérants, suivant les déplacements du troupeau sur le pâturage lignager), et les unités de consommation (grenier à vivres et cuisine commune, commensalité) (2).

L'activité productive immédiate s'exécute ainsi en rassemblements dont la parenté est le principe, sans exiger toutefois de recours au cadre plus large que celui des segments lignagers.

(iii) L'appartenance lignagère s'impose aux individus, et aux segments, comme une condition sociale de leur existence. L'homme frappé d'ostracisme, ou mis au ban est condamné à une situation d'esclave dans un lignage étranger. Un segment qui fait scission, sans accéder lui-même, au rang de lignage, est tenu de s'agréger à un nouveau groupe, ou d'affronter une vie d'errance qui finira par le pillage de son troupeau, et par sa dispersion. C'est le lignage qui pare aux amendes encourues par ses membres, et qui les défend, dans leurs différends avec les hommes de groupes voisins: c'est lui qui organise les actions de supplique et de grâces, envers les ancêtres et les dieux, lorsque son intégrité physique est menacée par la maladie d'un des siens. Toute une série de cérémonies — à la tenue desquelles sont seuls habilités les lignages, est indispensable à l'établissement de l'identité sociale de chacun: à la naissance, lorsque l'enfant reçoit un nom, puis lorsqu'il est adopté dans son groupe (kitrolo); au moment de la circoncision, si c'est un garçon; lors du mariage, et même des funérailles (qui assurent le passage au rang des ancêtres, médiateurs de leur descendance auprès des divinités). De telles cérémonies, où le voisinage est invité, sont l'occasion de rappeler les origines du groupe de descendance, d'inviter l'assistance à en reprendre connaissance, et à lui renouveler sa reconnaissance. C'est seulement

(1) En nombre variable selon les lignages. Celui qui en avait le plus, dans le Sambirano, possédait 3 000 bœufs et 40 esclaves; il groupait une centaine d'hommes libres, à Marotolana. Plus fréquemment, au tournant de la colonisation, les lignages rassemblaient une soixantaine d'hommes et femmes libres, et une dizaine d'esclaves. Ceux-ci provenaient soit de razzias, opérées chez les peuples voisins, ou d'achats, auprès des traitants arabes qui importaient de la côte africaine, et bien sûr de la progéniture même des esclaves — qui ne semble pas avoir été prolifique.

(2) Les hommes du segment lignager mangent ensemble, de leur côté, les enfants du leur, les femmes prennent la suite. Ces femmes pilent et préparent le feu en commun; chacune cuit pour son ménage des plats qui seront servis ensuite à la « table » commune.

dans la mesure où il est membre avéré d'un lignage reconnu qu'un individu, à travers lui, peut accéder aux conditions de production de sa vie; mais cet accès lui est alors de soi garanti: tant que son groupe de rattachement est « homologué » par ses pairs, la disposition d'une terre lui est assurée de surcroît, et comme l'appendice organique, objet de son activité.

(iv) Il faut ici souligner cette primauté des relations entre hommes: la médiation des rapports de l'homme à la terre par les rapports sociaux, non l'inverse.

Il n'y a pas à proprement parler d'appropriation lignagère de la terre. Pas d'appropriation réelle: ce sont les segments qui s'en chargent. Ni de propriété. Le pâturage (ou plutôt l'articulation de milieux naturels nécessaire à la vie) se présente au long de la côte ouest, au-delà des besoins des groupes occupant cette zone. Les territoires lignagers se fractionnent aisément. Les segments qui font scission, en accédant eux-mêmes au statut de lignages, se voient aussitôt reconnaître les espaces nécessaires à l'exercice de toutes activités (culture et pâturage, chasse et cueillette). Les lignages eux-mêmes restent rarement attachés à un territoire particulier. Ils migrent avec leur troupeau, suivant les événements politiques et climatologiques: si la saison est exceptionnellement sèche ils désertent d'un coup le pâturage qui était le leur; se déplaçant en guerre avec le prince dont ils relèvent, ou déplacés par les expéditions guerrières des royaumes et principautés voisins, ils se choisissent également un nouveau pâturage; ils partagent celui d'un groupe homologue, ou s'installent dans une zone encore inexploitée, au nouveau lieu où ils s'arrêtent.

Le rassemblement des hommes dans les cadres lignagers, qui est ici la condition « naturelle » de leur existence, précède ainsi l'appropriation de la terre.

(v) *Le regroupement par lignages s'explique mieux en considérant le rôle du troupeau.* Nous avons signalé précédemment les cérémonies offertes au voisinage, socialisant les membres du groupe, et réaffirmant publiquement l'identité du lignage. Chacune de ces festivités réclame le sacrifice de bœufs par l'organisateur, pour servir d'hosties ou nourrir l'assemblée, et le don de bétail, par les invités à l'initiateur de la fête; c'est là le principal usage du troupeau. Aucun groupe ne saurait avoir de place et de rang dans la société, sans s'associer à de telles obligations. C'est la condition de sa reconnaissance par le voisinage, de sa jouissance paisible d'un territoire. Or, chaque cérémonie requiert la cession de bêtes particulières — selon la qualité et le statut respectif des donataires et donateurs, la nature de l'événement célébré, etc.; la variété de ses obligations exige alors de tout groupe l'entretien d'un troupeau diversifié à l'extrême: les ressources individuelles, ou même segmentaires, sont insuffisantes à cet égard; seul un troupeau lignager permet de faire face aux exigences du cycle cérémoniel; ce troupeau est géré pour la collectivité par un chef de lignage, ou *Tale* dont nous verrons plus tard la position sociale exceptionnelle, que lui donne sa fonction. Ajoutons que le cycle (cérémoniel) se double d'un cycle matrimonial, le règlement des dots s'effectuant en bœufs (lui aussi): l'obtention d'épouses et de mères se trouve ainsi soumise également au processus de circulation du bétail. Par ce dispositif, l'accès aux conditions de production, et de perpétuation de leur vie, se trouve pour les hommes subordonné à leur inclusion, non seulement dans des lignages, mais dans un système lignager, qu'entretient le mode de circulation des bœufs.

Mais la base lignagère est *immergée* dans le réseau des rapports institués par *la royauté*. La société Sakalava superpose une aristocratie conquérante aux tribus qu'elle a successivement vaincues, démembrées, puis recomposées de manière originale. Chaque voisinage intègre, sous l'égide d'un noble, des fractions étrangères les unes aux autres des peuples soumis les plus divers. C'est dans la juxtaposition de groupes

familiaux courts, sans généalogie commune, incapables de communiquer, de réguler leurs relations ou d'organiser leur coopération sans l'intermédiaire du représentant royal, que réside le nœud de la construction politique.

(i) *La noblesse prend alors possession de fonctions lignagères*

En toute cérémonie qui engage l'alliance ou dispose de ses fruits (mariage, adoption, circoncision...), non seulement le voisinage est convoqué, mais c'est le délégué du roi qui est principal témoin, légitimant et canalisant la relation nouée, les dons transmis. En toute action de justice, opposant les membres de deux groupes de descendance, il préside encore, au tribunal des « aînés ». Son *troupeau* sert de clôture aux troupeaux lignagers: manque-t-on pour une cérémonie d'un bœuf de qualité donnée, c'est à lui qu'on pourra l'emprunter. Ses ancêtres servent de clôture, et de terme commun, partagé, aux généalogies brèves des groupes roturiers. Les relations interlignagères sont partiellement captées par l'aristocratie, et médiatisées dans chaque voisinage par le délégué du roi (1).

(ii) La noblesse est plus que la simple projection, « bureaucratique », d'un pouvoir lignager potentiel. La royauté brassa les peuples divers, les fondit, les unifia dans la nouvelle société « Sakalava ».

L'ordre créé fait place à tous les groupes familiaux, à tous les clans, primitivement vaincus, plus tard venus se mettre sous protection, ou tout simplement immigrés, pourvu qu'ils s'ordonnent à la dynastie, qu'ils s'attachent à l'un de ses représentants (et souvent lient leur sort à sa brigue) qu'ils respectent l'assignation, qui leur est faite, d'une résidence sous son égide, d'une coopération (militaire) sous son autorité, et d'un service particulier (qui est aussi un honneur), lors des cérémonies royales. Une hiérarchie entre lignages s'instaure, liée aux services rendus à la branche noble au pouvoir. Le gradient des statuts entre en corrélation avec un gradient de pouvoir et de richesse. Les compagnons du fondateur du royaume (et, plus tard, de principautés) sont associés avec leurs descendants à l'administration. Les héros plus tardifs sont récompensés de privilèges rituels, auxquels s'associent des dons de bétail, ou des positions de « fermiers généraux » (collecteurs d'impôts, intermédiaires de traite, etc.). La composition des groupes de parenté en est affectée. Les hommes se rallient volontiers à celle de leurs lignées (2) qui est la plus puissante, et leur offre en partage les plus grands biens et honneurs. La compétition entre lignages, pour accéder au meilleur rang, l'emporte alors sur les relations horizontales entre groupes de descendance. *La dynastie polarise l'ensemble de l'édifice social* (3).

(1) C'est le génie des MAROSERANANA (fondateurs de la dynastie) que d'avoir « déplacé », comme au sens chimique du terme, dès l'origine, les hommes prééminents des sociétés vaincues, d'avoir capté les sources de leur pouvoir, et désormais fait participer de la royauté toute fonction d'ordre et de perpétuation sociale, rendu tributaire d'eux-mêmes toute position sociale exceptionnelle. Ainsi furent confisquées les formes anciennes de culte aux grands ancêtres tribaux, restituées au peuple dans le « tromba », ou culte des seules mânes royales. Ainsi fut instauré le rôle crucial de « réserve » dévolu aux troupeaux nobles et garantissant la reproduction lignagère.

(2) Chaque personne, chaque segment lignager, peut se rattacher à l'une quelconque des lignées dont il est issu, par un homme ou une femme, jusqu'à la 7^e génération ascendante.

(3) Une construction idéologique très précise répond à l'ordre politique et l'entretient. Elle présente la fondation de l'état comme une émergence du chaos, la dynastie comme civilisatrice; elle ritualise les rapports du roi et du peuple (représenté par « l'ombiasy », ou sorcier guérisseur); elle pénètre la vie quotidienne, et résoud ses événements par des procédures qui les transposent en harmoniques du politique. Nous renvoyons ici à l'analyse de J. LOMBARD, « La royauté Sakalava », ORSTOM. Tananarive (1973), notamment p. 94-139.

(iii) L'ordre royal a *sa propre base*: pratiquée à l'échelle supralignagère, et pour finir activité la plus prenante des nobles comme des roturiers, la *production guerrière* signe autant que résultat de la *coopération au-delà des solidarités généalogiques*, caractérise le régime. Ses effets ont varié dans le temps, mais sa pratique s'est perpétuée avec le royaume. Durant la première moitié du xviii^e siècle, la coopération guerrière servit l'expansion du jeune royaume Sakalava. Un prince, écarté du pouvoir au moment d'une succession, s'exilait avec ses partisans aux marches de l'Etat; il y gagnait de nouvelles provinces, dont il devenait gouverneur, quitte à revenir, avec les siens, pour reconquérir le pouvoir central à la prochaine crise successorale (1). Les peuples vaincus étaient partie laissés sur place et partie intégrés aux armées du conquérant; enrôlés par fragments lignagers, sous de nobles capitaines, liant leur statut au sort de leurs armes, entraînés toujours plus au Nord en d'autres conquêtes, ou ramenés vers la capitale à l'occasion des luttes de succession, ils « déposaient », en route, au gré des itinéraires parcourus, et des fiefs obtenus par leurs chefs de guerre. On notera que les expéditions de conquête, prédominantes, n'excluent pas l'insécurité interne, pendant les interrègnes.

Dans la deuxième moitié du xviii^e siècle, apogée du royaume, la coopération guerrière s'emploie de façon différente: il ne s'agit plus d'intégrer de nouveaux hommes au pays Sakalava, mais d'établir une hégémonie sur les peuples mitoyens, dotés d'un équipement politique avancé (royaumes), et qui conservent leur personnalité. Ces expéditions Sakalava n'ont plus pour objet la conquête, mais se retirent — alliance faite avec une faction dirigeante locale — soumettant les vaincus au tribut, ou simplement emportant leur part de butin (2): c'est le cas lorsqu'elles ont pris prétexte de luttes internes dans un pays pour intervenir en soutenant un prince face à d'autres. Ces guerres peuvent impliquer le royaume entier; mais aussi souvent, il s'agit d'équipes, engageant les Sakalava d'une province, à l'initiative d'une branche dynastique, partant d'une marche et razziant les régions limitrophes. Les bœufs enlevés sont partagés entre les guerriers, augmentant leur troupeau. Les prisonniers alimentent *la traite* — dont la côte ouest est le lieu principal tout ce siècle durant. Secondairement, des expéditions internes au pays Sakalava commencent d'apparaître. C'est ainsi qu'une branche dynastique, écartée du pouvoir, fait sécession, enlève des négociants et crée avec eux son propre port de traite dans l'Ambongo; son peuple est réputé pour son tempérament guerrier, qu'il fait sentir non seulement dans les régions de l'Est (Imerina et Betsileo) mais aussi en razziant périodiquement la Betsiboka, riche vallée au cœur du Boina.

Au xix^e siècle, nouveaux avatars. L'Etat Merina se constitue sur les plateaux, s'arme de façon moderne et renverse l'hégémonie Sakalava. Conquérant la presque totalité de l'île, il envahit le Boina et le Menabe; il ne s'agit plus de guerres de razzias, répliques de celles de l'époque antérieure, mais d'intégration sous un Etat unique.

(1) Le Boina fut constitué sur ce modèle, à partir du Menabe — dont il demeure autonome. Il s'étendit lui-même suivant le même processus, à travers les conquêtes d'Andrianehevenarivo notamment, qui, écarté à la mort d'Andriamandiso, s'empara du Nord jusqu'à l'Ankarana, pour abandonner ensuite ces provinces et revenir participer aux luttes ultérieures de succession. De même, un peu plus tard, la lutte entre les 2 branches dynastiques des Bemazava et des Bemihisatra tourna en guerre civile, et s'acheva par la déroute de Maka (Bemazava), sa fuite au nord, et la constitution d'une marche plus ou moins autonome dans le Sambirano (arraché aux Antankarana).

(2) Les Sihanaka et les Antankarana furent soumis à tribut. Les Sakalava intervinrent en Imerina, au profit des princes d'Imamo contre ceux de Tananarive.

Le cœur du pays est occupé; les côtes sont tenues par des postes et ports militaires; le contrôle de la traite est confisqué par la couronne d'Imerina, et la dynastie Maroseranana mise en tutelle. La noblesse est divisée: partie reconnaît le pouvoir central de Tananarive, et gouverne en son nom; partie poursuit la résistance en des bastions incontrôlables — dans l'Ambongo, dans les îles du Nord-Ouest, aux marges du pays Sakalava. L'ensemble Maroseranana éclate alors en principautés — chacune sous l'autorité d'une branche dynastique, tenant des positions politiques particulières et défendant sa personnalité, vis-à-vis tout à la fois du pouvoir central et des principautés voisines (1). Les conflits entre ces principautés seront fréquents, et les razzias des uns chez les autres alimentent une traite clandestine (particulièrement active aux ports contrôlés par les irrédentistes des marches du pays (Ambongo, Nord-Ouest). Aux dangers de pillage, par ces guerres locales, ou par les expéditions de « pacification » que le pouvoir central envoie régulièrement, s'ajoutent les menaces que font peser des incursions de bandits (les Betanimena dans le Nord-Ouest notamment): les bœufs, et même les personnes, demeurent constamment menacés d'enlèvement.

Le peuple met à profit cette période, où la royauté est affaiblie, pour prendre quelque distance à l'égard de l'aristocratie, et quelque contrôle sur la marche des affaires: un conseil de gouvernement roturier est imposé en plusieurs principautés du Nord-Ouest; les chefs des grands lignages s'entendent pour déposer Andriantsohy, résistant à tout crin, et le remplacent par Oantitsy, sur qui leur empire est certain. Ces traits ne doivent pas cacher que *l'insécurité interne renforce la nécessité d'une coopération guerrière, donc la « nécessité » de l'aristocratie*, pour la réaliser.

(iv) Cette insécurité est au vrai structurelle, depuis le milieu du xviii^e siècle au moins. Avant même la conquête Merina, et l'éclatement en principautés, toute succession au pouvoir ouvrait une crise, et la période intersuccessorale était, par les principales branches dynastiques gouvernant en province, mise à profit pour renforcer leurs positions, et se préparer à la conquête du pouvoir. Les marches sont zones-refuges des branches écartées du trône, et leur lieu de départ pour le reconquérir. Sans doute, l'esprit ligueur, au sein d'un royaume segmentaire, trouva-t-il dès lors à se développer, nourri par l'obsession de la hiérarchie et de l'honneur: ceux-ci tiennent largement aux services rendus au prince le plus heureux dans ses ambitions. La ligue détermine des pratiques de ruine des plus proches, les réduisant à l'obligation d'un inconditionnel soutien, et permettant de financer l'alliance avec des puissances moins proches. Ainsi redouble l'insécurité intérieure: mais les escarmouches entre princes (et leurs peuples), loin d'affaiblir la position de l'aristocratie, la renforcent dans son ensemble.

Tels sont les traits principaux de la société Sakalava, et son état immédiatement avant la colonisation.

La traite

Tout au long de la période, la société Sakalava est liée au Capital par *la traite*: « grande traite », où s'échangeant, sous contrôle royal et au port unique affecté à cet usage, esclaves et provisions de bord contre armes et poudre; « petite traite », où

(1) Ainsi dans le Nord-Ouest: le Sambirano revient aux Bemazava, Nosy-Be aux Bemihisatra, l'Ankarana aux Zafinifotsy (dynastie non Maroseranana, qui a repris son autonomie); Maromandia et Analalava se partagent entre des sous-branches Maroseranana de Boina, l'une résistante et l'autre non; etc...

s'échangent plus librement, bœufs et produits du sol (bois, riz, copal...) contre biens d'élite (étoffes, bijoux, armes et miroirs ouvragés...). Nous n'évoquerons pas ici le détail de cette traite, et ses diverses phases. Nous entendons seulement noter que les rapports productifs, et le mouvement de la société Sakalava n'en furent pas modifiés. Jamais le commerce ne parviendra à « s'emparer » de la production autochtone : contrairement à ce qui se passe au XVIII^e siècle sur la côte Est, les pirates, fourriers des négriers, ne purent s'installer à terre, dresser le peuple en des luttes intestines ou former des ligues pour porter la guerre à leur guise, afin de grossir le nombre de captifs à vendre (1). La production pour la traite, qui aurait pu s'organiser autour de comptoirs étrangers (soit en régie directe, comme dans les comptoirs Antalaotse du Nord-Ouest, au XVII^e siècle, où les esclaves étaient mis au travail, soit en intégrant les producteurs dans des réseaux commerciaux à terre, comme le tentèrent notamment les Français sur la côte est) fut exclue, avec la suppression de ces comptoirs et l'interdiction faite aux Européens de parcourir le territoire. Aucune classe autochtone, spécialisée et enrichie dans le commerce intérieur, n'en résulta pour autant (2). Ce sont les Arabes et les Antalaotse qui constituent les marchands professionnels. Le fondateur même du Boina, Andriamandiso, s'était employé très tôt à les soumettre : il démantela leurs villes, égrenées sur la côte ; il déplaça et concentra leur population dans un seul port, qu'il créa à leur intention, proche de sa capitale, administré par les siens et contrôlé par ses armes. Toute traite dut transiter par là, toute caravane vers l'intérieur en partit et y revenit. Le roi se réservait la perception de droits douaniers (qui firent sa principale richesse, et l'éclat de sa cour). Il contrôlait le commerce des armes (dont l'exportation fut interdite hors du pays Sakalava), et connaissait tout de leur diffusion dans son pays (limitant les tendances autonomistes des branches dynastiques écartées du trône). Dans la « grande traite », particulièrement surveillée, le roi exigeait, en échange des captifs de guerre, que fussent livrés exclusivement des fusils, des balles et de la poudre, au taux d'échange qu'il fixait, et par le truchement de fonctionnaires spécialisés, seuls courtiers habilités. Ce ne fut jamais l'offre de biens de consommation qui régla dans ces conditions les expéditions guerrières Sakalava ; mais ce furent les besoins du royaume, pour élargir ou entretenir la construction politique, qui déterminèrent l'ampleur des guerres, les cessions de captifs aux traitants et les volumes d'armes obtenus. Quant à l'offre de tissus, d'insignes, de bijoux, biens d'élite échangés dans la « petite traite » contre les produits de razzia (bœufs) ou le surplus lignager (riz, copal), elle n'entraîna pas davantage la production locale. La richesse en bœufs demeurait essentielle à la reproduction lignagère (aussi bien que royale). Et nul ne s'aventura pour acquérir de façon illimitée les biens de prestige, à rechercher l'extorsion d'un surplus excessif à ses dépendants, que rien n'attachait à une terre ou un chef particulier, tandis que leur potentiel guerrier permettait d'accroître le troupeau et la puissance du lignage.

(1) Ils s'y essayèrent pourtant. Mais si quelques uns furent autorisés un temps à s'installer à la cour, ils furent toujours employés dans le rôle de mercenaires, ou de coopérateurs militaires, strictement contrôlés dans leurs déplacements, leurs relations, et même leur richesse. cf. *Histoire des Pirates* par Ch. JOHNSON (1724) in GRANDIDIER, « Collection des ouvrages anciens concernant Madagascar », Paris (1903-1920), notamment vol. 3, p 450-622.

(2) Contrairement à ce qui se passe en Imerina au XIX^e siècle, où le monopole du commerce intérieur, garanti aux nationaux, permet à une oligarchie de s'enrichir, et bientôt de peser sur le pouvoir.

L'esclavage

C'est au XIX^e siècle seulement, sous l'hégémonie Merina et lorsqu'elle fut privée des ressources douanières, que la dynastie développa (de façon limitée) un certain esclavage productif pour entretenir la cour. Ainsi dans le Nord-Ouest, où l'exploitation des forêts était largement réservée aux princes, et donnait lieu à des ventes à Nosy-Be — à la colonisation française. Ce mouvement ne doit pas être ignoré — ni surestimé: en d'autres lieux (Ambongo par exemple), une « production pillarde » servit de palliatif: les bandes armées razziaient les exploitations des régions alentour — les mines d'or mises en exploitation par corvée sous les Merina notamment — entretenant une traite clandestine non négligeable.

De même, un esclavage limité existait au sein des lignages, dégageant les hommes pour les travaux guerriers.

II. LA COLONISATION

La conquête coloniale ouvre une ère nouvelle: celle de *l'articulation* avec le Capital. Nous y distinguerons trois phases (grossièrement délimitées par les deux guerres mondiales).

— *Avant la première guerre*, une double différenciation s'opère: celle de la société lignagère, qui se renforce, et celle de l'aristocratie, impliquée par l'administration coloniale dans un « protectorat intérieur », et qui se bureaucratise. La production guerrière est interrompue, la production lignagère maintenue. Le grand capital échoue, faute de travailleurs, tandis que le commerce de traite et la petite colonisation parviennent à subsister en s'articulant à la société Sakalava.

— *Entre deux guerres*, l'afflux de travailleurs, que la colonisation vient d'arracher à d'autres sociétés de l'île, permet dans le Nord-Ouest les premiers développements capitalistes. L'articulation de ces travailleurs eux-mêmes avec la société autochtone transforme la société lignagère, entraînant l'inflation des dots, modifiant la condition féminine, aggravant l'extorsion aux jeunes hommes dépendants.

— *Après la deuxième guerre*, le mouvement nationaliste fait éclater les contradictions liées au développement du capital sous administration coloniale. La bureaucratie tribale sort déconsidérée de l'affaire, tandis que l'ordre lignager, contesté, ne parvient plus à subsister que sur la base du Capital. La multiplication des plantations commerciales traduit le mouvement d'émancipation des jeunes dépendants lignagers, jugulé par une inflation désormais structurelle des dûs cérémoniels et dotaux. Des problèmes fonciers, une rente apparaissent. Dans l'ensemble, le mouvement porte au développement de l'agriculture marchande, à l'expulsion de la terre et à la réduction au salariat d'une partie de la jeunesse rurale. Nous examinerons tout à l'heure en détail cette situation, celle d'aujourd'hui. Considérons au préalable le processus esquissé dans ses 3 périodes.

La première période: 1895-1914

1. DU POINT DE VUE DU CAPITAL, la période est caractérisée par l'échec de la production salariée, la réussite à l'inverse du commerce de traite, et d'une petite colonisation, au service desquels entrent certaines forces productives sakalava.

Echec du Capital

La région du Nord-Ouest, mythiquement réputée d'une fabuleuse richesse, attira les premières tentatives de mise en valeur : les projets et les efforts de la plus grande colonisation s'y portèrent, en même temps qu'affluaient de petits colons (émigrants de Maurice, La Réunion, Nosy-Be, où la concentration des entreprises sucrières venait de les ruiner).

Aspect oublié (ou dénié) de l'histoire économique malgache : la première période coloniale fut celle d'un échec du capital. De grands projets furent esquissés. La plupart avortèrent avant tout essai : non faute de financement, mais dès que les experts envoyés par les promoteurs eurent constaté l'absence d'une population libre, disposée à louer ses bras. La Compagnie forestière et minière, la Société Michelin, se retirèrent devant la « grande pénurie de main-d'œuvre, alors que les travaux de plantations (eussent demandé) un très grand nombre de travailleurs » (1). Les quelques sociétés qui n'eurent pas la même prudence, et passèrent à la réalisation, épuisèrent leur capital en 3 ans : les machines importées pourrissent sur place, les cadres « expatriés » vécurent sans personne à commander. La Compagnie franco-malgache, au capital de 3 millions, dépensa 900 000 francs la première année, et 500 000 la deuxième, aux seuls frais de mise en valeur : « en pure perte », reconnut un peu plus tard son directeur, qui propose dès lors « d'importer des ouvriers africains » (2). Pour sauver les meubles il fallut en catastrophe se reconvertir dans une autre voie : dès 1898, le projet capitaliste se dévoyait en projet latifundiaire. De vastes superficies furent concédées par le gouvernement général à des sociétés, couvrant le territoire de principautés entières (3). L'espoir des entreprises était d'y jouir d'un statut de compagnies à chartes ; d'être dotées de fonctions administratives et répressives, chargées de police, de la collecte d'impôts, autorisées à lever, pour leur propre usage, les prestations de travail dues par les sujets à l'état colonial. Le droit à résidence, le maintien dans les droits traditionnels de culture et pâture, seraient garantis aux habitants qui vendraient un surproduit au concessionnaire, et lui céderaient des journées de travail gratuit : ainsi serait assurée la « première installation » des sociétés : infrastructure, défrichage, plantations... Cette formule, proposée dans les écrits de plusieurs promoteurs (Delhorbe, Locamus...), fut d'abord encouragée par l'Administration, qui concéda les terres, mais tergiversa ensuite à prolonger son soutien : les compagnies à chartes apparaissaient inefficaces et impopulaires à la métropole. Le gouvernement général vira de bord définitivement vers 1900, reculant devant le risque politique de l'opération : les zones

(1) Archives F.O.M. Paris. Série MAD. 418/1120.

(2) Archives nationales, Antanarivo. Série « Compagnies et sociétés ». Production Dossier 3/4.

(3) En 1905, 10 % du territoire, 6 millions d'hectares, étaient concédés à la « grande colonisation » dont 3 à la seule Compagnie française d'agriculture de Fort-Dauphin, dans le Sud-Est du pays ; et 1,5 à la Compagnie Suberbie, dans l'Ouest (Ambongo). Pour le reste (1,5 M d'ha), la moitié était accordée dans la seule province de Nosy-Be, au Nord-Ouest : cette région se trouva toute entière affermée dans sa partie côtière. La Compagnie franco-malgache avait 200 000 ha, Delhorbe autant, l'un et l'autre pour faire de l'élevage (et des usines de viande). La Société française d'exploitations et de gisements miniers, la Compagnie forestière et minière de Madagascar, avaient chacune 100 000 ha pour exploiter les bois et minéraux, planter du coton, traiter le caoutchouc. La Société française d'études et d'entreprise espérait élargir ses 40 000 ha à 200 000, quand elle aurait prouvé ses capacités « productives » (cocotiers, caoutchouc, coton, cacao...) cf. You A. « Madagascar ». Paris. (1906).

conçédées étaient moins sûrement « pacifiées » qu'on l'avait cru; il fallut y faire face à la révolte, et l'Etat refusa par suite de s'y dessaisir des fonctions répressives, comme du travail obligatoire qu'elles seules permettaient d'obtenir. Le latifundium échouait, faute d'appui politique. En 1903, la Compagnie franco-malgache, qui s'était ralliée au projet, était plus que jamais au bord de la faillite; le projet Delhorbe de « ranching » était enterré, aucune confiance financière ne s'y attachant plus. La « grande colonisation » devait s'effacer devant la « petite »: ainsi la Société française d'Etudes et d'Entreprise lotit ses terres à des fermiers Boër pour rentrer dans ses fonds, et prouver un commencement de mise en valeur. Une seule alternative s'offrait d'ailleurs: une dernière conversion à l'activité commerciale de traite; c'est celle que choisit la Franco-Malgache.

Commerce de traite et petite colonisation

Ces deux formes d'intervention s'étaient montrées seules viables.

(i) *Le commerce d'import-export* est aux mains de quelques compagnies européennes puissantes: Doag, O'Swald, les compagnies marseillaise et lyonnaise. Ces maisons ont « déplacé » — comme au sens chimique du terme — les Arabes et les Indiens du rôle de négociants qu'ils détenaient auparavant. Elles prennent désormais leur part, léonine, dans le partage des bénéfices. Elles se chargent de l'import-export, principalement réorientés vers l'Europe, et la France prioritairement (1). Les commerçants qu'elles remplacent sont relégués au rang d'intermédiaires, avec une chaîne de collecteurs, boutiquiers et colporteurs, qui se ramifie jusqu'en des villages éloignés. Les compagnies avancent les stocks, l'argent pour les campagnes d'achats. Les Indiens, Arabes, Comoriens, fournissent le personnel expérimenté, rompu aux relations avec les chalands — avec les chefs de lignage notamment, dont ils sont parfois « frères de sang », et par qui transite le surproduit autochtone.

Que s'est-il passé? Un simple maillon s'est superposé à la chaîne des marchands-intermédiaires. Les anciens négociants, astreints à de lourdes patentes en qualité d'étrangers, ont dû renoncer à leur fonction: seuls des Français, ou des sociétés d'autres nationalités, peuvent désormais les exercer. Mais « le commerce de détail (*i.e.* aux échelons inférieurs à l'import-export) reste entre les mains des Indiens, et pour longtemps ». « Fixés dans les villages de la côte, ou aux points où la navigation maritime cesse sur les rivières, parlant le Malgache, connus depuis longtemps, ce sont eux qui drainent les produits dans leurs postes ». « L'indigène hésitant à se déplacer, ils établissent dans l'intérieur des succursales, tenues par des Arabes ou des Comoriens, d'où partent des colporteurs comoriens ou malgaches » (2). Ce système n'est autre que celui décrit, dès le XVIII^e siècle, par DUMAINE observant l'organisation du commerce en Boina (3).

(1) Sur ce point, la volonté du Gouvernement général aboutit rapidement, grâce à une surtaxe considérable des produits importés de l'étranger.

(2) Archives d'Aix. 2 D 112. Cercle de la Grande Terre. Rapport économique. 1901, 1^{er} trimestre.

Archives d'Aix. 2 D 24. Province d'Analalava. Rapport économique. 1902, 2^o trimestre. Archives d'Aix. 2 D 179. Province de Nosy-Be. Rapport économique. 1904, 1^{er} trimestre.

(3) Voir DUMAINE: « Idée de la Côte Occidentale de Madagascar » in MALTE-BRUN: *Annales des Voyages*, Paris (1810), p. 20-52.

Mais le surplus commercialisé obtenu n'est guère accru — jusqu'en 1910 tout au moins. Les gérants de «comptoirs», installés sur un territoire, y opèrent en «chevillards»: ils obtiennent des chefs de lignage, et des nobles surtout, qu'ils leur cèdent le surproduit obtenu de leurs «dépendants», dans les cadres traditionnels d'extorsion: du bois, du caoutchouc, du raphia, fournis par les hommes libres, sensiblement à concurrence du montant de leur impôt, et par les esclaves demeurés près de leurs anciens maîtres en quantités légèrement supérieures (dans la mesure où sur ceux-là s'exerce un pouvoir d'extorsion plus effectif). Le «guide du soldat et du colon» indique en 1894 que les exportations du Nord-Ouest, par Analalava, s'élevaient à 400 000 F. Tombées à 230 000 F en 1896 à Analalava, elles retrouvent le niveau antérieur en 1900. Si elles s'élèvent spectaculairement à partir de 1902 (tournant autour de 1 million de F), c'est d'abord du fait d'une exportation forcée de bœufs vers l'Afrique du Sud, dont le produit permet d'acheter du riz d'importation pour parer à la disette: plusieurs invasions de sauterelles, jusqu'en 1905, détruisent en effet les récoltes de riz, à 50% et parfois 100%. Il est juste, toutefois, de noter que désormais les exportations de produits autochtones vont se maintenir — non plus celles de bœufs, mais de raphia (triplant de 1900 à 1904), de caoutchouc (quadruplant dans le même temps), de cire, troqués bien souvent — par les chefs de lignage — contre des tissus (importations doublées), de l'alcool, du sucre et du sel, de la «bimbeloterie (miroirs, bijoux d'imitation, parfumerie de qualité inférieure)», entrant désormais dans la composition des dîs cérémoniels et dotaux (1). Reste que la moitié de l'import-export dans la période, et le bond qu'il effectuera à partir de 1907, sont imputables à la mise en valeur par la colonisation, surtout la «petite» (2).

(ii) *La petite colonisation* recruta ses principaux artisans parmi les créoles des Mascareignes. La mévente des produits tropicaux obligeait dans ces îles une partie de la petite paysannerie, pour payer ses dettes, à vendre ses terres. L'ouverture de la nouvelle colonie — à laquelle s'employa le groupe de pression réunionnais en France (3) — permettait la réinstallation, même avec de pauvres moyens. Le terrain était reconnu depuis un demi-siècle, par les originaires de Bourbon installés à Nosy-Be et Sainte-Marie. Ils avaient abordé les côtes malgaches proches; ils les savaient riches, et cultivables suivant leurs techniques; ils entretenaient des relations commerciales et politiques avec les chefs autochtones: des princes Sakalava «résistants» notamment, dont ils soutenaient la prétention à recouvrer l'autonomie de leur royaume. Ni le milieu naturel ni le milieu social ne les effrayèrent (4).

Réunionnais et Mauriciens s'installèrent: certains directement comme commerçants ou cultivateurs; beaucoup, d'abord comme artisans libres, ouvriers de l'administration ou de l'armée, puis à la première occasion, munis du léger pécule économisé, comme agriculteurs à leur compte. Au Nord-Ouest, dans les provinces de Diégo et de Nosy-Be, les mieux connues, réputées fort riches, les nouveaux venus affluèrent (5).

(1) Archives d'Aix. 2 D 24. Province d'Analalava. Rapport économique. 1896 à 1904.

(2) Archives d'Aix. 2 D 175. Province de Nosy-Be. Rapport économique. 1910.

(3) Les députés de Bourbon, appuyés sur des campagnes de presse, militèrent à la Chambre en faveur de la conquête de Madagascar, 10 ans durant sans désespérer.

(4) A l'inverse les tentatives pour recruter des colons en France — et jusqu'en Afrique du Sud, parmi les Boers vaincus, échouèrent massivement.

(5) En 1905 dans le Sambirano, 35 exploitants se partagent 5 000 ha, soit la moitié du delta, en lots dispersés de 40 à 400 ha (moyenne et mode: 100 ha).

Cette petite colonisation caressa, *avant 1898*, le rêve de chasser l'indigène (1) ou de le faire au moins servir à son établissement : elle se fit concéder les bonnes terres de deltas ; elle déborda de ses limites sur les pâturages et les terrains de culture autochtones ; elle exigea une rente pour autoriser les premiers occupants à poursuivre leurs activités sur ces terres. Des colons saisissaient eux-mêmes les bœufs errants sur leur domaine encore inculte, et ne les rendaient que sur paiement d'amendes. Certains voulurent capter les droits régaliens sur la forêt, ou sur le travail des hommes environnant leurs concessions.

La révolte imprévue de 1898 *renversa la tendance*. La petite colonisation dut sa prospérité à l'attitude qu'elle adopta généralement depuis lors. Nous avons signalé que des relations commerciales et politiques existaient depuis longtemps entre les chefs autochtones et divers colons. Elles furent désormais cultivées. Les concessions étaient dispersées près de la mer. Chaque propriétaire noua des alliances (matrimoniales en particulier), avec la famille noble proche de son domaine. Il put alors en obtenir la cession de travailleurs. L'aristocratie délégua sur ses champs, en certaines occasions (fécondation de vanille, plantation de cocos, récolte de café) ses dépendants en nombre : parfois ses sujets libres, et plus souvent ses anciens esclaves, dont elle conservait la maîtrise (2). Les salaires (d'ailleurs élevés) (3) étaient payés soit directement au « recruteur » noble (qui en redistribuait une partie seulement), soit aux travailleurs qui en faisaient partiellement prestation au représentant royal : ainsi furent financés l'impôt du prince, les cérémonies dynastiques, les monuments nouveaux (palais, tombeaux de pierre), témoignant de la personnalité « nationale » incarnée par les Maroseranana. La petite colonisation réussit alors là où la grande avait échoué. Elle se consacra aux produits marchands qui exigeaient peu de matériel, peu de travail permanent, et demandaient beaucoup de bras en des périodes restreintes (café, vanille, coprah) (4). Elle disposait de terres bien choisies pour ces plantes ; elle maîtrisait les façons culturales. Elle tirait aussi ressources de petits comptoirs marchands installés au village. Dans tous les cas, son aisance, et sa survie, dépendaient des relations entretenues avec les chefs « traditionnels » : pour la collecte de produits, et plus encore pour l'obtention des travailleurs nécessaires à ses entreprises. Aussi apporta-t-elle désormais son soutien politique à la « bureaucratie tribale », face à l'Administration qui essayait d'abord de la briser, puis de la domestiquer.

Libération des esclaves

On avait beaucoup attendu pour dégager des salariés, de la libération des esclaves (5) — proclamée dès 1896. Les administrateurs se plurent à noter que, si les Sakalava restaient de piètres « travailleurs », des Makoa se consacraient à l'agri-

(1) Rêve impossible de toute petite colonisation : car où trouver la main d'œuvre, si l'apartheid s'instaure ? A moins que l'état n'organise l'obligation de travailler chez le colon. Mais cette revendication forte justifie l'audacieuse violence faite aux « indigènes », pour les piller continûment.

(2) voir § suivant.

(3) 1,50 F par jour, correspondant à un pouvoir d'achat double de celui accordé entre 2 guerres par le capitalisme enfin constitué, et supérieur à celui de 1970.

(4) La « famille large » du petit colon, toujours nombreuse, et qui comprenait souvent les enfants de plusieurs femmes successives, plus ou moins légitimes suffisait, avec l'appoint de quelques ouvriers fidèles, aux travaux d'entretien en dehors des périodes de pointe.

(5) Les esclaves sont couramment désignés dans la région comme *Makoa*.

culture marchande, et consentaient à se salarier. En fait, le nombre de ceux qui pratiquèrent des activités *directement* au service du capital fut très réduit; la plupart des anciens esclaves restèrent auprès de leurs maîtres; ils se plièrent simplement aux dispositions où ceux-ci les tinrent, en « louant » leurs services à la petite colonisation, dans les conditions que nous venons d'évoquer; ceux qui travaillèrent pour le commerce d'exportation (bûcherons, collecteurs de caoutchouc), étaient logés à même enseigne. Dans tous les cas, les activités marchandes restaient largement contenues par les besoins de la noblesse.

Toutefois, on ne saurait nier que ces activités correspondaient à une visée propre des Makoa. Il s'agissait pour eux de se former en groupes familiaux, sur le modèle des hommes libres. Deux conditions étaient à remplir: constituer des lignages d'un minimum de profondeur, et — surtout — se procurer, sur le marché, des troupeaux, assez nombreux et diversifiés, pour faire face aux obligations rituelles interlignagères. Tant que la dernière condition n'était pas remplie, les Makoa ne pouvaient s'installer sur une terre quelconque: on sait que la participation aux cycles cérémoniels est la seule garantie d'une jouissance paisible du sol, et, sauf à y satisfaire, le voisinage les eût pillés sans vergogne. En demeurant près de leurs anciens maîtres — dont ils furent métayers — les anciens esclaves conservaient au contraire un statut dans la société Sakalava, et préparaient l'avenir en investissant en bœufs. Cette dynamique se retrouve en d'autres points du pays Sakalava, où elle fut moins bien contenue par l'aristocratie locale (1): dans l'Ambongo, voire au cœur du Menabe, les Makoa furent initialement si actifs dans les cultures marchandes, qu'ils firent l'acquisition en quelques années d'une grosse part du troupeau local — particulièrement des troupeaux nobles et royaux. Mais le point que nous retiendrons ici est seulement l'aspect *temporaire et non cumulatif* de cette dynamique — là-même où elle est la plus spectaculaire: il ne s'agit que d'acquérir un troupeau d'une taille déterminée, permettant de prendre place dans le système lignager. Ce but atteint (qu'aucune inflation n'éloigne continûment), les besoins retombent au niveau de ceux des chefs lignagers habituels, et l'agriculture marchande décline. C'est bien ce qui se passa, aussi bien dans le Nord que dans l'Ambongo, ainsi que le notent avec amertume les administrateurs français, entre 1910 et 1920.

Aucun dispositif n'est donc en place, qui, par le biais des rapports économiques, détermine un *développement* du salariat et de l'agriculture marchande Sakalava,

(1) Dans une situation où l'instance politique est dominante, et la société caractérisée par la suprématie de la noblesse (instrument des solidarités dans le face à face avec le colonisateur, qu'il s'agisse de résistance active ou passive, dans la guerre ou le protectorat intérieur) il n'est guère possible aux anciens esclaves d'échapper instantanément à leur condition: leur trop rapide succès économique, interprété rapidement comme une offense à l'aristocratie, ou une grotesque prétention à l'imiter ne saurait leur ouvrir les portes de la société lignagère elle-même, ni la moindre considération sociale: aussi la constitution de communautés Makoa isolées et autonomes (qu'on peut observer réellement), ou l'acquisition ostensible de troupeaux nobles portèrent-ils ombrage à l'ensemble de la société Sakalava et à la royauté — qui restait l'élément ordonnateur de la société et lui donnait cohésion et cohérence. Il en résulte, dans les lieux où la dynamique de libération Makoa fut la plus accentuée, une politique de castes menée par les princes sous le couvert du « protectorat », qui réduisit socialement la valeur des gains économiques Makoa. L'aboutissement des investissements sociaux des anciens esclaves ne pouvait intervenir que plus tardivement, une fois leurs groupes familiaux mieux constitués, et surtout quand la société lignagère fut devenue plus autonome, et la bureaucratie tribale plus coupée de son peuple, plus compromise avec l'administration coloniale aussi: après la première guerre mondiale.

L'articulation, entre petite colonisation ou commerce de traite, et production autochtone, entraîne une *cession de surtravail*, mais qui *passé par l'intermédiaire des cadres traditionnels d'extorsion*, et se trouve largement commandée par les besoins de la noblesse et des chefs lignagers. Besoins limités, au développement d'un troupeau qui satisfait aux exigences cérémonielles, pour les seconds, et au financement de cérémonies dynastiques multipliées, de monuments témoins de son rôle unificateur, pour la première.

Il n'est pas possible d'aller plus avant, d'apercevoir le mouvement général et les contradictions effectives qui se sont instaurées, sans examiner ici le *niveau politique*. Les germes de transformation ne résultent *nullement de l'initiative du capital*, (extension de l'échange marchand, ou développement d'un secteur de production « moderne »), mais bien *du rapport à l'état colonial*.

2. LE RAPPORT A L'ÉTAT COLONIAL

La visée de l'Etat nouveau est d'abord politique: assujettir les hommes. Elle porte sur une société où l'instance politique est dominante. C'est pourquoi l'articulation sera décisive à ce niveau.

L'attaque de la société dans ses bases

La pratique de l'administration coloniale s'annonce immédiatement destructrice. Nous venons d'évoquer la *suppression de l'esclavage*. Sans livrer de « bras » au Capital, cette mesure est délétère pour l'ordre social polarisé par la dynastie. A terme, elle privera la noblesse de ressources, et déjà place l'obtention de ses revenus sur une base capitaliste — dans la mesure où ils proviennent de la « location » de services « serviles » à la petite colonisation et au commerce de traite. Immédiatement, elle porte atteinte à l'honneur de la noblesse (dont les cohortes de serviteurs signifient la dignité « nationale », et dont les esclaves productifs permettent l'entretien d'une cour et le financement des cérémonies dynastiques); elle entraînera l'élargissement de la société lignagère (ou s'intégreront les Makoa), et favorisera sa différenciation. Les dépendants lignagers ne se distinguent plus en dépendants à vie (les esclaves, chargés des tâches productives continûment astreignantes, du gardiennage des bœufs par exemple), et dépendants temporaires (les jeunes hommes libres, largement disponibles pour les tâches d'une production guerrière qui leur offre les moyens d'accès au troupeau, et d'émancipation hâtée): les jeunes hommes libres sont désormais renvoyés à leur condition exclusive de dépendants lignagers. La cristallisation d'un pouvoir des aînés s'en trouve favorisée, ainsi que la différenciation des productions « lignagère » et « guerrière ».

Parallèlement, la *production guerrière* est elle-même *interrompue*. Le « banditisme » fut éradiqué: les groupes de résistants à la colonisation, les bandes pillardes, et les irrédentistes de tradition (comme ceux de l'Ambongo), furent vigoureusement et victorieusement pourchassés par les militaires. Le « vol de bœufs » fut réprimé: il correspondait aux razzias de voisinage à voisinage, entre princes adverses ou lignages non alliés, et constituait une sorte d'initiation nécessaire pour tout jeune homme libre, qui devait y faire ses preuves avant de se marier. La « paix » — la sécurité dans les habitats éloignés et la liberté de circulation — fut imposée aux princes et au peuple. Les résultats furent assez probants, concernant la sécurité des personnes au moins, sinon tout de suite la protection des bœufs. La suppression de l'esclavage, le contrôle

effectif des côtes et des embarcadères, annulant vite la traite clandestine, aidèrent à brider la pratique des raids, en fermant les débouchés. L'insécurité disparaissant, la position de l'aristocratie et sa raison d'être étaient menacées.

Dans le même temps, l'administration attaqua au cœur la reproduction de la société roturière, en *compromettant l'entretien du troupeau*. Le bétail subit de lourdes ponctions, dans la mesure où il servait seul au paiement de l'impôt. Le brûlis fut interdit; les terrains de parcours furent restreints, et de nombreux « campements » supprimés; il s'agissait de sédentariser la population, et de la mettre au travail agricole dans les deltas et vallées; le genre de vie itinérant et pastoral était condamné par la loi: dans l'état des techniques, la sauvegarde du troupeau devenait problématique — en un pays aux aiguades dispersées, où l'incendie de prairie en fin de saison sèche assurait seul l'accès des bêtes au regain, perdu dans les pousses ligneuses. La répression des « délits » ne fut pas tout d'abord de grande efficacité: quelques colonnes de miliciens, parcourant plus souvent les environs des postes que les Hauts où finirent par se réfugier les troupeaux, ne purent qu'entraver la vie pastorale, et non point l'annuler. Le sens de la nouvelle législation n'était pas moins clair.

Avant et après la révolte

L'ensemble de ces mesures forme l'ossature de l'action administrative, tout au long de la période (1). Les effets s'en firent inégalement sentir dans l'instant. Cependant, la volonté de destruction politique de l'ordre Sakalava fut immédiatement perçue.

La conquête s'était pourtant effectuée au Nord-Ouest sans coup férir. Elle avait même reçu l'appui de certains princes Sakalava, désireux de secouer « l'hégémonie Merina », et de reconquérir le trône de Boina sur les branches dynastiques alliées de Tananarive. Sitôt après, l'Etat colonial déçut leurs espoirs. Les principautés du Nord-Ouest s'attendaient à jouir d'une large autonomie. A l'inverse, une administration directe leur fut imposée, qui s'employa sans délai à casser l'autorité royale, et détruire la civilisation qui s'ordonnait autour d'elle. Les princes furent humiliés, leur cour dispersée (2), l'aristocratie privée d'honneurs, et menacée dans ses moyens d'existence. Au même instant, le peuple était soumis à d'exorbitantes exigences, et recevait un vil statut. Un impôt par tête et un impôt sur les bœufs furent promulgués. De lourdes prestations de travail furent exactement requises près des postes, et détournées souvent au service somptuaire des fonctionnaires (3). « L'indigénat » annulait tous droits politiques. Il instituait une autorité impersonnelle, incontrôlable, et

(1) Il se maintiendra dans les périodes ultérieures.

(2) A Majunga, puis à Nosy-Be, le chef de région eut pour principe d'abaisser publiquement les princes. Il les convoquait et les faisait longuement attendre, dans l'inconfort, les taçait devant tous, interdisait leurs escortes. Il fit démanteler des villes royales: ainsi dans le Sambirano, où les nobles et représentants des grands lignages roturiers furent tenus de regagner leur fief ou territoire d'origine, avec toute leur maisonnée. Il s'attacha à disperser les esclaves qui nourrissaient la prêtrise des principautés, compromettant l'entretien de celle-ci.

(3) Le chef de région de Majunga exaspéra des populations entières en les mobilisant pour édifier son impressionnante résidence; dans la région de Nosy-Be, les corvées (30 jours par an pour tout homme valide) servirent à bâtir logements et bureaux administratifs, dans un style de pure ostentation (cf. Archives Aix. Rapport Pennequin sur la révolte de 1898).

incongrue à la société: traitant les individus, tous sur le même plan — celui de « sujets » — il déniait la responsabilité et la solidarité lignagères, faussait les jeux de l'alliance, des ligues et des rangs (1). L'ensemble des mesures s'inscrivait dans un système de conceptions (des rapports sociaux, de l'ordre humain et naturel), radicalement étranger à celui de la société Sakalava: système qu'il était manifestement question d'imposer, en faisant éclater celui des vaincus. Les mœurs et institutions Sakalava furent méprisées, les cérémonies lignagères et dynastiques entravées, la « mentalité » du peuple dénigrée — tandis qu'on exaltait l'esprit industriel des anciens esclaves, quand ils se louaient aux Européens ou, les premiers, vendaient leur produit.

L'attitude agressive et la volonté spoliatrice de certains petits colons avaient pu irriter; le projet latifundiaire inquiéta. Lorsque furent avérés le despotisme administratif, l'arbitraire de sa logique et le caractère total de la guerre qu'il entreprenait à l'encontre de l'ordre social, le moindre incident put précipiter la révolte. La province de Nosy-Be venait à peine d'être cédée à l'administration civile, fin 1898, quand un seul acte, condensant la barbarie du colonisateur, déclencha la rébellion (2). Six mois furent nécessaires à la mater, dans le Sambirano, qui en était l'épicentre.

De nouveaux rapports politiques avec la société Sakalava allaient naître de cet épisode. L'institution principale est de ce point de vue celle du *protectorat intérieur*. Sous son couvert allait s'amorcer un double mouvement: la *différenciation d'une société lignagère* plus autonome (à l'écart des zones de colonisation et loin des nobles restés proches de la cour); et la *différenciation parallèle d'une classe politique aristocratique*, posée en intermédiaire entre l'Administration et la société Sakalava.

Le protectorat intérieur

Inquiet de l'incendie rallumé en pays « pacifié » — au moment où la métropole regimbait à payer le prix pour maintenir l'effort militaire — le gouvernement général songea à garantir par une solution politique la sécurité dans les zones encore insubordonnées ou insoumises: l'Ouest, le Sud, la forêt du Sud-Est. C'est alors que fut élaborée par Pennequin la doctrine des « protectorats intérieurs ». Dans une lettre de fin 1899, il en trace les linéaments: « les mpanjaka (3) de la côte nord-ouest ont indubitablement une grosse influence sur les populations, et le système d'organisation employé actuellement consiste à annuler leur autorité... En le conservant, de gros effectifs seraient nécessaires... Ce qui a causé l'insurrection, c'est le déni de justice fait aux populations et en même temps le mépris de l'autorité des « mpanjakas »... Utiliser les « mpanjakas », fortifier leur autorité tout en les surveillant et en contrôlant leur manière de faire, par suite, gouverner sous leur nom, est la méthode que je crois la plus pratique en ce moment ». Pennequin propose alors d'établir simplement quelques postes, un par principauté, près de la capitale du roi. « Chacun de ces postes

(1) L'homme qui n'a pas servi l'impôt, les prestations, ou cultivé un minimum exigé peut être puni sans autre forme de procès par le chef de district d'amendes ou de prison (jusqu'à 15 jours). Aucun recours n'est pratiquement envisageable. L'administration coloniale est inaccessible — à l'inverse de l'administration « Sakalava » antérieure, qui reconnaît de nombreux et délicats dispositifs de contrôle « populaire »: élection du prince parmi plusieurs prétendants légitimes, conseil royal composé des « rangahy », représentants des grands lignages roturiers; justice publique, etc...

(2) Une jeune princesse de haute lignée fut violentée par un administrateur.

(3) Princes.

serait commandé par un officier, qui aurait la surveillance sérieuse mais discrète des mpanjakas. Les chefs indigènes auraient auprès d'eux des forces de police recrutées par leurs soins... En outre, chacune des petites unités territoriales (cantons ou villages) devrait avoir ses chefs naturels, une force de police leur serait donnée, et ils seraient responsables de tous les événements qui surviendraient dans leur contrée » (1).

Ces dispositions furent adoptées dans le Nord-Ouest environ vers 1900. En 1904, le régime des « protectorats intérieurs » était codifié, pour être étendu aux régions Sakalava, Bara, Tanala, Mahafaly (côtes ouest et sud, falaise du sud-est, où la résistance avait été la plus tenace, sous la direction des dynasties locales). Voici les instructions correspondantes. Les considérants d'abord: pour éviter que « les représentants de familles exerçant depuis longtemps une autorité effective... s'ils étaient laissés à l'écart, ne soient portés à exercer leur autorité traditionnelle de façon occulte, à notre détriment », on s'efforcera « d'utiliser au profit de l'autorité française les vestiges d'une organisation politique qui avait acquis jadis une certaine cohésion ». En voici les dispositions: dans chaque « protectorat » le « pouvoir est dévolu à un chef indigène, héréditaire ou élu, puisant en l'un et l'autre cas son autorité dans les traditions anciennes ». Celles-ci seront « consacrées par l'investiture que le chef tiendra de notre pouvoir supérieur ». Le prince a « pour auxiliaires des gouverneurs, des chefs de canton, et des chefs de village, choisis parmi les membres des familles influentes... Il administre directement le pays, sous notre surveillance ». Il est responsable devant l'autorité française du bon ordre et de la sécurité des personnes et des biens. Il « usera de son autorité personnelle pour le recouvrement des impôts indigènes ». En matière de justice, il ne peut agir directement comme juge — du fait des décrets en vigueur, mais il est assesseur au tribunal. En outre, il sera toujours possible de le faire intervenir plus activement et plus manifestement, en matière répressive, en l'autorisant à s'entourer d'émissaires... pour rechercher les malfaiteurs, en le faisant participer activement à la découverte des crimes, délits et contraventions, à l'arrestation des auteurs de désordre, ainsi qu'en matière civile, en lui donnant le rôle d'arbitre pour concilier et régler les litiges survenant entre indigènes du protectorat » (2).

Ces dispositions accordaient à l'autorité traditionnelle de réels pouvoirs. Elles en faisaient l'intermédiaire obligé entre administrateurs et population. Dans la conjoncture politique, cet intermédiaire ne pouvait être un pur relais. Les injonctions de « l'autorité supérieure » allaient être transmises, mais filtrées, adaptées; de sorte qu'elles ne menacent plus la conservation de la société Sakalava, ou même qu'elles servent, et renforcent les positions de sa classe dirigeante — désormais institutionnelle (3). Deux cas — entre mille — en fourniront l'exemple. Face aux incitations à l'agriculture marchande — à l'obligation faite d'acheter des charrues, en 1899 — la noblesse du Nord-Ouest édicta (ou rappela?) son interdit sacré s'opposant à ce que fût « égratignée » la terre — sous peine de sécheresse; et discrètement, au premier fléau venu (4), les charrues, abandonnées, furent remises au gouverneur politique de la zone, au su, tardif, des administrateurs, qui n'en purent mais. A l'égard de l'école,

(1) Archives d'Aix. 2 D 24. Province d'Andalava. « Instructions de Pennequin sur l'organisation administrative après la révolte du Nord-Ouest ».

(2) Cité dans You. « Madagascar ». Paris (1905), pp. 248-251.

(3) Renvoyons ici au « Devoir de violence » (Ouologuem), pour l'exposé d'une semblable situation.

(4) Les vols de sauterelles, qui anéantirent les récoltes de 1902 à 1905.

dont elle fit l'éloge public, la noblesse en interdit l'accès en sous-main, à son peuple; mais elle y envoya ses enfants. C'était assez pour que l'administration ne s'alarmât pas d'un échec total de ses vues. Mais aussi, dans ce cas, l'aristocratie ménageait l'avenir. Les écoles de district conduisaient alors à l'école régionale d'Analava, où devaient se former les « auxiliaires indigènes de l'administration ». Qu'à peu près seuls des nobles en soient sortis, jusqu'en 1920, pesa d'un poids marqué lorsqu'ils accédèrent aux postes de « chefs de canton » ou de « gouvernement », conservant à l'aristocratie, au moment où le « protectorat » était condamné, des positions de pouvoir qui lui étaient devenues indispensables.

En ces deux occasions, un effet délétère fut évité à la société pastorale des Sakalava. En tous les cas le personnel du protectorat s'efforça de jouer le rôle d'un « écran protecteur », vis-à-vis de son peuple. Sans zèle excessif dans la levée des prestataires, si elle menaçait de désorganiser la récolte vivrière, se prêtant peu à la délimitation et au cantonnement des pâturages, il permit à la société lignagère de se perpétuer. Se mettant en avant pour satisfaire à un minimum d'exigences coloniales, et en dispenser le reste des sujets, il illustra cette attitude à de nombreuses reprises; ainsi, visiblement, lorsqu'il lui fut demandé de recruter des tirailleurs pour la grande guerre: tandis que Tsiaraso, « mpanjaka » du Sambirano, se proposait, et donnait son fils, imité en cela des grands de sa cour, il favorisait en sous-main les désertions des roturiers; d'autres « mpanjaka » manifestèrent « ostensiblement un non empressement pour le recrutement » (1). Jusqu'en 1920 d'ailleurs, les rapports des chefs de province ou de district seront emplis — une fois sur deux — de soupçons sur la « manière de servir » de leurs auxiliaires: les uns sont « douteux », d'autres « non soucieux des besoins de la colonisation »; « une reconnaissance trop exagérée de (leur) autorité royale, et les appels à (leur) influence parfois peu heureux (les mènent) à croire que la qualité de « mpanjaka » leur confère des droits devant lesquels rien n'oserait s'opposer ». Quant aux « fidèles, qui constituent les éléments actifs des administrations occultes royales », ils témoignent d'une « indépendance », et donnent des « marques d'indiscipline », prouvant que « le mot d'ordre des princes et de leur entourage immédiat n'est pas toujours favorable à notre cause ». Pareille attitude « se retrouve (alors) chez la masse des indigènes » (1).

En s'efforçant de préserver son peuple des menaces que l'administration fait peser sur son mode d'existence, l'appareil de la principauté conserve une réelle popularité; il parvient à maintenir une cohésion Sakalava, une « homogénéité de la tribu » (2), que les chefs de district déplorent ne pouvoir entamer (3). L'aristocratie, tenue de prêter la main à la pacification de toutes relations, privée de sa base — la production guerrière — et de son rôle d'organisation des solidarités militaires, offensives ou défensives, trouve ici son nouveau statut: elle sera « l'autorité morale », autour de laquelle s'organise la volonté « d'indépendance des tribus » (4).

(1) Archives d'Aix. 2 D 24. Province d'Analava. Rapports politiques — diverses années: 1904, 1908, 1912.

Archives d'Aix. 2 D 178. Province de Nosy-Be. Rapports politiques — et surtout Nosy-Be 1918.

(2) Archives d'Aix. 2 D 178. Province de Nosy-Be. Rapports politiques — 1923.

(3) cf. Archives d'Aix. 2 D 178. Province de Nosy-Be. Rapports politiques — 1922. Il est notable que dans les 20 premières années de colonisation, où pourtant « le principe Diviser pour Régner fut la règle constante » l'application n'ait pu en être faite qu'à la « mise en concurrence des Mpanjaka de tribus différentes », et non pas à la décomposition de ces tribus, comme cela s'annonce à partir de 1920.

(4) Archives d'Aix. 2 D 178. Province de Nosy-Be. Rapport politique — 1922.

De même qu'en 1898 elle avait animé la révolte pour rejeter la colonisation, ensuite — et puisqu'il faut bien par force se soumettre — elle rassemble les hommes dans une résistance sourde. Au-delà de sa pratique politique, elle apparaît comme un symbole. Les cérémonies « légitimantes » de la dynastie (« fanompoana », ou rites funèbres aux tombeaux royaux) prennent un éclat particulier, et se multiplient. Le prince, la noblesse, tâchent de financer — avec le concours de tous — des monuments témoins, qui sont autant de répliques à l'architecture ostentatoire de l'Administration: ce sont des tombeaux en dur, (de style « islamique » et non chrétien), un palais de pierre — à étages — qui concurrencent, visiblement, un autre pouvoir. Les responsables français s'irritent de ces manifestations. Ils y perçoivent le maintien d'une « nationalité » Sakalava, qui prétend survivre et ne pas lier son sort à celui de la France. Ils noteront, de 1914 à 1918, ce fait très significatif: si la cour participe aux fêtes des œuvres de guerre, les princes manifestent une abstention voulue de souscrire aux Emprunts, et aux Bons de la Défense Nationale, et la volonté de garder *pour l'avenir* l'or du « Trésor Royal » (1).

Toutefois, on touche vite aux limites d'une attitude indépendante au sein de la collaboration. La résistance Sakalava — et celle des princes — intervient de plus en plus au niveau symbolique (2). Il reste que l'aristocratie demeure privée de ses bases: elle contribue même à en éradiquer les vestiges. La solidarité résistante ne suffit pas à s'y substituer. Elle s'arrête aux frontières de chaque « tribu », et l'isolement des princes, l'absorption de chacun, dans le jeu qu'il joue localement face à l'administrateur placé près de lui, permettent à la colonisation d'exacerber les oppositions entre chefs de protectorat: ainsi fut limitée déjà la révolte de 1898; et sur ce plan, l'administration réussira, patiemment, définitivement, à exclure toute fédération Sakalava. Sous le couvert du protectorat, la société lignagère parvient à se maintenir et se développer. Mais l'autonomie croissante qu'elle acquiert, lui permettra de prendre ses distances, plus tard, avec une aristocratie devenue « inutile ». L'esclavage supprimé, les raids arrêtés, les droits de douane confisqués, ont privé la noblesse du plus clair de ses ressources. Pour y pallier, il faut faire peser sur le peuple plus de collectes, et de prestations, qu'il cédera moins volontiers, à mesure de son indépendance croissante; il faut tenter de retenir les Makoa, de prévenir leur émancipation, et mener une politique de castes. Ce ne sont là que des germes de divorce, avec les sujets, qui porteront leurs fruits dans la période suivante.

Dès ce moment, toutefois, une classe politique se différencie. L'appareil administratif du protectorat intérieur ne pouvait que coïncider, au moins dans les premiers temps, avec l'appareil organisationnel ancien de la principauté. Des pouvoirs lui sont conférés, qui n'émanent plus du peuple, mais d'une autorité étrangère, et qui ne sauraient être contrôlés. Tous les délicats dispositifs — de valorisation des postulants par la promotion dans une échelle de titres, d'élection du roi parmi les prétendants légitimes, de conseils royaux, de cours publiques de justice, d'interrogations ouvertes des esprits naturels ou royaux — en cas de crise politique, tombent en désué-

(1) Archives Aix. 2 D 178. Province de Nosy-Be. Rapport politique 1918. Le Trésor Royal, accumulé depuis des générations, ne pouvait être employé que dans des causes nationales Sakalava (guerre, fléau...), et pour rehausser le prestige de la dynastie (achat d'esclaves pour servir aux « mahabo » (tombeaux royaux), ou au palais).

(2) Ce qui ne signifie pas qu'elle n'ait pas d'efficacité. Elle aura d'ailleurs la vie d'autant plus dure.

tude ou deviennent formels (1). Tenaillés, entre une pression populaire qui demeure sur sa lancée — mais se réduira de plus en plus à celle de leur entourage — et les injonctions de l'administration, les « mpanjaka » assument une position impossible. Il est notable que, tandis qu'aux chefs de district français, ils apparaissent « faux », « hypocrites » (et parfois bourrelés d'inquiétudes), la tradition Sakalava en a gardé le souvenir de personnages impérieux, imposant la discipline requise face au colonisateur, mais aussi accentuant de plus en plus un régime personnel, où la voix des conseillers l'emporte sur celle des masses. Les intrigues de palais, plus encore que l'esprit de ligue, prennent une grande extension. Le monopole des relations avec l'administration, de moyen se transforme en fin. Il finit par devenir un instrument potentiel d'oppression, « servant l'esprit de lucre ». Passé 1920, les administrateurs pourront, non sans raison, se réjouir de voir « détruite l'unité des tribus » : ils prédisent déjà « le jour où le règne des mpanjaka aura vécu ». La génération des grands chefs de protectorat vient de s'éteindre; ils meurent sans héritiers; les successeurs sont « faibles, sans qualités idoines, entourés de conseillers avides, sans vues larges : ils ne sont plus capables de regrouper autour d'eux les leurs éparpillés, et tendant à échapper à une autorité morale sans prestige » (2). Les « affaires de la tribu deviennent l'affaire d'une minorité » — avant d'être celle d'un parti. Le pari engagé par Pennequin porte ses fruits : après avoir assuré « une parfaite sécurité » — dont « même colons et commerçants ont (ressenti) l'impression », (3) — il a suscité une classe politique, séparée des masses; il a fait éclater l'unité des tribus. Les contradictions introduites dans le régime politique Sakalava, ne cesseront de se développer, jusqu'à l'éclatement, dans la période ultérieure.

La différenciation de la société lignagère

La répression de 1898-99, qui avait pourchassé les Sakalava révoltés de la côte vers les vallées intérieures, ne parvint pas à les regrouper et les ramener vers le Bas quand sa victoire fut acquise. Plus exactement, les nobles (avec leurs anciens esclaves), et de nombreux dignitaires du régime (les représentants de lignages « pleinement Sakalava » *i.e.* co-fondateurs des principautés et associés au pouvoir royal) se rassemblèrent bien dans les deltas, près de leurs capitales traditionnelles, et des hauts-lieux du culte dynastique (4). Mais la société roturière, dispersée par la guerre et moins étroitement liée aux foyers de pouvoir côtiers, se gardera de regagner le littoral, où les colons prenaient la terre, où les bœufs étaient chassés par les cultures marchandes, les pâturages enclos et soumis à redevance; où l'administration, installée dans ses postes, levait exactement l'impôt et les prestations. Se tenant à l'écart des zones colonisées (plutôt que d'y mener un combat perdu et de s'en faire enfin

(1) Par exemple : à Nosy-Be, Amada a été désigné par l'administration supérieure pour succéder à Binao. Pourtant, le vrai successeur de Binao, c'est Fatoma, que les Sakalava auraient voulu voir succéder à sa tante, et que celle-ci chérissait tendrement, et désirait comme héritière. Amada s'imposera. Il forcera les votes, il y aura parodie d'élection, les Sakalava passifs, s'inclineront et subiront son règne, mais ils ne l'aiment pas. Ils le trouvent cruel, orgueilleux et fier... Archives Aix. 2 D 178. Province de Nosy-Be. Rapport politique 1923. L'administration interviendra désormais systématiquement dans les successions.

(2) Archives Aix. 2 D 178. Province de Nosy-Be. Rapport politique. 1923.

(3) Archives Aix. 2 D 24. Province d'Analalava. Rapport politique. 1896 à 1904.

(4) Tombeaux et palais royaux étaient installés près des côtes, du fait de la liaison passée du royaume avec la traite.

chasser), les « simples Sakalava » (1) s'implantèrent dans les Hauts, par fragments de lignages rassemblés en voisinage, au hasard parfois de solidarités récentes, créées par la guerre et la résistance. Ils y furent rejoints rapidement par d'autres fragments lignagers, d'origines diverses : Betsimisaraka ou Tsimihety, qui fuyaient les prestations exigées, autour des postes de la côte est et du centre nord ; Nosy-Béens, qui refluèrent devant la spéculation foncière coloniale, et l'impôt sur les bœufs.

Hors de la présence des nobles (dont bien peu vinrent vivre là, à l'écart de la cour), ces groupes se formèrent en « société lignagère ». La profondeur généalogique s'agrandit (nous avons précédemment signalé comment la suppression de l'esclavage, et celle de la production guerrière, y contribuent en renvoyant les jeunes hommes libres plus étroitement à leur condition de dépendants lignagers). L'importance des cérémonies familiales s'accroît. Des cycles d'échanges se formalisent à leur occasion (enterrement, circoncision, mariage...). Les lignages doivent faire face à leurs obligations en comptant essentiellement sur leur propre troupeau ; ils ne se reposent plus en tout cas sur un troupeau noble comme clôture du leur propre en cas de nécessité ; ils développent en lieu et place l'alliance à plaisanterie *lohateny*. Celle-ci correspond à un modèle de relations horizontales entre lignages, différent de celui nécessitant la médiation noble (2). Le bétail des alliés à plaisanterie est à disposition, en cas de besoin cérémoniel, et à charge de réciprocité. La présence des « lohateny » est indispensable à la tenue de certaines cérémonies (première sortie de l'enfant, actions de grâces pour une guérison, enterrement et retour d'enterrement). C'est elle qui vise, et qui suffit, à attester la qualité des ancêtres du lignage organisateur (3) donc à légitimer la présence du groupe sur le territoire. Les alliés à plaisanterie s'entremettent dans les brouilles au sein du lignage ; ils interviennent dans les rapports entre lignages dont ils sont « lohateny » (4). Dans ce dernier cas, ils peuvent faciliter les liens matrimoniaux. L'entretien du lien de « lohateny » suppose un cycle d'échanges exigeant, l'invitation mutuelle et le don-contre-don à toutes les occasions festives. Il fournit aussi, on le voit, un système de pacification des relations dans une aire donnée, de formation d'alliances, qui peut concurrencer celui institué par l'aristocratie. Au point que, dans cette période (5), là où la noblesse est absente, les villages se constituent par le rapprochement, aux limites communes de leurs territoires,

(1) Rappelons qu'au sein de la société roturière, certains lignages, dits « pleinement Sakalava », sont plus proches du pouvoir, et jouissent d'un statut plus élevé, généralement en récompense de services rendus par leurs ancêtres au moment où la principauté se créa.

(2) La médiation, par un terme extérieur et supérieur aux différents lignages : le noble représentant du roi.

(3) Les « lohateny » proclament devant l'assemblée du voisinage la généalogie du groupe organisateur.

(4) Chaque lignage a plusieurs alliés à plaisanterie, ces derniers n'étant pas nécessairement « lohateny » entre eux. Ainsi se créent des chaînes d'alliance à plaisanterie.

(5) L'alliance à plaisanterie est ancienne — antérieure même au royaume Sakalava. Mais dans les circonstances historiques du début de la colonisation, elle revêt les développements que nous évoquons, et le sens d'une concurrence (ou d'une limitation) du rôle organisateur des rapports interlignagers qui revenait à l'aristocratie. Ce phénomène vaut notamment pour l'extrême Nord-Ouest — la province de Nosy-Be. En d'autres lieux du pays Sakalava, le même phénomène s'était réalisé plus tôt, dès le XIX^e siècle, au moment de l'affaiblissement de la dynastie Maroseranana : il fut alors le pendant, pour les « simples Sakalava », du mouvement qui portait les « Sakalava à part entière » à développer leur contrôle sur le gouvernement royal (ainsi près d'Anorotsangana, occupé par les Merina, ou sur la Betsiboka).

de groupes alliés à plaisanterie; ou parfois, sur son territoire, un lignage appelle des « lohateny », avec qui des relations avaient pu se nouer antérieurement, lors de la résistance à la colonisation ou d'une fuite pendant les guerres précoloniales. Dans ces cas, les villages se suffisent, socialement et rituellement à eux-mêmes, et peuvent se passer d'une clôture par la noblesse (1). L'aspect le plus spectaculaire et le plus probant d'une telle évolution réside peut-être dans la récupération par les lignages, qui s'effectue à partir de la première guerre mondiale, de fonctions rituelles précédemment sous contrôle du prince. C'est notamment le cas des cultes chtoniens et des cultes de pluie. Dans la principauté précoloniale, c'est au roi qu'il revient d'assurer la concorde entre la terre, la nature, et les hommes. C'est lui qui donne son accord à l'installation de tel ou tel groupe sur un pâturage donné, qui édicte les interdits culturels à respecter pour apaiser les démons de la nature, qui est responsable de l'harmonie universelle, et des bonnes récoltes qu'elle assure. Les cultes aux esprits naturels sont concentrés en des lieux sacrés (généralement des montagnes), qui jalonnent les limites de la principauté. Ils ont une prêtrise spécialisée, héréditaire et formée de roturiers; mais ils s'exécutent sous l'égide du roi, dans toutes les circonstances graves: lors d'une sécheresse, d'un vol dévastateur de sauterelles, d'une épizootie: ce sont en effet les ancêtres nobles, qui sont censés transmettre les prières à Dieu, pour qu'il apaise lui-même les génies courroucés. Dans la première période coloniale, des cultes agraires locaux commencent de se développer. Adaptant les techniques de la possession (2), les chefs de lignage entrent en communication directe avec les *tsiny* esprits du sol où ils veulent s'établir résidents; ils maîtrisent ces esprits et passent accord avec eux: ils en reçoivent de nouveaux interdits, locaux, dont le respect suffit à légitimer leur implantation. Sur le modèle des cultes aux montagnes sacrées, des cérémonies solennelles garantissent l'harmonie de la société et de la nature régionalement; elles s'instaurent à l'initiative et avec la prêtrise des lignages autochtones (*zafin-tany*), qui s'arrogent ainsi une prééminence rituelle d'un nouveau genre. Ces cultes n'annulent pas ceux, plus généraux, pratiqués aux lieux sacrés traditionnels de la principauté. Mais ils ne s'y subordonnent pas, et désignent la constitution d'une société lignagère plus autonome (3).

(1) Dans les cérémonies familiales, le niveau des exigences concernant la qualité des bœufs offerts s'est abaissé: certaines robes de bœufs sont désormais posées comme équivalentes à d'autres, pour tenir compte de la moindre variété des simples troupeaux lignagers, qui ont à les fournir. La mémorisation de ce fait est assez précisément rapportée aux années 1910, dans le Sambirano; l'extension de la classification des bœufs aujourd'hui encore employée, plus détaillée que l'ensemble des classes d'équivalence pertinentes en matière de sacrifices, dénote aujourd'hui le phénomène.

(2) Ces techniques sont largement répandues dans les villages, où elles sont employées à l'occasion du *tromba*, (interrogation des mânes royales). Les Tsimihety ont toujours conservé l'application de ces techniques à la possession par leurs propres ancêtres claniques. Dans le Sambirano, en particulier, il semble que ce soit leur immigration, au début du siècle, qui ait initié le détournement des techniques de possession, antérieurement réservées à des cérémonies où comparaissaient les esprits royaux, et leur utilisation par les lignages, prenant possession de façon autonome des esprits du sol.

(3) Il y eut une importante lutte idéologique autour du développement hérétique de ces cultes: les « ombiasy », maîtres des cultes sur les monts sacrés, furent appelés à les combattre ou les encadrer; ils y échouèrent. L'analyse détaillée du phénomène serait trop longue pour être ici exposée: il conviendrait de rappeler le rapport entre l'*ombiasy* et le roi, entre cultes naturels et culte dynastique, entre la roture et la noblesse au plan rituel. Notons seulement l'extrême importance des luttes sur le terrain idéologique — et leur caractère de révélateur des tendances et transformations sociales.

Conclusion

Pour conclure sur cette première période, disons que l'articulation réalisée admet l'instance politique comme dominante. C'est par force que l'administration (militaire au départ) s'efforce de porter la révolution capitaliste dans la société « traditionnelle » : en libérant les esclaves, d'amener les hommes au travail « libre » ; en étendant le réseau de communications (et la diffusion du numéraire), d'étendre la production marchande. L'échec des deux entreprises mène le gouvernement à mettre les hommes au travail de force (prestations, mais dont l'administration ne cédera plus le bénéfice aux agents de l'économie marchande) et à se préoccuper lui-même, en certains lieux, d'organiser d'autorité la production et la commercialisation, pour assurer la levée de l'impôt, et l'offre de produits répondant aux besoins de ses agents et de ses troupes.

C'est aussi sur le plan politique que la société Sakalava apporte une réponse : d'abord par la révolte de 1898 ; ensuite — dans le cadre du « protectorat intérieur » qui en résulte — par l'application à contenir l'action administrative, à préserver son mode de vie et de production (lignager tout au moins), à s'unir — derrière sa classe politique — pour opposer sa « nationalité maintenue », ses valeurs et son organisation sociales à la volonté officielle de désagrégation.

Dans ce contexte, le capital productif échoue ; les maisons de commerce, la petite colonisation trouvent au contraire à prospérer, en nouant simplement alliance avec l'aristocratie ou les chefs de lignage : la modification du rapport de forces avec les Sakalava, à laquelle s'applique l'Etat, ne peut guère être favorable aux entreprises alors constituées — qu'il s'agisse d'un commerce peu évolué depuis la traite, ou de petites fermes incapables d'employer grand nombre de bras. Les « colons » se contentent alors de profiter des conditions de prospérité, que leur assure l'action du gouvernement (ouverture de routes, production marchande accrue — là où elle est forcée ; subvention des produits coloniaux...). Mais ils « partent nerveusement en campagne contre l'administration », au secours des « indigènes qui vivent à leur contact », pour sauvegarder les relations qu'ils entretiennent avec eux, et l'ordre Sakalava lui-même, sur quoi l'organisation de leurs entreprises repose.

L'articulation réalisée détermine au fil de la période quelques transformations notables dans la société locale. D'une part, elle favorise le développement d'une société lignagère plus autonome. D'autre part, la libération des esclaves mène ceux-ci à se prêter à des travaux d'agriculture marchande, ou au salariat ; ils drainent partie de la richesse Sakalava (celle de leurs maîtres en particulier), pour se composer des troupeaux, qui les autoriseront à se constituer en groupes de descendance. Quant à l'aristocratie, impliquée dans l'organisation du « protectorat intérieur », elle tend à se différencier en classe politique spécialisée ; désireuse de conserver la maîtrise de ses anciens esclaves, elle tend à pratiquer une « politique de castes », disqualifiant les bœufs acquis par leurs dépendants pour figurer dans les sacrifices, ou élevant le niveau des contributions Makoa aux cérémonies dynastiques qu'elle multiplie. Elle se ligue avec les hommes libres — dont elle protège le genre de vie et la dignité — pour retarder l'accession des anciens dépendants au statut de pleine citoyenneté. Cette alliance demeure fragile cependant, comme la période ultérieure le montrera : elle va contre les intérêts du système lignager dans son ensemble, qui s'élargirait de cet apport, et qui ne s'y opposera plus une fois la noblesse affaiblie, « intégrée » par le régime colonial : « l'unité » de la tribu sera dès lors rompue.

La deuxième période: l'entre deux-guerres

La transformation qui va se réaliser en deuxième période résulte moins de contradictions internes (tout en s'appuyant sur elles), que « d'événements », contingents du point de vue local, mais qui sont un effet logique du régime colonial appliqué à l'ensemble de Madagascar. C'est entre 1920 et 1940 qu'interviennent deux facteurs essentiels: l'immigration massive de salariés venus d'autres régions de l'Ile; et le passage à l'administration directe.

1. L'AFFLUX DE SALARIÉS MIGRANTS ET LE DÉVELOPPEMENT DU CAPITALISME

Notre première période était caractérisée par l'échec du capital productif, incapable de trouver les « bras » nécessaires. L'articulation réalisée avant 1914, avec la société Sakalava, ne pouvait les lui fournir sur place. L'arrivée d'immigrants, décidés à se louer, modifie profondément le tableau.

L'afflux de salariés

Il nous faut ici revenir sur les premières années coloniales. De « grands travaux » furent entrepris par le gouvernement, sur la base, d'abord de la corvée, puis du salariat volontaire. Pour construire les grandes routes, partant en étoile de la capitale, et le chemin de fer Tana - côte est, la réquisition des hommes s'effectua principalement à l'Est et sur les Plateaux (1); jusqu'en 1899, tous les hommes valides furent astreints de la sorte à 30 jours de travaux gratuits (puis à 15), et déportés sur les chantiers à tour de rôle; au terme de leur dû prestataire, ils pouvaient être réengagés moyennant salaire. Les originaires des Plateaux furent si éprouvés par les conditions du travail qu'on dut bientôt les retirer pour raisons sanitaires. Les peuples de l'Est, et surtout du Nord-Est, se déroberent en migrant largement, loin des postes militaires, en des zones mal contrôlées de montagne et forêt. Ce sont finalement les jeunes originaires du Sud-Est (Antesaka, Antemoro...), sur qui pesa le plus fortement le travail de construction, en particulier celui du chemin de fer Tana-Tamatave. Il est à noter qu'existait déjà chez eux une certaine tradition d'expatriation: dès 1880, GRANDIDIER témoigne en avoir rencontré sur la côte Ouest, qui louaient leurs services aux Sakalava de Morondava pour préparer les rizières. En fait, une révolution sociale se préparait, qui prit son essor dans la dernière décennie du XIX^e siècle: après avoir chassé la noblesse, la roture institua une société lignagère, mais conservant les apparences de la royauté; la succession à la dignité suprême y revenait à tour de rôle aux divers groupes d'un voisinage. On n'était alors plein citoyen qu'en appartenant à un ensemble susceptible de fournir le Prince (*i.e.* de financer son intronisation); le statut politique de chacun, et la qualité d'un aîné, dépendaient de la capacité de son groupe à financer dots et cérémonies, familiales et « dynastiques ». La libération des esclaves en 1896 élargit encore la base de cette société.

(1) Par contre, les populations de l'Ouest et du Sud, rebelles encore, ou résistantes (des convois de prestataires se mutinèrent au Nord-Ouest), furent moins soumises à contribution: elles ne furent pas engagées sur les grands chantiers, ni tenues de les approvisionner. Leur société ne risqua donc aucune désorganisation.

Recrutés d'abord par contrainte, et retenus loin de chez eux, les jeunes de la région eurent tôt fait de trouver dans le rengagement, et la perception intégrale d'un salaire non négligeable (1), un moyen adéquat non seulement de financer les contributions festives de leur groupe, mais d'accumuler des biens d'élite et de cérémonie (principalement du bétail), leur permettant un réinvestissement social au retour dans leur région d'origine. Le phénomène d'émigration, multiplié par force, s'entretint de façon élargie. Son changement d'échelle est évident dès 1901, lorsque, le travail forcé supprimé, les manœuvres restent en masse sur le chantier du chemin de fer (2). Dès 1903, un millier d'Antaimoro et 8 000 Antesaka prennent un passeport pour émigrer; déjà, les départs annuels l'emportent de 30% sur les retours. En 1915, le chef de district de Vangaindrano s'émeut de ces déplacements, de longue durée, « qui ont pour résultat de laisser les champs en friche, les rizières abandonnées et les familles sans ressources »... Il peine à trouver des « volontaires » pour la guerre, et constate que « la main-d'œuvre prestataire voit sa qualité diminuer en même temps que sa quantité ». En 1917, « près de la moitié de la population mâle adulte de la Province est à l'extérieur » (3).

Le mouvement s'est emballé. C'est qu'au pays d'origine, une inflation des dûs cérémoniels contrecarre la tendance de sous-groupes de plus en plus restreints à « acheter » leur autonomie, à prouver leur capacité d'agir en égaux et homologues des groupes d'ordre supérieur — antérieurement seuls capables de faire face aux obligations festives qui prouvent la pleine identité politique et sociale; la même tendance retarde l'émancipation personnelle des émigrés, en les mettant dans l'impossibilité de fonder trop rapidement sur leur « richesse » (4) une ascension sociale excessive dans leur propre groupe social — voire la constitution autour d'eux d'un groupe rituellement autonome. La dynamique de l'émancipation, et sa répression par l'inflation cérémonielle, déterminent un mouvement sans fin, entraînant des expatriations toujours plus nombreuses, pour une durée sans cesse allongée. C'est ainsi qu'en 1910, à la fin des grands chantiers administratifs, les originaires du Sud-Est se répandent massivement sur la côte est, remontent vers le Nord, ou gagnent directement la côte ouest, pour aller louer leurs services à la petite colonisation, aux plus grands propriétaires fonciers autochtones (ainsi les nobles Sakalava, que leurs esclaves constitués en groupes de descendance commencent de quitter), et sur les concessions minières (les chantiers d'orpaillage réclament alors une vaste main-d'œuvre, et tout particulièrement ceux de Diego, qui viennent de s'ouvrir et connaissent aussitôt un formidable développement).

(1) 1 F pour les manœuvres, 1,5 F pour les tailleurs de pierres, augmentés de 0,20 F pour les originaires du Sud-Est; ces salaires journaliers, accordés sur le chantier du chemin de fer en 1900, correspondent à un pouvoir d'achat supérieur à celui connu aujourd'hui dans les entreprises de pointe (en 1970).

(2) Et ce, malgré les prophéties des colons, prévoyant une désertion massive, et polémique pour le maintien des prestations (dont ils bénéficient à l'occasion).

(3) Archives Aix. Dossier 2 D 86 « Farafangana ».

(4) La migration Antandroy fut déclenchée par des recrutements forcés, en 1922, destinés à la Réunion. Le processus fut rapidement entretenu, par un dispositif analogue à ceux décrits pour les Antesaka: DESCHAMPS (1959) en témoigne; de 1925 à 1930, les Antandroy, plus ou moins volontaires, furent dirigés en nombre non négligeable, vers le Nord notamment. C'est en 1928-30 que « l'accident » de la « cochenille » généralisa le mouvement.

Peu après, d'autres peuples du Sud joindront leur flux de jeunes à celui des originaires du Sud-Est. Ainsi les Antandroy, après que l'introduction d'une cochenille ait perturbé l'écologie de leur pays, déterminé la famine et décimé le troupeau: l'équilibre vivrier est rompu, la reproduction sociale menacée, et l'administration continuant d'exiger l'impôt, il devient indispensable de partir massivement en « exil » (1). L'ordre social ne se maintient plus dans ces régions que *sur la base du Capital*, prenant en charge l'organisation de l'exode: les chefs de lignage désignent un « tour » d'émigration; ils organisent des « missions » auprès des jeunes partis, pour garder le contact et quêter auprès d'eux; le salariat extérieur aide à payer l'impôt, à financer le processus de reproduction sociale; il entretient l'insuffisance économique, et vivrière de la région, plus encore qu'il n'est entretenu par elle (2).

Le développement du capitalisme

Au tournant de la première guerre mondiale, un flux migratoire entretenu, et qui va s'élargissant, se trouve ainsi créé. Il aura un effet décisif sur le développement capitaliste. L'Ouest et le Nord du pays seront ses régions d'accueil. Si le capital important, qui avait échoué au début du siècle, ne se présente plus, le capital de traite (3), et certains petits colons, qui avaient prospéré notamment du fait de l'échappée au marché mondial pendant la grande guerre (4), se proposèrent pour employer les « bras » soudain disponibles. De grands domaines furent consacrés à la production de manioc, de café, de sucre, de plantes à parfum; et des « usines » de transformation (qui n'étaient souvent que des ateliers), commencèrent de fonctionner sur cette

(1) Il faudrait aussi évoquer quelques autres migrations — Betsileo, Tsimihety — qui complètent le tableau. Nous n'en avons pas ici la place. La question est d'ailleurs reprise plus en détails dans un autre article (cf. *Les Concubins de Soalala*).

(2) La question de l'insuffisance vivrière dans le Sud et le Sud-Est, à la fois liée aux techniques utilisées et à l'intervention du colonisateur, mériterait quelques développements. Nous n'en avons pas ici le loisir. Assurément, c'est une détermination de plus à l'expatriation pour les jeunes. Mais une détermination instantanée. C'est ensuite l'exode qui entretient cette insuffisance, comme le soulignent les administrateurs eux-mêmes: « le travailleur Antesaka laisse ses femmes et ses enfants en bas-âge sans soutien; ... la race s'étiole et les naissances diminuent...; il faut maintenir aux champs les travailleurs indispensables pour que la population soit nourrie; ... Les rizières des émigrés sont laissées en friche, et les cultures vivrières sont en régression... Il faut penser au moment où les rizières seront délaissées au point de ne plus nourrir la population sédentaire » — en outre, « la main-d'œuvre prestataire voit sa qualité diminuer en même temps que sa quantité », les travaux d'aménagement routier et de reconversion de l'agriculture (aux cultures marchandes) en sont empêchés. (Rapports politiques et administratifs de la province de Farafangana, 1915 à 1926, archives Aix. Dossier 2 D 86.)

(3) Les compagnies d'import-export, représentant à ce moment le plus important capital existant dans l'Ile, investirent dans des propriétés et domaines leur assurant un supplément d'exportation: domaines caféiers à l'Est, CAIM et CAIC dans l'Alaotra, sur la côte Sud (sisal) et surtout la côte Ouest (Morondava, Majunga-Marovoay, Port-Bergé, Nosy-Be: coton, sucre, pois du cap, etc...). Les principales créations de cet ordre datent des années 1920.

(4) Dès 1910, certains colons profitèrent de tarifs préférentiels consentis par la métropole — notamment aux *manioc*s coloniaux. Pendant la grande guerre, la métropole (quand les liaisons maritimes étaient possibles), et la colonie même formèrent un *marché protégé* pour les produits malgaches. La production de manioc et de tapioca trouva un débouché considérable. On produisit du sucre en improvisant une distillation semi-artisanale. De considérables bénéfices purent être réinvestis, à partir de 1918 dans une production industrielle.

base (1). En changeant d'échelle, ces entreprises changeaient de nature. Toutes se constituèrent vite en sociétés anonymes; certaines banques créèrent leurs propres domaines (ainsi Paribas, avec la sucrerie de Dzamandzar); les prises de participation du capital métropolitain et bancaire ne cessèrent de se développer; et les banques de dépôt, à Madagascar, consentirent essentiellement à l'agro-industrie leur crédit agricole (comme c'est encore le cas en 1970, la paysannerie restant peu servie).

La grande entreprise se heurta doublement à la société autochtone et à la petite colonisation. Elle manifesta très vite une fringale de *terres*. La société Sakalava se vit disputer l'appropriation des vallées et deltas (à la fois les meilleurs pâturages et rizières, et les terres propres aux cultures marchandes). La société lignagère, déjà retranchée dans les Hauts, ou sur les littoraux sans colons, se retira un peu plus; mais elle ne pouvait supporter d'être davantage refoulée. Des terres furent squatterisées; les habitants des concessions nouvelles refusèrent de décamper; les *fokonolona* (i.e. voisinages roturiers) présentèrent des suppliques, réclamant la restitution de leur espace vital (2). Grâce à des collectes régionales, des procès furent faits aux sociétés qui empiétaient sur le territoire des villages. Des manifestations eurent lieu à Port-Bergé. Cette lutte paysanne populaire — la première — animée par Ralaimongo, donna le coup d'arrêt à l'expansion territoriale des « compagnies »; la spéculation foncière, qui s'y liait (3), dut cesser par la même occasion. La tension sociale était montée. L'iniquité des spoliations, et celle des procès faits aux militants, furent connues en métropole: elles eurent quelque retentissement dans l'opinion publique. L'administration, tout en dénonçant la subversion « communiste », jugea dès lors prudent de changer de cap. Elle sépara les « zones de colonisation », où pouvaient s'étendre les concessions européennes, et les « réserves indigènes », assurant aux natifs la disposition de quelques bonnes terres. Ces « réserves » furent attribuées aux Sakalava sur une base point trop parcimonieuse; elles leur garantissaient — pourvu que leur démographie reste constante — la perpétuation de leur genre de vie (4). Il revenait aux seuls *ainés autochtones* (les *maromatoy*) d'en assurer la répartition entre habitants du voisinage — y compris d'éventuels immigrants; l'ensemble des réserves était inaliénable (5). La grande colonisation, bloquée dans cette direction, se rattrape en absorbant assez rapidement la petite. Celle-ci, sans moyens trésoriers

(1) Outre les domaines agro-industriel cités précédemment, 3 sucreries se créèrent à cette époque (dont les 2 principales sur la côte Ouest: Dzamandzar en 1923, et Namakia en 1929); les féculeries datent de 1915 à 1925 (dans l'Alaoatra et dans l'Ouest); les usines de viande également (Diego se rééquipe en 1920, Boanamary se monte en 1923, toutes deux dans l'Ouest). La moitié du potentiel industriel *présent* de l'Ile, et les 2/3 de son potentiel agro-industriel se sont formés à la sortie de la première guerre.

(2) Cette démarche fut la première manifestation de la force acquise par une « société lignagère », assez autonome, dans l'Ouest.

(3) Certains colons se faisaient attribuer des concessions bien placées, dans l'espoir de les revendre ensuite aux « compagnies » qui ne manqueraient pas de se créer, dans cette période d'expansion capitaliste. Ainsi dans la Mahavavy, à Nosy-Be et dans le Sambirano.

(4) Les « réserves » ne furent créées que là où la colonisation menaçait de « chasser l'indigène »: dans l'Alaoatra, et certaines zones de l'Ouest. Leur attribution (à proximité des zones de colonisation d'ailleurs), fut calculée grossièrement pour assurer la perpétuation des populations existantes, sur la base de leur nombre et de leur genre de vie du moment. Un coefficient de sécurité fut toutefois respecté, et les sols concédés comportèrent des terres alluvionnaires, propres à permettre aussi bien des cultures vivrières plus intensives, qu'une éventuelle agriculture marchande.

(5) Elles ne pouvaient être vendues « ni aux européens, ni à des indigènes » (qui auraient pu servir de prête-nom aux premiers).

pour élargir l'échelle de sa production, étaler les risques en diversifiant les cultures (1), et durer le temps d'une crise prolongée (2), fut mise en faillite à vitesse accélérée. Les « compagnies » qui avaient souvent prêté aux petits entrepreneurs, acquièrent leurs terres, et reprirent les hommes sur leur propre domaine, où ils furent employés comme contremaîtres et comme ouvriers spécialistes. L'administration ne ménage pas son appui au capital productif, dont les entreprises ne cessent de croître, par cette concentration, dans la décennie suivant la guerre. Ainsi, la CNIA procède à des accroissements de capital, passant de 0,2 M en 1909 à 10 M en 1930; elle emploie 200 salariés en 1910 et 1 400 en 1930; elle dispose à cette date de 11 000 ha dans le Sambirano, partageant avec son homologue Millot plus de la moitié de ce delta (3). A Nosy-Be, le partage s'effectue entre l'Ouest de l'île, tout entier à la grande colonisation sucrière, et l'Est, resté à une petite colonisation exceptionnellement résistante (4). Une ère nouvelle s'ouvre, où la colonie va exporter surtout des produits « riches », essentiellement fournis par le Capital, bien plus que les produits pondéreux et « pauvres », fournis par la traite en période antérieure; les ressources de la colonie reposeront davantage sur l'activité agro-industrielle, et seront surtout employées à en assurer l'expansion. Les régions du Nord-Ouest seront alors « la perle de la colonisation ».

Les débuts d'une agriculture marchande

Pour analyser les véritables débuts de l'agriculture paysanne marchande au Nord-Ouest, il nous faut suivre encore l'évolution des migrants, cette fois dans la zone d'accueil. Les nouveaux ouvriers n'étaient pas initialement fixés à la région; et moins encore à l'entreprise qui les employait. Le travail préféré était celui exécuté « à la tâche »; « l'instabilité » et l'absentéisme étaient importants; de grands courants appelaient instantanément les travailleurs vers toute entreprise qui proposait de meilleures conditions. La grande préoccupation de la colonisation sera, entre 1910 et 1920, de retenir les « bandes d'Antaimoro », de passage dans la région, en route pour se rendre sur les chantiers d'orpaillage; la grande hantise de l'administration est au même moment, de neutraliser le « banditisme » lié à ces déplacements: vols de bœufs, « hold-up », soustraction à l'impôt, qui sont le fait d'une population fluctuante et peu contrôlable.

A partir de 1920, le recrutement direct par les « compagnies » au pays d'origine s'assortit d'un « contrat de travail », qui lie l'engagé à son employeur pour 2 ou 3 ans; mais cet artifice juridique se révèle encore peu puissant pour juguler les débauchages, résultant d'ailleurs de la concurrence entre employeurs (5). Les sociétés tâchèrent

(1) Dans une période où les prix mondiaux sont d'une instabilité terrifiante, où les marchés protégés ou organisés n'existent plus.

(2) Celle de 1929-33 fut fatale aux derniers petits colons du Nord-Ouest.

(3) A cette date, la petite colonisation du Sambirano est réduite à 4 entrepreneurs, qui ne « tiendront » plus que jusqu'à la deuxième guerre mondiale.

(4) Les « réserves » sont ici minimales, car les Sakalava ont été massivement contraints à quitter l'île par l'expansion foncière des colons, dès les années 1900.

(5) La rupture d'un « contrat de travail » faisait tomber le contrevenant sous le coup de recherches administratives, pour le ramener à son employeur. En pratique, les administrateurs, débordés, « firent de leur mieux » — avec quel zèle souvent! — sans parvenir à reprendre le 1/4 des « évadés » (1/4 dans le Sambirano en 1922, au bout de 6 mois d'engagement...). Les archives sont pleines de lettres aigres-douces échangées entre colons et fonctionnaires à ce sujet, les seconds rétorquant volontiers à tel colon qui se plaint aujourd'hui, qu'il ne s'est pas privé de faire lui-même du débauchage, et d'accueillir des transfuges quelques mois auparavant, comme il est de notoriété publique.

alors de s'attacher leurs ouvriers, au moins la saison durant, en leur confiant des lopins de terre sur lesquels cultiver pour leur propre compte: du riz, des vivres, plus éventuellement quelques produits marchands fournis par des plantes non pérennes (manioc, maïs...). La faculté de pâture était de même accordée au bétail des employés sur l'espace de la concession. C'était renouer avec une pratique latifundiaire, que les compagnies trouvèrent expédient d'employer, non seulement pour conserver leurs ouvriers, mais pour occuper les vastes terrains qu'elles venaient d'acquérir, et qu'elles ne savaient tous mettre en valeur (1). La crise de 1929 confirma la tendance, les entrepreneurs désirant faire partager le risque d'extension des cultures à des métayers. D'anciens ouvriers, désireux de trouver une installation à leur compte, furent maintenus sur les domaines à cette fin. Leur terre était préparée, au prix coûtant, ils effectuaient les entretiens et les récoltes, et la société leur achetait (au cours qu'elle fixait), un produit qu'elle joignait à celui de sa régie directe, pour le traiter dans ses usines et l'exporter.

Les immigrants, tout en se stabilisant, s'initient ainsi aux techniques culturelles des produits marchands. Parallèlement, en nombre de plus en plus grand, ils envisageaient une implantation plus durable, comme agriculteurs commerciaux indépendants. La nécessité d'allonger leur séjour en migration leur était imposée par l'inflation dotale et cérémonielle dans leur société d'origine. L'installation dans la condition prolétaire n'avait rien pour les tenter. En même temps, l'agriculture marchande, à l'occasion, pouvait être conjoncturellement plus rémunératrice: on ne doit pas oublier que les salaires furent maintenus au plancher dans toute cette période. Ainsi, le « boom » sur les prix de la vanille draine toute une population d'ouvriers congédiés des chantiers d'orpaillage de Diego, en récession vers 1920 (cf. CABANES 1973) (2). Un certain modèle de « carrière » se dégage alors pour les immigrants: dans un premier temps, le jeune nouvellement venu loue ses bras à diverses sociétés, parcourt et « reconnaissant » des régions en vue d'une implantation agricole à son compte; après avoir acquis un pécule suffisant, il s'installe, établit ses plantations, soit sur un domaine « latifundiaire » soit dans la « Réserve indigène ». Ce n'est qu'au bout de plusieurs années (2 à 5) qu'il regagnera son pays, nanti de ses économies, quitte à revenir dans l'Ouest l'année suivante, en poursuivant ce va-et-vient sa vie durant (3). La zone se prêtait bien à ce processus. La terre fertile, cependant, y était aux mains, soit des « compagnies », soit de la société autochtone qui, pour sa part, refusait les migrants et l'agriculture marchande. C'est

(1) Ainsi la CNIA met en valeur 1/2 de sa concession (qui couvre 2 000 ha), en 1915, et seulement 1/3 en 1925 (2 500 ha cultivés sur 7 000 possédés).

(2) CABANES (1973). « Développement de la petite production marchande dans le Nord-Est de Madagascar ». ORSTOM. Paris.

(3) Les retours dans l'Ouest, et précisément sur des exploitations agricoles marchandes, une vie durant, ne deviennent pratique courante que lentement, jusqu'à aujourd'hui où elles sont majoritaires. C'est le développement du processus de rejet en migration, par la société d'origine placée sur base capitaliste, qui accentue le phénomène, surtout aux lendemains de la deuxième guerre mondiale, du mouvement nationaliste et de sa répression en 1947, exacerbant la tendance.

ce qui explique l'installation d'abord sur les terrains concédés par des sociétés, fonctionnant là en latifundia (1).

2. LA SOCIÉTÉ SAKALAVA SUR UNE BASE CAPITALISTE

Les transformations de la société lignagère

Les premiers développements de cette agriculture marchande, et les tentatives d'installation de migrants dans la « Réserve indigène », allaient déterminer de profonds changements dans la société Sakalava et modifier son articulation au Capital. Le nœud de ce renversement, c'est l'articulation des migrants avec la société lignagère.

En deux paragraphes précédents, nous avons déjà caractérisé celle-ci. Nous savons que le secret de sa perpétuation réside dans la gestion du troupeau collectif, par les chefs de lignage ou *tale*, aux fins cérémonielles et matrimoniales. Reprenons ici la question sous un angle différent — qui est le principal. Le système suppose que la circulation des femmes est sans échappatoire possible, et le rôle du bétail contribue à garantir cette condition. Dans une situation où la terre n'est pas rare, où les outils sont simples et accessibles à tous, la perpétuation de la production est d'abord liée à celle des forces de production — c'est-à-dire à la naissance des enfants. Les groupes de descendance, entre lesquels se partage la société, doivent obtenir des femmes les uns des autres. La tentation de rester entre soi est contrecarrée par l'agressivité des groupes voisins, cette agressivité n'est détournée, nous le savons, que par l'entrée avec eux dans un cycle d'obligations cérémonielles, où les alliés à plaisanterie jouent un rôle de médiateurs et de témoins (2). La tentation inverse, de l'accès libre de tout homme à n'importe quelle femme est contrecarrée par l'obligation à la dot, au règlement, en échange d'une femme, par le groupe receveur au groupe donneur, de quelques têtes de bétail (3).

L'homme n'a de statut dans le groupe que s'il est marié, père d'enfants — c'est-à-dire s'il a contribué déjà à la reproduction du groupe, c'est-à-dire encore s'il a obtenu du groupe le versement de dots pour lui. Cette condition n'est accordée que si lui-même a régulièrement servi le groupe, en agrégeant son troupeau personnel au troupeau collectif, et en cédant au collectif un surtravail. En effet, le groupe (et chacun de ses membres) n'accède aux conditions de production de sa vie, et de sa survie, que s'il est en « règle » avec le voisinage : s'il est engagé avec lui dans un

(1) En 1920, la CNIA produisait en régie directe les 90% du manioc qu'elle traitait, et seulement 75% en 1935. Le complément provient d'achats au « paysannat associé ». Dans le Sambirano, à Nosy-Be et de façon générale au Nord, l'aspect latifundiaire n'est que très subordonné, annexe et non caractéristique des domaines agro-industriels. Ailleurs dans l'Ouest, les formes latifundiaries ont pu dominer au contraire, et même éliminer tout salariat. Ainsi dans l'Ambongo, dans la région d'Analalava, mais aussi dans les « pores » du système agro-industriel, autour de Majunga ou d'Ambilobe. Nous reviendrons dans un article ultérieur sur l'effet de ces variantes locales, sur les décalages ou « retards » dans la structure et l'évolution sociale qu'elles introduisent, sur les pesanteurs historiques résultantes, à l'échelle régionale et nationale (aux grands tournants du nationalisme, de l'indépendance, de la révolution actuelle), cf. *Les Concubins de Saolala*, infra.

(2) Témoins exigeants, puisqu'ils veillent au strict respect des engagements à l'égard d'autrui, et même encouragent à la « générosité », à la surestimation des obligations vis-à-vis des lignages du voisinage; ils poussent à la multiplication des cérémonies, et de leur faste.

(3) 1 bœuf et 1 vache en général, dans le premier quart du xx^e siècle.

réseau d'alliances matrimoniales, cérémonielles, à plaisanterie, sanctionné par le don ou le sacrifice de bœufs, variés selon la circonstance (1). Nous savons que les troupeaux personnels ou segmentaires n'y suffisent pas, et que, pour faire face à la *diversité* des obligations prévisibles, il faut un troupeau *lignager*, géré collectivement par le *tale* ou chef du groupe de descendance. Pour être bonne, cette gestion, unifiée, doit reposer sur une prévision de besoins (selon la composition démographique du groupe, sa qualité sociale, et celle de ses partenaires), sur l'étalement des engagements, et sur la reconstitution du cheptel, en quantité et *qualité* (1). Cette dernière se réalise, soit par troc de bétail entre *tale*, soit par achat s'il y a lieu, sur un marché, en échange du surproduit fourni par le groupe. Le gestionnaire du bétail, outre sa fonction technique, exerce une fonction sociale, en ordonnant les dépenses ainsi qu'en requérant du lignage le surplus nécessaire, si besoin, au développement d'un troupeau « bien composé ». Il est ainsi en position d'exiger le surtravail de ses « dépendants », sanctionnés éventuellement par la mise en différé des cérémonies les concernant (mariages en particulier), ou par des amendes en bœufs (à sacrifier aux ancêtres du lignage), voire par le bannissement — si le différend est insoluble. Chaque homme, il faut le souligner, dispose d'un troupeau propre — constitué par des dons de ses parents paternels et maternels à différentes étapes de sa vie: naissance, dation de nom, circoncision etc... —. Ce bétail ne lui est pas utile à lui seul (il ne permet pas de faire face à toutes ses obligations cérémonielles, il est donc nécessairement agrégé à un troupeau *lignager*). Mais, il peut être par lui retiré d'un troupeau collectif, pour être associé à celui d'un autre groupe, qui assurera un meilleur statut à son propriétaire: c'est un moyen de contrôle de l'autoritarisme de chaque *tale*; et par son existence même, le troupeau personnel engage la solidarité du lignage qui en a la disposition, et qui se trouve tenu d'honorer les obligations cérémonielles de son propriétaire, quelles qu'elles soient. Dans ce système, la visée des hommes « dépendants » est d'accéder à la position de *tale*, de constituer autour d'eux un groupe capable de réunir suffisamment de bœufs pour former un troupeau autonome: le segment peut alors prendre son indépendance, autour de son nouvel aîné, le système *lignager* n'en étant d'ailleurs pas affecté, mais au contraire élargi.

Les femmes sont par contre dans une toute autre situation. Leur lot est simplement de circuler entre groupes. Elles ne possèdent en propre aucune bête, aussi longtemps du moins qu'elles ne sont pas mariées. Leur avoir ne provient ni de dons ni d'héritage dans leur lignage (2), il ne commence qu'avec leur dot, et s'accroît à proportion des dons consentis par leur époux — au fur et à mesure qu'elles accomplissent leurs fonctions de mère et d'épouse. Leurs quelques têtes de bétail sont déposées par contre auprès de leur groupe d'origine, qui les gère, et qui assure dès lors à sa fille un asile en cas de répudiation, qui la défend vis-à-vis du lignage allié, qui prend en charge les cérémonies nécessitées par son état et ses gestes (santé, mater-

(1) Nous avons analysé par ailleurs le système de *classification des bœufs, selon leurs robes, leurs cornes, leur taille*, qui détermine une centaine de *qualités* de bétail, dont une seule, ou quelques-unes seulement, se trouvent appropriées à tel événement célébré (cf. *Concubins de Soalala*).

(2) L'héritage (essentiellement composé de bétail) se répartit à l'époque essentiellement entre fils: l'aîné de la première femme reçoit un peu plus que l'aîné de la seconde, celui-ci un peu plus que l'aîné de la troisième femme, etc. Le dernier né de la première femme reçoit moins que l'aîné de la dernière femme, et ainsi de suite. *Les filles*, dans le même ordre, reçoivent éventuellement quelques têtes, mais toujours *moins que le dernier* servi des garçons.

nité, querelles...): tout cela d'autant plus volontiers et vigoureusement, au fur et à mesure de l'avoir déposé par la femme. Dans ce système, la femme n'acquiert de statut dans son lignage que par mariage à l'extérieur. Elle ne peut devenir *mpijoro* ou *tale*, chez elle ou chez son époux. Elle ne peut constituer de groupe autonome autour d'elle. Elle est vouée au mariage lignager, et ne peut aspirer qu'à une condition dépendante — même si elle est parfois dorée — par son biais; sa seule alternative est de chercher à s'échapper du *mariage lignager même*.

C'est précisément ce que tenteront des femmes, exceptionnellement d'abord, puis aujourd'hui fréquemment, en mettant à profit l'irruption des immigrants. La première phase du processus voit des femmes quitter la « Réserve », et la société lignagère, pour rejoindre sur les concessions les migrants ouvriers, ou plus souvent agriculteurs marchands; partageant leur foyer, elles leur sont indispensables — aux seconds notamment, lors des « grands travaux » de récolte et de plantation. Venues sans dot, elles se réservent par contre une part (souvent le tiers), des revenus du ménage, qu'elles convertissent en bœufs et « déposent » (de façon parfois clandestine), chez des frères ou cousins eux-mêmes désireux de s'émanciper, de se transformer en *tale* dans le système lignager. Une fois la segmentation réalisée, la femme — à terme ou sur le champ — revient vivre sous le nouveau *tale*, en proposant fréquemment l'admission de son « concubin » comme gendre — pourvu qu'il verse une dot. Or, cette solution est avantageuse pour un lignage nouvellement constitué: lorsqu'une terre lui a été désignée, le migrant, cultivateur marchand, fournit un travail et un surtravail important, dont partie, soit sous forme de prestations directes en travail, soit plus souvent en transitant par l'épouse (membre du lignage), permet de renforcer les ressources encore faibles (et notamment le troupeau) du groupe nouvellement formé.

Une pratique de *rente matrimoniale* se constitue dès lors, le migrant devant la possibilité de cultiver (c'est-à-dire l'attribution d'une terre, et la disposition d'une femme) à son adoption comme gendre, donc au versement d'une dot: un véritable chantage au divorce s'instaure, et d'année en année l'homme est contraint de répouser une nouvelle femme, ou de céder à son épouse de nouveaux cadeaux équivalant à un renouvellement de dot. La nouvelle pratique a tôt fait de se généraliser, et dès lors l'admission des migrants dans la réserve devient courante. Diverses contradictions vont se faire jour sur ces bases. D'une part les femmes, sur qui repose l'extorsion de la rente matrimoniale, tendront à se réserver une partie de plus en plus large des dots versées à l'occasion de leurs remariages: négociant leur divorce vis-à-vis de leur lignage, ou leur non-divorce vis-à-vis de leur époux, elles se font attribuer d'un côté des cadeaux personnels, qui constituent leur épargne (bœufs, bijoux, maison et mobilier), d'un autre côté des terres, sur lesquelles leurs époux successifs édifieront et entretiendront des plantations dont le revenu va à la seule épouse. Le mouvement s'amplifiant, on arrivera à la situation où la femme, après de nombreux mariages, soit constitue autour d'elle le groupe de ses enfants nés de migrants — et dont les pères sont retournés au pays — soit choisit pour dernier époux un jeune homme qu'elle prend sans dot, et fait travailler sur ses plantations — avec la possibilité de le rejeter du jour au lendemain sans ressources s'il lui déplaît, car il est en situation de concubinage. Les deux solutions sont parfois combinées, la première constituant de fait la femme en *tale*, la seconde manifestant l'évasion du mariage lignager, et la négation de celui-ci.

Par ailleurs le système du divorce fréquent et de la dot renouvelée atteint rapidement les Sakalava eux-mêmes. Les jeunes, en particulier, se trouvent en compé-

tition pour les femmes avec les migrants. Les *tale* préfèrent d'ailleurs céder leurs filles à ces derniers, ou se doter eux-mêmes en priorité. L'augmentation des dûs cérémoniels, où se consume la rente matrimoniale, pèse en outre sur les dépendants lignagers. Ceux-ci tendent alors à rechercher des emplois salariés en ville (ex. à Nosy-Be); à défaut, ils chercheront eux-mêmes à se convertir à l'agriculture marchande. Le mouvement sera dès lors le suivant: tandis que les filles resteront à la terre, contrôlant de plus en plus richesse et plantations, les garçons s'écarteront de leur lignage, pour obtenir de parents éloignés un terrain où planter dont le revenu sera le leur. Quant aux « *tale* », pour faire travailler la terre lignagère, ils seront tenus de rechercher plus de gendres « étrangers »; pour retenir leurs fils, de leur concéder quelques plantations — mais d'élever le niveau des dûs cérémoniels et matrimoniaux, reposant de plus en plus directement sur les individus, à une hauteur inaccessible avec le revenu de ces seules plantations. Ce cycle d'inflation ne s'engage pas, toutefois, dans la période qui nous retient: il y faudra la déconsidération de l'autorité lignagère, sombrant avec la « bureaucratie tribale » dans le bouleversement politique de l'après-guerre; le mouvement nationaliste en créera les conditions. Entre deux-guerres, les jeunes sont détournés de la voie de l'émancipation, par l'entretien d'une hostilité « tribale », entre autochtones et migrants: périodiquement, des incidents éclatent; les cultures de certains « étrangers » sont ravagées par les bœufs, certains individus sont forcés au départ, ou même, une *menace* d'expulsion peut viser une ethnie entière. Le taux des dûs matrimoniaux, et la fréquence des divorces, sont maintenant moins élevés pour les originaires que pour les immigrants: la différence va certes s'atténuant, mais l'autorité des « *tale* » s'applique à la maintenir... Ces entraves « artificielles » au mouvement né de la rente matrimoniale, seront emportées en 1945 avec l'ordre politique qui les établit.

Administration directe et « bureaucratie tribale »

Avec le changement de base de la société lignagère, la position de la noblesse est aussi modifiée. Un triple problème se pose à l'aristocratie au début de l'entre-deux-guerres. D'une part, vis-à-vis de l'administration, elle vient de perdre de son pouvoir de négociation, en perdant le soutien inconditionnel de la colonisation: celle-ci ne repose plus, pour obtenir les bras nécessaires, sur la cession de dépendants par la noblesse environnante. D'autre part, dans son rapport à la société Sakalava, l'aristocratie n'occupe plus la même place. D'un côté, ses anciens esclaves la quittent: en 20 ans, ils sont parvenus à se constituer en groupes de descendance, nantis des troupeaux nécessaires pour s'intégrer à la société lignagère. La principauté, affaiblie vis-à-vis de l'administration comme de la société des hommes libres, ne saurait plus s'opposer, par une « politique de castes » rigoureuse, à une telle émancipation. Car (c'est l'autre versant) la « nécessité » de la noblesse décline aux yeux des roturiers. Son rôle intégrateur des hommes, sa fonction d'organisation des solidarités pacifiques, cèdent le pas devant l'autonomie croissante de la société lignagère. Celle-ci est désormais en mesure (elle le sera de plus en plus), de traiter l'intégration en son sein de nouveaux groupes (ceux des Makoa par exemple), voire d'« étrangers » (qui trouveront à s'articuler par la rente matrimoniale); et cet élargissement de sa propre base, qui lui importe au plus haut point, développe encore son « indépendance ». Il est significatif qu'un roi régnant avant la première guerre ait été surnommé à titre posthume « le résistant », tandis que la reine qui lui succéda, pour toute la période entre deux guerres, fut surnommée « la tolérante »; pourtant impérieuse,

elle dut concéder à la roture les insignes de son « indépendance » : pour la première fois, le droit de construire des cases d'une taille supérieure à celle d'un homme debout (au moins à l'usage des chefs de lignage); le droit à des tombeaux de pierre, ou des dalles funéraires (toujours pour les aînés): toutes marques précédemment distinctives des nobles et d'eux seuls. Quant au rôle de protecteur du peuple, vis-à-vis de l'administration, il est doublement érodé: la principauté, notamment au cours de la grande guerre (où elle a recruté pour la France), a fait preuve de son impuissance (relative) sinon de sa collusion avec le colonisateur; et la société lignagère — notamment dans la lutte populaire face à l'empîement foncier des « sociétés » — a su montrer, à l'inverse, son potentiel revendicatif.

Dans cette conjoncture, l'aristocratie ne trouve pas mieux que de se rapprocher, généralement, de l'administration qui lui concède encore le droit de gouverner en son nom. Or, ce mouvement rencontre la nouvelle volonté, coloniale, d'une administration plus directe. A travers tout le pays, des leçons sont tirées de 20 ans de protectorat intérieur: « les chefs de tribu », note le chef de province du Sud-Est, « ne tiennent plus leur pouvoir que de notre bon plaisir »; il ajoute: « la population ne nous supporte que parce que nous sommes les plus forts » (1): raison de plus pour que l'administration, certaine de tenir la situation en mains, dans la conjoncture intérieure et internationale — où la colonisation est incontestée — désire faire preuve d'une « autorité sans faiblesse », et se trouve portée, pour plus de sûreté, à l'exercer elle-même. Dans le Nord-Ouest, la soudaine bonne volonté de la noblesse ne trompe pas les fonctionnaires Européens: bien au contraire, ceux-ci apprécient l'affaiblissement de l'aristocratie, et sautent sur l'occasion pour réclamer sa mise en tutelle plus étroite.

Désormais, dans toute l'Ile, et dans le Nord-Ouest en particulier, la part sera faite de plus en plus réduite aux « descendants de familles royales ou influentes », en tant que tels. L'administration reposera davantage sur les « chefs de canton et de gouvernement indigènes ». Cette tendance va favoriser une double contradiction dans l'aristocratie, accentuant le mouvement.

D'une part, la lignée noble à ce moment titulaire de la principauté dans chaque district, va tenter d'en conserver l'héritage, et de réserver à ses membres les postes de gouverneurs « politiques » restants. Pour ce faire, elle tente d'invalider, aux yeux du peuple d'un côté, de l'administration de l'autre, les branches dynastiques différentes qui auraient droit à la succession. Elle cherche aussi à se réserver les fonctions de représentant royal, dans chaque village — toujours importantes pour influencer sur les grands électeurs lors d'une succession. C'est ainsi que la reine Tsiresy « centralise » sa principauté d'Ambanja, nommant *anadoany* des membres de sa famille en toutes régions (précédemment, chaque branche dynastique avait son « fief », dans lequel ses membres représentaient le roi). En même temps, les « gouverneurs » membres d'autres lignées que celle au pouvoir sont subrepticement dénoncés aux chefs de district comme peu dévoués; plusieurs sont révoqués (dans la Mahavavy notamment). Et des querelles rituelles s'élèvent autour du droit au tombeau royal de lignées, écartées du trône depuis quelques générations. Certaines de ces dernières prétendront alors faire scission, et fonder leur propre principauté: l'administration, favorable à la concentration des pouvoirs, se refusera bien sûr à les reconnaître.

(1) Archives Aix. 2 D 86. Rapport politique de la province de Farafangana. 1918.

D'autre part, il se trouve dans la région que les chefs de canton, sur lesquels le gouvernement va désormais s'appuyer, sont ces jeunes nobles, entrés les premiers dans les écoles de Gallieni (1). Ambitieux, aidés par l'administration, ils vont tenter de conquérir le trône au nom de la *compétence* bureaucratique opposée à la légitimité généalogique. (2)

Dès lors, chacun s'organise pour faire triompher ses droits ou son ambition. Chaque branche dynastique, chaque postulant à la charge de Prince, entretient dans le plus grand nombre de villages un réseau de représentants. L'organisation de cérémonies, où le peuple est convié, étend la réputation des uns et des autres. Le financement en est de moins en moins consenti par le peuple: pour l'assurer, et simplement pour subsister « dignement », comme par le passé, la noblesse est obligée de créer ses plantations — qu'elle fait cultiver en salariat (3) — ou de céder ses domaines, désertés par les « esclaves », à des immigrants et quelques Makoa fidèles, pris comme métayers. Bien des aristocrates prennent pour correspondants au village de nouveaux riches — parfois des immigrants — qui leur achètent des charges réservées jusqu'alors aux « Sakalava à part entière » (4). Les fonctionnaires trafiquent de leur influence, de leur place d'intermédiaires obligés avec l'administration. Les querelles entre prétendants, entre lignées, se répercutent jusque dans les moindres hameaux; elles deviennent publiques, et prennent un tour scandaleux: on verra jusqu'à l'assassinat de Princes, pour rouvrir une succession, ou l'attaque à main armée du palais, par les nervis d'un prétendant éconduit.

Avant d'en arriver à ces derniers épisodes, il est devenu clair que le modèle de l'aristocratie, unifiant le peuple face au colonisateur, s'efface devant la pratique d'une noblesse médiatisant les rapports avec le pouvoir Européen; elle tire sa propre puissance, voire sa légitimité, de la référence à ce terme incontestablement supérieur (5). C'est du moins la logique des lignées au pouvoir. Avec entêtement, le modèle de la résistance est pourtant conservé par quelques lignées soigneusement écartées du trône, qui ont vu révoquer tous leurs membres « gouverneurs politiques », et qui tentent de préserver, avec leurs fiefs, des zones d'opposition sourde: elles recourent souvent aux mêmes moyens que les autres pour affirmer leur droits (particu-

(1) cf. Première période coloniale, supra.

(2) Ces nobles étaient d'ailleurs de haute lignée, et pouvaient postuler le trône. Mais pour la plupart, leur jeunesse ou leur position généalogique ne les y eût pas qualifiés de si tôt. C'est alors qu'ils se présentèrent en « honneur de la famille » parce que leur fonction les rendait puissants — en sauveurs de l'aristocratie (parce qu'ils disposaient de l'oreille du pouvoir colonial), en candidats « sérieux » à la succession (prônant la bureaucratisation de la principauté sur le modèle, « moderne », de l'administration). Le gouvernement français, désireux de colmater les contradictions du régime antérieur, de fusionner pouvoir traditionnel et pouvoir colonial, les encourageait. En même temps, il évitait les ruptures, et ne brisait pas avec l'aristocratie, ne « brimait » pas brutalement les chefs « naturels » aux yeux des Sakalava.

(3) Il y eut même compétition de 1910 à 1920 entre nobles et colons pour retenir à leur service les Antaimoro de passage.

(4) Lorsque les aînés influents d'un village étaient déjà retenus par des concurrents comme leurs correspondants, il fallait s'adresser à qui se présentait: de préférence à un riche bailleur de fonds; or, les immigrés, qui étaient riches et qui avaient à légitimer leur présence dans le pays, trouvaient bon parfois de se créer une légitimité en acquérant un titre Sakalava.

(5) C'est d'ailleurs un modèle plus roturier que noble: se distinguer dans sa catégorie par la plus grande proximité d'une catégorie sociale (imaginaire ou réelle) extérieure et supérieure.

lièrement aux moyens « économiques » — plantation, métayage — seuls à leur disposition); mais elles fondent leur légitimité — avec plus de clairvoyance sans doute — sur ce qui seul peut rester la justification de la noblesse aux yeux Sakalava: l'incarnation d'une personnalité propre, susceptible de s'affirmer face à l'étranger, le rassemblement de concours contre l'oppresser (1).

De façon majoritaire, toutefois, le rôle politique de l'aristocratie est de plus en plus réduit à celui de courroie de transmission des injonctions administratives: collecte de l'impôt (et le Prince relève en sous-main sa propre dîme, par la même occasion); rassemblement de corvées (pour les travaux locaux de route, pour le SMOTIG...); tournées de propagande (contre le « communisme »; pour la création de marchés, la culture de produits commerciaux), etc.

Une « bureaucratie tribale » enfin se forme. D'une part se tissent des liens entre le Prince, ou les plus sérieux prétendants au trône, et les aînés influents: les premiers ne peuvent se passer de l'appui des seconds, dans la compétition pour le pouvoir; inversement, tout privilège roturier (délai pour payer l'impôt, acquisition de pâturages mieux placés...) passe par l'entretien de bonnes relations avec les représentants de l'administration: le Prince, ou les chefs de canton nobles. D'autre part, plus profondément, l'aristocratie, en perdant ses « fonctions » — qui la rendaient nécessaire au peuple — a besoin de nouer une nouvelle alliance avec la société lignagère — ou ses hommes prééminents: de tisser des fils les associant organiquement à sa politique, à la nouvelle nature de son pouvoir. Et les chefs de lignage, à mesure que se cristallise leur « position de classe », prétendent à plus de place dans la conduite des affaires, viennent à considérer les institutions de la principauté comme une sorte de substitut à leur propre pouvoir, encore inorganisé. Toute leur stratégie de développement reposant sur le traitement fait aux immigrants, et le maintien sous tutelle des jeunes dépendants lignagers, suppose pour se déployer le soutien (plus ou moins discret) de l'administration à une hégémonie Sakalava sur les autres ethnies, dans la région: il faut que les « droits » des immigrants soient édictés par les chefs de lignage autochtones, et que ces derniers puissent, s'il est besoin, détourner, sur les « étrangers », la vindicte des jeunes. Les chefs de grands lignages entrent bientôt dans des conseils de *rangahy*, véritables gouvernements auprès de chaque Prince, d'où les nobles finiront par être exclus. Une politique des races succède à la politique de castes. L'administration confirme d'ailleurs, avec la législation des « réserves indigènes », le privilège des autochtones; et elle endosse la complicité de ses fonctionnaires avec les aînés Sakalava, dans le règlement des conflits (fonciers ou matrimoniaux...), où se trouvent notamment impliqués des *vahiny* (immigrants).

Immigrants et autochtones

On vient de voir comment l'irruption d'immigrants, salariés ou agriculteurs marchands, fut l'opérateur décisif des transformations, dans la société lignagère (et finalement dans l'ensemble de la société Sakalava). Les rapports entre les deux catégories d'habitants sont politiquement mouvementés. Tandis qu'économiquement, la société lignagère assoit de plus en plus son mouvement sur l'extorsion aux migrants, le dispositif de la rente matrimoniale introduit deux contradictions: l'une au niveau

(1) On retrouvera les membres de ces lignées dans (et parfois en tête de) la lutte nationaliste. Pour s'être engagée à l'inverse, la grande majorité noble menait l'aristocratie au suicide.

des filles, qui tendent à échapper au système lignager de mariage; l'autre au niveau des garçons, dont la situation se dégrade; ils sont alors enclins à une émancipation hâtive. Nous avons signalé que l'hostilité entretenue, entre immigrants et autochtones, sert de soupape de sûreté au système. Quant à l'aristocratie, intéressée à dominer les migrants — qui s'emploient chez elle comme salariés ou métayers, en place des anciens esclaves — elle a d'autre part à prouver à l'administration qu'elle est seule en mesure d'étendre son autorité sur tous les « indigènes » (et non plus sur les seuls Sakalava); elle a surtout à bâtir sa nouvelle alliance avec les chefs de lignage; elle trouve intérêt pour toutes ces raisons, à entretenir un rapport de forces très favorable à ses sujets « naturels », sur les nouveaux venus; elle soutient donc une véritable politique « communaliste » (ou tribaliste). Outre les incidents habituels de vols de bœufs aux migrants, ou de ravage de leurs cultures par le bétail, largement impunis, certains faits donnent le ton. Les « mpanjaka » ambitieux n'hésitent pas à stipendier des troupes de nervis « étrangers » — quitte à rejeter sur leur « race » l'opprobre d'un coup manqué: ainsi, tel prétendant au trône fait-il envahir le palais de son heureux concurrent, le jour même de son intronisation, par un parti d'Antandroy. Et cet attentat, manqué, provoque une indignation générale, donne prétexte à désigner l'ethnie toute entière des agresseurs comme bouc-émissaire: ses membres sont « chassés » dans la région pendant tout un mois; et les années suivantes, ils seront les victimes d'agressions, ou de spoliations sporadiques. Si l'aristocratie dans ces conditions, peut opportunément faire valoir qu'elle seule a autorité sur la partie dominante de la population — qui n'accepterait en aucune façon d'autre direction — l'administration est heureuse, divisant pour régner, de pouvoir à la fois « conserver la population dans le calme », et maintenir dans la plus grande dépendance précisément les ouvriers, indispensables au capital, et dont il s'agit d'éteindre le potentiel revendicatif. Ces attitudes ne font que retarder le mouvement de contradictions plus essentielles, déterminées par le développement — enfin possible — du capital, et par la subordination de la société « traditionnelle », placée sur ses bases. L'évolution politique de la période ultérieure, et jusqu'à la situation présente, en resteront toutefois fortement marquées.

La période actuelle: de la Deuxième Guerre à nos jours

La Deuxième Guerre mondiale joua comme un révélateur des contradictions précédentes. L'instance politique devient alors le centre de la formation sociale, celle dont le rythme détermine tous les autres, le lieu direct où la crise se noue, se joue et se conclut.

Les querelles intestines de la dynastie, entre héritiers traditionnellement légitimes et « jeunes loups » administrativement compétents, la brigade bientôt publique, l'implication dans les cliques d'un nombre croissant de chefs lignagers, puis de simples gens riches parfois récemment immigrés, les méthodes concussionnaires et la sollicitation du pouvoir administratif au service d'ambitions personnelles, constituaient des pratiques de plus en plus scandaleuses, qui avaient ébranlé la confiance dans la dynastie. « L'effort de guerre » allait porter ces tendances à un paroxysme; il manifestait en même temps le caractère illusoire des « protections » à attendre de la principauté. Les gouverneurs (à titre politique ou non) furent chargés par l'administration de lever les « volontaires » pour la guerre, et beaucoup d'autres hommes, réquisitionnés pour les chantiers publics et plantations privées. Ils s'en acquittèrent avec un zèle d'autant

plus excessif qu'ils saisirent l'occasion pour élargir, ou contrôler de plus près leurs clientèles personnelles: les désignations atteignirent ceux qui leur étaient insuffisamment inféodés, ou qui n'avaient pas su monnayer l'exemption. Sentant glisser les positions politiques de la dynastie, et recherchant de nouveaux moyens de contrôle des hommes (mais aussi parce que, dans leur brigade, ils ressentaient de plus en plus le manque de ressources stables), les gouverneurs cherchèrent à s'assurer des positions économiques durables; ils se firent établir des plantations, et firent main basse sur les terrains les plus favorables aux cultures vivrières. Nombreux furent les Sakalava même, expulsés de pâturages traditionnels par pure intimidation. Et les réquisitions de main-d'œuvre exigées par l'administration furent souvent doublées, le surplus assurant l'établissement de « plantations-pilote », au profit des gouverneurs eux-mêmes ou de leurs plus sûrs affidés.

En 1942, la défaite de le colonie pétainiste par les armées anglaises révéla une faille dans l'étau de force, par quoi l'administration française régnait (1). Chacun le sentit, et par endroits la principauté fut assez hardie (ou assez habile, dans un calcul politique prenant date pour l'avenir), pour en exploiter l'ouverture. Ainsi en fut-il dans la presqu'île d'Anorotsangana, zone reculée où elle envisagea de restaurer son autorité, calquée sur un modèle bureaucratique colonial, en imposant à tous les habitants le respect de la loi française, des impôts français, etc., mais exercés ou perçus par ses hommes, pour son propre compte. Une sorte de « communalisme » privilégiant les Sakalava fut ici instauré; les fonctionnaires originaires d'autres ethnies furent désignés comme ennemis de l'intérieur, féaux d'une administration « trop peu favorable » aux autochtones; une rente sévère — matrimoniale et foncière — fut imposée aux immigrants. L'opération, rendue possible un temps par l'éloignement de la zone, et le double jeu des auxiliaires coloniaux — qui se trouvaient recouvrir ici les dignitaires principaux de la cour Sakalava), échoua sans soutien populaire dès que l'administration, alertée, y vint mettre bon ordre. Un tel incident reste prémonitoire, mais exceptionnel. De façon générale, suivant la pente de facilité, l'aristocratie s'employa à combler la béance ouverte dans un ordre politique dont elle profitait immédiatement, pour continuer d'exercer son autorité « au nom de la France ».

Mais au sortir de la guerre, et sur des bases toutes différentes, un puissant mouvement nationaliste rouvrit la brèche. Il désigne un ennemi principal (l'administration et la colonisation). Il y adjoint, dans la région, un ennemi de l'intérieur: les profiteurs du régime, *i.e.* la bureaucratie tribale. Actif à la fois en ville, en campagne et sur les concessions, appuyé sur les ouvriers des compagnies, les artisans citadins et la jeunesse rurale, présent chez les autochtones et chez les immigrés, le mouvement acquiert très vite une vaste audience dans le Nord. Il s'y oppose au communalisme, et manifeste une forte tendance antiautoritaire: des ouvriers désertent les concessions, des paysans bafouent au marché les chefs de canton; les tyranneaux, nobles et notables, sont menacés, ou publiquement dénoncés pour leurs exactions du temps de guerre; le mouvement divise les lignages; plusieurs incidents, au cours même des cérémonies familiales, humilient les aînés les plus liés au « gouvernement Sakalava », en les ridiculisant dans l'exercice même de leurs fonctions rituelles.

(1) Les armées anglaise et zulu parcoururent le Nord-Ouest, en route vers Tananarive, en chemin, elles emprisonnèrent les fonctionnaires européens trop évidemment « vichystes ».

La bureaucratie tribale réagit en s'engouffrant dans le parti PADESM, créé en hâte par l'administration pour s'opposer au parti nationaliste MDRM. Elle s'acharne à dénoncer les opposants. Elle les livrera à la mort, au bain ou à la prison, le moment venu de la répression : en 1947, la noblesse « donne » ses quelques membres « égarés » dans le MDRM — elle ira même les traquer dans le maquis ; les *anadoany* font office de dénonciateurs dans leurs villages ; des aînés n'hésitent pas à vendre leurs propres parents — ou à se rendre le « service » d'indiquer mutuellement les « têtes dures » de leurs familles respectives. La dynastie ne se relèvera pas de cet arrachage du masque. La société roturière sort aussi démembrée de la période (1).

Les lignages avaient été cassés par les prises de position politiques. Une volonté puissante s'est fait jour — chez les jeunes en particulier — de s'émanciper de la tutelle des aînés, et plus généralement du système lignager. Elle éclate après la répression, prenant la forme d'un « boom » sur les plantations commerciales individuelles. Pour chacun, la visée est de disposer d'un revenu personnel, pour faire face en propre à ses besoins (matrimoniaux en particulier). Le développement des plantations caféières est éloquent. Dans le Sambirano par exemple, on trouve en 1940 : 200 ha de plantations paysannes, 700 ha en 1948 ; 2 500 ha en 1950, 4 000 ha en 1954, et 6 000 ha en 1958 (ce dernier chiffre est à peu près celui d'aujourd'hui, la quasi-totalité des terres à café proches des routes étant désormais occupée). En pratique, les jeunes sollicitèrent de leurs aînés l'attribution de lopins où planter, qui leur furent accordés pourvu qu'ils plantent aussi chaque fois une surface égale pour leur « lignage », c'est-à-dire pour leur aîné. Dans le même mouvement, de nombreux immigrants (et il en vint encore entre 1950 et 1960), « achetèrent » des *maromatoy*, (les aînés de village chargés de la distribution des terres en réserve indigène), le droit d'établir durablement leurs plantations sur échelle parfois notable. En 10 ans, dans le Nord, chacun s'était constitué « sa » caféeraie, de 100 à 1 000 pieds pour le moins.

Le café contribua à chasser les bœufs. De multiples escarmouches opposèrent, pour commencer, les planteurs et les groupes lignagers les plus liés à la principauté. Ceux-ci prétendaient conserver le système pastoral. Mais bientôt, et avec l'appui administratif, deltas et vallées furent interdits au pâturage. Les troupeaux durent émigrer dans la montagne : parfois, des segments lignagers se spécialisèrent dans leur garde — puis se les approprièrent ; plus souvent, on fit appel à des vachers salariés ; l'affaire se termina toujours par des vols, et des disparitions. Le cheptel fondit. Tandis qu'on y dénombrait 58 000 bœufs en 1920, et 45 000 encore en 1940, (3 par habitant), le district d'Ambanja n'en comptait plus que 30 000 en 1954 (soit 1 par habitant). Les troupeaux d'une trentaine de têtes sont aujourd'hui exceptionnels (tandis que ceux d'un millier de bêtes existaient avant guerre). Mis en relation avec la place occupée par le troupeau dans la reproduction lignagère, le fait traduit la profonde atteinte subie par celle-ci. L'instrument essentiel de domination des *tale* est détruit, dans sa forme spécifique. Ce que la crise politique a réalisé, dans ce cas, c'est la libération du processus d'articulation capitaliste de toute contrainte tribaliste. En l'occurrence, la position des chefs de lignages ne pouvant plus être perpétuée par

(1) Cette mutation, exemplaire, vaut essentiellement pour le Nord — où le mouvement nationaliste fut puissant. Elle ne se retrouve pas dans l'Ouest (Analalava-Ambongo), où le MDRM fut peu actif ; elle y est remplacée par une évolution plus lente, mais de même sens. Nous avons alors choisi de traiter précisément, dans l'Ouest, l'analyse de la rente matrimoniale, opérateur principal de la transformation lignagère, dans l'article infra « Concubins de Soalala ».

leur contrôle exclusif de biens « spéciaux » — les bœufs — désormais un processus de monétarisation et d'inflation des biens cérémoniels et dotaux va s'installer, ersatz du précédent contrôle : chacun pouvant disposer d'un revenu personnel, donc accéder sur le marché à tout bien particulier, l'espoir de maintenir le contrôle sur des biens de *qualité* spéciale serait d'ailleurs illusoire ; c'est désormais par la *quantité* de biens requis, lors des cérémonies, que la situation exceptionnelle des *tale* pourra se maintenir. Les charges sont de plus en plus reportées sur les individus directement concernés par l'événement célébré. Le paiement des dûs matrimoniaux notamment leur revient pour une part croissante. Or, le processus de multiplication des divorces, et d'inflation dotale se poursuit ; il atteint maintenant également autochtones et migrants. Nous en savons les conséquences. Dans la mesure où les revenus des individus demeurent insuffisants pour faire face à leurs obligations, tous les hommes doivent recourir à un emprunt au lignage — donc rester dans la mouvance d'un *tale*, qui gère le bien collectif (1). Le dispositif n'est pas neuf, mais son mouvement a changé : aucune limite n'est plus posée à l'inflation qui jugule — mais toujours provisoirement — la tentative d'émancipation des jeunes ; la tendance porte ces derniers à rechercher sans cesse de nouveaux revenus, jusque dans l'expatriation et le salariat, quand la possession de terre cultivable leur devient inaccessible. La reproduction lignagère est subordonnée à l'élargissement du capital, agro-industriel ou marchand. Le mouvement porte à la segmentation lignagère accrue, à la dégradation de leur condition pour les jeunes hommes, à la libération féminine, et finalement à une décomposition de la société lignagère — dont les dispositions (matrimoniales en particulier) sont de plus en plus difficilement supportées.

À la même époque, et pour recouvrer un moyen de contrôle des hommes, la « bureaucratie tribale » s'est orientée vers la mainmise sur les terres, vivrières notamment. Nous avons signalé l'ancienne existence de domaines nobles, cultivés d'abord par les esclaves, puis en métayage. Sur la fin de la deuxième période coloniale, nous savons que les gouverneurs, l'aristocratie, les « notables » et dignitaires Sakalava usèrent de leurs pouvoirs pour se faire établir des plantations par corvées, ou pour s'emparer de pâturages et bas-fonds bien placés. Le phénomène qui se développe après la Deuxième Guerre mondiale est d'une autre envergure, et d'un autre sens. La sédentarisation par l'agriculture marchande, au bord des fleuves et sur les deltas, est alors un puissant allié des règlements administratifs, interdisant la riziculture de brûlis montagnarde. Les terres de bas-fonds, limitées, acquièrent une importance nouvelle. Les plantations commerciales, comme elles chassent les bœufs, évincent le riz des bourrelets de berge. Il faut aménager les marais environnants. C'est à quoi s'emploient les services techniques, au profit des collectivités locales instituées pour « libéraliser » le vieux régime colonial. Or les « notables », et l'ensemble de la bureaucratie tribale, ont investi dès la répression du MDRM achevée, toutes les instances électives nouvellement créées. Demeurant, faute d'alternative, les seuls interlocuteurs d'une administration qui sent pourtant bien la nécessité de prendre ses distances avec des alliés si compromis, ils profitent de ce dernier soutien pour s'établir dans des positions politiques destinées à survivre à la colonisation : usant de leur position momentanée de chefs de village et de quartier, de conseillers et de maires ruraux, ils se chargent de la répartition des nouvelles rizières établies — qu'ils s'attribuent sous

(1) De plus en plus confondu avec le sien propre.

des prête-noms ou confient à leurs affidés (1); dans le même temps, ils mènent une guerre sourde pour limiter l'accès aux terres vivrières du reste de la société (intimidant les uns — dans une période encore répressive après la révolte de 1947 — transigeant avec d'autres — sur l'échange de marais contre des plantations, à prendre en réserve indigène, — et rentrant en procès avec les récalcitrants). Dans le domaine des cultures marchandes, ils ne restent pas inactifs: se proposant comme « planteurs-pilotes », ils reçoivent l'aide technique et les prêts facilitant l'établissement de caféeraies étendues; certains, chefs de lignages, profitent d'ailleurs du travail concédé par leurs dépendants, en échange d'une autorisation d'établir leurs propres plantations; d'autres ont commencé dès la guerre d'implanter par corvées des vergers importants. En 1957, et toujours depuis lors, la bureaucratie tribale appartient au groupe des planteurs « de tête »: ceux qui détiennent plus de 1 000 arbustes, soit dans une région, 35 % des plants pour 10 % de la population active. A la même époque, et c'est plus essentiel, 3/4 des terres vivrières sont concentrées, dans les zones de plantations, aux mains de 10 % de la population: dans chaque village, existent 1, parfois 2 ou 3 propriétaires des bas-fonds aménagés; il s'agit essentiellement d'aristocrates, ou de dignitaires roturiers de la principauté: bref de la « bureaucratie tribale ». Cette attention particulière pour la rizière, qui ne se démentira pas jusqu'aujourd'hui, repose d'ailleurs sur une responsabilité ancienne de l'appareil de la principauté vis-à-vis des terres vivrières; le roi est responsable de l'harmonie de la nature et de la société; il veille à ce titre sur les bonnes récoltes, perçoit un impôt sur leur produit (symbolique au départ), désigne des marais sacrés, interdits à l'emblavure. Ces dispositions se transforment à l'époque en une sorte de droit prééminent affirmé sur tous les bas-fonds, une extension abusive de leur caractère sacré, l'assertion d'un droit traditionnel des ancêtres nobles ou *zafintany* (2) sur eux; ce dernier « droit », reconnu dans la loi coloniale — quoiqu'à un rang subordonné, pourvu qu'il ne soit pas contesté par le reste de la population — sera mis en avant pour justifier devant l'administration des prises de possession, qui sont parfois des spoliations.

Sur cette concentration de la terre, particulièrement de la rizière, un nouveau moyen de contrôle des hommes se construit, qui garantit la solidité des positions politiques de la bureaucratie tribale. Quand, l'Indépendance venue, la nouvelle administration s'efforcera d'écarter le personnel de la principauté, il lui sera quasiment impossible de parvenir à ses fins, et d'ignorer les rentiers du sol — maîtres des villageois — que sont devenus les aristocrates et dignitaires autochtones. Les fruits de l'explosion démographique (depuis 1945); la répression effective du *tetik'ala* (riziculture sur brûlis), rendent désormais dépendants la majorité des paysans d'un métayage concédé par le propriétaire de rizière du village. Une rente se développe, qui, là où existe un monopole de la terre vivrière, peut être draconienne. Nous verrons tout à l'heure quelles contradictions, quelles luttes s'engagent sur ces bases.

(1) cf. à Bemaneviky la déconvenue des administrateurs s'apercevant — trop tard que sur 36 parcelles nouvellement aménagées par la CAR, 27 se retrouvent aux mains des conseillers municipaux, pourtant déjà bien nantis!

(2) « Petits-fils du sol », Sakalava d'antique implantation, venus avant, ou avec le fondateur de la principauté.

La situation actuelle

La configuration économique peut aujourd'hui (1) se caractériser de la sorte. La production marchande est le fait, pour près de moitié du secteur étranger, principalement du capital agro-industriel. Celui-ci, favorisé par l'élargissement du salariat, s'est puissamment renforcé depuis 1950. Des firmes françaises, notables dans leur branche (sucres Saint-Louis), du capital bancaire et, aujourd'hui, des fonds d'aide étrangère, ont investi, en bénéficiant de facilités accordées par l'Etat, dans des entreprises d'envergure. Ils ont témoigné d'une forte vitalité, et réalisé une forte expansion (notamment de 1955 à 1965). Après une pause relative, ce capital ne semble pas essoufflé; mais il cherche de nouveaux marchés, ou se tient sur l'expectative en observant une conjoncture politique jugée peu favorable. Notons à cette occasion que, s'il travaille à plus de moitié pour l'exportation, et s'il en attend ses prochains débouchés, ce nouveau secteur (sucrier, cotonnier, tabacole, rizicole...), s'est essentiellement développé sur la base d'un marché intérieur, qu'il a ouvert et conquis parfois en totalité (sucre, coton). Ce qui renvoie aux conditions de développement d'un tel marché, c'est-à-dire à la décomposition des paysanneries traditionnelles, placées sur base capitaliste, à l'élargissement du salariat, et à l'expansion conséquente des villes.

Le secteur « vieux capitaliste », celui qui fut si brillant entre deux-guerres, a décliné. Spécialisé dans des cultures d'exportation, que la petite production paysanne marchande pratique maintenant sur une grande échelle, il ne peut plus jouir des protections que l'Etat n'accorde qu'à ses nationaux, ou aux monopoles exploitant la quasi-totalité d'une richesse nationale (2). Son assise financière était insuffisante, en 1954 pour rénover un matériel ancien déjà, et pour passer à une échelle différente de production — celle du nouveau capital qui venait s'investir. Incapable de suivre l'augmentation des salaires, qui fut consentie depuis la Deuxième Guerre, il végète aujourd'hui; il s'est parfois converti à la sous-traitance pour les nouveaux domaines agro-industriels. Il manifeste surtout une forte involution latifundiaire. Il admet des immigrants sur ses terres, leur laissant cultiver de quoi vivre, et parfois planter — en échange de journées de travail peu payées, ou de contrats de métayage (3). Depuis quelques années (1960 pour certains), ces domaines ont commencé de vendre partie de leurs terres (les moins proches de leurs bâtiments d'exploitation, ou les moins bonnes), par petits lots et parfois à crédit, à une bourgeoisie rurale locale (« grands planteurs » du crû, fonctionnaires), qu'ils connaissent bien, et qu'ils savent solvable.

Le capital marchand a largement prospéré pour sa part, grâce à l'extension de la production commerciale paysanne. La collecte s'effectue jusque dans les moindres villages, par le truchement d'un réseau de boutiquiers, indiens ou chinois, qui doivent leurs stocks et leur trésorerie aux grandes compagnies d'import-export. Celles-ci empruntent l'argent, nécessaire à la « campagne » d'achats, auprès des banques de dépôt locales, dont elles contrôlent d'ailleurs le capital. Le « différentiel », entre le prix payé au paysan producteur et le prix CAF, est chaque année fixé par l'Etat, dans

(1) en 1970.

(2) Ainsi, Madagascar, en défendant sur les marchés internationaux « le sucre malgache », défend les 2 sucriciers (groupés en « conférence ») qui possèdent les 4 usines du pays.

(3) La terre est souvent préparée mécaniquement, le « paysannat associé » assurant l'entretien et les récoltes; celles-ci, nécessairement vendues au domaine, sont commercialisées par lui.

le cadre d'organismes professionnels ou l'administration se concertent essentiellement avec les commerçants. Un « prix plancher », prix minimum au producteur, est ainsi déterminé pour une saison — et généralement considéré comme prix obligatoire. L'Etat par ses taxes (1), les sociétés commerciales, par leurs profits, le premier et les secondes par le réemploi des sommes versées aux caisses de compensation (2) ont jusqu'ici tiré d'abondants bénéfices de la production paysanne. Par contre, les prix au producteur ont connu, depuis 1950, une stagnation, qui amplifie la dégradation, notable, des termes de l'échange.

Plus de la moitié de la production marchande, et la quasi-totalité de la production vivrière sont issues de la société paysanne, qui a témoigné, elle aussi, d'un grand « dynamisme » : notamment dans le premier domaine, depuis 25 ans. La rizière est largement monopolisée par une poignée de rentiers — souvent membres de la « bureaucratie tribale ». Un certain nombre des autochtones (appartenant à des lignages pauvres, ou faibles), et la quasi-totalité des immigrants en sont dépourvus; ils sont tenus, pour vivre, de louer de la terre aux domaines latifundiaires, ou de travailler en métayage chez les rentiers locaux. Les conditions de la rente varient, selon qu'il existe un seul, ou 2 ou 3 propriétaires dans le village. Elles vont de la cession de moitié de la récolte, à celle des 2/3, augmentée de prestations en travail (nettoyage de plantations, participation à la récolte de riz, chez le bailleur de terre); parfois s'ajoute l'obligation de labourer pour le propriétaire une surface égale à celle qu'il a concédée.

La répartition des plantations marchandes est fort inégale, mais ne donne pas lieu au même monopole. Deux couches principales apparaissent : celle des « grands planteurs », souvent d'anciens immigrants (3), qui disposent de 1 000 à 50 000 pieds de café, cacao, poivre, et de revenus annuels de 200 000 FMG à 10 000 000 FMG : ils sont environ 15 % des planteurs; d'autre part, la masse des « petits planteurs » ne dispose guère que de 100 à 500 pieds, et de revenus de 30 000 à 100 000 FMG par an : leur produit suffit tout juste à assurer le vêtement, l'épicerie, et à couvrir les cotisations cérémonielles. Les fils de ces derniers paysans, qui ont maintenant 20 ans, se trouvent dépourvus de terre (les sols utiles sont plantés), et contraints d'espérer un héritage, insuffisant après partage, et qu'ils ont la plus grande impatience à attendre. Grands et petits planteurs sont également dépourvus de rizière, et tenus pour produire leur vivre de passer par la rente foncière. Le fait ne revêt pas la même signification pour les uns et les autres. Pour les plus grands planteurs — qui peuvent acheter du riz si besoin — il s'agit d'une dépendance marquant leur subordination, politique, à la rente foncière — qu'ils verraient volontiers disparaître, ou souhaiteraient dominer. Leur souci est aujourd'hui de se procurer un salariat, pour entretenir des plantations auxquelles ne suffit plus le travail familial. Or, les jeunes répugnent à louer leurs bras sur place, et les grands planteurs estiment que la rente permet à trop de paysans pauvres de survivre sur place, et de nourrir leurs garçons. Pour les petits planteurs, le métayage

(1) 1/3 du budget provient des taxes prélevées sur la production paysanne exportable.

(2) Jusqu'à 1973, les caisses de compensation n'avaient fait que des bénéfices, et point de reversion. Les fonds en sont employés à des investissements d'infrastructure, ou d'encadrement agricole, destinés à étendre la production (mais il est aussi arrivé qu'ils servent à fournir des caisses noires électorales).

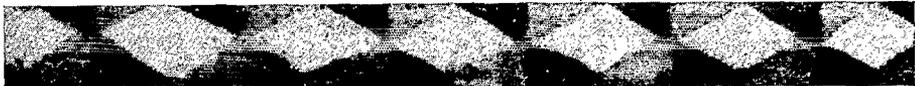
(3) Les rentiers du sol sont aussi souvent « grands planteurs », mais la rente est pour eux principale : elle assure leur position politique, et détermine leur comportement social. La sauvegarde est leur principale préoccupation. Désormais nous désignerons comme « grands planteurs » ceux seulement qui ne sont pas aussi (et d'abord) rentiers.

est une sujétion vitale, qui les met constamment sous la menace d'une éviction, s'ils se montrent récalcitrants vis-à-vis des propriétaires; mais il s'agit aussi d'une certaine garantie de sécurité dans leur condition présente, par opposition aux risques d'expulsion si la rente disparaissait, pour être remplacée par une régie directe (*i.e.* un salariat, qui ne donnerait pas d'emploi à tous, mais prolétariserait chacun des restants). L'hypothèse n'est pas gratuite, puisque la mise au point récente d'un riz sec à haut rendement (4 fois plus qu'aujourd'hui, sans plus de façons culturales), permettrait des cultures mécaniques rentables pour les propriétaires, et le passage à l'exploitation directe.

Les rentiers, de leur côté, tiennent essentiellement à se perpétuer comme tels. De ce point de vue, ils sont dans la nécessité, faute de dominer l'état comme classe, d'en obtenir qu'il mette sa force à leur service. Leur « propriété » n'est pas garantie comme celle des domaines agro-industriels (dont les terres sont « immatriculées », ce qui correspond à un droit « imprescriptible »): elle ne repose que sur un droit reconnu, mais de second ordre; un droit « traditionnel ». La pression foncière étant grande, et les squatterisations de terre fréquentes, il importe aux rentiers d'être protégés par la force publique; aussi soutiennent-ils l'administration, tout en l'obligeant à s'appuyer sur eux. Nous avons dit qu'ils avaient investi les fonctions électives, jusqu'à celles de parlementaires; à plus modeste échelle, mais de façon plus durable, ils contrôlent efficacement leurs métayers, c'est à dire l'essentiel des populations villageoises: ils peuvent les priver de terre, c'est-à-dire les contraindre à l'exil. Dans ces conditions l'administration, faute de s'appuyer sur des organisations populaires, est obligée de faire transiter tout « message » par l'intermédiaire des rentiers: sans l'approbation de ces « leaders », le fonctionnaire (1) échoue. Comme ils sont généralement reliés par leur appartenance à l'appareil de la « bureaucratie tribale », les propriétaires fonciers constituent en outre une force organisée, à laquelle tout gouvernement, dans une situation politique difficile, s'est trouvé dans la nécessité de recourir. Jalouse, toutefois, de toute influence qui n'émane pas d'elle, et gênée par un partenaire social encombrant, l'administration s'efforce volontiers, quand elle en a le loisir, de limiter l'essor politique des rentiers. D'une part, elle ne montre aucun empressement à « immatriculer » leurs terres, malgré leurs sollicitations répétées. Elle appuie même, à l'occasion, des initiatives paysannes, sinon de dépossession, du moins de limitation du monopole sur la rizière. D'autre part, à tous les niveaux, de la commune à l'Etat, une lutte sourde oppose rentiers et techniciens — appareil tribal et bureaucratie d'Etat. L'histoire locale des 12 premières années d'indépendance (et particulièrement de la 12^e) pourrait s'interpréter dans ces termes.



(1) Du chef de canton au sous-préfet.



EMMANUEL FAUROUX

**LES RAPPORTS DE PRODUCTION SAKALAVA
ET LEUR ÉVOLUTION SOUS L'INFLUENCE COLONIALE
(RÉGION DE MORONDAVA)**

INTRODUCTION

L'histoire de la colonisation en pays Sakalava est celle d'une transition qui n'a pas réussi.

Elle n'a pas réussi à transformer les Sakalava en travailleurs « libres » susceptibles de vendre avec quelque régularité leur force de travail, ni à utiliser convenablement la main d'œuvre offerte par les immigrants Betsileo ou Antaisaka provisoirement « libérés » des rapports lignagers.

Elle n'a pu ainsi créer les conditions de son propre développement, de sorte que l'histoire économique coloniale du Menabe n'a été qu'une succession de projets avortés. Ce fut d'abord l'échec d'une grande colonisation qui ne réussit jamais à commencer véritablement l'exploitation des immenses concessions qui lui avaient été attribuées; ce furent ensuite la petite et moyenne colonisation agricole qui, après quelques tentatives infructueuses s'orientèrent définitivement vers des formes d'exploitation purement parasitaires; ce fut encore l'impuissance de l'administration à réaliser avant la seconde guerre mondiale une infrastructure durablement fonctionnelle.

Le bilan n'est guère plus positif pour la société Sakalava, devenue tout à la fois incapable d'assurer sa propre subsistance dans des conditions satisfaisantes, et de s'intégrer utilement au processus désormais irréversible qui conduit à des formes de production plus efficaces.

Dans le cadre limité de ce travail, nous voudrions seulement essayer de mieux comprendre certains des mécanismes de ces échecs en portant notre attention sur les formes d'articulation qui s'instaurèrent, au cours de l'époque coloniale entre l'économie coloniale et l'économie Sakalava lignagère. L'analyse de l'évolution des rapports de production Sakalava au cours de cette période sous l'influence de ces articulations devrait nous permettre de poser le problème plus clairement.

Nous nous servirons principalement dans cette tâche de documents collectés sur le terrain entre 1970 et 1973 dans le Menabe central (sous-préfecture de Morondava pour l'essentiel).

Divers documents d'Archives collectés à Madagascar et surtout en France (1) nous ont permis de compléter notre information sur cette période qui s'étend jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. Après cette date, en effet à Madagascar, les structures coloniales sont en pleine mutation et justifieraient une étude indépendante. Tenus d'être bref dans le cadre de cette contribution, nous renvoyons le lecteur qui souhaiterait plus de détails à la publication en cours qui regroupe l'ensemble des résultats de notre travail (2).

Le plan d'exposition sera le suivant:

- I — *Les rapports de production Sakalava pré-coloniaux*
 - L'organisation clanique et lignagère
 - L'institution monarchique
- II — *La mise en place des structures coloniales et l'effondrement du système hiérarchique*
 - La mise en place des structures coloniales
 - L'effondrement du système hiérarchique et l'évolution des structures lignagères
- III — *Le développement d'une petite agriculture marchande dans le cadre lignager*
 - Les formes d'apparition d'une agriculture marchande dans la société lignagère Sakalava
 - Les prélèvements opérés par le système colonial sur l'agriculture marchande lignagère
- IV — *Vers un nouvel équilibre faiblement dynamique*
 - Une société Sakalava peu différenciée et auto-suffisante
 - Les formes sociales du nouvel équilibre

Les rapports de production Sakalava pré-coloniaux

L'« ethnie » Sakalava est le résultat de la fusion dans un cadre politique unique d'un ensemble de groupes humains nettement différenciés, dont l'habitat était réparti sur toute l'étendue de la côte ouest. Au cours du XVII^e siècle, ces formations sociales autonomes furent, de gré ou de force, associées à l'expansion du pouvoir de la dynastie des Maroserana, groupe conquérant, venu du Sud-Ouest, qui allait établir sa domination du Fiherenana au Manambolo, dans tout le pays appelé depuis cette époque le Menabe.

Les systèmes de production de ces divers groupes constitutifs de l'ethnie Sakalava étaient fort divers puisque l'on trouvait parmi eux des agriculteurs sédentaires (les Tanandro), des pêcheurs de mer (les Vezo) ou d'eau douce (certains sous-groupes Vazimba), ainsi que des prédateurs (les Mikéa et d'autres sous-groupes Vazimba). Cependant, les groupes politiquement et numériquement dominants étaient avant tout des éleveurs de bœufs se livrant de façon subsidiaire à des activités agricoles et de prédation. Dans le cadre restreint de cet exposé nous nous limiterons à la description de l'organisation de ces derniers groupes.

(1) Archives nationales malgaches à Tananarive, Service des Domaines à Morondava, Archives nationales Section Outre-Mer de la rue Oudinot à Paris, Dépôt des Archives d'Outre-Mer à Aix-en-Provence.

(2) Emmanuel FAUROUX. « La formation sociale Sakalava dans les rapports marchands ou l'Histoire d'une articulation ratée » ORSTON, Paris, 1975, 405 p. *multigr.*

L'ORGANISATION CLANIQUE ET LIGNAGÈRE

Toute l'activité économique et sociale était organisée en fonction des bœufs. Les déplacements du troupeau commandaient l'occupation de l'espace et les activités économiques secondaires. L'agriculture, notamment, se pratiquait le plus souvent sur les brûlis forestiers destinés à créer des pâturages selon la technique du *hatsake*. La terre, en quantité pratiquement illimitée, n'était appropriée que collectivement et temporairement, les droits du groupe ne s'exerçant que pendant l'occupation effective. Les tâches agricoles étaient en grande partie réservées aux esclaves et aux femmes, tandis que les hommes libres se consacraient aux tâches socialement importantes, c'est-à-dire la protection armée du troupeau et l'organisation de razzias pour capturer les deux principaux éléments constitutifs de la richesse : bœufs et esclaves. La guerre se présentait ainsi comme le mode principal de génération du surplus. Elle donnait lieu aux formes les plus élaborées de coopération et figurait, avec les soins à donner au troupeau, au premier rang des préoccupations collectives.

Hors la guerre, il n'existait qu'une forme d'entraide réellement importante et institutionnalisée, celle destinée à la construction du parc à bœuf, chaque fois que le groupe changeait de résidence. Ce parc, aux dimensions souvent imposantes, puissamment défendu, symbolisait la puissance de la communauté et de son chef, et était édifié avec la participation — au moins symbolique — de tous les membres du groupe.

La coopération agricole n'avait pas cette importance. La principale culture, celle du maïs sur brûlis, ne comportait que des tâches techniquement rudimentaires, principalement l'abattage de quelques arbres en vue de favoriser la propagation de l'incendie. Un petit nombre d'esclaves y suffisait, tant la forêt de l'Ouest est vulnérable au feu. La production d'un surplus agricole n'était pas recherchée. D'une part, en effet, les produits agricoles n'étaient pas inclus dans les circuits cérémoniels (1), d'autre part, la fréquence des déplacements du groupe n'incitait pas à la constitution de stocks importants. D'ailleurs, la pénurie n'était guère redoutée car la forêt toujours proche offrait d'innombrables possibilités pour la cueillette, la chasse ou le piègeage. On ne cessait d'ailleurs jamais d'y recourir même en période de prospérité, le *tavolo* (2) constituant l'un des aliments de base au même titre que le maïs.

Les groupes territoriaux avaient pour ossature des rapports de parenté, la plupart de leurs membres appartenant à un même clan ou à un petit nombre de clans alliés (3). Mais les règles de filiation demeuraient très souples de sorte que malgré une légère dominance des traits patrilinéaires, il est plus exact de parler de système à filiation indifférenciée, puisque dans la pratique, les gens se réclamaient, selon l'opportunité, du clan de leur père ou de celui de leur mère. Ces groupes restaient d'ailleurs très ouverts aux non-parents avec lesquels pouvaient être établis des liens d'alliance matrimoniale ou de parenté fictive (4).

(1) Il convient cependant de noter l'importance du riz dans les cérémonies de certains groupes riverains de la Tsiribihina.

(2) Farine extraite d'un tubercule largement répandu dans la forêt de l'Ouest.

(3) Le clan Sakalava est constitué par l'ensemble des gens qui se considèrent comme descendants d'un ancêtre commun, qui reconnaissent l'autorité d'un même chef politico-religieux et qui ont en commun des traditions orales familiales (*lilindrazana*) et une marque d'oreille particulière pour leurs bœufs.

(4) Les deux principales formes de parenté fictive sont le *fatidra* (fraternité de sang) qui peut unir deux individus, et le *ziva* (parenté à plaisanterie) qui peut unir deux clans ou même deux groupes ethniques.

La dimension des groupes territoriaux variait entre deux limites assez rapprochées liées à la taille du troupeau: le troupeau ne devait pas être trop important, car il devenait alors exagérément vulnérable; dans ce cas on avait tendance à le scinder en plusieurs parcs déterminant autant d'unités de résidence alliées mais distinctes; à l'inverse, un troupeau trop réduit ne pouvait entretenir un nombre d'hommes suffisant pour assurer une protection efficace contre les bandes de pillards.

La morphologie des groupes était fluctuante à l'extrême. Les villages ne restaient pas longtemps sur le même emplacement: on changeait de résidence chaque fois que des maladies ou des décès laissaient supposer que le lieu avait cessé d'être bénéfique, délai qui correspondait sans doute à peu près à la nécessité technique de changer de terroir (le *hatsake* ne peut être pratiqué longtemps au même endroit). Au village, les effectifs étaient rarement réunis, car il existait un essaim de campements de deux ou trois cases, disséminés dans la brousse au gré de l'errance des troupeaux. De plus, les processus de segmentation intervenaient avec beaucoup de facilité, sans s'accompagner nécessairement de situations conflictuelles. A l'inverse, des groupes distincts pouvaient très facilement s'agglomérer pour la réalisation d'une tâche déterminée — une opération militaire le plus souvent — ou plus durablement si le besoin s'en faisait sentir.

La notion de communauté villageoise n'avait pas dans ce contexte une grande signification. Le groupe territorial était l'association d'un petit nombre de segments lignagers se déplaçant ensemble, résidant — lors des périodes sédentaires — dans des hameaux rapprochés ou dans un village unique, et reconnaissant l'autorité d'un même chef politique.

Chaque clan, ou plutôt chaque lignage au sein d'un groupe territorial avait — et a toujours — à sa tête un *Mpitoka hazomanga*, l'aîné de la lignée aînée, dont les attributions étaient principalement d'ordre cérémoniel; à ce titre, il contrôlait la gestion du troupeau. Le groupe — tous lignages réunis — avait un chef politique, généralement le *Mpitoka* du clan le plus puissant. Il ne prenait ses décisions qu'avec l'accord des autres *Mpitoka* du groupe. Il était, de plus, entouré de « conseillers » divers, souvent des sorciers, des devins ou, simplement, des gens qui jouissaient de sa confiance, parfois même des esclaves affranchis. Les divers chefs étaient inscrits dans des rapports complexes de vassalité-suzeraineté et d'alliances horizontales, expression des rapports généalogiques et de l'histoire du clan.

Un certain nombre de pouvoirs plus ou moins parallèles s'articulaient ou s'opposaient à celui du chef politique et des *Mpitoka*, notamment ceux des différents sorciers ou devins (*moasy, sikily*) dont le rôle était parfois institutionnalisé (conseiller du chef), et ceux de divers personnages servant d'intermédiaires avec les esprits en particulier à l'occasion des cérémonies de *bilo* et de *tromba*.

En définitive, le clivage aîné-cadet ne semble pas avoir eu une importance fondamentale dans cette organisation politico-lignagère, l'essentiel du pouvoir étant détenu moins par une classe d'âge que par certains individus autorisés à l'exercer dans des registres différents.

Pour fonctionner correctement, le groupe avait absolument besoin de disposer d'une richesse suffisante en esclaves et en bœufs. Un groupe sans esclaves se trouvait confronté à de redoutables problèmes pour assurer sa survie, car la nécessité de se livrer aux tâches domestiques et agricoles diminuait son aptitude à une mobilisation militaire permanente, de sorte que très souvent un groupe sans esclaves était lui-même voué à l'esclavage à moins qu'il n'ait eu la possibilité de se rallier à un groupe de parents ou d'alliés moins défavorisés. Mais, c'est surtout la dimension du troupeau

qui jouait un rôle essentiel dans la reproduction du groupe: les bœufs servant de contrepartie à la circulation des femmes, permettaient à la fois la reproduction physique du groupe et la perpétuation des formes de la hiérarchisation sociale. Dans la société Sakalava pré-coloniale, il n'y avait pas, à proprement parler de dot versée au moment du mariage: c'est la naissance des enfants qui déterminait le versement d'une contrepartie par le lignage paternel. Une application simple des lois de l'offre et de la demande permettait aux clans riches d'offrir plus lors des cérémonies liées à la naissance et se voir ainsi accorder la préférence. Ce système permettait la polygamie des clans les plus riches, mais aussi, en assurant l'importance numérique des clans riches et donc leur puissance militaire, il permettait de reproduire à l'infini l'infériorité des clans pauvres. Sur le plan idéologique, ces inégalités de statut s'exprimaient par tout un système d'institutions fort complexes car résultant d'alluvions historiques, les plus récentes s'ajoutant aux plus anciennes sans entraîner leur destruction. La division en castes est l'un de ces éléments. Ces hiérarchies s'exprimaient par l'organisation — dans les clans puissants — de cérémonies particulièrement fastueuses au cours desquelles étaient sacrifiés des bœufs dont la rareté tenait à la couleur exceptionnelle de la robe. Statistiquement, de telles bêtes ne pouvaient se rencontrer en nombre suffisant que dans les plus grands troupeaux: « Ceux qui peuvent fournir de telles bêtes font ainsi la preuve de la légitimité de leur statut social » (1).

L'INSTITUTION MONARCHIQUE

Le roi, le clan royal, constituaient le sommet de la pyramide des richesses et du prestige. Ils étaient propriétaires du troupeau le plus nombreux. Il leur était donc possible d'obtenir autant d'enfants qu'ils le désiraient puisque les « dots » qu'ils offraient étaient inégalées. La taille du troupeau royal, et donc de son pouvoir, était directement liée à sa puissance militaire. C'est cette puissance qui faisait du roi le pôle de forces centripètes, car la soumission à l'institution monarchique était, pour les habitants du Menabe, la garantie de razzias fructueuses, permettant l'accumulation d'un surplus en bœufs et en esclaves. L'adhésion au système monarchique était ainsi l'une des clés de la reproduction du système lignager, du maintien et du renforcement du statut social.

A la source de cette puissance, il y eut, initialement, l'importance quantitative du groupe entourant le roi. Ce facteur quantitatif était évidemment déterminant à une époque où la technique guerrière se limitait au maniement de la sagaie. Mais, plus tard, avec le développement du commerce de traite, des armes à feu commencèrent à circuler dans le pays apportant à ceux qui les possédaient une supériorité décisive. Le contrôle de la traite garantissait une supériorité incontestée sur les unités politiques locales, permettant le pillage des groupes insoumis et des populations vivant en bordure du territoire royal.

Dans ce contexte, les formes d'accumulation au niveau du groupe monarchique étaient principalement de trois sortes.

La plus importante concernait les biens de prestige destinés à la circulation

(1) J. LOMBARD: « La royauté Sakalava. Formation, développement et effondrement du XVII^e au XX^e siècle » — ORSTOM Tananarive 154 p. multigr. — p. 70.

cérémonielle (essentiellement les bœufs) et, jouant un rôle déterminant dans la reproduction du groupe et de sa structure politique. Cette accumulation était alimentée par le droit régalien à un partage inégalitaire des prises de guerre.

Une autre partie du butin accumulé servait d'intermédiaire aux échanges de la traite: la plus grande partie des esclaves capturés, une partie des troupeaux, certains produits agricoles ou de cueillette permettaient ainsi l'approvisionnement royal en armes et en munitions.

Il existait par ailleurs une sorte de thésaurisation ostentatoire pratiquée par les souverains, accumulant dans leur palais divers objets hétéroclites et insolites destinés à asseoir leur prestige aux yeux de leurs sujets et de leurs visiteurs. Il s'agissait presque toujours des cadeaux offerts par les traitants au début de chaque campagne d'échange.

Enfin, le roi recevait sous forme de prémices agricoles et de corvées diverses un certain nombre de prestations prélevées sur les sujets de façon très inégalitaire. D'une part, chaque clan était appelé à verser un tribut ou à fournir des corvées de nature tout à fait spécifiques (il s'agissait pour l'un d'approvisionner en poissons de mer la table royale, pour d'autres il fallait participer à la construction des cases de la Cour...). D'autre part, ces prestations ne concernaient réellement que les groupes vivant à proximité de la Cour ou dans les régions traversées par le souverain lors de ses déplacements. La fonction essentielle de ces prestations était de permettre l'entretien d'une Cour et d'une armée, c'est-à-dire d'une force répressive destinée à reproduire la domination politique de la monarchie Maroserana.

La logique des mécanismes de la traite posait cependant de redoutables problèmes. Le système, en effet, contraignait à se procurer toujours plus d'esclaves et de bœufs afin d'attirer les navires des traitants et d'obtenir les armes si nécessaires au maintien de la suprématie militaire. Pendant la période de l'expansion Maroserana l'écrasement des groupes pré-Maroserana, du sud au nord du Menabe, avait permis un approvisionnement d'autant plus facile que ces groupes étaient généralement de faible dimension et inorganisés. Mais il n'était pas possible de rançonner à l'infini des sujets, d'ailleurs peu nombreux. Il devint donc nécessaire d'organiser des expéditions hors des frontières du royaume, de plus en plus lointaines au fur et à mesure que les voisins avaient été pillés ou s'étaient ralliés. Ces opérations devinrent de plus en plus risquées et meurtrières. Il fallut aller jusqu'aux confins de l'Imerina, puis au-delà heurtant ainsi de front la redoutable puissance de la monarchie Merina en pleine expansion. Lorsque le butin était obtenu, il fallait ensuite le ramener sur de longues distances à travers des contrées mal connues et hostiles. On se heurtait ainsi à une sorte de loi des rendements décroissants applicable aux opérations de razzias.

Dès lors, le système commença à fonctionner laborieusement. D'autant plus qu'au cours du XIX^e siècle la traite changea peu à peu de nature, principalement à cause de l'interdiction du trafic des esclaves qui contraignit à rechercher de nouvelles formes d'échange à partir de nouveaux types de surplus: caoutchouc, riz, bois, cire, orseille commencèrent à prendre une importance plus grande que par le passé. Or ces nouvelles monnaies d'échange étaient beaucoup plus difficiles à contrôler de façon centralisée que les produits de razzias accessibles seulement à une puissance militaire. Ainsi, le monopole royal sur la traite devint de moins en moins réel, de nombreux chefs locaux souhaitant prendre leur part des profits. Le pouvoir royal eut ainsi de plus en plus de difficultés à s'imposer sur son propre territoire. Les succès militaires étant moins certains face à des adversaires dotés eux aussi d'armes à feu et de muni-

tions, les vassaux ne se laissèrent plus mobiliser avec la même facilité, surtout si leur implantation territoriale était éloignée de la résidence royale.

De plus, et surtout, les conflits avec l'Imerina qui ne cessèrent de se succéder à partir de 1810, contraignirent à des concessions territoriales et l'ancien royaume dut se scinder : au Nord, dans la région de la Tsiribihina, un royaume Sakalava indépendant ; au Sud, le royaume de Mahabo, étroitement contrôlé par l'administration Merina.

Ainsi, à partir de 1850, apparaissent trois zones politiquement hétérogènes :

— *au nord de la Tsiribihina*, le pouvoir royal est en décadence, mais demeure consistant : les structures politico-sociales sont — au moins en apparence — sensiblement intactes ;

— *dans le delta de la Morondava*, de Mahabo à la mer les souverains successifs n'ont qu'un pouvoir nominal et sont totalement contrôlés par l'administration Merina ;

— *aux abords de la Maharivo*, quelques chefs, vassaux très théoriques des souverains de Mahabo ou des princes de Mandabe, sont en fait totalement indépendants.

Chacune de ces zones, malgré d'inévitables interpénétrations, va subir une évolution socio-économique spécifique. Alors que le royaume de la Tsiribihina connaît une relative permanence des institutions traditionnelles, le royaume de Mahabo est le théâtre d'importantes transformations : les esclaves Makoa sont affranchis et fondent de gros villages d'agriculteurs aux abords immédiats des postes Merina. Des colons Merina et surtout Betsileo ou Kofehimando (1) apportent une innovation considérable avec l'installation de rizières irriguées dans le delta et aux abords du village de Bezezika. Un système d'exploitation coloniale est esquissé au profit de l'administration Merina avec l'institution de prélèvements fiscaux et de corvées qui se substituent aux anciennes prestations dues au roi. La douane Merina contrôle de façon assez générale les opérations de traite, en substituant aux anciens « cadeaux » dus au souverain, un impôt de 10% sur toutes les marchandises importées. Parfois, il est vrai, lorsque les rapports de force entre l'administration Merina et les chefs locaux jouaient en faveur de ces derniers, les douanes devaient leur reverser une partie de leurs recettes.

Dans la vallée de la Maharivo, par contre, on assiste à un retour au mode d'existence pré-Maroserana : les expéditions de pillage et de vendettas prennent le pas sur toutes les autres activités. Il n'y a plus de pouvoir politique réellement reconnu au-dessus des groupes territoriaux de parenté.

Ainsi, à la fin du XIX^e siècle, l'institution monarchique Maroserana est en crise profonde. De fortes contradictions opposent les clans nobles à un pouvoir royal qui n'a plus les moyens de s'imposer sans discussion. Le réseau complexe des liens historiques de vassalité est remis en question dans son ensemble. L'unité du pays n'existe plus.

Pourtant, la reproduction du système lignager n'était pas gravement remise en cause par la crise de l'institution politique. On assiste simplement à une tendance à la régression vers l'anarchie politique pré-Maroserana avec la disparition progressive des prélèvements royaux. Rien ne venait sérieusement compromettre la permanence des institutions lignagères, même si chaque groupe pris isolément se trouvait dans une situation plus incertaine.

(1) Métis Sakalava-Betsileo.

La situation nouvelle créée par l'intrusion coloniale allait avoir des conséquences beaucoup plus importantes sur la structure de ces rapports.

*La mise en place des structures coloniales
et l'effondrement du système hiérarchique*

LA MISE EN PLACE DES STRUCTURES COLONIALES

La pénétration des troupes coloniales dans le Menabe s'effectua d'abord sans coup férir au cours de l'année 1898. Mais, alors que la conquête semblait achevée, un vaste mouvement d'insurrection se déclencha soudain, en septembre 1898, à travers tout le pays Sakalava. Dans ce pays immense, mal connu, sans voies de communication, l'armée d'occupation devait rencontrer d'énormes difficultés pour rétablir la situation. Il fallut attendre 1900 pour que faiblisse l'intensité de la rébellion, 1904 pour que les effectifs militaires commencent à diminuer.

L'administration coloniale se trouva ainsi confrontée à un système qu'elle connaissait mal en dépit des remarquables efforts d'un petit nombre de militaires-ethnologues, et qui, après les événements de 1898-1900, paraissait hostile en bloc. Pour assurer rapidement le contrôle du pays, la solution la plus simple parut consister dans la réalisation d'une alliance avec la chefferie traditionnelle en vue d'utiliser directement l'appareil idéologico-politique encore en place. Les chefs auraient eu pour mission de faire exécuter les injonctions de l'administration avec laquelle ils auraient collaboré principalement par intérêt personnel. Quelques premières tentatives en ce sens parurent prometteuses: certains chefs « soumissionnaires » procurèrent très facilement, à la demande, quelques contingents de main-d'œuvre recrutés parmi leurs dépendants, et permirent même certaines rentrées fiscales tout-à-fait inespérées, dès l'établissement des premiers rôles. On plaça donc le Menabe en marge de l'organisation administrative du reste de Madagascar, en créant à partir de 1904 un « Protectorat intérieur », caractérisé par l'existence d'une administration indigène spécialisée dans l'accomplissement de certaines tâches subalternes et dont la plupart des éléments étaient recrutés parmi la chefferie Sakalava.

L'alliance ainsi esquissée n'allait en réalité pas très loin et ne s'avérait guère satisfaisante pour les chefs autochtones qui, en échange de la perte de leur indépendance, ne recevaient qu'une petite rente de l'administration et la possibilité de se livrer à quelques exactions mineures dans l'exercice de leurs nouvelles fonctions.

L'échec devint rapidement évident. Les rapports officiels de l'époque signalent tous « l'incapacité, l'inutilité absolue des descendants des Maroserana qui, devenus fonctionnaires, émargent tranquillement au budget » (1). On insiste aussi sur leur concussion évidente et sur leur « mauvais esprit » qui les amène, en sous main, à fomenter des troubles tels ces épidémies de « bilo maso » (2) qui, en 1909, 1911, 1912 et 1914, troublèrent sérieusement le pays et qui « visaient à amener un changement dans les temps actuels, c'est-à-dire le départ des français ».

Il fallut donc renoncer au Protectorat intérieur et accepter l'idée d'une administration coloniale plus interventionniste, plus nombreuse et plus coûteuse.

(1) Archives Aix 2 D 60.

(2) Phénomènes de possession collective.

Pour obtenir le contrôle direct, il était nécessaire avant tout de freiner cette mobilité de la population, qui rendait impossible tout recensement sérieux. L'instabilité traditionnelle s'était encore aggravée avec la guerre coloniale, les villages disparaissant au fur et à mesure de l'avance française, les « campements » s'installant toujours plus loin, en forêt, à l'écart des postes militaires et des routes.

S'attaquant énergiquement au problème, l'administration entreprit le regroupement autoritaire des hameaux épars en un petit nombre de gros villages, le long des principales voies de communication. Une réglementation très stricte des « villages de bœufs » s'ajoutait à ces mesures: les villageois étaient autorisés à désigner des gardiens de bœufs à raison de 1 homme pour 50 têtes déclarées; les gardiens, munis d'une carte spéciale, étaient seuls autorisés à séjourner dans les campements de brousse. Tout individu devait appartenir à un village reconnu par l'administration, tout changement de résidence devant être signalé dans le village de départ et dans le village d'arrivée. Les infractions étaient sévèrement réprimées par le Code de l'Indigénat.

Il ne faut certes pas exagérer le succès de ces mesures puisque des rapports administratifs de 1927 signalent encore que l'effort pour fixer la population doit être poursuivi avec persévérance (1). Il est indéniable cependant que, dans les zones bien contrôlées, au voisinage des principaux axes de communication, un premier pas important a ainsi été réalisé vers la fin d'une occupation laxiste de l'espace. Il devenait ainsi possible de procéder à des recensements, d'établir des rôles nominatifs permettant de se passer de l'intervention des chefs locaux.

Devant l'importance des problèmes d'ordre politique, il n'était guère possible de songer à une véritable exploitation économique du pays qui commença alors sur des bases bien modestes. On s'efforça cependant de préparer l'avenir en procédant à la mise en place de nouvelles structures économiques, en particulier en tentant de créer un marché des produits et un marché de la main-d'œuvre.

Le marché des produits

La traite pré-coloniale avait organisée tout un système de démarchage en brousse et de relais, dans lesquels les commerçants indiens jouaient un rôle essentiel. Ces réseaux aboutissaient à un petit nombre de centres commerciaux accessibles aux navires: Tsimanadrafozana, sur la Tsiribihina, Bosy, Morondava. Dans les premières années de la colonisation, ce système sera repris avec seulement quelques améliorations:

— *Des marchés locaux* furent institués, mais ils ne réussirent nullement à court-circuiter les indiens comme on avait pu l'espérer un instant: ils eurent pour conséquence principale de faciliter les échanges entre « indigènes ».

— *Le portage rendu obligatoire* (cf. infra) permit de suppléer l'absence de routes dont la construction devait s'avérer particulièrement laborieuse: le trafic put ainsi décupler entre les villages de l'intérieur et la côte.

— *De nouvelles maisons de commerce*, européennes et indiennes (ces dernières, filiales des grandes maisons de Majunga et de Nosy-Be) firent leur apparition, plus nombreuses et, parfois, plus solides que celles d'avant 1900. Contrairement à l'époque précédente, les agents locaux de ces maisons étaient plus des commerçants que de simples aventuriers.

(1) Rapport économique Belo/Ts 1927. Archives Aix 2 D 60.

Mais surtout, la nouveauté décisive consista dans la création d'une forte incitation à alimenter davantage les circuits de commercialisation par la création d'un impôt en monnaie et, notamment d'un impôt sur les bœufs qui — on l'espérait — devait pousser les Sakalava à mettre sur le marché une partie de leur cheptel.

En fait, le système ne fut alimenté — avec un succès tout relatif — que par les produits de cueillette, le nombre de bœufs commercialisés demeurant toujours inférieur aux prévisions les plus pessimistes malgré des cours relativement élevés.

Le caoutchouc de cueillette représenta longtemps le trafic le plus important, bien que la cire, le trévang, l'écorce de palétuviers, les graines de baobab fussent aussi achetées par les maisons de commerce. Le port de Morondava exporta en effet de 60 à 100 tonnes de caoutchouc par an entre 1906 et 1914, soit 3 à 5 fois plus que la production pré-coloniale d'une année moyenne. Le ramassage du caoutchouc n'était qu'une modalité de l'ensemble des activités de cueillette des paysans Sakalava ne mettant pas en œuvre des rapports de production originaux : de petits groupes d'hommes partaient ensemble dans la forêt sur des itinéraires qu'ils connaissaient bien et qui leur étaient dans une certaine mesure réservés, coupaient les lianes, les préparaient, puis transportaient les boules de caoutchouc jusqu'à la boutique de l'indien le plus proche. Les sommes obtenues semblent avoir été utilisées directement par le cueilleur, la plupart du temps pour le paiement de son impôt. L'agent ne pénétrait pas — même un instant — dans les circuits lignagers.

Les circuits de commercialisation des bœufs étaient quelque peu différents. Ils étaient animés par des intermédiaires très actifs et très mobiles, souvent d'origine Merima, qui parcouraient le pays en tous sens soit pour le compte d'indiens de la côte, soit pour celui de maisons d'Imerina. Après 1914, de grandes usines de conserves de viande (en particulier la Compagnie Frigorifique de Boanamaray) devinrent les principaux acheteurs.

Les résultats furent généralement décevants et — si l'on en croit certaines informations — les acheteurs s'approvisionnaient surtout auprès des voleurs de bœufs travaillant quasiment à la commande. Le commerce des peaux était lui aussi largement alimenté de cette manière, les bêtes volées s'écoulant plus facilement sous cette forme. Les vendeurs Sakalava restaient d'ailleurs largement en dehors des circuits monétaires. Jusque vers 1910, les indiens de brousse ne payaient pratiquement qu'en alcool et tissus. Les maquignons itinérants utilisèrent longtemps (en 1904 la pratique est encore signalée comme d'usage courant) les perles de cornaline. Ce n'est qu'à partir de 1915-1916, lors des achats massifs effectués par la Compagnie Frigorifique, que, véritablement, le paiement en monnaie et, même, en monnaie de papier, se généralisa rapidement. Mais, contrairement aux piastres pré-coloniales, conservées comme biens de prestige et parure féminine, cette nouvelle monnaie ne fut absolument pas thésaurisée, jouant le rôle d'un simple jeton permettant d'acquitter l'impôt.

Le marché de la main-d'œuvre

D'emblée, l'administration coloniale fut confrontée à un besoin urgent de main-d'œuvre pour un certain nombre de tâches indispensables : le portage pour l'armée, les premiers travaux d'infrastructure routière et d'urbanisation de Morondava, etc. En même temps, les maisons de commerce cherchaient à recruter des porteurs pour acheminer vers le port les denrées collectées en brousse grâce à l'incitation fiscale. Au moment de leur reddition, certains chefs fournirent parfois sans difficulté quelques

contingents de porteurs en gage de leur bonne foi: mais il s'agissait de prestations exceptionnelles ne durant qu'un jour ou deux, à la suite desquelles chacun rentrait dans son village malgré les pressions.

Seuls arrivaient à se procurer de la main-d'œuvre, les employeurs fortement insérés dans les structures sociales Sakalava tel le traitant L. Samat, qui, dans le pays depuis 1865, s'était allié matrimonialement ou par fatidra avec de nombreux groupes locaux et qui pouvait solliciter des prestations en travail dans le cadre du jeu normal des rapports familiaux. Les indiens jouaient plutôt sur la création de liens de dépendance personnelle avec divers chefs de clan ou avec des individus isolés en procédant à des prêts usuraires en nature. Les débiteurs ne pouvaient s'acquitter le plus souvent qu'en apportant leur force de travail et celle des membres de leur famille.

Les autres employeurs, l'administration, l'armée et les commerçants européens, bien que proposant des salaires relativement élevés, ne parvenaient à recruter que quelques dizaines d'Antaimoro, migrants provisoires venus dans le Menabe pour amasser l'argent de l'impôt.

Comme dans le reste de Madagascar, c'est donc à la contrainte directe qu'on demanda de favoriser un recrutement impossible par ailleurs, en attendant que les structures sociales aient suffisamment évolué pour « libérer » les travailleurs: ce fut l'instauration du système des corvées et des prestations.

On oppose les prestations, caractérisées par une réquisition individuelle des travailleurs, sur les bases du rôle fiscal, et destinées à des travaux d'intérêt général, aux « corvées de *Fokon'olona* » pour lesquelles la réquisition est collective, au niveau de village et qui est en principe réservée aux travaux d'intérêt strictement local.

Les « prestations » comportaient à l'origine huit à dix jours de travail sur un chantier ou sur un trajet situé à une distance limitée du village d'origine du prestataire. Elles comportaient une rémunération correspondant à peu près au 1/3 du salaire offert au travailleur libre. Le rendement étant apparu très vite d'une insigne faiblesse, il fut décidé de fixer des tâches dont la sévérité ne cessa de croître avec le temps, de sorte qu'il fallait couramment vingt à trente jours pour s'en acquitter, la rémunération correspondant toujours à huit jours de travail au taux légal. D'autre part, il était possible de payer ses impôts en effectuant des journées supplémentaires de prestation non rémunérées. Dans un pays où les sources de monnaie étaient extrêmement rares, beaucoup de contribuables n'avaient d'autre alternative que d'agir ainsi. De la sorte, il était tout à fait courant d'avoir à accomplir une quarantaine de jours de prestations. Toutefois, leur ampleur et leur dureté furent très inégalement réparties selon les zones. Dans les régions où le portage était particulièrement important les limites du supportable furent souvent franchies, comme dans le Manambolo, en 1904, où des troubles éclatèrent à la suite de réquisitions excessives de porteurs pour l'armée. Par contre, les habitants de la Maharivo semblent avoir joui d'une relative tranquillité.

Les corvées de *Fokon'olona* étaient réglementées avec beaucoup moins de précision. A l'origine il s'agissait d'étendre à l'ensemble de Madagascar l'institution Merina de l'*asam-pokonolona*, sorte de grande corvée collective réalisant, à l'initiative des groupes locaux, les principaux travaux publics. Cette institution n'avait pas d'équivalent dans la société Sakalava pré-coloniale où la notion de travaux public était inconnue. Il existait, certes, tout un ensemble de corvées au profit du souverain mais qui obéissaient à des règles très précises variant d'un clan à l'autre, chaque clan, en tout cas, ayant l'initiative de la répartition des tâches en son sein.

Avec les corvées coloniales de Fokon'olona, il n'y a, dès le départ que peu de différences avec les prestations, ces différences s'atténuant d'ailleurs avec le temps pour disparaître totalement vers 1910: alors qu'elles ne devaient primitivement concerner que des travaux d'intérêt strictement local avec une initiative relativement grande des exécutants qui auraient dû pouvoir choisir les travaux à effectuer, les dates de réalisation et les modalités d'exécution, on s'achemina peu à peu vers un allongement pur et simple de la prestation laissant toute place à l'arbitraire puisque la durée de ces « corvées » n'était pas réglementée.

Prestations et corvées étaient exécutées de façon anonyme, sans tenir aucun compte des hiérarchies sociales liées à la caste au clan ou à l'âge, le collectif des travailleurs étant placé sous les ordres de « caporaux », souvent un militaire sénégalais, redouté et détesté, aisément enclin à abuser de son pouvoir.

A partir de 1915-1920, cependant, la situation commença à s'améliorer. Quelques routes carrossables commencèrent à être sillonnées par des charrettes à bœufs, appartenant à des indiens de Morondava, Mahabo ou Mandabe. Leur charge utile était faible (à peine 300 Kg) et le coût du transport demeurait élevé (de 40 à 100 francs la tonne entre Morondava et Mahabo), mais le portage cessait ainsi d'être une nécessité vitale.

Par ailleurs, l'afflux d'immigrants Betsileo et Korao (1), attirés par le boom sur les pois du Cap, à partir de 1915, permit de disposer d'une main d'œuvre flottante, prête à s'employer sans trop d'exigences. Ce marché de la main-d'œuvre devait rester à l'état tout à fait embryonnaire jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. Les immigrants venaient dans le Menabe pour profiter de la hausse des cours des produits agricoles. Leur principal objectif était d'obtenir une terre (don, achat, location ou métayage) et ils ne se salariaient que le temps d'arriver à leur fin. Du jour au lendemain, ils pouvaient ainsi quitter leur employeur, sans préavis, puis le rejoindre quelque temps après si le besoin s'en faisait sentir. De leur côté les employeurs n'étaient pas exempts de critiques, surexploitant sans vergogne leurs employés, refusant parfois purement et simplement de les rémunérer lorsque la tâche entreprise était terminée (2). Par ailleurs, des accords parfaitement illégaux étaient parfois conclus entre employeurs et immigrants: certains concessionnaires Européens acceptaient de fermer les yeux sur des vols de bœufs pratiqués par leurs salariés, les protégeant même contre les investigations de la gendarmerie en échange de prestations en travail rémunérées à des taux infimes.

L'administration fut complètement impuissante à régulariser ce marché et à faire appliquer la législation. Les « contrats d'engagement » demeurèrent pratiquement inconnus dans la région. En 1922, il y en eut seulement 22 régulièrement enregistrés dans le district de Moroddava, 12 dans le district de Belo encore ne concernaient-ils exclusivement que des contrats entre Indiens et Antaimoro résidant au chef-lieu du district. Aucun contrat ne fut enregistré à cette époque dans tout le district de Mahabo. On a une idée de l'importance des départs de salariés sans préavis en apprenant qu'en 1933, dans le district tabacole de Miadrivazo, il y eut 100 « désertions » enregistrées sur 3 ou 400 engagements.

Ainsi, les structures d'une économie de marché ont été mises en place dès les débuts de la colonisation, mais leur fonctionnement s'est avéré d'emblée extrême-

(1) Korao: terme générique utilisé sur la côte ouest pour désigner les ethnies du sud-Est de Madagascar: Antaisaka, Antaimoro, Antambahoaka, etc.

(2) Rapport des Services de la main-d'œuvre — Aix 2 D 60.

ment laborieux. Nous allons essayer de mieux comprendre l'origine de ce mauvais fonctionnement en analysant certains aspects de l'impact social de la colonisation à ses débuts.

L'EFFONDREMENT DU SYSTÈME HIÉRARCHIQUE ET L'ÉVOLUTION DES STRUCTURES LIGNAGÈRES

Après l'intermède manqué du Protectorat intérieur, il devint évident que les bases du pouvoir de la chefferie et de la monarchie Sakalava allaient s'effondrer brutalement.

La colonisation porta d'abord atteinte à la clé de ce pouvoir, aux énormes troupeaux de bœufs appartenant au roi et aux principaux chefs. Le troupeau de la reine de Mahabo, intégralement saisi par l'armée française, fut vendu aux enchères. Il en fut de même pour les troupeaux de tous les chefs rebelles, réquisitionnés dans la mesure du possible et redistribués aux villages qui firent les premiers leur soumission, c'est-à-dire aux villages d'esclaves ou de gens défavorisés par les structures traditionnelles. De façon moins drastique mais tout aussi efficace, l'impôt sur les bœufs, perçu à partir de 1912, devait porter un coup définitif aux plus gros troupeaux pour lesquels l'évasion fiscale était particulièrement difficile.

Par ailleurs, la « paix française » rendait hasardeuse les opérations de razzias qui, autrefois, permettaient seules l'accumulation d'un surplus significatif. Certes les vols de bœufs ne disparurent pas complètement — ils sévissent encore aujourd'hui — mais ils furent durement réprimés (une vingtaine de peines capitales prononcées dans le Menabe central entre 1915 et 1930) — et surtout ils prirent une allure « sauvage », devenant des opérations de banditisme récompensant l'audace et la témérité d'un petit nombre d'exécutants plutôt que des opérations militaires organisées au profit des « grands ». Les vols de la période coloniale ne contribuaient plus à la reproduction du pouvoir des grands, même si ceux-ci connaissaient et couvraient parfois les activités de leurs anciens subordonnés.

D'autre part, la colonisation a consacré l'abolition définitive de l'esclavage, mesure lourde de conséquence pour une société qui reposait en grande partie sur l'exploitation du surtravail agricole de la classe servile. Depuis l'occupation Merina, certes, l'esclavage était en déclin : la traite était officiellement abolie et les esclaves Makoa avaient été libérés sur tout le territoire contrôlé par les Merina. En pratique, l'effectif des esclaves ne se renouvelait plus que par le croit, sauf dans certaines régions isolées, comme l'arrière-pays de Maintirano où la « traite des noirs » demeura florissante jusqu'à la fin du siècle. Néanmoins, l'abolition dans un pays où la terre n'était pas rare posa un redoutable problème aux anciennes classes dirigeantes : les anciens esclaves n'eurent aucune difficulté, sans période transitoire, à assurer leurs besoins : ils n'eurent généralement pas, comme en Imerina, à devenir les métayers de leurs anciens maîtres. Pour ces derniers, par contre, inadaptés techniquement et idéologiquement aux tâches agricoles, le renversement fut brutal et l'adaptation laborieuse.

Au niveau des structures lignagères proprement dites, les transformations liées au premier impact colonial résultaient essentiellement de l'effondrement du rôle politico-idéologique joué par le clan. Mais, si le système hiérarchique dans lequel les clans étaient insérés est compromis, le fonctionnement « horizontal » du système n'est nullement atteint.

Les clans perdirent leur cohésion dès que le système hiérarchique cessa de bien fonctionner. Ils continuèrent à servir de référence idéologique mais eurent tendance

à se segmenter en autant d'unités socio-politiques qu'il y avait d'unités de résidence. En d'autres termes le nombre des *Mpitoka hazomanga* eut tendance à se multiplier, chaque segment lignager ayant tendance à ignorer les autres. Ainsi, l'appartenance clanique se mit à moins compter que la résidence. Mais, par ailleurs, les bases économiques du système n'étaient pas remises en cause. Les troupeaux de taille moyenne, au cours de cette première période, ne furent que faiblement gênés par la fiscalité et de très vastes territoires de parcours leur demeuraient accessibles malgré l'attribution des premières concessions à des colons étrangers. Les cultures d'auto-subsistance, à très faible technicité, la cueillette de produits forestiers demeuraient possible malgré la défection des esclaves.

La situation nouvelle offrait même de plus grandes possibilités aux clans de basse ou de moyenne origine sociale qui virent s'élargir considérablement le nombre des clans pouvant entrer en relation matrimoniale avec eux.

En un mot, la colonisation à ses débuts a permis le développement de la contradiction qui opposait aux classes dirigeantes les clans mal placés dans la hiérarchie traditionnelle. Sur les bases du relatif nivellement social ainsi réalisé, le système lignager demeurerait parfaitement apte à se reproduire puisque les fondements de l'activité productive demeuraient sensiblement intacts. Les paysans Sakalava n'avaient donc aucune raison — hormis la contrainte — de sortir de leur système de production pour venir offrir leur force de travail sur le marché de la main-d'œuvre en échange d'une rémunération qui ne représentait aucune signification dans leur système de valeurs.

Le développement d'une petite agriculture marchande dans le cadre lignager

LES FORMES D'APPARITION D'UNE AGRICULTURE MARCHANDE DANS LA SOCIÉTÉ LIGNAGÈRE SAKALAVA

Pour des raisons politiques que nous avons signalées, la colonisation économique du Menabe fut longue à démarrer. Certes, dès les débuts de l'occupation militaire, quelques très grandes concessions furent attribuées à de grandes compagnies de colonisation. Mais il ne s'agissait que de jalons pour une éventuelle exploitation ultérieure puisque sur les 33 000 hectares alors attribués dans la région de Morondava (1), il n'y eut aucun début de mise en valeur avant 1930, et en 1940 un millier d'hectares seulement étaient réellement utilisés.

Le véritable démarrage de l'exploitation économique, à une échelle moins ambitieuse, allait survenir après 1915 avec le grand boom sur les pois du Cap. Alors les bases de l'activité économique traditionnelle allaient être radicalement transformées notamment en ce qui concerne la situation foncière et le statut de la terre.

Au début de la Première Guerre mondiale, les cours du pois du Cap augmentèrent dans des proportions considérables sur la place de Londres. Immédiatement, les sociétés d'import-export de la côte ouest de Madagascar se mirent à offrir des prix relativement élevés aux producteurs locaux. La production crût alors brutalement :

(1) En ce qui concerne les concessions foncières, nous ne prenons en considération que celles situées dans la sous-préfecture de Morondava et dans la partie de la sous-préfecture de Mahabo qui entoure le village de Bezezika. Pour les autres zones, cf. la contribution de B. SCHLEMMER.

de 3 000 tonnes en 1910, elle passa à 6 000 en 1915 et 15 900 en 1918 (ce qui restera d'ailleurs un chiffre record).

Cette augmentation provenait de deux sources. D'abord d'un important contingent d'immigrants Betsileo et Korao, salariés ou métayers de Sakalava ou de colon étranger, mais aussi exploitants directs lorsqu'ils avaient réussi à se procurer des terres.

L'augmentation provenait ensuite d'une petite et moyenne colonisation étrangère qui devait se développer surtout à partir de 1930 en utilisant très largement la main-d'œuvre fournie par les immigrants.

Ainsi, en quelques années, la situation foncière se transforma radicalement dans toute la zone dite des *baiboho* sur les berges des cours d'eau qui traversent le pays. Jusqu'alors, l'accès à la terre ne posait aucun problème: les nouveaux arrivants n'avaient qu'à demander l'autorisation au propriétaire traditionnel qui n'était généralement que le dernier occupant des lieux. S'il n'y avait pas, entre le demandeur et le propriétaire de liens sociaux préexistants (parenté directe, par alliance ou *ziva*), l'autorisation passait presque toujours par la cérémonie de *fatidra* qui créait des liens de parenté fictive. Après quelques années de travail sur place, le nouvel arrivant devenait propriétaire de plein droit.

Les débuts de la riziculture irriguée, apportée par les Merina et les Betsileo, avaient provoqué un premier changement. Les terres irriguables étaient relativement rares et donnaient lieu à d'importants aménagements hydro-agricoles correspondants à d'importantes quantités de travail accumulé. Les propriétaires de rizières — presque exclusivement des colons Merina et Betsileo groupés dans un petit nombre de villages tels Bezezika, Androvabe, Androvakely plus quelques Makoa à Andranoteraka, Antsakamirohaka... — se trouvaient ainsi dans une situation de monopole par rapport aux nouveaux arrivants venus des plateaux. Des formes de métayage et de location ou de ventes foncières apparurent alors entre immigrants anciens et nouveaux. Dans l'ensemble du Menabe, ce particularisme foncier ne concernait que quelques dizaines d'hectares.

Avec le développement des cultures de *baiboho*, de vastes zones, le long des cours d'eau, englobant des terroirs villageois Sakalava tout entier vont être concernées par ce brusque intérêt pour la terre, qui va se traduire par l'apparition d'une rente foncière potentielle au bénéfice des Sakalava « originaires ». Le problème se posait schématiquement de la façon suivante: de forts contingents d'immigrants arrivaient dans le pays et repéraient les zones où la culture de pois du Cap serait possible. Presque toujours celles-ci étaient en friches. Les propriétaires traditionnels jouissaient de droits tout à fait flous car il n'y avait jamais eu de véritable mise en valeur, mais généralement une simple utilisation comme terre de parcours pour le bétail. Le rapport de force ne jouait pas en faveur des immigrants qui acceptaient presque toujours les conditions qui leur étaient imposées. Avant le boom, les propriétaires traditionnels ne se manifestaient généralement pas ou attribuaient gratuitement les terres demandées après l'établissement de liens de *fatidra*. Après le boom, la situation changea radicalement. La fiscalité était devenue lourde pour les Sakalava dans un pays où la monnaie était extrêmement rare. Le métayage devenait, dans ces conditions une solution évidente, d'autant plus facile à mettre en œuvre que les immigrants, se faisant entre eux une forte concurrence, proposaient eux-mêmes cette solution tout à fait courante dans leur pays d'origine.

Deux formules furent généralement pratiquées. Lorsque les terres étaient en friches, la redevance à fournir au propriétaire se limitait au 1/3 de la récolte pendant les pre-

nières années. Si la terre était immédiatement utilisable, la redevance atteignait la moitié de la récolte. Certains accords de gré à gré concernaient la fourniture de semences et d'outils. Quand celle-ci n'était pas effectuée par le bailleur — c'était le cas le plus fréquent — ce dernier s'engageait souvent à payer une partie ou la totalité de l'impôt dû par son métayer.

En définitive, cette nouvelle situation foncière allait dans le même sens que les mesures autoritaires visant à sédentariser la population, les titulaires de droits fonciers ayant tendance à pratiquer une mise en valeur ostensible afin d'éviter par avance des contestations d'autant plus vraisemblables que les véritables droits traditionnels étaient passablement embrouillés.

Avant la Seconde Guerre mondiale, le grand développement agricole lié au pois du Cap n'avait touché qu'une petite partie du Menabe central : le delta de la Morondava, de Mahabo à la mer. Là, en une vingtaine d'années, le paysage rural s'était complètement transformé : la quasi-totalité des terres cultivables avaient été défrichées, des villages d'immigrants s'étaient établis en bordure des concessions européennes ou indiennes, la forêt avait presque complètement disparu, les terroirs villageois s'interpénétraient provoquant d'incessants conflits aggravés encore par les problèmes de cohabitation entre groupes ethniques différents. Avec la forêt, avaient disparu les terrains de parcours traditionnels du bétail Sakalava, indésirable, par ailleurs, dans une région à forte densité de cultures. Dès lors, d'importantes modifications devaient intervenir dans l'occupation de l'espace par les populations Sakalava.

Les Sakalava vivant dans le delta au début de l'époque coloniale semblent avoir réagi principalement de trois façons, en fonction de leur statut et de l'importance de leurs troupeaux.

a Ceux qui pouvaient bénéficier de la rente foncière offerte par les immigrants sont dans l'ensemble restés sur place, s'adaptant tant bien que mal aux nouvelles conditions. Ils sont restés plus aisément lorsqu'ils possédaient peu de bêtes. Dans le cas contraire, les groupes familiaux ont eu tendance à se scinder, une partie restant sur place pour bénéficier de la rente foncière, une autre partie se rendant dans le Nord ou, plus rarement, vers la Maharivo, afin d'assurer l'existence du troupeau.

b Les propriétaires de troupeaux de petite ou moyenne dimension, ne bénéficiant pas directement de la rente foncière, ont eu tendance à se déplacer de quelques kilomètres seulement, s'installant immédiatement au nord du delta, sur la rive droite de la Morondava, fondant ou augmentant les villages de Mangily, Andrenalafotsy, Belobaka... Là, il était encore possible de pratiquer la culture du maïs sur brûlis, à condition d'organiser certaines rotations, et quelques pâturages demeuraient accessibles dans la forêt de Mangily, malgré les énormes concessions attribuées à des étrangers dans la région d'Andranomena-Marofandilia.

c Les propriétaires de troupeaux importants ont migré de façon beaucoup plus radicale, vers la Tsiribihina et la Manambolo, au nord, suivant ainsi la voie des migrations historiques de l'ethnie, ou plus rarement, vers la Maharivo et l'Andrangory au sud. La forêt de Mahaboboky, au sud de la Maharivo, est immense et était encore à l'époque pratiquement inconnue des Européens, permettant d'abriter d'immenses troupeaux loin de tout contrôle fiscal sérieux.

Pourtant, même dans les zones où une activité de type traditionnel avait pu être préservée, d'importantes adaptations se sont imposées. En particulier, pour faire face aux besoins d'argent liés à l'impôt et aux divers achats de produits importés devenus indispensables, les Sakalava se résolvant difficilement à vendre une partie

de leur troupeau n'eurent d'autre alternative que de devenir eux aussi agriculteurs afin de tirer profit de la hausse des prix des produits agricoles. Cela n'allait pas sans problèmes. L'abolition de l'esclavage avait révolutionné les rapports de production, scindant les Sakalava en deux catégories. D'une part, les anciens hommes libres, propriétaires de bœufs et peu enclins à se livrer à des tâches agricoles; d'autre part, les anciens dépendants, démunis de troupeaux, mais familiers des techniques agricoles pré-coloniales. Ces dernières, telles le maïs sur brûlis forestiers, étaient cependant fort différentes des techniques culturales utilisées pour les pois du Cap et la riziculture irriguée. De la sorte, pour les deux catégories, l'adaptation fut difficile. Le problème majeur semble avoir résidé dans la nécessité de définir des formes de coopération qui n'existaient pas dans le système de production traditionnel. Les informateurs, interrogés sur l'histoire des formes de travail dans la région, mentionnent tous les blocages qui apparurent alors. Les solutions différèrent selon qu'il y avait ou non sur place des immigrants déjà coutumiers des formes élargies de coopération agricole. Ces immigrants étaient nombreux dans le delta de la Morondava, assez rares dans la vallée de la Maharivo.

Dans le delta de la Morondava, les Sakalava utilisèrent très largement la force de travail offerte par les immigrants, sous des formes plus ou moins inspirées du métayage. Il y eut, très schématiquement, trois modalités principales:

a des immigrants — surtout Korao — *s'installent dans le pays*, repèrent une terre vierge qui semble n'appartenir à personne, la défrichent. Ce travail achevé, le(s) propriétaire(s) traditionnel(s) se présente(nt) et réclame(nt) une part de la production après avoir démontré la réalité de leurs droits ancestraux. Dès que ces métayers de fait seront repartis, le propriétaire sera en possession d'une terre prête à de nouvelles cultures.

b le propriétaire et l'immigrant passent un contrat verbal de métayage: selon les modalités déjà décrites avec redevance du 1/3 ou de la moitié selon que la terre est ou non défrichée.

c le propriétaire fait appel à des immigrants pour procéder au défrichement mais ne leur confie pas les autres opérations culturales. A titre de rémunération, il paiera leurs impôts et leur remettra une petite redevance, le plus souvent en monnaie, sur le produit récolté. Pour les opérations culturales qui suivent le défrichement, le propriétaire Sakalava utilise une entraide familiale restreinte de type traditionnel. Il peut aussi se faire assister, contre une rémunération qui sera versée au moment de la récolte par des immigrants qui ne sont pas forcément ceux qui ont procédé au défrichement. Ce n'est donc pas encore tout à fait le salariat (la rémunération est souvent en nature et, si elle est en argent, son taux est fonction de la récolte et non de la durée de la prestation), mais ce n'est plus tout à fait du métayage.

Dans la vallée de la Maharivo, où les immigrants étaient rares, il ne fut guère possible de procéder de la sorte. On utilisa là aussi plusieurs types de solutions.

En premier lieu, il existait sur place un petit nombre de concessions Merina ou Betsileo (notamment à Ambohivary, Ambahivahibe, VoloHy) qui pour les travaux importants, recrutaient la seule main-d'œuvre disponible, celle des villages Sakalava alentour. Ce recrutement s'opérait selon les modalités traditionnelles, c'est-à-dire que le planteur Merima ou Betsileo était, généralement lié par le *fatidra* à un notable Sakalava. Celui-ci convoquait les membres de son clan et ses alliés pour effectuer les travaux demandés dans le cadre de grandes festivités calquées sur le modèle des grandes cérémonies communautaires. Le défrichement achevé, il n'était plus nécessaire, les années suivantes, de recourir à d'aussi coûteuses manifestations: la famille du planteur,

celle de sa femme si, comme dans beaucoup de cas il avait épousé une Sakalava, suffisaient amplement aux tâches culturelles ordinaires.

Quelques riches chefs de clan Sakalava s'inspirèrent de cet exemple et procédèrent ainsi dans leur village (ce fut le cas à Befasy, notamment vers 1920) réalisant à leurs frais des défrichements qui profitèrent ensuite à tous les villageois ayant participé au travail.

Dans d'autres cas, il semble y avoir eu de véritables concertations collectives pour décider de la marche à suivre. Des réunions de *Fokon'olona*, notamment à Beleo, eurent lieu sur ce thème et aboutirent à de grandes séances de travail communautaire réalisées, cette fois, sans les festivités traditionnelles. Les zones défrichées étaient ensuite réparties entre les participants avec attribution de droits personnalisés.

Enfin, l'administration coloniale, pour obtenir certaines prestations et corvées avait jugé commode de diviser chaque village en un certain nombre de parties désignées par les villageois du nom de « dodoke ». Chaque « dodoke » fournissait un nombre égal de travailleurs sous la responsabilité d'un chef de dodoke désigné par l'administration et responsable devant elle. La division du village en parties s'opérait selon des critères purement géographiques, sans tenir aucun compte des rapports de parenté. En cas d'inexécution de la tâche fixée, les membres du dodoke étaient frappés de certaines sanctions collectives. Cette institution purement coercitive fut parfois reprise (à Bezeika notamment) pour organiser, librement cette fois, les travaux collectifs indispensables.

Les défrichements achevés, il suffisait, les années suivantes, de recourir à une entraide familiale limitée, telle que la connaissait déjà la société pré-coloniale.

Dans l'ensemble, ce démarrage d'une agriculture Sakalava sédentaire s'effectua dans de fort mauvaises conditions: l'inexpérience des Sakalava en matière de technique agricole, la persistance d'une idéologie ne valorisant pas, loin de là, le travail agricole, l'inadéquation des formes traditionnelles de coopération se prêtant mal aux nouveaux types de culture sont autant de raisons qui contribuent à expliquer ces difficultés. Très souvent, de plus, les Sakalava n'ont pas su ou n'ont pas pu défendre leurs droits fonciers. Plusieurs exemples montrent des propriétaires Sakalava s'endettant auprès de leurs métayers Betsileo, plus besogneux et contraints de donner leur terre en gage (cas du village de Marovoay où toute une partie du terroir est ainsi passée aux mains des immigrants). D'autre part, les Européens et les Indiens ont réussi, dans une large mesure à accaparer les meilleures terres en utilisant les rapports de force mis en place par la colonisation.

LES PRÉLÈVEMENTS OPÉRÉS PAR LE SYSTÈME COLONIAL SUR L'AGRICULTURE MARCHANDE LIGNAGÈRE

Nous avons déjà indiqué comment, par le jeu combiné de la contrainte fiscale et d'un marché des produits relativement rémunérateur, la colonisation avait suscité l'apparition d'une agriculture Sakalava. Le fonctionnement du système mérite que l'on s'y arrête un instant.

L'appareil commercial hérité de la traite était constitué par un ensemble de « maisons » de petite et moyenne dimension se livrant entre elles à une concurrence assez rude, marquée par les surenchères entre les divers intermédiaires de brousse s'efforçant de se procurer parfois très cher des produits encore très rares et fortement demandés par le marché international. Le boom sur les pois du Cap de 1915 à 1918 est le meilleur exemple de cette situation caractérisée par une forte élasticité à la

hausse des prix à la production. Il y eut, en réponse, une forte augmentation des quantités produites, mais il semble que l'on se soit heurté très vite à un seuil au-delà duquel la production n'augmentait plus que très faiblement, voire diminuait: les Sakalava qui ne cherchaient qu'à obtenir l'argent de leurs impôts cessaient de produire dès que cet objectif était atteint; de même, les immigrants au lieu de rester dix ans pour amasser leurs économies, repartaient au bout de cinq années, sans chercher à accumuler un surplus monétaire dont ils n'avaient que faire dans les structures sociales de leurs sociétés.

Le marché, cependant, s'organisa peu à peu. La chute brutale du cours des pois du Cap entre 1920 et 1922 provoqua l'effondrement des maisons les plus vulnérables, laissant la place à un petit nombre de « compagnies » fort solides (1). Cette tendance oligopolistique de la demande s'aggrava encore lorsque les acheteurs passèrent des accords visant à éliminer la concurrence mutuelle, en se partageant le territoire en zones réservées. A partir de cet instant, les prix au producteur purent être maintenus systématiquement bas. Du point de vue de l'économie coloniale et de son souci d'obtenir un surplus commercialisable, ce système élastique à la hausse devenait nettement plus efficace. En pratique, il suffisait d'une hausse des impôts, et surtout, de l'impôt sur les bœufs, pour voir apparaître une production agricole sensiblement supérieure et pour que les défrichements augmentent autour des villages, ainsi qu'en témoignent les « Rapports de tournée » des administrateurs locaux.

Après les pois du Cap, le riz (de 1929 à 1939), le maïs (de 1937 à 1939) connurent des périodes de haute production.

Malgré son amélioration, le système ne permettait encore que des prélèvements médiocres. On tenta d'y remédier en utilisant la contrainte.

Quelques tentatives de cultures obligatoires avaient été effectuées dans les premières années de la colonisation autour de certains postes qui avaient absolument besoin de s'approvisionner sur place. De même, entre les deux guerres, on avait tenté de rendre obligatoire la culture du manioc dans les villages ne faisant pas de pois du Cap. Paradoxalement, il s'agissait d'une incitation à la pratique de cette dernière culture. Malgré les résultats à peu près nuls de ces diverses mesures, la situation de pénurie créée par les événements subis par Madagascar en 1942-1943 (2) amena l'administration à tenter l'expérience dite du « travail minimum »:

« Tout homme valide étant réputé agriculteur, s'il ne justifie d'aucune profession, est tenu à ce titre de cultiver au moins trois hectares de terrain de riz, maïs, arachide ou manioc » (3).

Des contrôles très lourds devaient être effectués par les fonctionnaires d'autorité et par les divers agents des services d'agriculture, astreints à trois semaines de tournées par mois. Les villages étaient collectivement responsables et devaient avoir mis en valeur une « surface minimum » égale au nombre de villageois valides multiplié par 3 hectares.

L'échec fut total et l'expérience ne fut pas renouvelée.

En définitive, le seul mode efficace d'extorsion de surtravail agricole consista, pour la colonisation, à confisquer purement et simplement la rente foncière Sakalava.

(1) Entre 1925 et 1930, il n'y a plus à Morondava que 3 puis 2 indiens importants, la puissante Compagnie lyonnaise de Madagascar et 3 puis 2 sociétés européennes.

(2) Occupation de l'île par les troupes britanniques.

(3) Rapp. circonscription agricole Morondava 1943. Archives Aix 2 D 177.

L'utilisation unilatérale de la législation foncière française permit très légalement aux colons qui le désiraient de s'approprier d'importantes surfaces de bonnes terres appartenant jusque là à des Sakalava ou, beaucoup plus rarement à des immigrants Betsileo ou Merina anciennement installés dans le pays. Le plus souvent, il n'y avait d'autre contrepartie qu'une modeste somme à verser au Service des Domaines avec les plus grandes facilités de paiement. Les formes légales, pourtant très bienveillantes pour les colons, puisqu'elles ne reconnaissent le droit traditionnel que lorsqu'il n'entraîne pas en conflit avec des prétentions émanant d'Européens ou « assimilés », furent très souvent dédaignées, suscitant un climat de dol et de violence dont les autochtones furent toujours les victimes. Dans la crainte des conséquences politiques pouvant résulter d'exagérations trop manifestes, l'administration dut tant bien que mal tenter de réfréner les appétits de certains colons, entrant avec ces derniers en d'incessants conflits.

Le tableau ci-dessous donne un bref raccourci du problème (1).

MODE D'ACQUISITION PAR DES NON-MALGACHES DE TERRES APPARTENANT AUPARAVANT A DES SAKALAVA EN FONCTION DE LA DATE D'IMMATRICULATION PAR LE NOUVEAU PROPRIÉTAIRE

	Avant 1920		1920 1929		1930 1939		1940 1953		Date inconnue		Total	
	Nb	Surface	Nb	Surface	Nb	Surface	Nb	Surface	Nb	Surface	Nb	Surface
Saisie d'un débiteur	2	54	7	126	5	50	4	142			18	372
Occupation de fait sans accord des Fokon'olona	5	32 903					2	3 044			7	35 947
Exactions diverses (2)	1	48	2	21	13	783	7	868	1	11	24	1 731
Accords passés avec le ou les Fokon'olona					2	107					2	107
Achat dans les formes régulières	1	8	1	84	3	89	4	93			9	274
Total	9	33 013	10	231	23	1 029	17	4 147	1	11	60	38 431

(2) Les principales exactions relevées sont: achat dans des conditions nettement dolosives, dépassement — lors de l'immatriculation — des limites régulièrement attribuées par le vendeur ou le cédant, accord passé avec un individu isolé alors qu'il s'agissait d'une propriété collective.

On remarque immédiatement que 11 immatriculations sur 60 représentant à peine 1% des surfaces ont été effectuées dans des conditions régulières. L'atteinte ainsi portée au domaine foncier des Sakalava du delta est considérable. Certains terroirs villageois tels ceux de Tsimahavo, Antsakoameloka, Ampasy... ont été amputés de 60 à 75% de leurs meilleurs terres.

Les nouveaux propriétaires n'étaient généralement pas des professionnels de l'agriculture, mais des commerçants ou de simples aventuriers. Pour recruter la main-d'œuvre dont ils avaient besoin, ils eurent recours à peu près exclusivement au

(1) Nous rappelons que les chiffres indiqués ne concernent que la sous-préfecture de Morondava et une très petite partie de celle de Mahabo. Les chiffres indiqués auraient été fortement multipliés si les sous-préfectures de Miandrivazo et de Belo/Tsiribihina avaient pu être prises en considération, ces deux dernières ayant été fortement touchées par la fièvre du tabac.

métayage, déjà bien connu dans le pays et qui autorisait un absentéisme à peu près total du propriétaire, celui-ci n'intervenant qu'au moment du recrutement de nouveaux métayers et lors du partage de la récolte. A de rares exceptions près le bailleur ne procédait à aucune amélioration technique, et ne fournissait que les outils les plus rudimentaires. Quant aux divers travaux d'infrastructure hydro-agricole ils ne furent à peu près jamais effectués par la colonisation: le réseau principal des canaux fut entrepris par l'administration utilisant le main-d'œuvre villageoise sous forme de prestations; les réseaux secondaires étaient dus à l'initiative de ces mêmes villageois. Ces systèmes d'irrigation fonctionnèrent d'ailleurs très mal (ensablement des canaux, assèchement des bras de rivière sur lesquels les prises d'eau étaient placés) et engloutirent un nombre extraordinaire de journées de travail, sans résultat durable.

Les Sakalava expropriés n'eurent d'autres ressources, dans de nombreux cas, que de se placer comme métayers chez le nouveau propriétaire continuant à travailler selon les mêmes formes de coopération familiales qu'auparavant. Tous ceux qui le purent, cependant, préférèrent soit s'exiler, soit vivre avec les terres qui restaient encore, de sorte que les colons durent avoir largement recours à des métayers Korao qui offraient l'avantage d'être fort peu exigeants. Le tableau ci-dessous indique l'ethnie des paysans mettant en valeur pour le compte de non-malgaches les terres anciennement appropriées par des Sakalava (en nombre de chefs de famille).

	<i>Métayers</i>	<i>Journaliers</i>	<i>Gardiens saliariés</i>	<i>Total</i>	<i>%</i>
Sakalava	146	—	5	151	30,5
Korao	279	30	—	309	62,5
Betsileo	19	—	1	20	} 7
Autres immigrants	13	—	1	14	
Total	457	30	7	494	100

Ce tableau a été établi à partir des renseignements concernant 32 concessions ayant fourni des résultats exploitables; le chiffre retenu concerne les travailleurs en place dans l'année qui a suivi l'immatriculation.

Il s'agissait donc d'un système purement parasitaire puisqu'une bonne partie des terres concernées étaient déjà exploitées et que les autres, sous l'effet de la pression démographique, l'auraient été à leur tour dans les années suivantes. Le paysan était contraint de travailler deux fois plus (il s'agit presque toujours d'un métayage à moitié) pour maintenir son niveau d'auto-consommation, la contre-partie monétaire du surplus prélevé étant consacrée à des dépenses improductives (luxe du train de vie des colons européens) dont une bonne partie, d'ailleurs, était effectuée hors de Madagascar. Les améliorations de productivité amenées par le système furent insignifiantes. Il fallut attendre 1933 pour voir trois charrues arriver à Mahabo et si, quelques tracteurs sont signalés dans les grandes concessions de la Tsiribihina, les premiers n'arriveront dans la région de Morondava qu'après la Seconde Guerre mondiale.

Vers un nouvel équilibre faiblement dynamique

Au terme de l'époque coloniale, proprement dite, vers la fin de la Seconde Guerre mondiale, la société Sakalava semble s'acheminer vers un nouvel équilibre profondément différent de celui qu'elle connaissait à l'époque monarchique.

Les bases du nouvel équilibre résident dans une situation économique inédite, caractérisée par :

- la capacité du système à assurer sa propre subsistance, malgré les interférences de l'économie coloniale;
- la faiblesse des processus de différenciation économique qui — s'ils existent — ne peuvent déboucher sur des mécanismes auto-cumulatifs.

UNE SOCIÉTÉ SAKALAVA PEU DIFFÉRENCIÉE ET AUTO-SUFFISANTE

Les sources de la richesse sont d'une part la terre et la production agricole, d'autre part, comme autrefois, les bœufs. Nous allons voir que le nouveau contexte socio-économique interdit le développement d'une différenciation importante de ces types de richesses.

En ce qui concerne les terres, il importe de distinguer les zones en fonction de l'intensité du peuplement.

Le long de la Maharivo, par exemple, où la densité humaine est faible et où la terre continue à n'être pas rare, la propriété foncière n'est toujours pas, à l'heure actuelle, un facteur significatif de différenciation économique. L'essentiel des rapports de coopération s'exerçant à l'intérieur du segment de lignage, on s'aperçoit tout simplement que chacune de ces unités de production met en culture une surface sensiblement proportionnelle au nombre d'actifs qui la composent. Les observations faites sur ce point à Tanandava-Lavaravy, Befasy, Beleo sont extrêmement nettes,

Dans le delta de la Morondava, plus peuplé, la situation est radicalement différente. En quelques années, de 1910 à 1935 principalement, les Sakalava s'y sont vus exproprier de leurs meilleurs terres au profit de colons européens, de commerçants indiens, mais aussi parfois d'anciens esclaves Makoa ou de métayers Betsileo. L'immatriculation a très largement permis ce changement de propriété. Bien que cette procédure leur fût aussi ouverte, les Sakalava n'y ont eu recours que de façon tout à fait exceptionnelle, ainsi qu'en témoigne le tableau suivant :

TERRES IMMATRICULÉES PAR DES SAKALAVA MASIKORO AVANT 1950 DANS LA SOUS-PRÉFECTURE DE MORONDAVA (PLUS UNE PARTIE DE LA SOUS-PRÉFECTURE DE MAHABO)

	<i>Terres immatriculées par des Sakalava Masikoro</i>		<i>Surfaces totales immatriculées (2)</i>	<i>% (1)/(2)</i>
	<i>Nombre</i>	<i>Surface (1)</i>		
Avant 1930	1	16 ha	34 090 ha	—
1930-1934	16	675 ha	2 617 ha	31
1935-1939	8	143 ha		
1940-1944	3	16 ha	1 838 ha	2
1945-1949	4	36 ha		
Total avant 1950	32	886 ha	38 545 ha	2.2

Ces 886 hectares constituent évidemment une proportion infime de l'ensemble des terres appartenant à des Sakalava dans la région. Les quelques demandes d'immatriculation effectuées par des Sakalava l'ont été dans trois types de circonstances:

— lorsque le terroir villageois était l'objet de convoitises trop pressantes de la part d'immigrants ayant déjà des attaches familiales sur place et donc le droit d'émettre certaines prétentions fondées sur le droit traditionnel; ce fut souvent le cas dans les villages ayant depuis longtemps accueilli des immigrants comme Bezezika, Bemanonga et les villages de la périphérie de Morondava;

— lorsque à la mort d'un propriétaire traditionnel, sa succession provoquait des contestations que les instances traditionnelles ne parvenaient pas à trancher, il arriva fréquemment que l'une des parties fût amenée à requérir l'immatriculation, aggravant d'ailleurs ainsi le conflit en cours;

— si le propriétaire désirait s'endetter auprès d'un étranger, il était fréquemment poussé par son créancier à demander l'immatriculation de la terre servant de gage.

Dans les faits, avant 1950, les demandes d'immatriculation émanant de Sakalava demeurèrent tout à fait exceptionnelles. Surtout, on ne peut pas dire que la procédure ait permis à une quelconque catégorie Sakalava (notables, commerçants...) de déboucher sur des formes significatives d'inégalités foncières (1). A l'heure actuelle, ces inégalités demeurent faibles au sein des villages Sakalava, même dans le delta. D'une part, en effet, il ne peut y avoir de gens vraiment démunis de terre, car il est toujours possible de migrer à courte distance vers des zones où l'accès à la terre est aisé. Nous avons ainsi retrouvé la trace de plusieurs ménages résidant autrefois dans les villages de la périphérie de Morondava et qui, expropriés sans contrepartie dans les années 30, s'étaient seulement déplacés de quelques kilomètres vers le Nord pour retrouver, autour de Mangily, des baiboho à peu près équivalents à ceux qu'ils avaient perdu. Cette circonstance explique largement la faible combativité apportée par certains Sakalava à la défense de droits pourtant évidents. Il leur paraissait plus simple de se déplacer de quelques kilomètres que de se lancer dans des procédures juridiques perdues d'avance.

D'autre part, il est clair que dans l'idéologie Sakalava traditionnelle, la terre ne possède qu'une valeur très modeste: dans ce contexte, il serait totalement aberrant de vendre une partie de son troupeau pour acquérir, par exemple, des rizières, même si d'un point de vue de pure rationalité économique l'opération pouvait s'avérer rentable. Les « riches » Sakalava ont pour souci majeur d'augmenter la taille de leur troupeau; c'est à cet objectif qu'ils utiliseront d'éventuels surplus monétaires.

Malgré cette faible différenciation foncière, l'existence de surplus agricoles d'intensité inégale demeure évidemment possible. Pourtant, ces éventuels surplus ne débouchent sur aucune accumulation significative.

— *les surplus en produits agricoles* (produits refusés par le collecteur) ont eu pour principale conséquence de changer quelque peu les habitudes de consommation: les pois du Cap et l'arachide ont ainsi pris une petite place dans l'alimentation du Sakalava; le riz, fort rare à l'époque pré-coloniale, est apprécié quand, après la récolte, les greniers en sont abondamment pourvus. Lorsqu'il n'y en a plus, on revient sans difficulté ni frustration apparente au maïs, au manioc et au tavolo.

(1) Si cette remarque est vraie pour les Sakalava Masikoro (les Sakalava de l'intérieur) elle l'est beaucoup moins pour les Vezo (les Sakalava de la mer) dont certains clans réussirent à cette époque à se tailler d'importants domaines fonciers.

— *Le surplus monétaire après impôts*, était faible par définition, puisqu'on ne pratiquait des cultures commerciales que pour faire face à cette dépense; mais une récolte exceptionnelle demeurait possible. On utilisait alors la monnaie disponible de deux manières:

- une partie était dilapidée, le jour même de la vente des produits, en alcool et en petits achats divers;
- le reste pouvait être thésaurisé sous forme de petits bijoux, dents en or ou *sajoa* (cruches en cuivre d'importation indienne); il s'agissait effectivement d'une thésaurisation en vue de parer à des besoins monétaires imprévus, car ces biens n'étaient inclus dans aucune circulation cérémonielle.

Si le surplus monétaire était réellement d'une importance exceptionnelle, il pouvait servir à acheter des bœufs. Mais le taux de l'échange de ceux-ci contre les produits agricoles leur était nettement défavorables en raison de la rareté relative des bêtes mises sur la marché. Il n'était donc guère possible, sauf cas tout à fait exceptionnel de compter sur ce moyen pour modifier de façon significative la taille d'un troupeau.

Pourtant, la colonisation n'a pas fait diminuer la passion des Sakalava pour les bœufs, ainsi qu'en témoigne cette interview recueillie dans la région en 1964 par G. Roy:

« L'argent cela passe dans votre poche aujourd'hui, demain c'est ailleurs. Il ne laisse ni marque ni couleur. Les bœufs nous permettent de conserver le « *sofindrazana* ». Et cette marque a d'autant plus de valeur qu'il y a plus de bœufs dans le parc portant cette marque. On dira: « Ah, un tel n'est pas mort. On lui a porté un grand nombre de bœufs portant sa marque pour telle cérémonie ». Mais avec l'argent, on ne peut faire la marque d'oreille des ancêtres et quand on a des milliers de billets, cela ne se voit pas et ne rend pas hommage aux ancêtres dont on a hérité la marque. Grâce aux bœufs, la marque des ancêtres est immortelle. Même si on achète une vache déjà marquée, on attend qu'elle mette bas et on fait porter aux petits la même marque que celle des ancêtres et non celle que porte la vache-mère... Pour toute autre chose, l'argent peut bien remplacer les bœufs sauf en ce qui concerne les ancêtres... C'est pourquoi, tant que nous invoquerons les morts, les bœufs ne disparaîtront pas d'ici... » Et plus loin: « Nous, paysans, nous préférons le bœuf à l'argent, parce que le bœuf est honneur (*voninahitra*), parure (*haingo*), protection (*fiarovana*) et moyen de travail (*fiasana*) » (1).

Malgré l'attrait qu'ils continuent à représenter pour les Sakalava, les bœufs ne peuvent être accumulés qu'en quantités limitées. Les Sakalava, nous venons de le voir, n'ont qu'un accès très médiocre à la monnaie. De plus si les vols de bœufs sont loin d'avoir disparu, il n'est pas question, par ce moyen, de constituer un troupeau important que l'on pourrait exhiber au grand jour: les bêtes volées sont presque toujours vendues, à bas prix, à des intermédiaires marrons — souvent des Antandroy ou des maquignons Merina.

Pour cette raison, mais aussi parce que les groupes de parenté ont tendance à ne plus exister que sous la forme de simples segments de lignage, les grands troupeaux ont peu à peu complètement disparu dans le Menabe central. En 1972, le village

(1) G. Roy: Recueil d'interviews réalisées en 1964 dans les villages de migrants (région de Morondava). ORSTOM — Tananarive 1964. L'interview citée a été recueillie dans le village Sakalava de Belobaka.

de Beleo, considéré comme assez riche en bœufs, en comptait environ 1 500 répartis en une vingtaine de troupeaux indépendants, soit une moyenne d'environ 10 bêtes par ménage, de 50 à 60 par segment de lignage. L'enquête PNUD-FAO pour le delta de la Morondava arrivait à un chiffre moyen très comparable: 11 bœufs par exploitation.

Mais, dans cette société Sakalava peu différenciée, à accumulation faible ou nulle, il n'y avait, à l'inverse, aucune évolution dans le sens d'une paupérisation. Les terres — nous l'avons déjà indiqué — n'étaient toujours pas rares. Au sud de la Maharivo comme au nord de la Tsiribihina, demeuraient d'immenses terrains de parcours pour le bétail. Une importante évasion fiscale restait toujours possible pour les troupeaux de petite ou moyenne dimension, car d'énormes espaces demeuraient largement sous-contrôlés par l'administration. Enfin, la disette était inconnue, car la forêt, toujours proche, offrait ses possibilités de cueillette, de chasse ou de piégeage.

LES FORMES SOCIALES DU NOUVEL ÉQUILIBRE

A la fin de l'époque coloniale, l'atomisation des groupes de parenté, amorcée dès les débuts de la colonisation, n'a cessé de s'aggraver. Le clan a définitivement cessé de constituer une unité opérationnelle, bien que l'on continue constamment de se référer à son contenu idéologique. Il n'existe plus de circonstances permettant la réunion de l'ensemble des membres d'un même clan; la plupart de ces derniers ne se connaissent d'ailleurs plus et n'ont plus en commun qu'un certain nombre de traditions orales et d'interdits, une marque d'oreille identique pour leurs bœufs et le nom de leur clan.

Les groupes territoriaux, les communautés villageoises, sont composés désormais de la juxtaposition de micro-lignages. A la tête de chacun d'eux demeure toujours un Mpitoka; il n'a rien perdu de ses attributions cérémonielles, mais il ne contrôle plus qu'un nombre infime de ménages. Pour avoir une idée de l'ampleur de ce processus de décomposition des clans, nous pouvons signaler qu'en 1972 (une trentaine d'années, il est vrai après le terme de la période coloniale, mais le mouvement ne s'est guère accéléré) chaque Mpitoka contrôlait en moyenne 6,5 ménages à Befasy (vallée de la Maharivo), 5,7 à Tsimahavao et 5 à Antsakoameloka, à la périphérie de la ville de Morondava. Nous avons recensé plusieurs Mpitoka dont ne dépendaient que 2 à 3 ménages.

Ces segments se scindent facilement, au gré des circonstances, celui ou ceux qui parte(nt) devenant le(s) Mpitoka du nouveau sous-segment.

En fait, de plus en plus les rapports sociaux quotidiens s'établissent sur la base dominante des rapports de résidence. Le phénomène apparaît avec netteté au niveau des unités cérémonielles autrefois exclusivement construites sur des critères familiaux. D'une part, lors des cérémonies importantes — toujours organisées à l'initiative d'un Mpitoka déterminé — les « voisins » sont aussi systématiquement invités que les proches des unités cérémonielles autrefois exclusivement sur des critères familiaux. D'une part, lors des cérémonies importantes — toujours organisées à l'initiative d'un Mpitoka déterminé — les « voisins » sont aussi systématiquement invités que les proches parents et le regroupement des assistants pendant la cérémonie est effectué selon des critères géographiques; de même, les contributions sont apportées par les invités au nom de tel village, et non plus au nom de tel clan.

De plus, on voit apparaître certaines cérémonies qui, si elles ne sont pas entiè-

rement inédites, n'en présentent pas moins des caractères entièrement nouveaux. Le « tonin tanana », par exemple, concerne explicitement la communauté villageoise en tant que telle: il s'agit par des rites de purification, d'écarter de la communauté un certain nombre de dangers provenant d'influences néfastes.

Cette restructuration des rapports sociaux s'exprime par une crise sérieuse au niveau des rapports de production. Les Sakalava acceptent très difficilement de travailler pour le compte d'autres Sakalava, s'il n'y a pas entre eux de rapports de parenté, les rapports ainsi établis étant considérés comme la résurrection des rapports qui existaient entre maîtres et esclaves. Comme les groupes de parenté proprement dits sont réduits à leur plus simple expression, il arrive très fréquemment qu'un paysan Sakalava ait besoin d'un complément de main-d'œuvre. Pratiquement, il devra s'adresser à des immigrants qui accepteront seuls de travailler pour un salaire. A l'inverse, un Sakalava ayant un besoin pressant d'argent et ne pouvant s'en procurer par d'autres moyens, acceptera à la rigueur de se salarier, mais seulement chez un étranger, indien ou européen ou, à l'extrême rigueur, chez un immigrant, loin de ses rapports communautaires quotidiens. De toute façon, il faudra une situation extrêmement critique pour que le Sakalava en soit réduit à cette extrémité et il tentera d'y mettre un terme au plus vite.

Dans le même sens, les propriétaires terriens Sakalava recruteront des métayers chez les immigrants Betsileo ou Koroa bien plus facilement que parmi les membres de leur ethnie.

Dans le cadre de ces rapports inter-Sakalava, la recherche du prestige social continue à passer par la possession de bœufs nombreux, mais la richesse en bœufs n'est plus que faiblement articulée aux mécanismes réels de reproduction du pouvoir. Les bœufs sont devenus une sorte de « cul de sac social »: ils ne constituent pas un moyen de production sauf pour les riziculteurs qui les utilisent au piétinage, ils ne sont pas commercialisés de façon régulière puisque l'idéologie dominante attache infiniment plus de valeur à la richesse en bœufs qu'à celle en monnaie, ils ont cessé d'être un instrument de surenchère permettant aux groupes « riches » de s'assurer une descendance plus nombreuse que les autres... Pourtant, par fidélité à une idéologie dominante qui n'a pas eu le temps de s'adapter, les bœufs continuent à constituer le mode dominant d'accumulation.

La situation ainsi définie est éminemment peu « dynamique » au sens qu'accorde à ce terme l'idéologie du « développement ». L'articulation entre les systèmes économiques colonial et Sakalava lignager étaient alors réduits à leur plus simple expression. Pour ce dernier, les problèmes de coexistence étaient en fin de compte de deux ordres:

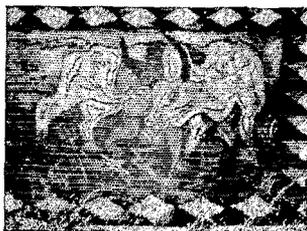
— il a souvent été nécessaire de changer de place pour continuer à mener la même vie que par le passé;

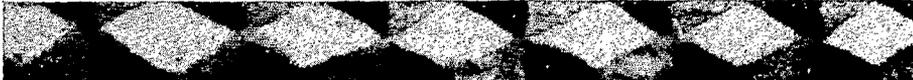
— pour acquérir les jetons monétaires, il a fallu se résigner à pratiquer un minimum de cultures commerciales ne jouant qu'un rôle tout à fait marginal, dans les temps de travaux ainsi que dans l'ensemble des activités sociales.

Tout se passe comme s'il y avait eu simple juxtaposition des sociétés Sakalava et coloniale, chacune d'entre elles campant sur ses positions. La société coloniale s'est contentée de prélever sans effort, sans investissement et sans risque les fruits modestes d'un certain surtravail imposé par la contrainte à la population Sakalava. Cette dernière n'avait aucune raison de chercher à s'intégrer davantage dans les rapports marchands puisque ses besoins étaient assurés de façon satisfaisante dans le cadre « traditionnel ».

C'est dans cette auto-suffisance de la société Sakalava et dans l'aspect rudimentaire de cette articulation avec le système économique colonial qu'il faut sans doute chercher les raisons de la « carence » de la main-d'œuvre Sakalava qui tout au long de l'époque coloniale dédaigne avec une égale conviction les incitations du marché, provoquant le fiasco des ambitieux projets de colonisation agricole élaborés au début du siècle.

Paris, mai 1974





BERNARD SCHLEMMER

CONQUÊTE ET COLONISATION DU MENABE: UNE ANALYSE DE LA POLITIQUE GALLIENI

A la fin du XIX^e siècle, la monarchie merina était la puissance dominante de Madagascar; elle avait colonisé la plus grande partie de l'île, et les quelques royaumes indépendants qui subsistaient ne constituaient plus, en aucune façon, des puissances rivales. Pour l'impérialisme français, la conquête de la Grande Ile, c'était la destruction de l'hégémonie merina.

En 1896, lorsque Galliéni débarqua à Madagascar — déclarée possession française — sa première tâche était de vaincre les mouvements insurrectionnels qui soulevaient les populations d'Imerina. Le reste de l'île, alors, ne bougeait pas.

« Nous ne pouvons songer à tenir tous les points de Madagascar. Il faudrait, pour cela, engager des forces et des dépenses hors de proportion avec les résultats cherchés (...) Notre première préoccupation est de rétablir l'ordre en Emyrne (1) (...) C'est donc surtout par les moyens politiques (...) que nos administrateurs de la côte (...) devront atteindre le but assigné à leurs efforts (2). »

écrivait-il deux mois à peine après son arrivée, exposant déjà les grandes lignes de la politique qu'il comptait mener pour organiser administrativement le pays. L'expression qui en résumait l'essentiel est celle de « politique des races », qui fixait le moyen général — s'appuyer sur les chefferies locales — de répondre à un triple objectif:

- (a) isoler et réduire l'ennemi principal, le pouvoir centralisé merina;
- (b) favoriser contre lui l'autonomie politique des grandes régions de l'île, selon le principe « diviser pour régner »;
- (c) profiter de cette autonomie pour effectuer la colonisation aux moindres frais.

Pour les pays Sakalava, cette politique se traduira par la mise en place de protectorats intérieurs, à la tête desquels furent placés — dans la mesure où cela fut possible — les souverains des dynasties régnantes à la veille de la conquête et, à tous les niveaux de la nouvelle hiérarchie administrative, les personnages dominants de la hiérarchie socio-politique des anciens royaumes considérés.

(1) Orthographe alors en usage pour: Imerina (B.S.).

(2) *Résidence générale*, n° 254, *Instructions politiques spéciales au Résident de Majunga*, oct. 1896. Arch. de la division navale de l'océan Indien, 4 C 5, 60 A.

Les deux grands royaumes sakalava, le Boina et le Menabe, ne présentaient pas le même intérêt aux yeux de la colonisation française: autant le Boina, au Nord-Ouest, faisait l'objet de toutes les convoitises, autant le Menabe, à l'Ouest, était méconnu et dédaigné. La politique Galliéni aura donc, selon le type de colonisation qui va s'articuler avec elle, des effets qui différeront progressivement. Mais il reste qu'elle explique certaines caractéristiques communes de l'articulation économique de ces pays avec le capitalisme qui va s'y instaurer. C'est pourquoi il nous a paru utile de proposer, comme contribution à ce travail, une étude concrète de l'application de cette politique, dans le cas du Menabe.

La conquête du Menabe débuta en 1897, après que l'on se soit solidement assuré de l'occupation des hauts-plateaux. Les premières opérations militaires rendirent immédiatement les projets initiaux de Galliéni irréalisables, au moins dans l'immédiat: le roi du Menabe, Toera, et ses principaux chefs, réunis à Ambiky, s'apprétaient à rendre les armes; le commandant Gérard qui dirigeait les opérations préféra, plutôt que d'accepter cette soumission, frapper un grand coup, espérant sans doute impressionner les Sakalava et en finir immédiatement avec la phase militaire de la pacification; il profita donc de ces dispositions favorables pour investir la place durant la nuit, et massacrer tous les Sakalava qui ne purent s'enfuir, y compris le roi Toera.

« On connaît les événements. Toera trouve à Ambiky une mort qui n'est pas sans grandeur; elle a, en quelque sorte, idéalisé sa mémoire au plus intime de l'âme sakalava et ce souvenir a eu beaucoup d'influence sur les soulèvements qui suivirent. Ceux qui ont le mieux connu le défunt roi affirment sa volonté de cesser rapidement une guerre dans laquelle il se sentait vaincu à l'avance, et, loyal, généreux, bienveillant aux étrangers établis dans son petit royaume, il eût peut-être été notre meilleur et plus efficace allié (1) ».

Pourtant, dans la ligne, malgré tout poursuivie, de la politique envisagée par Galliéni, l'idée d'une alliance possible avec des chefs Sakalava (au sein de laquelle leur rôle serait de cautionner les décisions de l'administration française) fut mise en œuvre, alors même que l'on venait de sacrifier celui que l'on reconnaîtra comme le meilleur d'entre eux, c'est-à-dire la plus apte à imposer à tous la nécessaire soumission. En toute hâte, sans encore bien connaître le pays, sans indication politique suffisante ni perception des motivations profondes de la résistance sakalava, avec seulement quelques éléments épars d'appréciation quant à la hiérarchie politique au Menabe, le commandant Gérard instaura un système de gouvernement indirect.

« La prise d'Ambiky avait eu un immense retentissement dans toute la région; des soumissions nombreuses s'étaient produites dès le lendemain de l'affaire et beaucoup de fusils avaient été rendus; toutes les reconnaissances avaient sillonné la région sans être inquiétées. On pouvait considérer la résistance comme brisée dans la vallée de la Tsiribihina, qu'il était dès lors urgent d'organiser administrativement. Il fallait donc choisir et faire accepter par les populations des chefs ayant assez d'autorité sur elles pour pouvoir maintenir l'ordre ou être rendus responsables des troubles qui pourraient survenir, assez dévoués pour qu'on pût compter sur eux dans l'œuvre de colonisation que nous allions entreprendre. Quel serait le successeur du roi Toera, tué le 30 août? Quelques années avant notre arrivée tout le Menabe central obéissait à Torea, mais son frère et ennemi Inguerezza n'avait pas

(1) *Rapport du capitaine Gramont, commandant le secteur nord de la Tsiribihina sur l'organisation du Menabe en protectorat intérieur au profit de Toera. Serinam, le 15-12-1903, archives nationales malgaches, Affaires politiques (désormais en abrégé Arch. Nat. Malg., Aff. Po.) D 459.*

tardé, à la suite de guerres nombreuses, à lui arracher et à gouverner sans contrôle le pays au sud de la Tsiribihina. Inguerezza avait, à différentes reprises, donné des preuves de son dévouement à la France; de plus, il se rattachait par sa mère à la race maquois (1), laborieuse et sédentaire, que nous venions d'arracher à l'esclavage sous lequel la tenaient les Sakalava. Le commandant Gérard fit appel à son concours, qu'il s'empressa d'accorder. En conséquence, Inguerezza fut nommé chef du Menabe central, dont fut distraite la vallée du Manambolo, réservée à un chef à désigner ultérieurement, ceci pour ne pas donner trop d'importance à Inguerezza (2) ».

Bien sûr, la tentative était vouée à l'échec.

Non seulement l'insuffisante connaissance du pays, de l'organisation du royaume, des règles et des valeurs qui y prévalaient ne permettait ni d'agir avec discernement, ni de rattraper l'erreur d'Ambiky en proposant aux Sakalava, dans un comportement qui leur fût compréhensible, un autre visage de la France. Nous verrons que les chefs militaires comprendront par la suite les erreurs qu'ils commirent: il ne s'agira plus de « choisir et faire accepter par les populations » les chefs que l'on comptait utiliser pour administrer le pays — comme on vient de le lire — mais, au contraire, de chercher quels étaient les chefs acceptés par les populations, et leur « faire choisir » entre la collaboration ou l'élimination.

Mais ce qui, surtout, vouait la tentative à l'échec, c'est que les circonstances mêmes de la mort de Toera, de par la cruauté gratuite et l'incroyable déloyauté dont avait usé le commandement français (3), ne pouvaient qu'affermir les Sakalava dans leur volonté désespérée de résister à l'envahisseur. Cette monumentale erreur politique — condamnée par Galliéni (4) — ne pouvait manquer d'entraîner le soulèvement général du pays. Moins d'un mois après la nomination d'Ingerenza (5), comme « chef du Menabe central », la résistance, bien organisée, sous commandement unifié, et dont l'efficacité militaire n'était pas à négliger, embrasait tout le Menabe. Elle, qu'on avait rêvé de briser dans l'œuf, se poursuivra pendant six longues années, jusqu'en 1902. Les troupes françaises furent contraintes à mener une véritable guerre « de pacification », et à administrer elles-mêmes les régions qu'elles pouvaient tenir.

La vigueur et l'opiniâtreté de la résistance nécessitèrent donc une réaction militaire d'une certaine envergure, impliquant qu'on y consacra toute son énergie.

Pour autant, les préoccupations politiques restaient toujours présentes. Dès que se dessina, au cours de l'année 1900, un mouvement de reddition parmi les principaux chefs rebelles, le commandant du Territoire Sakalava se repose la question de l'organisation politico-administrative dont le pays devrait être doté. Il semble — mais nous n'avons pas pu trouver d'archives permettant de l'affirmer avec une

(1) *Maquois*: i.e. makoa, terme désignant la population d'origine africaine importée comme esclave dans le Menabe.

(2) Capitaine CONDAMY, *la conquête du Menabe à Madagascar (1897-1900)*; une *méthode de guerre coloniale*, Paris, H. Charles-Lavauzelle, ed., 1904, pp. 63-64.

(3) Cruauté gratuite et déloyauté incroyable s'entend: aux yeux des Sakalava; c'est-à-dire bien plus qu'à nos yeux d'Européens, quel que soit le jugement moral que l'on porte personnellement sur l'affaire; car, de même que les auteurs rapportent des pratiques des rois sakalava qui, pour nous, sont d'une cruauté proprement aberrantes, de même est-il, pour les sakalava, non seulement cruel, mais proprement aberrant que de massacrer tant d'ennemis, alors que pour eux traditionnellement, un combat guerrier s'arrête pratiquement au premier sang.

(4) « Pire qu'un crime, une faute! » pourra-t-il suggérer. Cf. *Lettres de Madagascar*, cité par H. DESCHAMPS et P. CHAUVET, *Galliéni pacificateur P.U.F.*, Paris, 1949; p. 260.

(5) Ingerenza, orthographié à cette époque: *Inguerezza*.

totale certitude — que parmi les autorités, ce fut Galliéni seul qui souhaite, dès le début, un système de gouvernement indirect pour le pays sakalava, ce qui fut mal accepté ou peu compris à l'époque, par les responsables locaux. En effet, en avril 1900, tout en conduisant lui-même les opérations sur place, le commandant du Territoire Sakalava écrivait au gouvernement général :

« Le lieutenant-colonel Prud-homme expose à Havana (1) l'organisation que *vous avez l'intention* (2) de donner au Menabe, savoir *Kamamy comme roi* (3), avec un certain nombre de gouverneurs pour l'assister, ayant tous des soldes payées par nous (4). »

Puis, il exposait quel pourrait être, selon lui, l'organisation politico-territoriale future, mais reconnaissait être dans l'incapacité de rien proposer, concernant les bases politico-administratives concrètes de celle-ci, qui fut un tant soit peu élaboré; il n'avait fait que donner l'ordre à ses commandants de cercles de rassembler tous les renseignements qui pourraient être utilisés à ce sujet.

Dans sa réponse à cette lettre, Galliéni précisait sans ambiguïté sa pensée :

« Il faut partir de ce principe, qu'en pays Sakalava, l'action du gouvernement ne doit s'exercer que par l'intermédiaire des chefs héréditaires, soit des chefs politiques, soit des chefs religieux suivant les cas. Pour que notre domination soit durable et que la pacification ne soit troublée par aucun incident provoqué par l'esprit d'indépendance des habitants, il est indispensable que les commandants de Cercles et de Secteurs se pénétrant bien de cette idée qu'ils ne doivent pas administrer *directement* (5) les indigènes, mais qu'ils doivent, au contraire, s'appuyer en toutes circonstances sur l'autorité des chefs autochtones et mettre à profit leur influence. En bonne règle, on ne devrait jamais s'adresser à un Sakalava isolé, mais à son chef. L'entremise de ce dernier doit être considérée comme obligatoire.

« Pour que ce mode d'administration soit réellement fécond en heureux résultats, il est de toute nécessité que les chefs soient judicieusement choisis et que leur prestige et leur autorité *soient affermi* (6) aux yeux de leurs sujets (7). »

Mais, s'il est vrai que, si l'année 1900 avait été marquée par la reddition de tous les chefs traditionnellement investis d'un pouvoir légitimé par la royauté (Havana, le tuteur du fils de Toera, le jeune Kamamy; Ozoë, chef militaire de la résistance faite au nom de Kamamy; et Ingereza, le frère de Toera, et son successeur selon les règles de dévolution du pouvoir royal maroseraña (8)), il n'en restait pas moins que la survivance de nombreux groupes d'irréductibles interdisait de considérer la région comme définitivement pacifiée (9) : cette persistance des troubles, malgré la soumission des chefs, manifestant l'absence de relation univoque entre la décision de ceux-ci

(1) Tuteur de Kamamy, fils de Toera (B.S.).

(2) Souligné par nous, B.S.

(3) Souligné par Galliéni, qui écrit *NON* dans la marge.

(4) *Rapport confidentiel n° 8c, du 3-5-1900, du colonel Borbal-Combret, commandant le Territoire Sakalava, à Monsieur le Général commandant en chef le corps d'occupation et gouverneur général p.i. de Madagascar et dépendances, Etat-Major, Tananarive.* Arch. d'O.M., 2 D 189.

(5) Souligné par Galliéni.

(6) Souligné par nous, B.S.

(7) *Gouvernement Général, n° 3021 B. Affaires politiques et indigènes, Territoire Sakalava, accusé de réception d'un rapport, du 3 mai 1900.* Arch. d'O.M., *ibid.*

(8) Maroseraña : nom du clan formé par les descendants du fondateur de la lignée royale.

(9) Cf. notamment Arch. d'O.M., 2 D 171 B.

et la conduite de la population dans son ensemble, ne conduisait certes pas à envisager avec optimisme le fonctionnement d'une quelconque forme de gouvernement indirect! Aussi, le colonel Borbal-Combret dut-il demeurer extrêmement réservé devant les propositions de Galliéni, voire sceptique. Prudent, il expose encore, le 2 juin, un projet... autrement limitatif:

« Le Sakalava (...) aime et honore les descendants de ses rois; nous flatterions cette passion en donnant au jeune Kamamy une fonction honorifique élevée, une sorte de présidence honoraire avec solde, des habits de gala et beaucoup d'honneurs mais sans autorité effective (1).

En tout état de cause, les erreurs politiques qui marquèrent le début de la campagne avaient suffisamment frappé les militaires pour qu'ils évitassent désormais toute précipitation. Avant de prendre aucune décision, et tandis que se poursuivaient par ailleurs leurs activités proprement opérationnelles, ces militaires se transformèrent en enquêteurs ethnologiques:

« Des reconnaissances pacifiques devront parcourir le pays, dans le but de permettre, par les enseignements qu'elles recueilleront, au commandant du cercle de fixer convenablement la meilleure organisation à donner au pays.

Il y aura lieu, pour cela, de chercher discrètement, et sans froisser aucune susceptibilité, à connaître:

- 1) Quelle était l'organisation du pays avant notre arrivée et quels étaient alors les chefs;
- 2) S'ils ont conservé de l'influence; dans quelles zones et sur quels villages; ce qu'on peut attendre d'eux;
- 3) Quels sont les chefs actuels;
- 4) Les relations des différents chefs entre eux;
- 5) L'autorité ou l'action des chefs sur leurs administrés » (2).

Dès le mois d'avril 1901, estimant que de premiers résultats ont dû être obtenus, une circulaire, adressée à tous les commandants de cercles du Territoire Sakalava, leur demande d'apprécier « l'opportunité d'y substituer au régime actuel le régime du protectorat (3) ». Là encore, les responsables régionaux réagissent avec une hostilité non dissimulée:

« D'une manière générale, et tout en reconnaissant les avantages d'une pareille substitution, les Commandants de Cercle sont opposés à un changement brusque de régime. Un seul, le Commandant de Cercle de la Mahavavy, croit qu'il pourrait appliquer immédiatement le nouveau régime, et encore ne parle-t-il que de deux régions peu importantes, les districts d'Andranomave et de Bekodoka (4) ».

Entre la demande adressée par la circulaire du 27 avril, et cette réponse synthétisant celles des divers cercles du Territoire, rappelons que l'on venait d'assister à une reprise du soulèvement armé, dans le Nord-Tsiribihina et dans le Manambolo. On comprend

(1) *Colonel Borbal-Combret, commandant le Territoire Sakalava, à Monsieur le Général commandant en chef le corps d'occupation, et gouverneur général p.i. de Madagascar et dépendances, n° 103 R.*; du 18 juin 1900, Arch. Nat. Malg. Aff. Po. D. 463.

(2) Instructions du Commandant Cortial, cité par Condamy, *op. cit.* p. 298.

(3) *Circulaire n° 118 du 27-4-1901*. Arch. d'O.M. 2 D 171 B.

(4) *Lettre du colonel Audéoud, commandant le Territoire Sakalava, à Monsieur le Général commandant en chef du corps d'occupation et gouverneur général de Madagascar et dépendances, du 27-8-1901*, Arch. d'O.M. *ibid.*

les réticences manifestées par ces autorités, confrontées sur place aux difficultés que provoquent les bandes rebelles circulant encore dans leur secteur, et peu enclines à prendre le risque — et la responsabilité — d'un nouveau revers. Leur refus s'exprime d'emblée, et l'argumentation tendant à le justifier semble avoir été construite *a posteriori*; à preuve le caractère parfaitement contradictoire des objections avancées: en effet,

— ou bien elles insistent sur le risque qu'il y aurait à se fier aux chefs récemment soumis, parce que leur redonner le pouvoir serait leur donner les moyens éventuels de renouveler avec plus de vigueur la révolte — ainsi:

« J'ai fait remarquer que la presque totalité des fonctionnaires indigènes étaient d'anciens mpanjaka. Nous les avons choisis, faute d'autres, à cause de leur influence, parmi ceux qui se sont montrés le moins rebelles à notre domination; mais à cause même de leur origine qui doit nous les rendre logiquement hostiles, nous ne devons et ne pouvons leur donner notre confiance qu'après des preuves irréfutables de leur dévouement (1). »

— ou bien elles s'efforcent de jeter le discrédit sur la possibilité d'une administration indirecte, pour la raison que ces mêmes chefs n'auraient aucun pouvoir, aucune influence sur ceux qui, théoriquement, devaient dépendre d'eux:

« En pays Sakalava, on ne saurait trop le répéter, il n'y a pas de chef vraiment digne de ce nom. Pour ne citer qu'un exemple, il suffit de rechercher le rôle que pourrait jouer Inguerezza. Par sa naissance et ses antécédents, il devrait être le chef le plus influent, le plus écouté, le mieux obéi de toute la région. Il n'en est rien. Son action est limitée aux quelques bourjanes (2) ou guerriers groupés autour de lui, dans le village où il réside. Il ne possède pas l'autorité suffisante pour faire régner l'ordre, assurer la sécurité et faire rentrer l'impôt. Inguerezza lui-même est bien obligé de s'en déclarer incapable (3). »

Convaincus de l'impossibilité d'instaurer si prématurément ce type de régime — et ce, sans doute à juste titre: Tsiketraka, qui avait été nommé sous-gouverneur, vient de reprendre la brousse (4) et le Chef Ozoë, également nommé sous-gouverneur, suivra le même chemin au début de 1902 (5) — les officiers supérieurs n'osèrent plus considérer la possibilité du protectorat que comme une éventualité à très long terme. Le colonel Audéoud résume ainsi la conclusion des divers rapports des commandants de Cercle:

« Quand il sera, de manière certaine, démontré que les chefs nous sont dévoués et ont su acquiescer de l'autorité sur leurs subordonnés, lorsque ceux-ci auront abandonné leurs habitudes de meurtre et de pillage, lorsqu'ils se seront fixés au sol et ne seront plus nomades, à ce moment seulement, le régime du protectorat donnera tous les avantages qu'on en attend (6). »

(1) Capitaine Dardignac, commandant le Cercle annexe de la Mahavavy, à M. le Colonel, commandant le Territoire Sakalava, réponse à la circulaire n° 118 Soalala, le 13-6-1901, Arch. d'O.M., *ibid.*

(2) Bourjane: la colonisation a utilisé ce terme — du merina *borizano*, les civils — pour désigner les porteurs et, par extension, les hommes du peuple (B.S.).

(3) Rapport du chef de bataillon Brodier au sujet de la substitution du régime de protectorat à celui de l'administration directe, Morondava, le 9-7-1901, Arch. d'O.M., *ibid.*

(4) Cf. rapport politique 2^e trimestre 1901, Arch. d'O.M., *ibid.*

(5) Cf. le rapport politique et administratif, 1^{er} trimestre 1902, Arch. d'O.M., *ibid.*

(6) Lettre du Colonel Audéoud... op. cit., Arch. d'O.M., *ibid.*

C'est-à-dire, en somme, que le protectorat deviendra possible... lorsque l'administration coloniale sera devenue inutile. Ce que le colonel Audéoud dit ici vouloir obtenir, c'est une autorité indigène à laquelle la puissance occupante pourra confier le gouvernement des hommes et l'administration des choses, pour n'avoir plus à se consacrer qu'à la seule exploitation des uns et des autres. Mais ce régime, disons-le, il faudra attendre 1962 et l'accession de l'île à « l'indépendance », pour le voir enfin s'instaurer — jusqu'en 1973! Ce qui est posé ici comme *préalable* à l'instauration d'un protectorat, c'est, pensons-nous, justement ce que la mise en établissement d'un tel régime permettra d'obtenir: la pacification effective du pays, à coût moindre que par toute autre solution (1).

Car, ce qui comptait, au fond, ce n'était pas le type juridique du régime qu'on allait appliquer. En tant que tel, le protectorat français importera peu, et, à cet égard, les espoirs de Galliéni (« faire des chefs de véritables fonctionnaires... (2) ») s'avèreront totalement illusoire, au point de vue de leur efficacité. Et, par-dessus tout, une autre politique aurait-elle été suivie que la conquête effective du Menabe ne s'en serait pas trouvée remise en cause!

Ce qui comptait, c'était donc *d'établir* le protectorat, non de l'appliquer (cette application fut si décevante qu'elle tomba rapidement en désuétude au point qu'aucun décret, à notre connaissance, n'a jamais pris la peine de ratifier l'abandon de ce régime). Ce qui comptait, c'était de comprendre qu'une conquête radicale, poursuivie jusqu'à l'assimilation totale par la force des armes, aurait eu à vaincre une population révoltée, et, de ce fait, regroupée autour de ses chefs traditionnels: la soumission de ceux-ci, en effet, n'était que soumission à la force; elle n'impliquait nul ralliement:

« Il ne faut (...) pas croire que les habitants de cette région qui se soumettent à notre autorité en soient arrivés à avoir pour nous de la sympathie ou même de l'indifférence: tous ces gens là nous détestent et ne nous pardonnent pas (...) la rigueur des traitements que nous leur avons fait subir pendant l'insurrection. Ils sont seulement acquis une notion plus exacte de notre force, de notre supériorité, qu'ils ont appris à mesurer; ils ont compris que la continuation de leur résistance n'aboutirait qu'à leur anéantissement, et ils se sont soumis parce qu'ils sont à bout de forces et qu'ils n'ont plus d'armes; en d'autres termes, comme ils sont loin d'être convaincus que nous sommes allés chez eux pour faire leur bonheur, et comme ils pensent qu'ils n'ont qu'à choisir entre une guerre d'extermination (pour eux) et l'asservissement aux vazaha (3), ils se résignent à choisir le moindre de ces deux maux (4). »

(1) Dès que le protectorat sera instauré en 1904, le nombre des postes militaires sera réduit à 16 et le pays ne sera plus tenu que par 4 compagnies indigènes (appuyée par 92 Européens, au lieu des 480 qu'elles comptaient auparavant).

(2) *Gouvernement général n° 3 021 B, op. cit.* En fait, il n'était pas possible de maintenir la légitimité traditionnelle du pouvoir des chefs, puisque, par sa seule présence, l'occupation française entraînait en contradiction avec les fondements — aussi bien économiques qu'idéologiques — de la domination maroseraña.

(3) Vazaha: le blanc (B.S.).

(4) *Compte rendu de la mission accomplie par M. le Commissaire Principal Noguès, directeur du commissariat du Groupe de l'Afrique orientale, et M. le Capitaine d'artillerie coloniale Géraud, de l'état-major ouest et sud de Madagascar, 29 juin-2 octobre 1903*, Arch. d'O.M., Etudes 14.

(*Cercle de Morondava, Secteur d'Aukavandre, 15 juin 1903*, Arch. de l'état-major de l'armée de terre, carton n° 22.)

Le maintien sur place d'une troupe nombreuse (1) devait donc rester longtemps indispensable. Pourtant, la puissance de la monarchie maroseraña n'était plus telle-ment à craindre, et sa destruction ne constituait pas un préalable nécessaire au maintien de la seule présence française civile. Au contraire, c'est bien en raffermissant le « royaume » Menabe, en manifestant avec ostentation que l'on n'avait nullement l'intention de porter atteinte à son organisation sociale et politique, que le protectorat procurait un leurre efficace: la pacification cesserait d'être l'euphémisme couvrant le rétablissement de l'ordre et l'écrasement de la rébellion; elle prendrait un sens plus large, dont la traduction sakalava serait: pour le peuple d'abord, la certitude que le temps des luttes intestines prenait fin et qu'il allait retrouver la liberté dont il jouissait ordinairement en temps de paix; pour les clans nobles, d'autre part, le sentiment que la situation rendait désormais d'autant plus vaine la guerre contre l'occupant que les nouveaux conquérants s'avéraient loin de vouloir porter atteinte à l'ordre traditionnel et les maintiendraient, au contraire, dans leur position de dominants; pour les prétendants au trône, enfin, la conviction que la période des guerres de succession était inéluctablement close, la puissance occupante ayant tranché.

Cette analyse sera très rapidement celle, effectivement, de quelques officiers, qui la feront, sans trop de difficultés, finalement admettre de leurs supérieurs immédiats. A la fin 1902 — début 1903, en effet, l'amélioration de la situation militaire permettra au commandement de se consacrer plus profondément au travail politique (2). Bien au-delà de l'enquête effectuée en 1900 sur les instructions du commandant Cortial, c'est à une véritable anthropologie de la société Sakalava qu'il va dès lors se livrer (3).

Au bout d'un an, les résultats s'en présentèrent assez clairement pour qu'on put en dégager les bases d'une stratégie politique nouvelle. Celle-ci va donc reposer sur l'organisation même de la société Sakalava traditionnelle, telle qu'elle est ainsi apparue, de leur analyse, aux officiers responsables:

(1) C'est ce que révèle très concrètement le *Rapport du Capitaine Moritz sur les opérations pendant l'hivernage 1902-1903*: « La quantité et l'étendue incroyable des cultures que nous avons détruites dans l'Antsingy permettent de présumer qu'elles n'étaient pas seulement destinées à assurer l'alimentation des insoumis de la forêt, mais qu'une notable partie d'entre elles appartenaient aux indigènes prétendus soumis, dont les villages sont construits hors de la forêt ou près de nos postes, ou, du moins, à leur portée. Il est fort probable que ces indigènes caressaient l'espoir de pouvoir à l'occasion nous abandonner au premier signal, et de trouver dans la forêt, avec des refuges inconnus de nous, des vivres en abondance ».

(2) Un certain nombre de chefs de bande, vivant de pillage, devront encore être contraints à la reddition — le dernier ne se rendra qu'en 1911. Cf. *Cercle de Morondava, Rapport politique, administratif et économique pour l'année 1911*, Arch. d'O.M., *ibid*). Cependant,

« Avec la soumission d'Ozoë et la disparition à peu près certaine de Tsiketrika, chefs reconnus de la rébellion, on peut dire que le caractère de la résistance a changé. Toute résistance organisée a cessé. Nous n'avons plus devant nous de chefs rebelles jouissant d'une influence politique sérieuse. » (*Rapport politique, 4^e trim. 1902, op. cit.*, Arch. d'O.M., *ibid*).

(3) Parmi ceux qui conduisirent ce travail remarquable, citons le capitaine Rey, qui le poursuivra sans plus d'autre visée que la satisfaction d'une passion proprement scientifique. Cf. notamment « le folklore Menabe », in *Bulletin de l'Académie Malgache*, vol. XII (2^e série), 1913, pp. 50-74.

« Le pouvoir est exercé au nom du roi par les ministres choisis par lui, parmi les membres des plus puissantes familles; cette charge est fréquemment héréditaire. Le conseil des ministres gouverne souvent contre la volonté du roi et c'est lui qui élit le roi.

« Les chefs de village appartiennent également aux familles influentes, reçoivent l'investiture royale; mais ils sont seulement tenus à faire acte de vassalité à certaines époques.

« Les habitants ne reconnaissent pour chefs que le seigneur (lehibe) du village et se réclament de lui en toutes circonstances. Aujourd'hui encore les habitants interrogés ne se disent pas les hommes de tel ou tel village, mais les hommes de tel ou tel chef. Dans certaines localités même, certains habitants ne dépendent nullement du chef et se refusent à lui obéir.

« Ainsi s'explique-t-on aisément cette nécessité royale, bientôt étendue aux sujets, de posséder des serfs (andevo) pour l'exécution des travaux manuels (cultures, constructions, corvées, etc.) auxquels se refusent les *vohitsy* (1): ceux-ci se réservant la garde des troupeaux, la chasse, la guerre.

C'est le régime féodal (2) ».

Malgré ses imperfections, cette analyse rapide du système suffit à faire apparaître sur quelle succession de niveaux doit porter une intervention extérieure, si elle veut avoir quelque chance d'être efficace: tenir le roi, mais sous réserve qu'il conserve le consensus des quelques grandes familles; pour avoir celles-ci avec soi, leur laisser autorité sur les villages qu'elles contrôlent, mais sous réserve qu'elles aient fait acte d'allégeance au pouvoir central; et ne tenir compte des *vohitsy* qu'en ne les heurtant pas directement; pour le reste, ils suivront; la libération — déjà effective — des esclaves d'une part, et l'imposition fiscale d'autre part, créeront les garde-fou qui empêcheront le retour en force des activités privilégiées d'antan — la *razzia* et la guerre — nocives à l'ordre français.

Si l'on retrouve dans ce système l'intuition première de Galliéni, on voit que le schéma stratégique qui va être mis en œuvre constitue, par contre, un véritable renversement de la politique jusque là poursuivie. Les chefs militaires régionaux, en effet, avaient été essentiellement guidés dans leur action par le principe « diviser pour régner »:

« Il n'est pas de notre intérêt de constituer un Menabe uni et puissant sous l'autorité des anciens rois (...). Depuis notre venue dans le pays, l'autorité des chefs n'a fait que s'annihiler de plus en plus. Je ne suis pas exactement fixé sur le degré d'autorité concervée par Inguerezza, mais, au Nord, le pouvoir central est mort avec Toera; le Betsirisy s'est complètement séparé du Menabe; Havana paraît commander plus efficacement la basse Tsiribihina (rive droite) mais il n'a certainement qu'une vague influence sur le Mamambolo. Dans la moyenne Tsiribihina, il n'existe plus de chefs ayant de l'influence. Ozoé, Tsiketrika, Vazoho ne commandent qu'à des groupes sans importance et on découvre tous les jours quelque nouveau chef indépendant (3).

« Je considère (...) que la division administrative du Menabe (...) est une mesure excellente en ce sens qu'elle favorise les querelles intestines des Sakalava, qui nous ont permis de les dominer plus facilement. Une union intime, une réconciliation des anciens chefs sous nos auspices, serait une mesure désastreuse (4). »

(1) *Vohitsy*: le peuple, les gens du peuple, en tant que sujets politiques; partant: les hommes libres, non esclaves (B.S.).

(2) *Lettre du chef de bataillon Millot, commandant le Cercle de Morondava, à Monsieur le Gouverneur général de Madagascar et dépendances, 12.12.1903, n° 335. Arch. Nat. Mal. Aff. Po. D. 459.*

(3) *Colonel Borban-Combret n° 103 du 18-6-1900, op. cit.*

(4) *Territoire Sakalava, 2^e trim. 1902, Arch. d'O.M. 2 D 189.*

Désormais, l'on va comprendre que cette pratique ne pouvait manquer d'entraîner pour les chefs indigènes, la perte de tout pouvoir, alors que c'est sur ces chefs mêmes que l'on compte s'appuyer. Loin de vouloir, comme précédemment, et contrairement aux directives mêmes de Galliéni, « ruiner l'influence des anciens mpanjaka à notre profit (1) », on cherche maintenant, pour les faire servir au bénéfice de la puissance coloniale, à la consolider.

Encore faut-il déterminer avec exactitude quels sont les hommes réellement situés aux lieux stratégiques du pouvoir, et quels sont ceux qui détiennent une place plus symbolique qu'efficace. Le fait que la légitimité même du roi se trouvait contestée posait un sérieux problème; il nous faut ici essayer de le bien comprendre, ou, plutôt, de voir comment ont pu le comprendre ces militaires ethnologues:

« A sa mort, en 1876, le roi du Menabe Andriatahoranarivo (« la Terreur de tous ») laissait deux fils: Toera, né d'une vohitsy et Inguerezza, né d'une andevo (2) (makoa).

« Bien que plus âgé, celui-ci fut écarté du trône, selon la coutume, et Toera proclamé roi de Menabe: il n'avait que 14 ans; aussi la régence fut-elle confiée pendant un an à sa tante paternelle Naronna (Andriamantoharivo). Avec l'appui de son oncle Tsitakoa (...) Inguerezza attaqua son frère à Ambiky en 1890 et s'empara du Pouvoir qu'il gardait jusqu'en 1895. A cette époque, une réconciliation solennelle entre les deux frères rendait son royaume à Toera, diminué cependant de toute la région comprise entre la Tsiribihina et Andranomena érigée en principauté indépendante en faveur d'Inguerezza. Celui-ci conservait même quelques enclaves sur la rive droite de la Tsiribihina, en particulier, celle de Tomboarivo, lieu de sépulture des rois du Menabe; en même temps, il était constitué gardien des *dady* royaux (3). »

Or ces *dady*, il importe de le préciser, sont les reliques sacrées des rois défunts. Objets de culte, ils confèrent à leur détenteur, le *mpañito* (4) régnant, le signe manifeste de sa légitimité et la puissance surnaturelle que postule sa charge. Par conséquent, au regard de la tradition — et c'est cette « tradition », c'est-à-dire le corpus mythologique institué par les Maroseraña pour perpétuer leur pouvoir, qui fonde la nature et la fonction même du *mpañito*, liant justement la domination politique à cette référence idéologique qui la justifie — au regard de la tradition, disions-nous, l'idée même d'une distinction entre la fonction sacrée du *mpañito* et sa fonction profane (dans le cas précis qui nous occupe; entre une part de l'héritage royal consentie à Ingerenza et une autre qui serait réservée à Toera) ne pouvait qu'être proprement aberrante. Fait plus incompréhensible encore: il semblerait qu'Ingerenza ait tout de même remis *une partie* des *dady* à Toera, en 1895 (5)! S'il en fut bien ainsi, il ne pouvait évidemment s'agir que de l'exécution d'une clause d'armistice, une solution d'attente au caractère provisoire manifeste, le rapport de forces entre les frères rivaux interdisant pour un temps d'espérer une évolution décisive qui trancherait en faveur de l'un ou de l'autre, ou entérinerait la nouvelle segmentation du lignage, la division du royaume; mais cette évolution, tout le monde savait qu'il était absolument indispensable qu'elle aboutisse. C'est cette situation transitoire que vint « figer », temporairement, la conquête française.

(1) Capitaine commandant le cercle annexe de la Mahavavy, rapport politique et administratif, 4^e trim. 1901, Arch. d'O.M. 2 D 171 B.

(2) *Andevo*: terme utilisé sur les plateaux pour désigner les esclaves (B.S.).

(3) *Chef de bataillon Millot...* (*op. cit.*).

(4) *Mpañito*: titre donné au monarque.

(5) Cf. *Borbal-Combret, compte rendu de tournée dans la partie Nord du territoire, n° 1 281*, Arch. d'O.M. 2 D 189.

Or, après la monumentale erreur politique que constitua le massacre d'Ambiky, le commandement Gérard avait commis un nouvel impair, dû, celui-là, à sa méconnaissance des principes constitutifs de la royauté sakalava. Désireux de faire un geste qui, dans sa pensée, faciliterait la reconnaissance d'Ingereza comme « chef du Menabe Central » — titre qu'il lui avait attribué — il lui avait remis la partie des *dady* qui étaient restés, comme nous l'avons vu, en possession du roi tué à Ambiky. Du coup, Ingereza se trouva-t-il, aux yeux de ses peuples, dûment intronisé. Son titre de « chef », les sakalava le traduisaient : *mpañito*; et la possession des *dady* interdisait désormais qu'on lui contestât la fonction et la qualité souveraine : il n'était plus désormais le vassal de son vainqueur, mais le seul suzerain du Menabe ! Quoique, contrairement à son frère, Ingereza lui-même semble avoir été pour le moins peu aimé, sa légitimité nouvelle interdisait donc qu'on lui contestât sa fonction de chef, dans la résistance : non que son autorité devint incontestée, mais parce qu'il devenait, pour le peuple, le point de référence idéologique de la survie du Menabe. Il faudra que, contraints à la soumission par la vigueur de la contre-offensive française, les grands chefs Sakalava quittent la brousse, laissant Ingereza y résister sans eux (cette soumission aux Français faisant donc d'eux des insoumis par rapport à leur souverain) pour qu'ils se réclament exclusivement et explicitement de la suzeraineté du fils de Toera, Kamamy — lequel était, de fait, successeur désigné d'Ingereza selon les règles maroseraña traditionnelles de dévolution du pouvoir :

« — *Doury*: Quel est le chef du Menabe, au point de vue Salakava ?

« — *Tsitakoa*: le roi.

« — *Doury*: Quel est le roi ?

« — *Tsitakoa*: Il y avait Ingereza et Toera ; Toera étant mort, Ingereza dans la brousse, c'est Kamamy qui est le chef des Sakalava (...). Si Ingereza était là, ce sera Ingereza qui commanderait avant Kamamy (1). »

Mais lorsque les militaires français, plus tard, décideront de reporter sur Kamamy la confiance qu'ils avaient d'abord accordé à Ingereza, pour leur servir d'instrument à la tête du protectorat qu'ils envisageaient, ils avaient, nous le verrons, compris toute l'importance du rôle que jouait — pour la matérialisation même de leur projet — la détention de ces *dady* (2). Alors vont-ils, contraignant sous la menace des armes Ingereza à s'en dessaisir, trancher définitivement le différend fratricide, débloquent ainsi — de l'extérieur — la situation en faveur du fils de Toera.

Revenons aux analyses qu'effectuait alors le commandant français, sur les résultats desquelles il comptait pour asseoir sa politique :

« Désormais (3), Toera étendra son autorité depuis la Tsiribihina au sud jusqu'au Tandrolo au nord.

« Cette autorité, effective sur les villages royaux, c'est-à-dire sur ceux qui entourent immédiatement le Volamena (4) (Ambiky), est à peu près nominale sur les autres (...).

« Les luttes intestines soutenues par Andriatahoranarivo contre son frère et par Toera contre Inguerezza avaient considérablement affaibli l'autorité royale. Cependant en 1897,

(1) *Interrogatoire de Tsitakoa, au jour de sa reddition: pièce n° 19 Capitaine Doury commandant le secteur de la Basse-Tsiribihina, à M. le chef de bataillon, commandant le Cercle, 30 mars 1900, jointe au rapport confidentiel n° 8c, du Colonel Borbal-Combret... op. cit.*

(2) Dès l'année 1900, le Colonel Bortal-Combret parle de « cette question de la remise des *dady*, à laquelle je songeais depuis longtemps... » (*ibid.*).

(3) *i.e.*: à partir de 1895 (B.S.).

(4) Ici: le domaine royal (B.S.).

à l'appel de Toera, le respect traditionnel des Sakalava pour leur roi fut assez fort pour déterminer toutes les populations du Menabe à courir aux armes contre l'envahisseur. « Ces populations n'étaient cependant pas de même race; elles se composaient en majeure partie de Sakalava très mélangés aux Vazimba de la Tsiribihina, de Makoa, de Vezo, de Bara et de quelques Antanosy (1).

« Ces populations se groupèrent autour de trois chefs principaux: celles de la Tsiribihina autour de Toera; celles de Betsiriry autour de Nahatanta; celles du Manambolo autour de Fiaro. Ces deux derniers chefs, feudataires de Toera, recevaient de lui ses instructions.

« Les Sakalava possédaient en eux-mêmes la plus extraordinaire confiance, basée non seulement sur leur valeur personnelle, mais aussi sur le souvenir des échecs successifs des insertions Hova (2): l'inondation et la forêt devaient nous arrêter et leur permettre de nous exterminer. Telle était la situation au moment où fut entreprise la pénétration dans le Menabe (3). »

A cette description socio-politique vient s'ajouter, à peu près à la même date, un *Résumé de l'histoire du Menabe et de la formation de l'ancien royaume de Toera* (4) volumineux rapport, riche et détaillé. Ce que nous voulons mettre en relief, en signalant ici l'existence de ce travail, c'est le fait que, pour obtenir la réussite de cette politique, l'auteur a précisément jugé nécessaire de faire un historique précis de l'évolution du royaume (5), en remontant jusqu'au début du XVII^e siècle, de dresser la généalogie des Maroseraña, de répertorier les grandes familles proches du mpañito, d'examiner la légitimité des prétendants au trône, de comprendre les règles de l'accession au pouvoir et de comparer les forces en présence. Ce ne fut, en effet, qu'à partir du moment où furent rassemblées ces données, que l'on passa à l'élaboration d'une véritable *politique* locale, au sens fort du terme. Auparavant, il ne s'agissait que d'assurer la conquête, que de réussir « l'invasion » (6) pour reprendre les termes mêmes du capitaine Gramont.

« Une condition essentielle de réussite d'un protectorat intérieur est que l'autorité du bénéficiaire, ses droits, son influence, soient indiscutées; que des influences opposées, des manœuvres tendancieuses ne viennent pas semer la division là où l'on a voulu, au contraire, créer l'homogénéité (7). »

En conclusion de l'analyse dont nous avons exposé les principaux résultats, quels étaient alors ceux, parmi les chefs Sakalava, qui pouvaient remplir les conditions requises pour que l'on pût leur faire jouer le rôle principal dans le cadre du protectorat projeté? Havana, l'un des plus grands parmi eux, et tuteur du jeune Kamamy? Ozoë, aussi influent et dont la soumission en 1900 avait été récompensée

(1) Divers clans Sakalava et ethnies malgaches (B.S.).

(2) *Hova*: utilisé ici, comme à l'époque l'autorisait l'usage, pour *Merina*, nom générique des habitants de l'Imerina; n'est plus utilisé aujourd'hui que dans son sens propre: nom générique des Merina libres et non nobles.

(3) *Chef de bataillon Millot... op. cit.*

(4) *Rapport du capitaine Gramont... op. cit.*

(5) « Un résumé de l'histoire du Menabe et de la formation de l'ancien royaume de Toera fixera les idées, éclairera les droits des compétiteurs et donnera les meilleures bases pour la délimitation du protectorat en vue. » On voit dans quelles limites, parfaitement définies, doit s'inscrire ce document, manuscrit.

(6) *Ibid.* Si l'action politique et l'action militaire ont, comme le recommandait sans cesse Galliéni, toujours été menées de front, on a vu que l'on pouvait, en réalité, distinguer deux phases dans la conquête: « l'invasion » de 1897 à 1902, et la « pacification » de 1902 à 1904. Après celle-ci commence la « colonisation ».

(7) *Ibid.*

par sa nomination au titre de sous-gouverneur, mais qui avait repris la brousse en 1902? Tsiketrika, lui aussi nommé sous-gouverneur, lui aussi retourné en forêt, mais lui toujours insoumis — dont la renommée est certaine mais aussi certainement due à sa plus longue résistance? Ou quelque autre chef de moindre influence, Tsitakoa, Filaza, Vazoho...?

Aucun d'eux n'est assez soumis pour se prêter avec assez de grâce aux manipulations dont les promoteurs du protectorat espèrent en faire l'objet et qui en justifiaient l'établissement, ni assez puissant pour se faire considérer par eux comme efficace, mis à la tête d'une telle organisation. Seule la succession de Toera assurait cette autorité nécessaire. Ne restaient donc, pour valablement occuper le trône, que ses prétendants légitimes: le fils unique de ce roi, Kamamy (alors déporté à Ankaivo par l'autorité Française) ou Ingereza, premier successeur désigné par le droit et le fait:

« Il ne faut pas oublier qu'à ce moment (avril 1904), celui-ci détenait le pouvoir royal d'après la tradition Sakalava, par suite de sa possession des dady (1). »

sont bien obligés d'admettre les officiers français eux-mêmes.

Evidemment — ainsi qu'on peut s'y attendre après les désastreuses conséquences qu'avaient entraîné pour eux la nomination d'Ingereza comme « chef du Menabe Central » par le commandant Gérard, tous les rapports des chefs français locaux ne manquaient pas de présenter le frère de Toera comme un vulgaire usurpateur. Déjà, du vivant de Toera, la vérité n'était pas si simple, mais avec la mort de celui-ci, la thèse devenait plus que tendancieuse! En fait, ce que le commandement local cherchait avant tout, c'était à éviter que leurs supérieurs ne viennent à s'intéresser de trop près à ce personnage: sa part d'autorité et, justement, sa légitimité risquaient d'aller à l'encontre du dessein qu'ils caressaient alors, sa personnalité et sa position politique représentaient une menace à l'égard de l'idée même de protectorat. Le bruit de luttes locales parvenant jusqu'au gouvernement général, il y avait risque de voir celui-ci refuser les propositions élaborées sur place. Aussi convenait-il de les minimiser:

« Des intrigants sans grande importance ont, depuis deux ou trois ans, voulu susciter un parti clandestinement hostile à la France, en prônant le nom d'Inguereza comme successeur de Toera au détriment de Kamamy; sous notre administration directe, la manœuvre ne devait impressionner que les Sakalava (2): elle a cependant frappé l'esprit de certains d'entre nous qui y ont vu un argument contre l'instauration d'un protectorat intérieur (3). »

Le choix devait donc normalement tomber sur Kamamy ou, plus exactement, Kamamy apparaissait-il *nécessairement* comme l'homme de la situation: en effet, enfant, d'une part, il aurait le temps d'être formé et son ambition n'était pas à craindre; d'autre part, fils de Toera, il permet d'éliminer Ingereza sans réellement forfaire aux règles de dévolution; enfant, d'une part, son jeune âge ne permettra à aucun chef de lui opposer, sans se déconsidérer, ses propres ambitions; fils de Toera, d'autre part, il symbolisera la résistance du Menabe et pour quiconque, Français ou Sakalava, la mesure serait par trop impopulaire de le supplanter. C'est ainsi qu'on peut considérer à la limite, que Kamamy fut moins choisi comme instrument du protectorat,

(1) Lettre du chef de bataillon Millot, commandant le cercle de Morandava, à M. le Général commandant supérieur du groupe d'Afrique orientale et gouverneur général de Madagascar et dépendances, 22 sept. 1904. Arch. Nat. Malg. Aff. Po. D 459.

(2) Sic! (B.S.).

(3) Rapport du capitaine Gramont... *op. cit.*

que le protectorat ne fut choisi pour pouvoir jouer de cet instrument. Dès lors, la décision de le faire reconnaître aussi bien par les Sakalava que par les responsables centraux de l'administration militaire, fut rapidement appliquée. La France, ostensiblement, parrainerait et sa légitimité, et l'ordre traditionnel du monde — du monde Sakalava — si elle organisait avec faste sa consécration et comme homme fait, et comme homme fruit du lignage maroseraña, c'est-à-dire, si elle organisait la cérémonie de sa circoncision.

« La vénération [que Toera] inspire aux Sakalava s'est toute entière reportée sur son fils, Kamamy, et sur sa sœur Kasatroka, que leur long séjour à Ankaivo, loin de la résidence et des tombeaux des ancêtres, fait considérer comme en exil.

« Ceci est si vrai, que de nombreux Sakalava de la Tsiribihina n'osaient pas avouer le but de leur voyage dans la Manombolo alors qu'ils allaient simplement assurer le dernier descendant des populations maroseraña de toute leur fidélité.

« La très habile politique suivie par Monsieur le capitaine Rey a beaucoup contribué à la disparition d'une légende qui nous nuisait en donnant au jeune Kamamy l'apparence d'une victime: l'éclat donné à la fête de la circoncision de l'enfant fut une mesure judicieuse entre toutes et de grande portée; les chefs de la Tsiribihina et du Manambolo y assistèrent en grand nombre (1). »

Restait à faire officialiser cette politique et ce, le plus rapidement possible, car il fallait forcer la main aussi bien aux Sakalava qu'au commandement militaire supérieur. La vue des choses que devait avoir ce commandement, à la lecture des précédents rapports, risquait d'être bien différente, et le projet de ces subordonnés locaux, à ses yeux, beaucoup trop audacieux (2).

Ces propositions, toutefois, correspondaient trop aux souhaits initiaux de Galliéni pour qu'on ne retrouve pas clairement, et rapidement, l'écho de ces analyses dans les décisions du gouvernement général et, par arrêté du 14 juin 1904, le protectorat souhaité est organisé. Les *Instructions* (3) de Galliéni reprennent les propositions élaborées localement, cautionnant la politique déjà mise en œuvre:

« Il sera peut-être de bonne politique d'investir, avec quelque solennité, les chefs des protectorats de leur nouvelle autorité; peut-être, aussi, sera-t-il utile de déposer à Serinam, désormais résidence de Kamamy, les dady royaux actuellement détenus par Inguerezza, adversaire demeuré irréductible (4). »

(1) *Rapport du capitaine Gramont... op. cit.*

(2) « En définitive, une forme de protectorat quelconque est prématurée en ce moment, mais on peut le préparer par des écoles qui nous donneraient des sujets pour l'avenir, lors de la majorité de Kamamy » écrivait encore le 26 décembre 1903, le chef de bataillon Toquenne, commandant le cercle de Maintirano, à M. le Général-Cdt supérieur des troupes du groupe de l'Afrique orientale, gouverneur général Maintirano, n° 485 B. Arch. de l'E.M.A.T., carton n° 22.

(3) Galliéni, « *Instructions à MM. les commandants des Cercles de Morondava et de Maintirano sur le remaniement des Cercles de Morondava et de Maintirano et l'organisation du protectorat intérieur du Menabe* », 14 juin 1904, Imprimerie officielle de Tananarive.

(4) *Ibid.* Le général Galliéni éprouvera plus de difficultés à faire admettre son point de vue à la bureaucratie civile, que ses capitaines n'en eurent auprès de ses propres bureaux:

« Pour la question des protectorats sur nos côtes, dans les régions Sakalava et du Sud, je viens, après un travail politico-ethnographique minutieux, de reconstituer ces protectorats, dans lesquels le chef indigène, pris parmi les familles ralliées à nous, sera complètement mon délégué à tous points de vue, ayant simplement auprès de lui un officier ou un administrateur qui n'administrera pas, mais contrôlera seulement. Donc, plus de comptables! Mais je suis arrêté ici par le procureur général et le directeur du contrôle financier qui me mettent sous les yeux leurs règlements et me disent que je n'ai pas le droit d'agir ainsi. Et ainsi pour beaucoup d'autres questions. » (Cité par H. DESCHAMPS et P. CHAUVET, *op. cit.*, p. 352).

Il ne restait plus qu'à sanctionner la décision ainsi prise, en sanctionnant l'élévation de l'instrument humain qui devait l'incarner. Ce que le commandant Gérard avait fait autrefois, maladroitement, sans mesurer les implications de son geste, on va le refaire, cette fois en pleine conscience de ce qui va être impliqué: célébrer le caractère sacré de celui que l'on a choisi, en lui conférant les *dady*. Ce fut l'affaire de quelques mois. Dès qu'il apprit que l'on voulait les lui reprendre, en effet, Ingereza se réfugia dans la Basse-Tsiribihina, son territoire, en les emportant avec lui. Mais ce dernier sursaut de résistance se révéla bientôt vide de sens; même dans ce qui fut son royaume, il n'a plus guère de partisans, et, parti le 20 juin, le 5 juillet, cédant à la contrainte, il se soumettait (1). L'autorité française pouvait maintenant conclure son œuvre en organisant avec pompe la cérémonie d'intronisation: ce sera à la France, à ses œuvres et à ses pompes que — au-delà de Kamamy — le Menabe ferait acte d'allégeance!

« Le 15 août, tous les chefs de la Sahohanina, du Manambolo et de la Tsiribihina étaient réunis à Serinam dans un grand Kabary (2).

« Inguezza se trouvait parmi les chefs. Il a remis solennellement les *dady* des anciens rois du Menabe à Kamamy, qui a été proclamé roi unique du territoire commandé jadis par ses ancêtres maroserana, de la Tomitsy à la Tondrolo.

« Inguezza a fait acte de soumission, l'accueil fait par les chefs à Kamamy a été enthousiaste. A la fin du kabary, ils sont tous venus s'incliner en signe d'obéissance absolue (coutume de *mifaly* ou *matseroka* (3) (...).

« Pour faire disparaître jusqu'au souvenir de l'inimitié qui a séparé pendant de longues années les familles de Toera et d'Inguezza, j'ai réuni le 16 août, les chefs des grandes familles (proches de la famille royale, *longon'mpanito*) et, par la cérémonie du *misoro* (4), effectuée devant les *dady*, Kamamy a reconnu comme ses fils Fianjone et Fiahy, fils d'Inguezza. Ils font désormais partie de sa maison; ce sont des *maroanaka* (5) et ils doivent obéissance complète au roi (6). »

C'est la fin de la pacification; c'est le couronnement d'une politique, d'une analyse politique.

*
* *

S'il leur a donné aussi souvent la parole, c'est que cet article se proposait notamment de tenter la reconstitution de l'image anthropologique sous laquelle les acteurs immédiats de la pacification française se représentaient les *Salakava* et la société qu'ils formaient.

(1) Le 9 août, le capitaine Rey écrivait:

« Il n'a été épargné par moi jusqu'à ce jour que parce qu'il détient encore les « *dady* ». Dès qu'il les aura remis au jeune Kamamy (...) il sera nécessaire d'agir vigoureusement contre lui. »

(Ankaivo, Arch. E.M.A.T., carton n° 23).

(2) *Kabary*: discours ou débat public (B.S.).

(3) *Mifaly*: cérémonie extraordinaire par laquelle se posent de nouveaux interdits destinés à rendre à jamais présent à la mémoire l'événement qu'elle célèbre et à renouveler par suite du respect de ces interdits, la communion en cet événement (B.S.).

(4) *Misoro*: cérémonie collective comportant une invocation aux ancêtres (B.S.).

(5) *Maroanaka*: l'auteur commet ici un contre-sens; en effet le terme « *Maroanaka* » (litt. « beaucoup d'enfants ») s'applique au souverain qui contrôle un grand nombre de dépendants. Ici, c'est Kamamy, le *maroanaka*, puisque Ingereza n'a plus de sujets, n'a plus même ses propres enfants, pourtant ses sujets par excellence (B.S.).

(6) *Capitaine Rey, Serinam, le 18 août 1904*, Arch. Nat. Malg. Aff. Po. D 459.

C'est bien une anthropologie, en effet, et construite avec tous les outils théoriques que leur permettait d'utiliser l'époque, qu'eurent à élaborer ceux qui furent confrontés, dans la pratique, aux résistances que leur opposait ladite société... dès lors qu'elle cessait de n'être pour eux qu'un simple objet de curiosité, mais bien l'objet du devenir même qu'ils avaient à orienter.

Et c'est cette anthropologie qui, par le biais des politiques déterminées par les analyses qu'elle leur fournissait, ainsi que par les succès et les échecs qu'elles rencontraient, a, pour une large part, engendré la situation actuelle; c'est là que réside le sens de cette reconstruction: la société sakalava d'aujourd'hui résulte, pour partie, du regard que l'on a porté sur elle (1).

Or, nous avons vu que, très rapidement, les chefs militaires formés à l'école de Gallieni surent acquérir une connaissance étonnamment étendue, une compréhension profonde de cette réalité sakalava, du moins pour tout ce qui concernait l'aspect politique de la vie du royaume. Les rapports de forces à l'intérieur du pays, leur évolution, leurs stratégies effectives et leurs stratégies potentielles semblent avoir été remarquablement perçues et coordonnées, en fonction de l'histoire antérieure, des institutions du Menabe, du devenir de celles-ci, et des modifications que la puissance française, fût-ce par sa seule présence, leur apportait déjà.

Mais la pacification — domination politique — n'est pas la colonisation — domination économique. Et rendre ainsi justice à ceux qui menèrent la première va nous conduire dans le même temps, et dans une opposition frappante, à débusquer, derrière leur prodigieuse connaissance empirique, comptable, des richesses du pays, une totale incapacité à parvenir à une connaissance rationnelle, à une compréhension intime du *système* économique sakalava, à élaborer, ne fût-ce que l'esquisse d'une autre anthropologie — économique celle-là — complément pourtant indispensable de cette anthropologie politique qu'ils avaient su si bien construire et exploiter.

Alors que nous les avons vus capables de se dégager de tout ethnocentrisme (européo-centrisme) pour parvenir à se placer au point de vue même d'où le Sakalava embrasse sa propre culture (2) nous les voyons à cet autre plan, incapables de se dégager du discours économique qui prévalait dans l'Europe libérale du XIX^e siècle; alors que nous les avons vus à même de percevoir rapidement leurs erreurs et de s'en rendre un compte sérieux, afin de s'adapter aux réalités politiques sakalava, pour pouvoir mieux agir sur elles, nous les voyons, en cet autre domaine, incapables de se remettre en cause, eux et leurs idées toutes faites; ou plutôt, s'ils s'en révèlent capables, c'est sans en avoir conscience, en quelque sorte comme entraînés par la nécessité politique, comme poussés par les exigences de leurs analyses politiques; et c'est bien ainsi que nous les verrons percevoir certains comportements économiques, déterminants, de la société Sakalava, c'est-à-dire uniquement dans le « moment politique » de l'action, ou ces comportements se présenteront comme données *immédiates*, ou comme données d'expérience politique, dont il est nécessaire de tenir compte:

(1) Ce qui pose — soit dit en passant — le problème de la responsabilité de l'anthropologue, aujourd'hui comme alors.

(2) Rappelons notamment comment ils assimilèrent, comment ils surent exploiter le rôle des *dady* ou celui de la circoncision royale, rôles qui ne peuvent être compris que de l'intérieur de cette culture.

« Nous étions (...) dans l'impossibilité de réprimer immédiatement une insurrection si elle venait à éclater. Avions-nous du moins, politiquement, fait nos efforts pour l'éviter ?

« Nous ne le croyons pas, car plus d'une fois, et un peu dans tous les postes, on mécontenta les Sakalava, qu'on connaissait encore peu. Ils ont une horreur profonde pour l'emploi de bourjanes; il eût fallu vaincre peu à peu leur répugnance; au contraire, on les employa presque partout sans ménagement au transport des matériaux nécessaires à la construction des postes et du ravitaillement (...).

« Ils n'avaient pas de numéraire; ils travaillaient peu et seulement pour gagner de quoi satisfaire à leurs besoins, d'ailleurs peu nombreux. Il eût été sage de ne pas, pendant quelques années au moins, parler d'impôts; or, alors que la prise d'Anosymena date du 12 août 1897 seulement, l'arrêté n° 250 du 2 septembre rendu sur la proposition du commandant des troupes stipulait déjà que les populations de la partie ouest de Betsiriry seraient astreintes, en signe de soumission, à payer en 1897, un tribut dont la nature et le montant seraient fixés par le chef de province (1). »

Et puis, finalement, de cette fort juste analyse — dont on appréciera le ton d'auto-critique — il ne sera plus tenu aucun compte dans la suite, lorsque, la région apparaissant politiquement sûre, seront prises les décisions économiques.

Plus surprenant encore: alors qu'en matière politique, nous avons vu ces observateurs capables de modifier promptement leur jugement, dès qu'il leur paraissait préconçu, avec un pragmatisme d'une souplesse telle qu'elle leur permettait d'intégrer, pour ainsi dire, la réalité sakalava — pour bizarre qu'elle ait pu leur paraître au premier abord — nous les voyons, hors de ce domaine, se fier si aveuglément à « l'évidence » de leurs prénotions... que celle même des conditions concrètes d'existence qui s'imposaient à cette société sakalava, celle même des conditions naturelles, objectives de la production immédiate, cette évidence-là, elle, pouvait leur échapper:

« Le Sakalava, ennemi des travaux agricoles, amoureux de mouvement et d'indépendance, instable, imprévoyant, vivant de rien au jour le jour, vif, bavard, menteur, crétule et parfois enthousiaste, n'a pas fait grand chose pour la reconstitution de ses troupeaux et de ses cultures; le sol, riche en matière végétale, reste en friche; tous les ans, les rizières *imprudemment semées sur le bord des lacs ou le long des rives de la Tsiribihina et du Manambolo* (2), sont ravagées par les sauterelles ou emportées par les crues, et la population ne fait rien d'elle-même pour remédier à ces fléaux. Les désastres agricoles ne la touchent pas, elle les accueille avec une déconcertante philosophie et ne fonde nulle confiance sur nos avis et nos conseils, qu'elle écoute en riant: « Affaire extraordinaire d'Européens, irréalisable pour les Sakalava ».

« La misère règne donc, autant dire, dans tous les pays (3). »

Cette citation — il n'est pas inutile de le souligner — est du capitaine Gramont, de celui-là même dont nous avons pu voir avec quel sérieux, avec quel sens du concret, avec quel effacement devant son objet, il pouvait travailler à établir les faits historiques et politiques affectant la vie des Sakalava, en quels termes rigoureux il pouvait parler de leur formation sociale — et nous l'entendons maintenant traiter ces mêmes Sakalava tout au mieux comme de grands enfants!

C'est pourquoi ces notations, de par leur inconsistance même, méritent qu'on s'y arrête. Ne parlons pas des jugements de valeur, catégoriques et sans appel, qui y sont prononcés: ils ont hélas! encore cours actuellement. Mais la simple observation

(1) Capitaine Condamy *op. cit.*, p. 77.

(2) Souligné par nous (B.S.).

(3) *Rapport du capitaine Gramont...*, *op. cit.*

des conditions naturelles qu'affronte le Sakalava, et des outils dont il dispose à cet effet, aurait dû suffire à empêcher de se montrer aussi « déconcerté » par cette « philosophie » (1). Or, non seulement aucun point de vue relativiste ne vient tempérer la rigueur de ces certitudes, mais ces fausses certitudes ne se brisent même pas devant les caractéristiques économiques objectives de la région: le reproche est fait aux Sakalava de planter leurs rizières le long des rives, alors que c'est là, là seulement, que le riz peut être rentablement cultivé... (2).

Bien entendu, l'erreur de jugement commise quant à l'emplacement des rizières s'est trouvée rectifiée en son temps! Mais ce qu'elle comporte de caractéristique, c'est cette impossibilité fondamentale d'admettre que les Sakalava puissent avoir une raison logique de choisir des rives instables pour y installer leurs rizières: s'ils le font, c'est, à priori, parce qu'ils sont « imprévoyants, vivant de rien, au jour le jour... »

*
* *

Pourquoi cet aveuglement? Il ne s'agit ni de faire le procès de la colonisation: il est déjà instruit; ni de ne juger les hommes: dans le cas qui nous occupe, leur bonne foi ne peut être mise en doute, et la formation qu'ils avaient reçue ne leur permettait pas d'apprécier différemment ces phénomènes. En fait, leur étonnement n'est pas étonnant, et le leur reprocher ne serait pas de mise. Cette formation dont nous parlions devait être l'une des meilleures qu'il fût possible d'acquérir à l'époque, si l'on songe à la somme et à la diversité des connaissances qu'ils manifestaient dans l'accomplissement de leur tâche (3).

Il s'agit — sans faire la critique de l'économie politique de l'époque, ni l'analyse des fondements de l'idéologie dominante d'alors — d'en souligner un aspect particulier: la logique de la colonisation, dont toute la cohérence repose sur le postulat ethnocentrique. Qu'elle croie à sa mission civilisatrice ou qu'elle s'avoue pure expansion mercantile de la métropole (ou les deux à la fois, comme chez un Gallieni, déclarant sans ambage:

(1) « A propos d'une région dont le niveau de développement est comparable, G. DESTANNE de BERNIS (*in* Cahiers de l'I.S.E.A. n° 106, série V, n° 2, oct. 1960, pp. 110 sq. B.S.) a montré de façon très savante, avec appareil mathématique à l'appui (et aussi une connaissance directe et approfondie de la vie rurale tunisienne) que, si les paysans des pays d'Islam sont effectivement fatalistes, il n'y a là nullement une attitude irrationnelle, mais une juste estimation de l'importance énorme (et décourageante) des facteurs aléatoires qui conditionnent la réussite de leurs efforts. « On serait fataliste à moins » s'exclame justement cet auteur, et il ajoute que « toute civilisation rurale traditionnelle, si l'on entend par là celle qui n'a pas été informée par le progrès technique, baigne dans le fatalisme ». Il montre bien que le Moyen-Age chrétien avait connu la même mentalité et pour les mêmes raisons ». M. RODINSON, *Islam et Capitalisme*, Seuil 1966, p. 125.

(2) Car le riz, dépendant étroitement de l'apport en eau douce, ne vient bien dans cette région, que dans la zone alluviale des fleuves et des lacs de débordement. Les précipitations pluviales n'y suffisent pas; seuls les fleuves, par l'ampleur de leurs crues annuelles, peuvent féconder les sols.

(3) Nous les avons montrés ici historiens, ethnologues, politiques. Mais ils étaient également géographes (et géologues et pédologues...), administrateurs, ingénieurs, juristes, agronomes etc.

« J'ai le but d'implanter ici non seulement notre influence française, mais aussi notre langue, nos habitudes, et surtout nos marchandises (1) ».

qu'elle se veuille vouée à l'exportation de biens spirituels, ou de biens marchands, la colonisation *n'a de sens* que si le colonisateur croit à sa supériorité: supériorité morale, culturelle, intellectuelle, économique... à la limite, supériorité proclamée de ses intérêts; de toute façon, la colonisation *n'a de sens* qu'en référence au seul colonisateur, critère unique de sa justification.

Aussi, tous les comportements indigènes ne les juge-t-il que mesurés à sa propre rationalité:

« Il est incontestable qu'à Madagascar, une minorité seulement, obéit à la loi du travail; sur la plus grande étendue de la colonie, cette minorité devient infime. C'est que, dans les régions côtières et dans les zones intermédiaires, la nature est indulgente, à l'excès, pour l'instinct de paresse de l'homme. Elle met à sa portée, pour ainsi dire immédiate, tout l'indispensable pour sa nourriture, son logement, même son vêtement, au prix d'un effort d'appropriation à peine perceptible.

« Pour que l'indigène se plie à la loi du travail, sans laquelle il n'est pas de progrès moral et matériel il ne saurait être question d'une contrainte directe qui lui serait imposée par l'autorité (...). Elle aboutirait, en fait, à l'exploitation de l'indigène (2). »

Si nous avons du mal à résister aux tentations faciles du commentaire moralisant, ce n'est pourtant pas à une lecture éthique que nous voulons mener, mais, de cette illustration étonnante du phénomène que nous venons de décrire, nous en tenir à souligner ceci: le type de rationalité mis en œuvre par le colon lui *interdit* d'en reconnaître aucun autre.

Voilà pourquoi le comportement politique sakalava a pu être ainsi saisi par le colonisateur; parce qu'aussi bien, même si les moyens employés parfois différaient des siens, comme lui, le Sakalava, poursuivait les *mêmes fins* — à savoir, le contrôle des hommes. Par contre, le comportement économique sakalava sera jugé absurde — dépourvu de rationalité — puisqu'à l'encontre, même si les moyens employés étaient le plus souvent semblables, les *fins* recherchées par le Sakalava *difféaient* de celles du colon.

Car l'activité économique dans la société Sakalava, n'est pas guidée par un type

(1) Galliéni, *Lettres de Madagascar*, Société d'éditions géographiques, maritimes et coloniales, Paris, 1928, p. 28; Cf. également le célèbre « Kabary au Betsileo », paru dans le *Journal Officiel*, 23 septembre 1987, p. 1000.

« Vous êtes toujours des Betsileo, mais vous êtes en même temps des Français. Vous devez donc apprendre la langue française; vous devez vous habiller avec des étoffes et des draps français, renommés dans le monde entier pour leur bonne qualité; vous devez surtout devenir les auxiliaires dévoués de nos colons français, qui sont venus parmi vous pour vous apporter la richesse et la civilisation » (cité par H. DESCHAMPS et P. CHAUVET, *op. cit.*, p. 218).

(2) Galliéni, extrait du *Journal Officiel de Madagascar*, 30 novembre 1904, pp. 12043-47 cité par H. DESCHAMPS et P. CHAUVET, *op. cit.*, p. 362 (souligné par nous B.S.). Le texte poursuit ainsi:

« Il s'est avéré, au contraire, que partout dans la grande île la production a progressé au fur et à mesure de l'assujettissement plus complet de nos sujets malgaches aux charges fiscales.

« C'est que, pour les populations, encore primitives, de la plus grande partie de la colonie, les besoins essentiels une fois satisfaits, la production est fonction de l'impôt » (*Ibid.* p. 363).

Car bien entendu, aux yeux de Galliéni, l'impôt ne constitue pas « une contrainte directe imposée par l'autorité (...) qui aboutirait, en fait, à l'exploitation de l'indigène »!

de rationalité orienté vers des fins strictement économiques — la maximisation des biens; elle ne constitue pas une sphère à part: elle est directement informée par la superstructure idéologique (les relations de parenté notamment), et le type de rationalité qui y joue est une fonction de l'organisation politique et des structures sociales; s'il vise, évidemment, à l'obtention de biens, il est surtout orienté (par le biais du savoir, ou du pouvoir) vers les fins de contrôle social. Les privilégiés du système, c'est-à-dire ceux qui détiennent le maximum de contrôle (sorciers, princes) en détiennent du même coup les clefs, et la maximisation des biens, inutile pour le dominé, ne saurait être pour le dominant qu'un *moyen*, parmi d'autres, de domination.

Ainsi, quelques observations rapides suffirent aux chefs militaires français pour s'apercevoir que le Sakalava ne cherchait nullement à « rentabiliser son exploitation » et, du même coup, pour se convaincre de l'irrationalité apparente de son système économique. Semblable attitude leur interdisait de se poser sérieusement la question du « pourquoi » à propos de tel ou tel fait dont ils ne saisissaient pas immédiatement (et immédiatement) la signification. Alors qu'ils étaient portés à s'interroger sur tel ou tel comportement politique, si irrationnel qu'il pût leur paraître au premier abord (c'est qu'ils s'attendaient, puisque, là, ils en postulaient la relation à un système cohérent, à découvrir la réponse), lorsqu'ils se trouvaient par contre devant une manifestation économique dont la logique leur échappait, ou ne leur était pas absolument évidente, ils ne savaient que s'exclamer « mais c'est absurde! »; c'est qu'ici, ils s'attendaient, puisqu'ils en postulaient l'irrationalité par rapport à tout système cohérent, à des comportements absurdes.

Pour espérer obtenir une explication en la matière, il leur restait loisible de se demander: « dans quel autre domaine cette conduite, absurde dans celui de l'économie — dont, pourtant, logiquement, elle relève — peut-elle, après tout, trouver sa signification? » Curiosité d'ethnologue! Il est clair que, si ce ne sont pas ses propres problèmes qui motivent l'enquêteur dans sa recherche obstinée, il aura tendance à en faire, tout simplement, l'économie.

C'est pourquoi nous pouvons dire que la réussite d'une conquête coloniale, finalement, dépendra du projet du colonisateur et des moyens qu'il consentira à mettre en œuvre. Car « les faits sont têtus », et si la colonisation du Menabe avait été caractérisée, en son projet économique, par une nécessité marchande aussi impérieuse que l'avait été la nécessité politique qui en avait caractérisé le projet impérial, sans doute aurait-on fini par s'interroger aussi efficacement sur le système économique sakalava qu'on l'avait fait sur son organisation politique — ou, du moins, par agir aussi efficacement sur ce système qu'on l'avait fait sur cette organisation: de même que la conquête du Menabe, comme nous l'avons montré, n'aurait pu finalement — et quelle que fût la politique suivie — ne pas aboutir, tel étant le rapport des forces en présence, de même, et pour la même raison, n'importe quelle organisation économique aurait fini par se voir imposée, pour peu qu'elle ait paru également mériter qu'on l'appuie de tout son poids.

Or, dans le cas du Menabe, non seulement, le développement de l'économie indigène n'a jamais constitué un objectif prioritaire, mais même le développement d'une économie coloniale ne constituait pas un premier objectif:

« La question de la prise de possession effective de cette partie de la colonie (...), dont il paraissait à peu près impossible de tirer jamais profit (...) se posait uniquement pour la sécurité des provinces centrales et de la zone bordant immédiatement le littoral (1). »

(1) Gallieni, *Instructions à MM. les Commandants... op. cit.*

L'économie coloniale vint comme par surcroît (1): le colonat, peu motivé, ne s'installa que lentement dans la région. Au départ, et avec une certaine ampleur seulement après la Première Guerre mondiale, ce fut surtout la forme d'une affaire d'import-export que revêtit la colonisation.

Celle-ci s'intéressait exclusivement aux produits que la région fournissait déjà d'elle-même, et qu'elle était donc en mesure de lui offrir sans qu'il fut nécessaire d'intervenir dans les conditions de la production: caoutchouc, peaux de bœuf, pois du Cap, maïs. Contrairement à celles des autres produits d'exportation qui ne seront développés que par la suite, ces demandes ne modifiaient pas les pratiques culturales pré-coloniales, n'impliquant ni outillage nouveau, ni technique différente, ni l'instauration de nouveaux types de rapports sociaux de production (salarariat notamment). Ces différents produits se succédèrent d'ailleurs comme quasi-monoculture, tant, pour successivement chacun d'entre eux, était forte la rentabilité des cours sur le marché mondial. Il y eut ainsi, durant cette période qui s'étend sur toute l'entre-deux-guerres, un afflux de migrants, attirés par les rémunérations que la richesse du pays (en produits d'exportation recherchés) permettait d'escompter. Une occupation du sol encore très lâche, offrant de nombreuses surfaces cultivables (que ne leur interdisait pas les droits fonciers sakalava qui s'y exerçaient) permit, de surcroît, aux nouveaux arrivants de s'intégrer au pays sans trop de difficultés, puisqu'ils ne bouleversaient pas le système de production des originaires.

La facilité et la rapidité avec laquelle se réalisait alors le profit a déterminé la caractéristique essentielle du type de colonisation qui s'est instauré, que l'on peut qualifier proprement de parasitaire: en schématisant plus ou moins grossièrement, disons que le colon se contentait de profiter brutalement du rapport de forces instauré sur place entre occupants et indigènes pour confisquer à son profit de vastes superficies de terres, sur lesquelles aucun investissement productif n'était consenti; l'exploitation consistant simplement à extorquer une part de la production villageoise, qu'on orientait autoritairement vers tel ou tel type de culture de rapport, sans chercher en aucune façon à améliorer l'état existant des forces productives. Les indigènes se trouvant résider dans la zone ainsi expropriée, n'eurent le choix qu'entre l'expatriation ou l'acceptation du seul statut, celui de métayer, qui leur fut proposé.

C'est sur ces perspectives limitées que se développa d'abord l'économie coloniale, sans que jamais l'administration française ait cherché à l'intégrer au système économique sakalava; le paradoxe est que c'est justement parce qu'elle pensait le profit comme but ultime de l'économie, que l'administration méconnut celle des Sakalava, lui dénia toute espèce de rationalité, et que, par là, elle se ferma l'accès aux moyens qui auraient permis de modifier consciemment cette économie, d'en développer les potentialités vers ce profit même qu'elle recherchait.

Ce ne sont pas les *moyens* d'une politique économique coloniale qui manquaient: des terres ont été confisquées, le cheptel, sur-exploité, le travail forcé, imposé. Mais les *besoins* de cette politique se trouvaient rapidement satisfaits, et la colonisation, finalement, a pu se passer — durant cette période — et des Sakalava et de leurs biens,

(1) « Le pays ne peut encore être ouvert à la colonisation; il faut attendre que nous soyons sûrs des intentions pacifiques de nos nouveaux sujets, et laisser les habitants rebâtir leur village, faire leurs cultures et reconstituer leurs troupeaux ». Aux yeux des militaires, l'arrivée du colonat semble davantage une nécessité regrettable, venant gâcher leur chef-d'œuvre, que la justification gratifiante de leur travail! (*Cercle de la Tsiribihina, rapport politique, juin 1900*, Arch. d'O.M. 2 D 60 A).

elle a pu s'implanter chez eux sans saper les bases concrètes de leur système : la terre, les bœufs, les hommes. Si les terres, en effet, ont été confisquées aux habitants du Menabe, il leur en est tant resté à leur disposition, cependant, qu'ils purent donner eux-mêmes de leurs propres terrains en métayage aux immigrants; si les troupeaux, de même, ont bien été décimés au cours de la conquête, et, de nouveau, par un *boom* sur les cuirs, la « paix française » n'en a pas moins, par la suite, favorisé l'élevage en assurant des conditions favorables à son développement; si le pays, enfin, a dû se plier à recevoir sa part de travail forcé, celui-ci est loin de lui avoir laissé les cicatrices dont il a marqué d'autres régions. Et les Sakalava, moyennant ce tribut versé, purent conserver la liberté de *ne pas* vendre leur force de travail, la main-d'œuvre nécessaire aux plantations européennes leur ayant été fournie par les esclaves libérés d'abord, puis par des travailleurs immigrants.

Ainsi, la production sakalava put-elle conserver une certaine autonomie, effective au niveau du procès de production et — c'est l'essentiel — des rapports de production, les Sakalava se refusant à accepter ceux — justement perçus comme rapports de domination — de métayage sur les concessions coloniales. Et, si la poursuite des erreurs politiques qui avaient marqué le début de la campagne aurait pu conduire à une destruction profonde de l'organisation sociale sakalava (pour la vaincre, il eut fallu la détruire), au contraire, la politique de pacification, en confortant celle-ci afin de lui faire admettre la présence française comme un fait accompli, mais ne portant pas atteinte aux intérêts des divers groupes sociaux, lui permit — dans un premier temps, mais c'est le temps décisif de l'instauration de la colonisation — de subsister dans l'illusion de sa permanence.

Mais, justement, la destruction de l'organisation sociale sakalava — où l'individu n'existe que comme membre de sa communauté, mais où en tant que tel, il trouve *nécessairement* sa place dans la production — n'eût-elle pas constitué, en contraignant les individus — qui seraient dès lors atomisés — à se vendre, sur le marché du travail, un préalable nécessaire à la réussite de la colonisation ?

Il faudra attendre la Seconde Guerre mondiale pour voir se constituer une véritable colonisation productive, centrée sur l'exploitation tabacole avec le minimum d'investissement technologique et financier que cette production impliquait. Mais l'arsenal des mesures administratives antérieurement prises pour contraindre la population à la production (fiscalité multiple, prestations de travail obligatoires, corvées villageoises, réquisitions, cultures obligatoires...) ne suffit alors plus pour assurer une force de travail suffisante, d'autant moins que — une fois passé le *boom* du tabac — la stabilisation des cours de l'ensemble des produits d'exportation s'est faite à un niveau tel que le travail paysan ne pouvait plus être rémunéré à un taux suffisamment avantageux pour attirer dans la région un nouveau courant migratoire. Et le nouveau contexte politique ne permettait plus — désormais — de faire jouer en sa faveur les simples règles du rapport des forces colons dominants/indigènes dominés. Au contraire, la politique de l'administration se traduisit par la suppression du travail obligatoire (1945), ce qui accentua encore l'importance d'une population immigrée qu'il fallait maintenant aller chercher sur place, à l'autre bout de l'île, et ramener par camions entiers, pour une durée de travail tout à fait aléatoire. On comprend que des conflits — parfois violents — aient dès lors opposé à maintes reprises le colonat et l'administration, le premier réclamant des mesures autrement drastiques que celles consenties par la seconde pour déterminer les autochtones à vendre leur force de travail, la politique administrative coloniale étant — le plus souvent — guidée par la volonté de servir l'indigent dans la voie du développement économique qu'elle

concevait pour lui: les documents d'archives donnent de sa sincérité à cet égard un témoignage probant.

La pacification, elle, fut menée dans le seul souci de réussir la conquête au moindre coût, et ne s'embarrassait pas de discours humanistes justificateurs, certes; mais ce qui compte ici, c'est que, dans un cas comme dans l'autre, fut exclu l'usage des formes radicales de la contrainte; et cette exclusion, justement, rendra insolubles — lorsqu'ils se poseront avec acuité — les problèmes de la main-d'œuvre: quelle que soit la bonne volonté des uns ou des autres, la seule attitude cohérente en matière de politique économique coloniale — nous pensons en donner ici l'exemple à *contrario* — c'est bien la coercition.





FRANÇOISE LE BOURDIEC

LE DÉVELOPPEMENT DE LA RIZICULTURE DANS L'OUEST MALGACHE

Dans le cadre de la grande île, l'Ouest malgache (du cap Saint-André à Morondava) fait figure de monde à part, au moins sur le plan strictement agricole: les Sakalava, essentiellement éleveurs, se distinguent des autres populations récemment immigrées et possédant des traditions rizicoles ancestrales.

Ces riziculteurs immigrés, Antaisaka du Sud-Est, Betsileo ou Merina, se sont installés dans les zones basses et faciles à cultiver, où ils forment des noyaux de peuplement dispersé le long des principales vallées. L'implantation de ces agriculteurs dans une région restée longtemps peu humanisée est à mettre en rapport avec les possibilités de la riziculture. En effet, bien que le développement de la culture ait été lent et inégal, quelques secteurs, entièrement aménagés en rizières, se sont créés. Ils sont aujourd'hui, de dimension modeste et de production faible (4,3 % par rapport à la production nationale), mais leur existence dans un milieu où prédomine encore l'élevage extensif pose le problème de leur origine et de leur évolution.

Autrefois, le riz n'était pourtant pas inconnu en pays sakalava. Et il est même certain, les témoignages anciens le confirment, que la côte ouest a participé au commerce de traite avec pour principaux produits d'échange les esclaves, les bœufs et le riz. Les forces locales de production se sont-elles transformées au cours des siècles? A-t-il suffi de la présence de nombreux immigrés aux traditions rizicoles plus élaborées, pour modifier en l'espace de quelques générations la géographie du riz de ce vaste ensemble géographique?

L'ÉVOLUTION DES FORCES DE PRODUCTION

Comment délimiter avec précision l'Ouest malgache? Si la limite méridionale peut être fixée au fleuve Mangoky parce qu'au delà de cette latitude les paysages végétaux et les formes de mise en valeur se révèlent différents, vers le Nord la transition entre l'Ouest et le Nord-Ouest apparaît beaucoup moins nette. Les formations végétales de savane à Satrana se continuent en effet au delà du cap Saint-André et les aménagements agricoles, s'ils offrent un caractère plus intensif, sont encore consacrés à la culture du riz. Le critère ethnique ne peut davantage être retenu, puisque les Sakalava occupent la zone côtière beaucoup plus loin vers le Nord jusqu'à la latitude de Nosy-Be.

Ce sont, en réalité, des facteurs historiques qui limitent vers le Nord le cadre de notre étude au secteur de Besalampy (au sud du cap Saint-André). Cette limite septentrionale correspond aux prolongements épisodiques vers le Nord de l'ancien royaume du Menabe. En effet une forte organisation socio-politique, affirmée dès le xvii^e siècle sous la volonté du groupe Maroserana, originaire du Sud-Ouest, a dominé une vaste région côtière dont les limites ont pu varier, mais dont le nom Menabe est resté.

L'ancien royaume du Menabe centré sur les vallées de la Tsiribihina et de la Morondava formait autrefois un espace homogène où l'activité économique principale était l'élevage. Les bœufs représentaient le seul centre d'intérêt et les déplacements des hommes étaient commandés par la nécessité d'élargir les terrains de parcours. Il semble que des formes d'agriculture rudimentaire complétaient les produits provenant essentiellement de la cueillette en forêt ou de la chasse: la culture de maïs était pratiquée sur des espaces forestiers défrichés par le feu, qui devenaient après une ou deux saisons de culture des terrains de parcours supplémentaires.

Pour consolider leur prestige dans la hiérarchie sociale, les groupes Sakalava avaient deux moyens: protéger leurs troupeaux (signe infaillible de richesse) et augmenter le nombre de leurs esclaves (employés aux tâches domestiques et agricoles).

L'autorité royale du Menabe a sans doute affirmé sa puissance dès le développement des formes de troc avec les navigateurs étrangers. Pour stimuler le commerce, le roi encourageait les clans vassaux ou alliés à agrandir les troupeaux et à capturer des familles entières au cours de razzias. Avec des monnaies d'échanges aussi recherchées que les bœufs et les esclaves, le roi était en mesure de contrôler le trafic de traite avec les commerçants étrangers.

En fait, ce n'est que progressivement que ce contrôle s'est développé et que le riz a pris de l'importance dans les relations commerciales.

Une relation écrite vers 1639 par le voyageur Mandelso (1) fournit un inventaire des « richesses insulaires » de l'époque. Le riz y tient une place importante. Et parmi les « bons havres » indiqués figure la baie de l'actuelle Morombe. Le riz représentait-il déjà un produit d'échange fréquemment utilisé sur la côte ouest? Peut-être. Mais c'est plus tard, vers 1650, que le riz devient un produit de valeur pour lequel il faut fournir des étoffes, des couvertures de laine ou des armes.

A la fin du xvii^e siècle, en effet, la puissance royale sakalava s'appuie essentiellement sur l'approvisionnement régulier en armes et en munitions. Dès lors, le développement des opérations de traite provoque l'essor de la riziculture dans quelques secteurs et en particulier dans la basse Morondava. Il semble bien qu'il existait, à cette époque, un rapport précis entre la situation des principaux lieux de production de riz et la localisation de certains clans royaux en train de se sédentariser.

Le fait est confirmé par les récits de voyages du xviii^e siècle. Dès 1719, les Hollandais qui négocient à Morondava un bœuf contre deux mousquets et évaluent le prix du riz en barils de poudre, concluent un troc selon les termes suivants: « 600 corbeilles de riz (6 300 livres) contre 1 200 livres de poudre, et 11 bœufs contre 22 mousquets »... (2). Un peu plus au Nord, deux autres sites sont reconnus vers 1721 par DE BUCQUOY « pour faire du commerce » (3) au même titre que les ports de la côte est. Il s'agit de Manambuque (Tambohorano) et Parsello (embouchure de la Tsiri-

(1) COACM, tome IV, p. 487.

(2) COACM, tome V, p. 12.

(3) COACM, tome V, p. 141-142.

bihina). Avec Morondava, ils forment les trois lieux de mouillage les plus sûrs et les « plus garnis » de la côte ouest. La localisation de ces trois places commerciales souligne par ailleurs l'extension du royaume du Menabe, dont les limites, bien qu'imprécises auraient été à l'époque le Manambolo au Nord et le Mangoky au Sud. La façade maritime comprise entre ces deux fleuves était entièrement contrôlée par les seigneurs vassaux du roi.

Pourtant à la même époque, les Sakalava sont réputés pour « ne manger ni sel, ni graisse, ni riz, ni pain » (1). Les communautés villageoises vivaient encore des produits de cueillette et de culture de maïs sur brûlis forestier. Et tandis que les travaux agricoles étaient confiés aux femmes et aux esclaves, l'activité principale était toujours centrée sur la protection des troupeaux pour lesquels les hommes devaient construire des parcs et organiser les déplacements. Il semble cependant que certains clans aient amorcé, dès le xviii^e siècle, une vie plus sédentaire, organisée près des lieux de culture du riz, mais il est regrettable qu'aucun document écrit ne relate ces pratiques rizicoles anciennes. Compte tenu des contraintes géographiques (peuplement peu dense et sans traditions rizicoles, milieu climatique caractérisé par une saison sèche de plus en plus longue vers le Sud) il est à supposer que le riz était cultivé selon les techniques les plus simples, analogues d'ailleurs à la première forme de riziculture pratiquée sur la côte est en semis direct sur marais. Les « ranovory » (2) dispersés le long de la côte ouest ont pu être colonisés par le riz, au moins sur leur périphérie.

Deux traditions, rapportées par les récits de voyageurs, permettent de confirmer la présence du riz dans le Menabe dès le xviii^e siècle. La moisson, date importante du calendrier rizicole, sert dès lors de point de repère pour fixer les événements familiaux : « elle sert à calculer leur âge et celui de leurs enfants »... et « à une ou deux près évaluer le nombre d'années qu'ils ont vécu »... (3). Par ailleurs, le terme *vary* fait désormais partie du vocabulaire local pour désigner le riz. Et comme la nourriture du bétail apparaît aussi fondamentale que celle des hommes le mot *vary* est introduit dans des expressions désignant la pâture du bétail. Aujourd'hui encore, le mot composé « vary-nanahary » (4) est utilisé dans certains secteurs reculés (entre Besalampy et Maintirano) pour définir les formations graminéennes qui servent de pâturage aux bovins.

Vers la fin du xviii^e siècle, plusieurs facteurs contribuent à démanteler progressivement l'unité du royaume du Menabe. La dispersion de la population sur un vaste espace et les rivalités entre les clans marquent les débuts du déclin. Peu après, un nouvel élément intervient qui rend la royauté plus fragile : c'est la réglementation de la traite. Dès lors, la côte est commence à se spécialiser dans les exportations de riz et de bœufs à destination des Mascareignes, tandis que la côte ouest amorce son déclin sur le plan commercial et par contre-coup, sur le plan de la production rizicole. C'est vers 1830 que LEGUEVEL DE LACOMBE le souligne après avoir cherché à atteindre Morondava, capitale des Sakalava du Sud : « je cherchais en vain ces plaines fertiles dont j'avais si souvent entendu parler ; je ne voyais qu'un pays déboisé et pierreux... » (5).

(1) COACM, tome V, p. 30.

(2) ranovory : lac ou étang.

(3) COACM, tome V, p. 38.

(4) vary-nanahary : riz de Dieu.

(5) LEGUEVEL de LACOMBE, chap. X, p. 98.

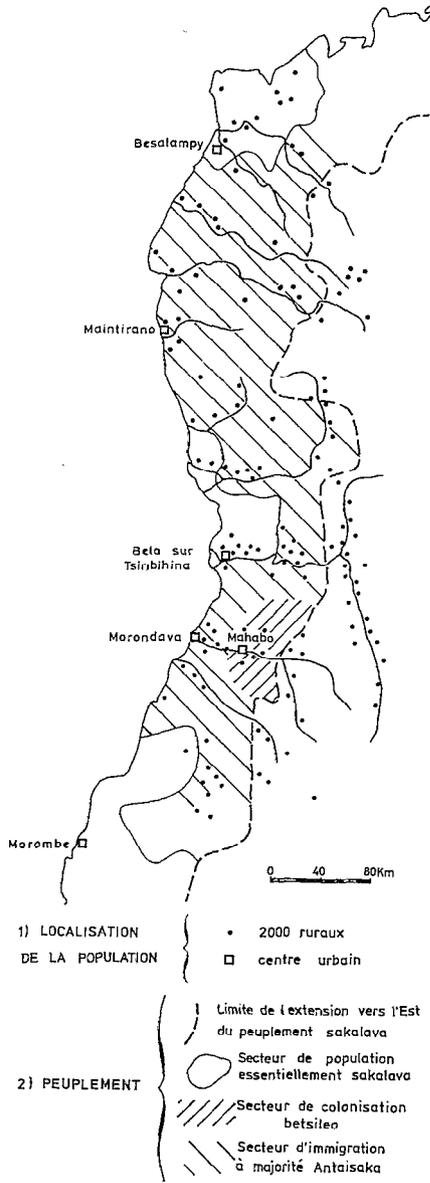


FIG. 1. — Faits humains

Il semble ainsi que la culture du riz fût en régression dans l'Ouest malgache au début du XIX^e siècle, après avoir été stimulée au XVII^e siècle par un intérêt purement politique et économique. Le désintérêt des Sakalava pour le riz fût une conséquence de la division du royaume en de nombreux petits clans indépendants, plus ou moins rivaux, absorbés désormais dans des luttes intestines forcément meurtrières, puisque ces nouveaux roitelets disposaient à leur tour d'armes à feu et de munitions.

En outre, la situation en cette période troublée fût aggravée par les avancées militaires merina qui se succédèrent dans l'Ouest à partir de 1820. Les conquêtes de Radama I favorisèrent les premières migrations de population en direction de Mahabo (1820-1825) et de Morondava (1834). Dès lors, l'Ouest malgache va connaître de profondes transformations sur le plan agricole, car les immigrants, composés en majorité d'authentiques riziculteurs, vont prendre le relais de la culture du riz.

Bien que correspondant à des déplacements numériques peu importants, les premières formes d'immigration merina ont été déterminantes sur le plan rizicole car les points conquis restaient gardés militairement par des « soldats-paysans » dont la préoccupation essentielle était de survivre. En conséquence, c'est à ces immigrants que revient l'introduction du riz repiqué dans des zones où ne régnait autrefois que le semis direct. Dans la région de Mahabo par exemple, où 500 hommes avaient été placés par Radama, les premières rizières furent aménagées par les soldats merina.

Ainsi, certains secteurs redeviennent, dès le début du XX^e siècle, des centres de production rizicole. Les estimations faites en 1904 (date du premier recensement des surfaces cultivées) indiquent en effet que les plaines de Morondava-Mahabo et de la basse Tsiribihina portent au total 19 000 ha de riz, c'est-à-dire plus que la cuvette du lac Alaotra (18 000 ha) ou que les plaines de Marovoay (4 000 ha), alors en cours de défrichement. Par rapport à la mise en valeur totale de l'époque (290 000 ha), les surfaces consacrées au riz couvrent 6,5 % dans l'Ouest malgache. Ce premier bilan chiffré souligne à lui seul l'importance des courants de migrations intérieures. Dès le milieu du XIX^e siècle, une immigration lente, mais continue, a en effet contribué au peuplement et à la mise en valeur rizicole de l'Ouest.

De nos jours, les mouvements migratoires se continuent vers l'Ouest pour des raisons aussi bien économiques que sociales. L'insuffisance des productions vivrières ou le difficile équilibre des ressources alimentaires a été longtemps un motif suffisant. Il est encore évoqué par les migrants, en particulier par les originaires des foyers de peuplement ancien (côte sud-est, Betsileo central) où le seuil de saturation démographique a été atteint dans certains secteurs de forte densité (plus de 100 hab/km²). Mais d'autres facteurs ont pu intervenir: d'anciennes conditions serviles, des contraintes foncières liées aux lois ancestrales de l'héritage, ou encore des rapports ambigus avec la collectivité familiale sont susceptibles de rompre les liens qui rattachent un cultivateur à son *tanindrazana* (1).

Parmi les populations de Madagascar les moins sédentaires, trois groupes ethniques apparaissent particulièrement mobiles (Merina, Betsileo et Antaisaka). Ils sont effectivement les plus nombreux à vivre loin de leur cadre régional. L'étude du phénomène migratoire, bien que complexe, montre que le détachement de la terre ancestrale se fait en plusieurs étapes: de forme d'abord saisonnière ou temporaire, l'émigration se transforme le plus souvent en forme semi-définitive, ou même définitive dès que le tombeau familial est construit dans la région d'accueil (2).

(1) terre des ancêtres.

(2) F. LE BOURDIEC, 1974, tome I: 171 à 220.

Parmi les groupes immigrés dans l'Ouest malgache, ce sont généralement les Antaisaka qui sont les mieux représentés. Mais localement il arrive qu'ils soient dépassés numériquement par les Betsileo (cf. fig. 1). Cependant, ils forment avec les autres groupes d'immigrants des noyaux de peuplement qui dominent, par le nombre, le fond de population locale Sakalava.

Du moins est-ce vérifié à l'échelle des cantons ruraux, pour lesquels nous avons calculé les pourcentages suivants (1):

	Population immigrée (%)				Population locale Sakalava (%)
	Antaisaka	Betsileo	Merina	Divers	
Vallée de la Maningoza	24	3,3	1	25,7	46
Plaine de Betanatana	46,5	7	1,6	20,3	24,6
Delta Tsiribihina	19	11	1,6	36,3	32
Plaine de Morondava	2,3	31	0,2	13,5	43
Plaine de Mahabo	15	23	3,4	24,2	34,4

L'implantation de ces immigrés, dans un cadre écologique profondément différent du leur, et dans un milieu social nouveau, n'a-t-elle pas posé des problèmes d'adaptation ou provoqué des difficultés d'intégration? Il faut considérer les éléments de réponse sous deux angles. Sur le plan de la culture, il y a eu introduction puis extension lente mais progressive du riz repiqué, les nouveaux venus imposant peu à peu leurs techniques intensives, et leurs pratiques communautaires, et jusqu'aux variétés de riz originaires de leur région. La supériorité des nouvelles méthodes culturales et leur efficacité furent d'ailleurs reconnues par les Sakalava, au point que ceux-ci surnomment couramment les Antaisaka de *Betsirebaka* (2) terme assez significatif pour prouver leurs talents de riziculteurs. Cependant, les immigrés ont tenu compte des exigences du milieu naturel, en aménageant des rizières uniquement en milieu hydromorphe susceptible d'être irrigué (plaine de Mahabo), delta de Morondava, plaine de Betanatana), et en adaptant aux zones inondables et difficilement drainables une forme de riziculture originale = un riz repiqué de décru (lacs de la Tsiribihina). Il existait néanmoins le problème d'obtention du droit de culture.

— le moyen le plus ancien (3) et qui tend à disparaître, sauf chez les Antaisaka, consiste à emprunter une parcelle: c'est un véritable prêt par lequel l'usage de la terre est cédé sans contrepartie dès le moment où il est scellé par le pacte du *fatidra*, ou serment du sang.

— La formule la plus répandue et qui avantage finalement les deux parties, est un système de métayage, uniquement possible dans les zones d'accueil où les possibilités foncières sont suffisamment étendues. C'était le cas dans les régions septentrionales du Menabe, où les Sakalava accordaient un droit d'occupation sur 1 ou 2 hectares, cédés devant témoins, en échange d'un tiers du produit de la récolte.

(1) ces pourcentages, calculés pour l'année 1972, sont à considérer comme des ordres de grandeur.

(2) « Ceux qui n'ont jamais faim ». Ce terme est surtout utilisé au nord de Maintirano.

(3) LEGUEVEL de LACOMBE le notait déjà en 1830.

— Mais le procédé le plus sûr pour obtenir définitivement une ou plusieurs parcelles est assurément le mariage avec une femme du groupe qui tient les terres. Les Betsileo, en particulier, ont souvent complété leur pacte de sang par des alliances inter-ethniques afin de renforcer la réciprocité des liens sociaux. Dans la région de Morondava-Mahabo où la colonisation betsileo dure depuis plusieurs générations, les immigrés se sont véritablement intégrés dans le milieu d'accueil en occupant peu à peu les meilleures terres à la suite « d'un échange femme-terre » (1) qui leur est toujours favorable.

Cet exemple souligne le second aspect du problème, celui de l'intégration dans le contexte social et coutumier Sakalava. Bien que la population immigrée domine numériquement les Sakalava, il a fallu que Merina, Betsileo et Antaisaka se soient en quelque sorte *sakalavisés* pour être acceptés. Ils se sont pliés, par exemple, au respect du bœuf. Le zébu constitue, encore aujourd'hui, la monnaie d'échange la plus courante dans tout le Menabe, alors que dans la plupart des autres régions de l'île, les travaux rizicoles ou les participations aux fêtes coutumières se mesurent en *vata* (2) de paddy lorsqu'ils ne sont pas réglés en espèces.

Ainsi, il s'est formé progressivement une sorte de rapport entre coutumes adoptées d'une part, imposées d'autre part, sans toutefois qu'il se produise une acculturation à sens unique. C'est davantage un processus d'inter-acculturation qui s'est établi entre les différents groupes implantés: il se traduit du côté Sakalava par l'adoption des nouvelles techniques culturales, et du côté des immigrés par l'application des valeurs sociales locales.

Il en résulte que les Sakalava conservent relativement bien leurs structures sociales, alors que leur système de production, fortement dépersonnalisé, est en cours de transformation: l'élevage demeure pour eux une activité essentielle, mais le riz tient à l'heure actuelle une place de plus en plus importante, aussi bien sur le plan de l'alimentation que sur le plan de l'utilisation du sol.

LES NOUVEAUX FOYERS DE PRODUCTION

Contrairement à l'évolution agricole de la côte est, la riziculture a suivi sur la côte ouest un développement moins rapide mais plus concentré. Les foyers de production, nés au XIX^e siècle, se sont élargis par la suite en des points très précis, dont les limites ont été commandées par une série de contraintes géographiques liées à la fois au sous-peuplement et au milieu naturel.

Le sous-peuplement représente sans doute l'obstacle le plus important à une mise en valeur intensive. L'ancien Menabe était caractérisé par un peuplement lâche et dispersé. Il est encore, à l'heure actuelle, très peu humanisé. En considérant que les limites de l'Ouest malgache englobent la région de Besalamy au Nord, et celle de Manja au Sud, elles cernent un ensemble d'environ 80 000 km² où vivent un peu plus de 320 000 personnes en 1972. La densité moyenne de 4 hab/km² en se révélant bien inférieure à la densité moyenne nationale (18 hab/km²), confirme ainsi le sous-peuplement régional. Et bien que les ruraux forment 90% de la population, il apparaît clairement que la mise en valeur rizicole ne peut être aussi intensive que dans

(1) S. CHAZAN, p. 57-58.

(2) *Vata*: unité de mesure dont le contenu varie d'une région à l'autre de Madagascar: le *vata* contient de 20 kg de paddy (Imerina) à 30 kg (Betsileo).

les régions fortement peuplées de l'île. Il en résulte que la riziculture de l'Ouest malgache est encore peu soignée à l'exception de secteurs très particuliers, et se présente dans l'espace façon très discontinue. Les zones de production se trouvent éloignées les unes des autres, et forment des taches essentiellement localisées le long de la frange côtière. L'inégale répartition de la population accentue parfois les effets du sous-peuplement (plateau calcaire du Bemahara) ou au contraire les atténue, en particulier le long des axes hydrographiques. Les hommes se concentrent davantage le long des grandes vallées (Maningoza, Tsiribihina et Morondava), et surtout dans leur partie aval deltaïque (8 hab/km² dans la Basse-Tsiribihina, 17,6 hab/km² dans la Basse-Morondava). Ces noyaux de peuplement contrastent toujours avec leur environnement presque vide (figure 1), resté à l'état naturel (forêt tropophile de l'Ouest) ou dégradé par les feux ou le surpâturage (collines recouvertes de steppe à *Aristida*).

Il est vrai qu'en dehors des terres alluviales, le milieu naturel offre bien peu de possibilités sur le plan rizicole (fig. 2).

Les conditions climatiques, par exemple, ne favorisent pas particulièrement la culture du riz. Les besoins en eau de la plante pendant son cycle végétatif sont estimés à 1 000 mm pour une culture en milieu sec, et à 1 200 mm pour une culture en milieu aquatique. Or ces conditions ne se trouvent remplies qu'au nord de Maintirano. Une carte des isohyètes dressée à l'échelle de Madagascar (cf. Atlas de Madagascar planche 10) montre clairement que la riziculture se révèle théoriquement impossible sans irrigation au sud de Morondava où passe la courbe annuelle des 600 mm/an. Entre Morondava et Maintirano (la courbe des 800 mm/an passe à la latitude de Belo sur Tsiribihina) la culture devient possible mais la récolte demeure incertaine. Enfin à partir de la latitude de Maintirano, une culture par an a toutes les chances de réussir sans irrigation à condition que le cycle végétatif ne dépasse pas la longueur de la saison des pluies qui ne s'étale que sur 4 mois (de novembre à mars).

Les moyennes des précipitations mensuelles pour les trois stations de Besalampy, Maintirano et Morondava confirment en effet la diminution de la pluviosité du nord au sud:

	<i>novembre</i>	<i>décembre</i>	<i>janvier</i>	<i>février</i>	<i>mars</i>	<i>Total de la saison pluvieuse</i>	<i>Total annuel (en mm)</i>
BESALAMPY	75,6	180,0	411,0	321,7	88,9	1 177,2	1 243,2
MAINTIRANO	65,2	159,8	269,4	204,8	170,0	869,2	939,9
MORONDAVA	17,6	124,3	247,5	221,4	117,9	728,7	778,7

La sécheresse constitue par conséquent le principal obstacle à la riziculture, et lorsque la culture est irriguée, le débit des canaux doit être largement calculé: en moyenne il faut 11 l/sec/ha. Mais il faut compter, pour la côte ouest, un débit de 21 l/sec/ha en saison sèche pour compenser les effets de l'évapo-transpiration et de la percolation, de 1,5 l/sec/ha en saison des pluies pour pallier l'irrégularité des précipitations. Ces types d'aménagement ne sont pas encore répandus sur la côte ouest: seules les plaines de Morondava et de Mahabo sont en partie aménagées.

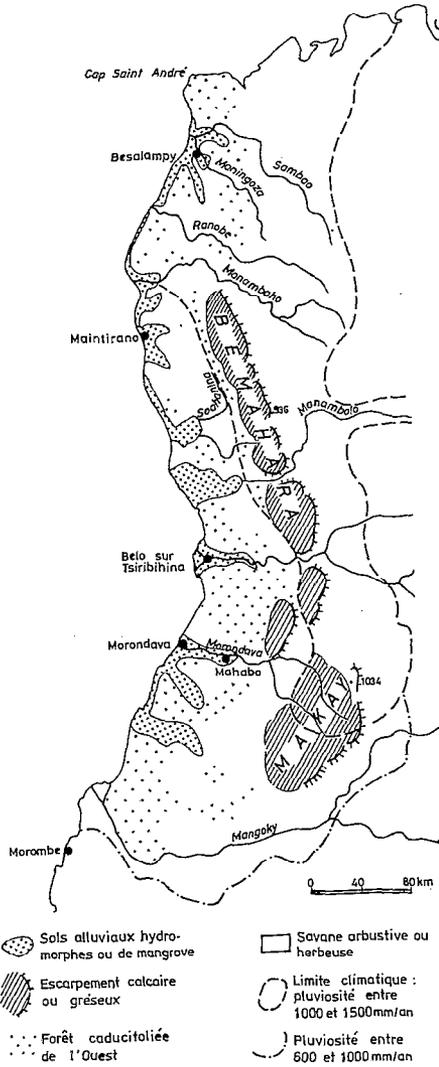
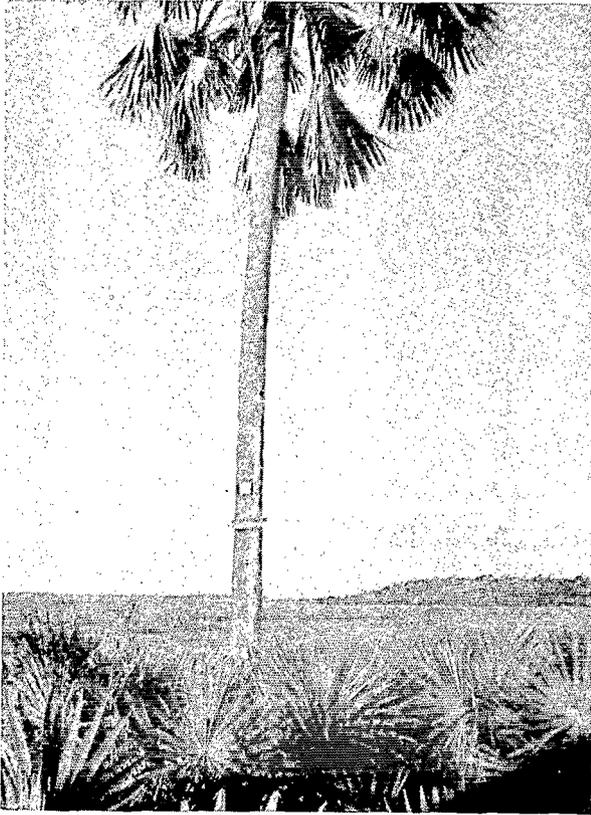
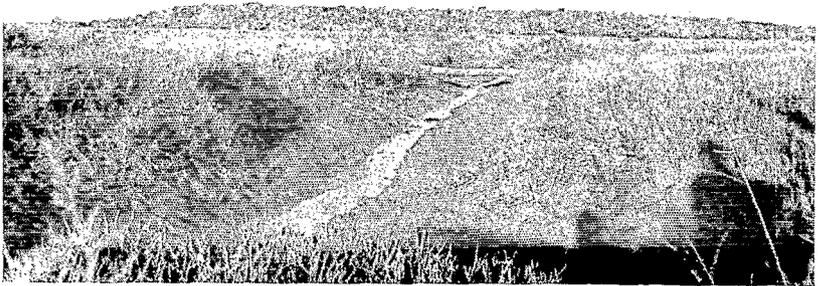


FIG. 2. — Principales données naturelles

En fait, plus encore que la sécheresse, les riziculteurs redoutent la violence des pluies et leurs conséquences immédiates: les crues des fleuves. Tous les ans, généralement en décembre, parfois dès le mois de novembre, les plaines côtières de l'Ouest sont inondées. Les inondations ne sont pas seulement liées aux pluies locales. Elles sont aussi le fait des eaux de ruissellement provenant de l'amont des bassins-versants, qui grossissent démesurément les fleuves. Des milliers d'hectares de terres basses sont ainsi ennoyées de décembre à février sous plusieurs mètres d'eau. En mars, la décrue s'amorce découvrant alors de bonnes terres à riz, mais aussi des surfaces



1. — Vue partielle de la vallée de la Maningoza aménagée en rizières. A remarquer, sur le palmier, le repère indiquant le niveau de l'eau en saison des pluies (env. 2 m.).



2. — Vallée de la MANINGOZA: « Kinga » ou canal naturel d'amenée d'eau (ancien bras du fleuve) fonctionnant avec la marée.

recouvertes par endroits de matériaux sableux charriés puis déposés par les eaux fluviales. Le phénomène d'ensablement prend des proportions particulièrement graves après le passage d'un cyclone ou d'une dépression: ainsi, après le passage du cyclone *Dany* (février 1969), 1 300 hectares de rizières furent ensablés dans la région de Morondava.

D'année en année, certaines plaines se trouvent donc progressivement appauvries par un ensablement qui réduit d'autant les surfaces cultivables. Ainsi le nord de la plaine de Besalampy formait encore il y a une dizaine d'années un ensemble de 300 hectares de rizières. Mais les crues du fleuve Sambao ont peu à peu fait régresser les superficies rizicoles, en couvrant le secteur d'une couche de sable atteignant par endroits 40 à 50 cm! C'est le terroir du village de Tsianaloka le plus touché: composé autrefois de 120 ha de rizières il ne compte plus que 7 ha en état de produire. Ce processus de désertification a fait fuir 40 familles du village sur les 50 qui l'habitaient jadis.

Plus au Sud, les secteurs de Maintirano et de Morondava ne sont pas non plus épargnés. Tous les ans, les aménagements hydrauliques sont endommagés, et il faut parfois enlever des canaux d'irrigation une épaisseur de 30 à 40 cm de sable.

Dans ces conditions, la riziculture irriguée devient très vulnérable, et en dehors de certains périmètres aménagés et soigneusement contrôlés par des techniciens du Service de l'Agriculture et du Génie rural, comme les plaines de Morondava et de Mahabo, la culture du riz reste essentiellement une activité traditionnelle de forme différente selon le milieu où elle s'est intégrée. Les riziculteurs immigrés ont su, en effet, composer avec chaque type de milieu naturel = aux espaces longilignes de vallées, dont les aménagements hydrauliques ont été réalisés par les collectivités rurales, correspond un riz cultivé en rizières, mais où le contrôle de l'eau est loin d'être parfait; tandis qu'aux espaces plus vastes des dépressions, milieu difficile à drainer et à maîtriser, convient un riz de décrue dont la culture est liée au retrait des eaux d'inondation.

L'Ouest malgache offre ainsi trois types de paysages rizicoles:

— *Des vallées intensivement mises en valeur*, et caractérisées par un damier de rizières minuscules encadrées de diguettes peu régulières parce qu'il faut les reconstruire tous les ans après les crues.

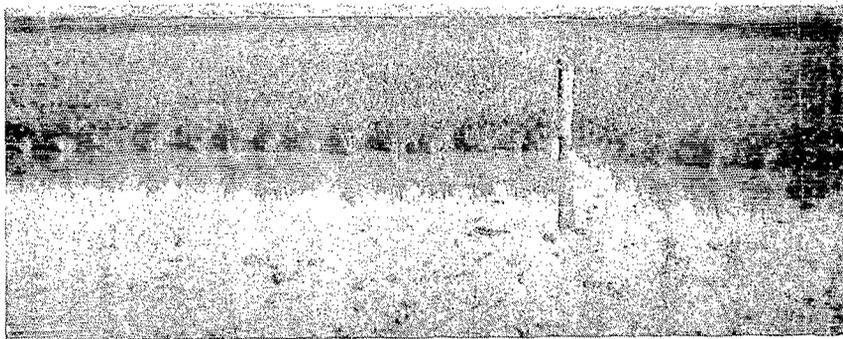
— *Des plaines ou l'ordonnance des rizières* n'est interrompue que par les canaux témoins d'un aménagement récent.

— *Enfin les dépressions*, ou *ranovory*, offrent le type de paysage le plus original. A l'époque où il est cultivé, l'espace ne montre aucun cloisonnement et ressemble à une vaste et unique rizière. Seuls quelques alignements de piquets en bois servent de points de repère aux riziculteurs pour délimiter leurs parcelles.

Pour illustrer la *riziculture de vallée*, celle de la Maningoza peut être citée comme exemple. Elle est mise en valeur dans sa partie amont, au sud-est de Besalampy car vers l'aval elle forme dès sa confluence avec la Sambao une vaste plaine marécageuse dont l'aménagement dépasse les possibilités paysannes. Deux villages sont nés sur la rive gauche amont: Bejofo et Ambalatany. Ils groupent environ 150 familles dont l'activité essentielle est la culture du riz sur 185 hectares. La méthode de culture autrefois simplifiée à l'extrême (semis direct sur parcelles piétinées par les bovins) a pris un caractère plus intensif depuis l'arrivée et l'installation de familles *Betsirebaka*. Les Antaisaka forment en effet 24% de la population locale et les Betsileo 4%. Ensemble ils ont introduit le repiquage (90% des rizières sont aujourd'hui



3. — PLAINE DE MORONDAVA aménagée en rizières cultivées en saison des pluies:
« vary tsipala. »



4. — LAC BEMARIVO, transformé de juillet à octobre en une vaste et unique rizière portant
du riz de décrue « vary be » en saison sèche.

repiquées) et généralisé le sarclage. Si bien que la récolte, lorsqu'elle ne souffre pas d'aléas climatiques exceptionnels fournit presque 2 tonnes de paddy par hectare.

La saison de culture est légèrement décalée par rapport à la saison pluvieuse car la vallée se trouve noyée sous deux mètres d'eau environ au plus fort des pluies (photo 1). En fait, les terres topographiquement hautes portent du *vary atriary* (1) tandis que les rizières basses du *vary jebj* (2). Le calendrier des principaux travaux rizicoles est indiqué dans le tableau suivant :

Travaux	Saisons de culture	
	« <i>Vary atriary</i> »	« <i>Vary jebj</i> »
Semis	Janvier	Avril
Repiquage	Février	Juin
Récolte	Juin	Octobre

L'espace consacré au *vary atriary* couvre à peine 15 hectares, taillés dans la berge même du fleuve. Leur approvisionnement en eau par les pluies pose moins de problèmes que leur drainage.

Par contre, les surfaces cultivées en *vary jebj* doivent être nécessairement irriguées puisque le repiquage a lieu au moment où la saison sèche est déjà bien installée. L'irrigation se fait à partir de 13 prises d'eau construites le long de la Maningoza aux endroits où prennent naissance des anciens chenaux. Ces canaux naturels se remplissent deux fois par jour à la suite du reflux de la marée (photo 2). Mais il arrive que le débit devienne, à la fin de la saison sèche, insuffisant. Il est alors provisoirement dressé, en amont de la prise d'eau, un barrage traditionnel confectionné de branches de palmiers et de roseaux.

Le plus souvent le contrôle de l'irrigation revient aux immigrés. En échange, les Sakalava interviennent au moment du piétinage des rizières par le prêt d'un certain nombre de bovins : il faut en effet une trentaine de bêtes pour piétiner 1 ha de rizières en une journée alors que les troupeaux des exploitations taisaka ou bet-sileo ne comptent que 5 ou 6 bêtes. De même le repiquage et le sarclage faisaient souvent l'objet de contrats d'entraide. Mais ces types d'échanges sont aujourd'hui de plus en plus rémunérés en espèces.

Ainsi par leur valeur d'exemple, les riziculteurs immigrés ont réussi à s'intégrer dans leur nouveau milieu malgré leur situation minoritaire. Cependant il semble que les rapports entre les différentes ethnies se manifestent surtout dans le cadre de l'espace cultivé. Ailleurs ils paraissent moins solidaires : au village le quartier attribué aux immigrés est distinct du quartier réservé à la population locale ; et autour du village les zones de parcours des bovins sont strictement délimitées par ethnie.

Un second exemple de paysage rizicole nous est donné par les plaines de Morondava et de Mahabo. Elles forment un ensemble alluvial de 5 000 hectares, dont la moitié environ est cultivée (photo 3).

(1) *vary atriary*: riz de saison intermédiaire entre la saison des pluies et la saison sèche.

(2) *vary jebj*: riz de saison sèche.

Touchée la première par l'immigration, cette région est peuplée aujourd'hui en majorité de Betsileo et de *Kofehimando*, descendants de captifs faits par les Sakalava au cours de leurs razzias sur les Hautes-Terres. Les Sakalava se trouvent ainsi minoritaires dans la plaine de Mahabo, où ils forment à peine 34% de la population. Les Betsileo parlent volontiers de la « fuite » vers la forêt des anciens propriétaires de la terre. En fait, si certains litiges à propos de bovins ont pu encourager les groupes locaux à s'installer plus loin, il semble surtout que les alliances inter-ethniques aient modifié progressivement l'étiquette ethnique.

La mise en valeur régionale date du début du siècle. Mais les défrichements les plus importants ont suivi la construction de deux canaux d'irrigation branchés sur le fleuve Morondava. Le premier le canal Helot, avait été créé vers 1918 pour ravitailler en eau potable les troupes basées à Morondava. Il a été recalibré pour l'irrigation en 1942. Le second, le canal Dabara, a été mis en place beaucoup plus en amont: il fonctionne depuis les années 1952.

L'irrigation est en effet indispensable dans ce secteur même en saison des pluies. A Morondava, sur un total annuel de 700 mm de précipitations 86% tombent pendant la saison pluvieuse ce qui représente à peine la moitié des besoins théoriques du riz. Grâce à l'irrigation deux récoltes par an pourraient avoir lieu sur les mêmes terres. Mais le débit d'étiage de la Morondava est tellement bas (10 m³/sec) que seules les parcelles les mieux situées peuvent porter deux récoltes.

Le calendrier rizicole se subdivise en deux saisons bien distinctes:

	<i>« Vary tsipala » ou riz de saison des pluies</i>	<i>« Vary be » ou riz de saison sèche</i>
Semis	novembre	juin
Repiquage	décembre-janvier	juillet
Récolte	avril-mai	octobre-novembre

La saison du « vary tsipala » est la mieux représentée, parce qu'elle coïncide avec la saison des pluies. Lorsque les pluies sont trop fortes, comme il n'y a aucun aménagement de drainage, les riziculteurs reculent simplement la saison de culture. Le mauvais contrôle de l'eau contribue à diminuer les rendements (0,8-1 T/ha) alors que le « vary be », lorsqu'il est correctement alimenté en eau, donne une récolte deux fois plus importante.

La culture de saison sèche n'est pas systématiquement pratiquée. Les riziculteurs ne l'entreprennent que lorsque la première récolte est jugée insuffisante. Du moins est-ce le résultat de notre enquête au village de Tanandava (3 km à l'est de Mahabo) où les rizières sont cependant bien placées par rapport au canal Dabara. C'est un village à majorité Betsileo, dont la plupart des 50 familles se sont installées entre 1946 et 1948. Les hommes se sont d'abord placés plusieurs années comme métayers, avec pour seul salaire la moitié de la production. Puis les Betsileo ont acheté peu à peu les terres aux Sakalava (1) avec le bénéfice tiré de quelques carrés de terre transformés

(1) L'achat des terres se faisait sous forme de troc à raison d'un hectare contre trois bœufs.

en lieux de production maraîchère. Le plus gros propriétaire possède aujourd'hui 5 hectares mais l'exploitation moyenne se situe entre 1 et 2 hectares. Le paddy récolté est soigneusement conservé pour les besoins familiaux, tandis que les ressources monétaires proviennent d'un petit élevage et de la plantation d'orangers.

Tous les travaux rizicoles sont faits sous forme d'entraide familiale ou de voisinage, coutume introduite par les Betsileo. Cependant, lorsque les pluies sont précoces la récolte du « vary be » presse. Il faut alors faire appel à de la main-d'œuvre salariée: elle est rémunérée en nature au taux de 1 *daba* (1) de paddy pour la coupe de deux ares et la mise en gerbes des plants coupés. Contrairement à ce qui se passe dans tout l'Ouest, le riz est considéré dans ce secteur comme un produit de valeur et d'échange. Cette coutume également ramenée du pays Betsileo, ne fait que souligner l'importance numérique des immigrés. D'autres traditions le confirment: l'utilisation de l'angady pour la préparation des rizières, la culture de variétés de riz originaires du Betsileo — l'Ambalalava ou le Sanganambahijery.

Ainsi dans toute cette région de colonisation betsileo, les problèmes sociaux et économiques apparaissent moins aigus. Sur le plan social, les immigrés conservent leur authenticité. Sur le plan économique, la région est excédentaire en riz. Il semble que les collectivités rurales nouvellement établies aient su imposer leurs techniques rizicoles et les appliquer à leur nouveau cadre.

La riziculture de décrue est le mode de production le plus original de la côte ouest. Bien qu'il n'ait pas évolué depuis un siècle, c'est un procédé adopté par tous les riverains des grandes dépressions, qu'ils soient Sakalava ou immigrés.

Jusqu'à 15 groupes ethniques, en effet, coexistent autour de ces lacs, et si les Sakalava représentent en moyenne 40% de la population locale, il arrive que ce pourcentage s'abaisse, par endroits, jusqu'à 32%. Parmi les groupes immigrés dominant toujours les Antaisaka: ils forment jusqu'à 19% de la population. Selon les villages, les Bara ou les Betsileo arrivent en seconde position. Mais d'autres ethnies sont également présentes: les mieux représentées sont originaires du Sud (Antandroy) ou du Sud-Est (Antanosy, Antaimoro et Antaifasy).

Ces populations se sont regroupées autour des lacs qui se localisent entre Main-tirano et Morondava, de part et d'autre des fleuves Soahinana, Manambolo et Tsiribihina. Au Nord, le vaste lac Bemamba couvre plusieurs milliers d'hectares. Plus bas, les lacs Befotaka et Ankerika sont moins étendus. Tandis qu'au Sud, les 16 lacs de la Basse-Tsiribihina forment le plus bel ensemble hydrographique de ce type: le lac Bemarivo, à lui seul, couvre 5 000 hectares (2).

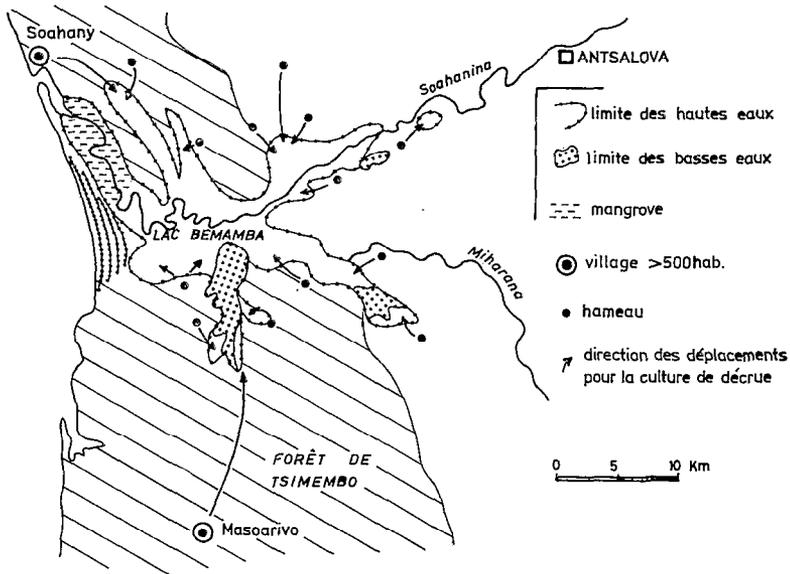
Ces lacs ou *ranovory* résultent d'un phénomène de débordement des fleuves sur des zones basses (inférieures à 5 mètres) qui se trouvent chaque année inondées par les crues. Leur niveau varie donc saisonnièrement: en saison des pluies, une tranche d'eau de 3 à 4 mètres est fréquente; en saison sèche les lacs se vident complètement (lacs de la Tsiribihina) à moins qu'ils ne soient reliés à une zone littorale marécageuse, auquel cas l'assèchement n'est pas total (lac Bemamba).

Pendant la période de submersion toute culture est impossible. Par contre, les « ranovory » sont exploités au fur et à mesure du retrait des eaux. Cette culture de saison sèche porte le nom de *vary be*.

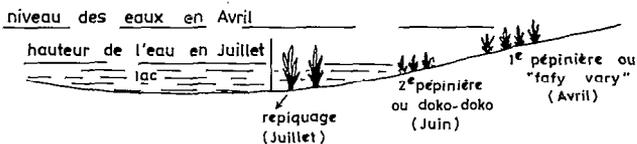
(1) *daba*: ancien bidon de pétrole, utilisé comme moyen de mesure; sa capacité est de 12 à 15 kg de paddy.

(2) cf. LE BOURDIEC, 1974 tome III, p. 847-861 et MARCHAL (J.Y.): 1972.

1 Le lac Bemamba



SUCCESION DES TRAVAUX RIZICOLES "SUR RANOVOVY"



2 Les plaines de Morondava et Mahabo

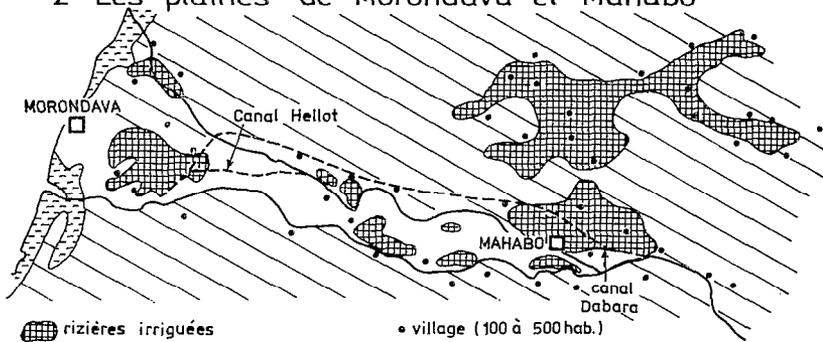


FIG. 3. — Exemples de mise en valeur

Autrefois les terres contrôlées par les Sakalava n'étaient pas toutes mises en valeur. Un droit d'occupation pouvait par conséquent être accordé à un étranger si celui-ci était accepté par le groupe. Il en résulte deux modes d'exploitation actuelle: le faire valoir direct domine autour des villages restés essentiellement Sakalava; tandis que le métayage caractérise les surfaces octroyées aux immigrants. Le métayage (1) est très répandu, fixé oralement par un contrat et tacitement reconduit d'une année sur l'autre. Et comme l'exploitation moyenne ne couvre qu'un hectare, la production de riz se trouve dans bien des cas insuffisante.

Les ressources alimentaires sont alors complétées par des cultures sèches (maïs et manioc) faites sur les *tanety* en saison pluvieuse. L'insuffisance de la production vivrière peut aussi donner naissance à des mouvements migratoires saisonniers qui couvrent de faibles distances: la majorité des exploitants de Masoarivo (delta du Marambolo) envoient chaque année une partie de leur famille sur la rive orientale peu humanisée du lac Bemamba (fig. 3). Il se consacrent au riz de décrue pendant six mois, puis rentrent au village après la récolte vers la fin du mois d'octobre. Ces déplacements saisonniers sur une vingtaine de kilomètres assurent une nourriture à base de riz toute l'année et dispensent de cultures complémentaires sur brûlis.

Il semble que ces cuvettes de débordement étaient déjà cultivées par les populations locales avant l'arrivée des immigrants. Il s'agissait d'un semis direct, effectué à la hâte sur la périphérie des lacs dès que l'eau avait suffisamment baissé. C'était une riziculture de loterie qui ne produisait que si quelques pluies d'arrière-saison venaient arroser les plants généralement jaunissés par la sécheresse. Et en cas de récolte perdue, les Sakalava se nourrissaient de *tavolo* (2) en attendant la saison des pluies suivantes pour refaire une culture sur brûlis.

L'arrivée des immigrants modifia le système de culture en l'intensifiant. Antaisaka et Betsileo s'adaptèrent en effet à ce nouveau milieu hydromorphe, en introduisant un système de pépinières qui se dédoublent afin que les plants ne souffrent pas de la sécheresse avant le repiquage (fig. 3). Autour du lac Bemarivo, par exemple, les premières pépinières ou *fafy vary* (3) sont établies début avril sur la terre encore humide de la périphérie du lac sans aucune préparation préalable du sol. Deux mois plus tard, le niveau de lac ayant baissé, les plants sont dépiqués puis transplantés dans une seconde pépinière, localisée beaucoup plus bas à la limite des eaux. C'est en quelque sorte une pépinière d'attente qui porte le nom de *doko-doko* (4).

Enfin le repiquage se place au mois de juillet (photo 4) dès que la lame d'eau qui recouvre la dépression devient inférieure à 50 cm; mais pour faciliter le transport des plants de riz et le déplacement des hommes, la pirogue devient indispensable. Par la suite, le lac continue à se vider et la récolte a lieu, au mois d'octobre, lorsque l'assèchement est général.

Cultivé dans de telles conditions, c'est-à-dire sans aucun soin particulier, sans aucun contrôle possible de l'eau, le riz donne des rendements de l'ordre d'une tonne par hectare. Ce chiffre souligne à lui seul les insuffisances de la riziculture de décrue. Cependant ce type de culture reste le plus bel exemple d'adaptation à un milieu difficile à maîtriser avec des moyens traditionnels.

(1) deux formules de métayage sont appliquées: le métayage à moitié et le métayage au tiers lorsque les semences sont fournies aux cultivateurs.

(2) *tavolo*: racine de la forêt de l'Ouest, qui porte aussi le nom de kabijy.

(3) *fafy vary*: riz semé à la volée.

(4) *dokodoko*: poignée de plants.

La riziculture de l'Ouest malgache apparaît, par bien des aspects, encore peu élaborée par rapport à celle des Hautes-Terres. Il faut cependant nuancer cette affirmation. Si la nature contraint les cultivateurs à subir les crues annuelles dans les secteurs de *ranovory*, dans d'autres régions, un début d'aménagement s'esquisse et le milieu naturel, sans être véritablement dominé, commence à être contrôlé.

Comme dans tous les cas où la nature n'est pas parfaitement maîtrisée, les rapports entre les hommes et l'espace qu'ils occupent ne s'établissent pas sans problèmes. Les uns sont liés au comportement passif des exploitants. D'autres résultent de l'insuffisance de l'encadrement technique.

Le comportement des riziculteurs immigrés freine parfois sensiblement la progression de la mise en valeur. En cas d'ensablement des parcelles cultivées par exemple, l'exploitant qui l'interprète comme une colère des Ancêtres, quitte simplement le village pour aller s'établir plus loin. Une réaction analogue se manifeste après le passage d'un vol de sauterelles, lorsque tout est systématiquement ravagé sur des centaines d'hectares.

Sur un autre plan, celui de l'amélioration de la riziculture, les réactions paysannes apparaissent souvent étonnantes ou imprévues. Les thèmes de la riziculture améliorée qui sont progressivement diffusés depuis 1966 dans les campagnes de Morondava, Mahabo et Maintirano, se heurtent à l'inertie de la population. L'utilisation d'engrais chimiques par exemple n'a guère dépassé le stade des essais locaux. Le repiquage en ligne n'obtient pas davantage de succès sous prétexte d'alourdir les tâches culturales: les exploitants dispersent en effet leurs efforts entre le riz, les cultures sèches, et le gardiennage des bœufs. Enfin, le petit matériel agricole recommandé par le Service de l'Agriculture (charrues à soc unique, sarcleuses) soulève peu d'enthousiasme: d'une part en raison des faibles ressources monétaires locales pour en faire l'acquisition; d'autre part parce que les immigrés, incomplètement sédentarisés, jugent ces outils encombrants en cas d'un éventuel départ.

Par contre, certaines modifications culturales ont été mieux accueillies parce qu'elles ont contribué au mieux être familial. Au moment du semis, par exemple, la coutume ancienne voulait qu'il soit prévu deux ou trois *daba* de paddy par hectare. Sur les conseils des agents de l'Agriculture, les exploitants n'utilisent plus, aujourd'hui qu'un seul *daba*, réalisant ainsi des économies de semences.

Mais l'innovation la plus spectaculaire est sans doute celle du riz sec, cultivé sur les *tanety* en saison des pluies. Introduite depuis quelques années par les chercheurs de l'IRAM (1), cette nouvelle forme de riziculture apparaît comme une culture d'avenir dans l'Ouest où les principales conditions écologiques sont réunies: températures supérieures à 18° toute l'année, pluies concentrées sur 4 à 5 mois, sols à forte rétention d'eau. Les essais dans la région de Morondava ont donné jusqu'à 3 T/ha. Mais les variétés de riz utilisées (IR 8, 1345) sélectionnées à l'origine en laboratoire ne plaisent pas toujours aux goûts, et si les riziculteurs adoptent ce riz hybride, sans doute le mettront-ils sur le marché afin de conserver pour eux la récolte des riz traditionnels.

Nous abordons ainsi le dernier problème de l'Ouest malgache, son essor économique. Malgré les procédures et les efforts mis en place par la puissance publique pour accroître la production agricole, celle du riz ne progresse que lentement: 1,4%

(1) J. P. DOBELMANN, en particulier, a travaillé pendant plusieurs années sur les variétés de riz sec adaptées au Nord-Ouest malgache. Les résultats de ses recherches se trouvent résumés dans: plaidoyer pour le riz sec (*Agron. tropicale*, n° 10) et second plaidoyer pour le riz sec (*in Revue de Mad.*, n° 39-40).

par an pour l'ensemble de l'Ouest malgache depuis 1960, mais 1,1 % (1) depuis 1966 date de mise en place des structures d'intervention. Pourtant les régions de Belo sur Tsiribihina, Morondava et Maintirano, paraissent si on en croit les statistiques, excédentaires en riz. Les excédents ont d'ailleurs justifié l'installation de rizeries qui ravitaillent la région déficitaire voisine de Tuléar et même la province de Diégo-Suarez. En fait, la production de riz (82 500 tonnes en 1972) couvrirait théoriquement les besoins de la population s'il n'y avait pas eu commercialisation. Or par manque de cultures de rapport, les cultivateurs sont contraints de se défaire tous les ans, d'une partie de leur récolte de riz: soit un tiers, soit la moitié. Comme par ailleurs le taux démographique se maintient autour de 3 % par an en raison de l'augmentation du nombre d'immigrés et de l'accroissement naturel, la région connaît saisonnièrement des problèmes de soudure. Appelée *mosary* (2), terme du Sud-Est introduit par les immigrants, la soudure se situe au mois d'octobre, soit juste avant la récolte dans les *ranovory*, soit lorsque les stocks de *vary tsipala* s'épuisent. Il faut alors se contenter de produits de cueillette ramassés fort loin dans la forêt.

C'est sans doute dans ces situations difficiles que l'insuffisance de l'encadrement technique se fait sentir. Mieux informés et surtout mieux conseillés, les riziculteurs de l'Ouest seraient peut-être en mesure de prévenir les périodes de disette. Mais l'Ouest souffre de façon générale de son isolement par rapport aux pôles de développement malgache, et les techniciens, agronomes ou hydrauliciens sont numériquement insuffisants et manquent de moyens pour aider efficacement la population rurale. Il y a quelques années, par exemple, après le passage d'une dépression sur Morondava, il a fallu deux mois de travail pour extirper 15 000 m² de sable du canal Dabara (sous-préfecture de Mahabo). Il était alors trop tard pour assurer le repiquage et la saison du *Tsipala* n'a pas pu se faire cette année-là.

La riziculture de l'Ouest, malgré des efforts permanents, reste ainsi tributaire des conditions naturelles. Pour les maîtriser, les collectivités rurales sont mal armées et surtout manquent de bras. Les autorités malgaches parlent de planifier l'immigration en la poursuivant. C'est sans doute une solution si des mesures techniques et financières sont adoptées en même temps. Car l'espace ne manque pas: il reste encore des milliers d'hectares de terres alluviales susceptibles d'être mises en valeur. Mais il faut aussi voir plus loin: ne pas négliger un facteur primordial, tenir compte de la mentalité paysanne et ne pas vouloir, à tout prix, la transformer trop vite.

BIBLIOGRAPHIE

ATLAS DE MADAGASCAR, B.D.P.A., Tananarive, 1969.

CHAZAN (S.), 1969. — Etude de l'évolution des formes d'organisation sociale et de leurs conséquences sur le régime foncier dans la région de Morondava-Mahabo, *multigr.* ORSTOM, Tananarive.

DOBELMANN (J. P.), 1966. — Plaidoyer pour le riz sec, *Agron. Tropicale*, n° 10.

DOBELMANN (J. P.), 1967. — Second plaidoyer pour le riz sec, *Revue de Madagascar*, n° 39-40.

(1) Ce chiffre moyen cache des réalités bien différentes: la production du secteur de Maintirano a augmenté de 4,5 % par an, tandis que celle de Morondava a regressé de 2,3 % à la suite d'une réduction des surfaces par ensablement.

(2) *mosary*: famine.

- GRANDIDIER (A) et (G). — Collection des ouvrages anciens concernant Madagascar, Paris 1903 à 1913 (tomes I à IX).
- LE BOURDIEC (F.), 1974. — Hommes et paysages du riz à Madagascar, Thèse d'Etat, Tananarive, (3 tomes *multigr.*).
- LEGUEVEL DE LACOMBE (B. F.), 1840. — Voyage à Madagascar et aux îles Comores (1823 à 1830), Paris, (2 volumes).
- MARCHAL (J. Y.), 1972. — Contribution à l'étude géographique de la plaine de Bemarivo, travaux et documents de l'ORSTOM n° 16. 1^{ère} partie, pp. 7-79, ORSTOM, Paris .
- YOU (A.), 1905. — Madagascar, Berger-Levrault, Paris.





ROLAND WAAST

LES CONCUBINS DE SOALALA

Cet article traite de transformations sociales dont le développement s'accroît depuis dix ans dans l'Ouest malgache.

L'économie lignagère s'articule avec une agriculture commerciale en expansion. L'organisation traditionnelle de la parenté, patrilineaire et patrilocale, celle de l'alliance assurant la circulation des femmes entre groupes de descendance, entrent en décomposition. Mais l'organisation familiale fondée sur le ménage ne s'y substitue pas. Les divorces se multiplient et les femmes finissent par prendre, sans dot, quelque jeune concubin résidant chez elles, astreint au travail sur leur plantation commerciale, et toujours sous le coup d'un renvoi: ce qu'on appelle *jaloko*. Le phénomène est concomitant à l'installation dans la région de migrants, venus du Sud-Est (Antesaka), du Centre Sud (Betsileo), du Centre Nord (Tsimihety), et qui se livrent à l'agriculture marchande.

Ces faits, quelques auteurs les ont déjà remarqués. Il les ont décrits, associés dans une classe des phénomènes de « transition ». Mais ce n'est qu'une fois de plus constater la concomitance de plusieurs effets, ce qui n'explique rien, tant que n'est pas mis à jour le procès qui produit ces effets tous ensemble. Peut-on expliquer le phénomène? Peut-on penser la « transition »? Transition de quelle société vers quelle autre?

Les faits dans l'Ambongo

Soalala, 200 km au sud de Majunga: c'est, en plein ouest de Madagascar, aux bords du canal de Mozambique, une sous-préfecture de 6 000 km² au peuplement lâche: 14 000 habitants, répartis en hameaux dispersés de 50 à 300 résidents.

L'ORGANISATION SOCIALE AUTOCHTONE

Les Sakalava autochtones constituent les deux tiers de la population. Ils ont un genre de vie essentiellement pastoral (1), complété par la riziculture sur brûlis de

(1) Qu'ils mènent sans but commercial.

collines (1). J'examinerai rapidement tout d'abord l'organisation sociale, dominée par la parenté (2), qui était la leur jusqu'à l'irruption des grandes vagues migrantes dans les années 1950.

La descendance

Les Sakalava s'organisent en groupes emboîtés, théoriquement patrilignagers et patrilocaux: *Tarehy* et leurs segments *Ampehiny*. Dans la réalité, on doit distinguer entre deux caractères qui s'attachent à ces groupes: celui d'*unités résidentielles*, et celui d'ensembles structurés par les principes de *succession aux fonctions* « d'aîné » (*Tale*).

(1) Sous le premier aspect, le *tarehy* regroupe les hommes pour produire leur vie. Il est installé sur un territoire distinct, jalonné par les villages ou « campements », qui abritent chacun l'un de ses segments. La terre est indivise et inaliénable. C'est le bien collectif du groupe, ou plutôt le support de son activité, son « appendice organique ». Le *tarehy* possède aussi un troupeau de bœufs géré collectivement et marqué à son signe. Pour les besoins du gardiennage, le cheptel est fragmenté, dispersé auprès des *ampehiny*; ceux-ci prennent en charge également, chacun à proximité de son campement, tout le travail nécessité par la riziculture. La nourriture est complétée par la chasse et la cueillette, pratiquées individuellement aux lieux favorables du territoire collectif. La coopération dans le travail s'organise généralement aux niveaux de l'*ampehiny* et des foyers.

Comme ensemble de personnes produisant leur vie sur un même territoire, le *tarehy* ne réunit pas seulement des agnats. Mais autour d'un fort noyau agnatique, il rassemble des personnes qui se relie à l'ancêtre fondateur par leur appartenance à des lignées (généralement des patrilignées) issues d'une femme (3). La possibilité s'offre à tout homme de s'installer chez d'autres que ses agnats pour produire sa vie. L'appartenance clanique (et bien sûr lignagère), non seulement de la mère, mais de grands-parents, ou d'arrière et d'arrière-arrière grands-parents, paternels et maternels, auxquels on se relie par des lignées non agnatiques, est retenue et revendiquée, pourvu qu'elle soit flatteuse (4); elle pourra servir à légitimer un changement de groupe et de lieu de travail; de tels changements interviennent parfois plusieurs fois dans la vie d'un homme. En fait, ce qui gouverne la constitution des unités résidentielles, c'est la *patrilocalité*, fortement prisée y compris des femmes, qui reviennent habiter près de leurs frères lorsqu'elles sont veuves ou divorcées, et ne quittent le groupe qu'à regret, le moment venu du mariage (5).

(1) Riziculture de subsistance.

(2) Je laisse de côté le cas des descendants d'esclaves (aujourd'hui fréquemment constitués en lignages sur le modèle des « hommes libres » ou *vohitse*), ainsi que la parenté noble, différente, mais sans grande incidence pour notre propos. Les *vohitse* constituent environ les trois quarts des Sakalava actuels.

(3) S'adjoignent quelques descendants d'esclaves, ou d'enfants adoptifs du fondateur.

(4) On pourrait traiter ce fait en termes de « filiation complémentaire ». Nous verrons qu'il s'explique mieux par la spécificité du système matrimonial.

(5) Les femmes n'ont guère accès à l'héritage par excellence — celui du bétail. Leurs fils ne peuvent espérer chez elles que l'héritage de quelques bêtes, versées pour elles en dot. Mais ils peuvent s'attendre aux dons d'un généreux *zama* (oncle maternel), ou aux avantages d'une participation à l'autorité du groupe maternel (*s'il est de statut noble lié à la chefferie*). Il en résulte que seuls des groupes puissants, riches ou de haut statut, peuvent offrir des avantages attirants à leurs neveux utérins. Hors ces cas, les *tarehy* existants

(ii) A l'opposé, la succession aux fonctions « d'ainé », c'est-à-dire de *Tale*, est réglée de façon beaucoup plus stricte par la *patrilinéarité*. La norme est ici celle du *taolan'olo*: la succession revient à l'ainé de branche aînée.

Le *tale* a pour charge de corriger les objectifs de production des segments lignagers, en fonction des obligations cérémonielles de tout le groupe, et de données techniques. Sur la base de leur potentiel en travail et de leurs implantations présentes, il remanie la distribution entre *ampehiny* des troupeaux à garder, suggère les semis à réaliser par chacun, attribue des « friches » nouvelles ou conseille un déplacement, vers des aiguades non asséchées ou vers des collines moins épuisées par le feu. Il préside à la répartition des tâches et du territoire. Les chefs de segments, à leur tour, organisent la coopération dans le travail. Ils emmagasinent la totalité du produit, redistribuent le nécessaire à leurs dépendants, et font prestation du surplus au *tale*. Celui-ci réserve une part de semences, une autre destinée aux échanges cérémoniels, et convertit le reste en bœufs, qui viennent s'agréger au troupeau du groupe. C'est encore lui qui est le gestionnaire en dernier ressort du cheptel, qui détient le pouvoir de l'aliéner ou de le sacrifier. Ces fonctions (1), dont nous verrons l'importance pour la reproduction des *tarehy*, sont fréquemment associées avec celles d'*ampijoro* (2), de « prêtre lignager », héritier des objets sacrés, qui est le représentant du groupe et l'intermédiaire avec ses ancêtres, son porte-parole au moment des cérémonies. Tandis que l'*ampijoro* est nécessairement l'ainé de branche aînée, le *tale* est en principe élu, à vie, parmi les aînés de toutes branches, en conseil des chefs de segments. En pratique, le *taolan'olo* n'est jamais écarté, sauf incapacité notoire (3). Des conflits surgissent à l'occasion, entre branches aînée et cadette, particulièrement si l'ainé de branche aînée est de génération inférieure à son homologue de branche cadette. Les « esprits de la terre » *isiny-tany* sont pris à témoin en pareil cas. Mais l'histoire de ces différends est à sens unique — c'est toujours le « cadet », qui mis de côté, se trouve dans l'obligation de faire intervenir les esprits en sa faveur — ce qui réussit rarement. Le véritable recours est, pour son propre groupe, la séparation et la constitution en *tarehy* autonome. Ce qui suppose une accumulation préalable de bétail, qu'il n'est guère possible de réaliser (partiellement en secret), en moins de 2 ou 3 générations.

Il est possible de résumer les précédentes données en disant que la *patrilocalité* préside en grande partie au regroupement concret des personnes en vue de produire leur vie, tandis que la *patrilinéarité* détermine la succession dans les fonctions de *tale* et d'*ampijoro*, liées à la reproduction de l'ensemble social.

approchent d'assez près le groupe d'agnats: avec une haute probabilité, l'enfant né dans leur sein y demeurera. La capacité à garantir la richesse en bœufs, à ses propres fils d'abord, puis à d'autres en fonction de sa propre aisance et de son poids politique, assurent la constitution autour de soi d'un groupe important — et non pas, mécaniquement, la simple filiation.

(1) Notons qu'elles s'exercent en conseil des chefs de segments. Le *tale* qui a reçu les confidences séparées de chacun, et qui a la plus grande science des obligations du groupe, y dispose en fait d'une autorité incontestée.

(2) Les femmes sont exclues des fonctions de *tale*, et plus encore de celles d'*ampijoro*. Leurs descendants (et ceux des esclaves) également, sauf défaut de postérité agnatique. Dans ce cas, les fonctions de *tale* pourront leur être dévolues, mais non celles d'*ampijoro*: on emploiera un prêtre de même clan (*raza*).

(3) Folie, impotence physique ou déshonneur grave...

(iii) La spécification de ce système familial tient aux caractéristiques de son inclusion dans le royaume précolonial de Boïna. La noblesse a pour ainsi dire « déplacé » les aînés lignagers de certaines fonctions sociales. Elle favorise le dépassement des différences d'origine ancestrale. Le roi commande et légitime la répartition des *tarehy* sur leurs territoires distincts. Dans chaque aire territoriale, un noble représentant de la chefferie, connaît des disputes entre membres de lignages différents. Sa présence, à titre de témoin, est indispensable aux cérémonies d'alliance (de mariage en particulier). Son troupeau sert de « réserve » aux troupeaux lignagers, pour l'accomplissement de leurs rites familiaux. L'ensemble des lignages, courts et d'origines très variées, qui dépend d'une même dynastie forme un *Foko*. L'appartenance à cet ensemble se transmet en même temps que celle à un *tarehy*. Le culte des ancêtres royaux clôture celui des ancêtres particuliers à chaque lignage; il constitue leur commun dénominateur.

L'inorganisation d'un pouvoir des aînés, autonome devant celui de la noblesse, est l'un des traits sur lesquels s'est appuyée l'actuelle décomposition du système lignager.

Alliance

La règle d'exogamie interdit le mariage avec toute la parentèle incluant les cousins de quatrième degré. Cette exigence force les *tarehy*, pour se perpétuer, à chercher femme chez leurs homologues. L'alliance matrimoniale est sanctionnée par le versement d'une dot, du groupe receveur au groupe donneur d'épouse. La dot est demeurée jusqu'aux vingt dernières années, d'un montant peu élevé: elle se réglait alors exclusivement en bétail, et comportait en général 1 bœuf, ou 1 bœuf et 1 vache. Le mariage était virilocal, sauf cas de mariage entre groupes de statut différent: dans cette hypothèse, le couple résidait chez le conjoint de statut le plus élevé (noble, marié à un roturier, et plus tard, *zafin-tany* — autochtone — marié à un immigrant).

Ce système matrimonial banal, peut être spécifié de la sorte. Un lignage n'abandonne jamais sa fille, même après versement de la dot; de même il ne renonce jamais totalement à récupérer sa postérité. Parallèlement, l'épouse n'est pas intégrée au lignage de son mari. A sa mort, ses parents viennent reprendre son corps, pour l'enterrer dans leur cimetière. Si c'est l'époux qui meurt le premier, la femme doit quitter la maison conjugale (brûlée d'ailleurs, si son mari y est mort); elle est écartée des cérémonies funèbres, exilée sur le-champ, recueillie par son propre lignage. Elle abandonne là ses enfants sevrés. Elle peut dès lors se remarier, dans un nouveau groupe, en versant une somme symbolique aux parents de son ancien mari, mais sans restituer la dot.

Ainsi la dot transfère au lignage de l'époux la fertilité d'une femme, et non sa personne. LEACH avait déjà noté ce rapport chez les Jinghpaws, où, dit-il, « le lignage de l'époux « loue » les capacités de procréation de la femme; les enfants de la femme appartiennent au groupe du mari, mais d'une façon qui n'est pas absolue » (1). De façon générale, comme l'indique LEACH, « la force ou la faiblesse du lien de parenté par alliance repose sur la faiblesse ou la force de la relation entre germains » (1).

C'est ici le « chaînon matrimonial » (le lien entre époux) qui est plus fragile que le « chaînon germain » (le lien entre la femme et son frère, représentant son patri-

(1) LEACH (E. R.). — Critique de l'anthropologie. Paris — P.U.F. 1968: 202-204.

gnage (1). La fréquence actuelle des divorces s'appuie sur ce trait, qui retentit également sur la composition des unités résidentielles.

L'IMMIGRATION

Outre l'organisation sociale autochtone, l'immigration est l'une des grandes données de la situation dans l'Ambongo, depuis 1950. Elle s'est réalisée par vagues, provenant essentiellement du Sud-Est (Antesaka), du Centre Sud (Betsileo) et du Centre Nord (Tsimihety) (2).

Données quantitatives (3)

La principale vague Antesaka débuta vers 1945. Six ans plus tard, les originaires du Sud-Est étaient 1 400 10% de la population totale. A la même date, la vague Tsimihety en est à ses débuts: la population correspondante compte pour 7% du total; celle des Betsileo pour 3%. Les Sakalava et Makoa forment alors plus des trois quarts du peuplement.

Encore 15 ans plus tard, en 1966, dans une population totale en augmentation, la proportion des Antesaka et des Betsileo s'est maintenue (respectivement 11% et 3%). La vague Tsimihety, en plein essor, a doublé la proportion des originaires du Nord (15%). Sakalava et Makoa ne forment plus que les deux tiers de l'ensemble, dont les migrants constituent un tiers, au lieu du sixième seulement en 1945.

Le mariage des migrants

La proportion des hommes aux femmes nubiles de leur ethnie, est de 3 à 1 pour les originaires du Sud-Est, de 2 à 1 pour les Tsimihety et les Betsileo (4).

Ces chiffres expriment une caractéristique de la migration. Les Antesaka viennent s'installer célibataires: ce sont souvent des jeunes, salariés deux ou trois ans sur les domaines sucriers du district voisin, qui recherchent une première implantation d'agriculture commerciale à leur compte. Ils ne prennent femme que tardivement dans leur région de départ, comme les y incite la société d'origine. Mais pour com-

(1) Le trait ne se relie pas chez les Sakalava, comme chez les Jinghpaws, au mariage hypergamique. Il est toutefois plus marqué lorsque les conjoints sont de statuts différents. La cérémonie du *kitrolo*, dans l'Ambongo, par laquelle un père adopte l'enfant de sa femme en offrant un bœuf à sa belle-famille, tandis que celle-ci « renonce » symboliquement à l'enfant devant témoins, est nécessaire pour tout enfant malgré le versement d'une dot pour obtenir la mère. Ailleurs, d'autres cérémonies (la circoncision, la première sortie de l'enfant), manifestent la même revendication, incessante, des maternels sur la postérité de leur fille.

(2) Trois « ethnies », en fait des ensembles historiques constitués du xvii^e aux ix^e siècles, développant les variantes d'une même civilisation, mais distincts par l'originalité de leur évolution interne, et de leur histoire « extérieure », celle de leurs rapports mutuels et des modalités de leur relation avec le colonisateur.

(3) Les chiffres sont tirés des recensements administratifs de 1940, 1945, 1951, 1960 et années suivantes. Les valeurs absolues en sont discutables: une comparaison avec les recensements nationaux fait apparaître une différence de l'ordre de 10%. Toutefois, les proportions et leurs variations ne sont pas fausses. Elles témoignent d'une réelle consistance d'un type de recensement à l'autre, et d'une année sur l'autre, même aux changements d'administrateur.

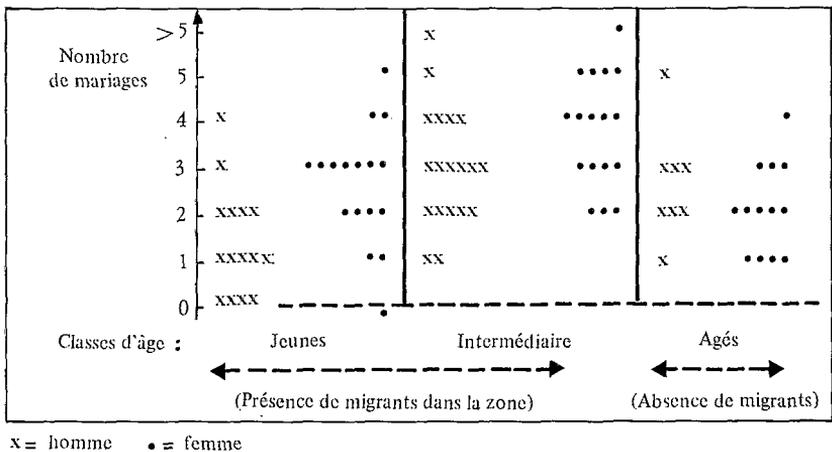
(4) Il s'agit du rapport entre hommes et femmes membres d'une ethnie et présents dans la zone.

mencer, et pendant longtemps, ils épousent à Soalala des femmes Sakalava. Les Tsimihety, eux, viennent directement du Centre Nord, jeunes célibataires aussi. Ils s'implantent en épousant une femme Sakalava, pratiquent l'élevage ou l'agriculture marchande et tout de suite accumulent pour payer la dot d'une femme dans leur pays; ils divorcent ensuite, se remarient chez eux, et reviennent avec leur nouvelle épouse fonder à Soalala un segment de lignage, qui servira de point d'accueil temporaire à de nouveaux immigrants Tsimihety, leurs cousins ou neveux, dont l'itinéraire sera semblable (1).

Antesaka, Betsileo et Tsimihety, au cours de leur « carrière » dans l'Ambongo (2), non seulement se marient, mais fréquemment divorcent et se remarient, toujours avec des femmes Sakalava. Un rapide sondage, effectué sur l'itinéraire Soalala. Ambohipaky, donne les résultats suivants: sur 100 migrants, la moyenne des mariages est de 3, et le mode de 4. Les deux tiers des unions ont été contractées avec des femmes Sakalava de la région; les quatre cinquième des mariages noués avant l'âge de 30 ans sont dans ce cas; c'est ainsi dans leur jeunesse, et dès leur arrivée, que les migrants s'allient avec les autochtones, et varient le plus souvent cette alliance.

LE DIVORCE PARMIS LES SAKALAVA

Les divorces concernent également les couples Sakalava. Dans le village de Bekotrobaka, dont nous avons effectué la brève monographie, nous avons relevé le nombre de mariages selon l'âge. Pour les seuls Sakalava, « aînés » et nobles exclus, les résultats sont les suivants:



(1) Les jeunes hommes Betsileo sont parfois mariés par leur famille avant leur départ en migration. Ils laissent leur jeune femme au pays et procèdent désormais comme les Antesaka; ils créent un nouveau foyer dans la région d'accueil, et visitent très sporadiquement l'épouse « légitime » aux yeux de leurs parents (1 ou 2 mois tous les 2 ou 3 ans).

(2) « Carrière » généralement achevée, pour les Antesaka et Betsileo, par un retour au pays la vieillesse venant: le lien avec la société d'origine n'est jamais rompu, il est manifesté par la cotisation aux cérémonies familiales — fût-ce par correspondance — et par des retours périodiques à la région de départ. Les Tsimihety, au contraire, reconstituent pratiquement « leur » société sur place, ils l'y transplantent et ne regagnent plus guère le pays.

Il est clair que les *femmes Sakalava*, avant les migrations Tesaka et Tsimihety, ne se mariaient qu'exceptionnellement plus d'une ou deux fois. Depuis ces migrations au contraire, le mode et la moyenne ont augmenté. Un relevé des époux successif montre que les femmes mariées le plus grand nombre de fois ont contracté plusieurs unions avec des migrants. C'est dans leurs rangs que se trouvent celles qui ont au village un *jaloko*, un concubin qui réside chez elles et n'a versé aucune dot: cinq femmes sont dans ce cas à Betotrobaka (10% du total) toutes âgées de 25 à 40 ans, l'une après trois mariages, les autres après quatre ou cinq mariages. Parmi les *jaloko*, deux sont Tsimihety, récemment arrivés dans le pays, les autres sont de jeunes Sakalava des villages environnants.

Chez les *hommes*, la classe des plus âgés témoigne d'une plus grande rareté du divorce avant les migrations. La classe d'âge intermédiaire manifeste au contraire la fréquence actuelle du divorce dans les ménages Sakalava. La classe des jeunes se marie tardivement (plus que celle des filles), et fournit les *jaloko*: cette condition précède maintenant couramment le premier mariage d'un jeune Sakalava.

Le statut *noble* exige de nombreux mariages (1). Les princesses du village ont été mariées respectivement 4, 5 et 6 fois; les princes: 5, 10 et 11 fois. Les roturiers munis de charges dans la chefferie suivent le même modèle (à Bekotrobaka réside 1 *manantany*, marié 9 fois, et 1 sacrificateur des bœufs royaux, marié 7 fois). Les uns et les autres sont exclus du recensement précédent.

Un dernier cas est à traiter séparément: celui des *tale*, qui tendent aujourd'hui à se doter eux-mêmes en priorité. 4 sur 5, dans le village, ont divorcé pour épouser sur le tard, une ou successivement plusieurs jeunes filles, moyennant une forte dot, et souvent avec une clause prévoyant la séparation si tôt 1 an passé.

LA MODIFICATION DES DOTS

Les dots ne comprennent *plus seulement du bétail*, mais de l'argent (*ravikaria*), et des marchandises (vêtements pour l'épouse, nourriture et boissons pour la cérémonie). Le montant varie selon que le prétendant est Sakalava ou non. La différence tend à s'atténuer cependant, allant de 4 ou 5 bœufs pour les autochtones, à 7 ou 10 pour les migrants. Le *ravikaria* est fixé à un montant d'autant de fois 500 FMG qu'il est de bœufs donnés, et les marchandises d'accompagnement reviennent à 4 ou 5 000 FMG. Par la suite, divers cadeaux à l'épouse seront nécessaires annuellement, pour la dissuader d'un divorce: vêtements, bijoux, machines à coudre, mobilier... Pour inviter leur fille à demeurer chez son mari, les parents sauront aussi réclamer de nouveaux dons (en bœufs particulièrement).

Les dots ne sont donc plus constituées de biens spéciaux (les bœufs), mais de valeurs marchandes. Elles entrent en inflation. Mais surtout, avec l'*accélération de la circulation des femmes*, elles se multiplient, et le montant total des transactions matrimoniales s'accroît annuellement de façon appréciable.

Dans une région où le revenu monétaire annuel est en moyenne de 20 000 FMG par homme actif, la tendance à l'inflation des dots ne peut que se lier aux progrès de l'agriculture commerciale: les migrants, producteurs marchands, consacrent plus

(1) Pour des raisons religieuses (la fertilité de la terre est associée à la fécondité du noble) et politiques (les alliances avec de puissantes familles roturières favorisent l'accès à la royauté).

de 20% de leurs revenus aux dépenses matrimoniales. Les jeunes Sakaalava, tenus désormais de financer partie de leur mariage eux-mêmes, tendent à se déplacer vers les terres de bas-fonds, pour entreprendre à leur tour des cultures commerciales. Ce dernier trait est contraire à l'économie lignagère; et ce n'est pas le seul. Une rente foncière se développe. Les terres aménagées — sans faire encore l'objet de ventes — se partagent à l'héritage. Les femmes accèdent à la propriété foncière: elles retiennent particulièrement les sols préparés par leurs anciens maris.

Ces faits traduisent, beaucoup plus qu'ils ne la déterminent, une transformation profonde de l'organisation de parenté Sakalava.

LA « FAMILLE » EN QUESTION

Les jeunes hommes ont désormais l'occasion de s'écarter de leur unité patrilocale, pour obtenir, le plus souvent, l'attribution de terres où pratiquer l'agriculture commerciale: ils s'extraitent des obligations de travail dans le cadre du seul *tarehy*; c'est dire qu'ils ne sont plus retenus, de la même façon que par le passé, dans les liens qui les attachaient, non seulement à un groupe de coopération particulier, mais au système lignager dans son ensemble. Les *tale* ne semblent plus en mesure de regrouper les hommes en nombre au sein de *tarehy* importants. La segmentation lignagère est accélérée. Les groupes entretenant un troupeau commun avoisinent les groupes de coopération minimaux requis pour les grands travaux sur rizières. Il devient même possible d'accomplir ces travaux en recourant à des groupes d'entraide hors cadres lignagers (*tambiro*, *fikambana*, (fig. 1)) c'est ce que font quelques segments ultra-courts, jouissant d'une autonomie prise à la hâte, à l'initiative d'une femme plusieurs fois divorcée (1). On pourrait noter empiriquement que l'autorité paternelle est entamée (2). On doit aussi constater que les aînés ne dotent plus leurs dépendants, qu'ils ne satisfont plus à leur besoin d'épouse.

Par ailleurs, la position des femmes au sein de l'ordre familial est fortement transformée. Certaines occupent de fait les fonctions de *tale*, accèdent à la propriété foncière. Surtout, les femmes se sont emparées d'une part de leurs dots. La pluralité des mariages leur permet une accumulation (celle de bœufs de meubles, voire de maisons et de plantations, donnés ou établis à leur intention par leurs maris successifs), faisant d'elles parfois quelques-uns des personnages les plus « riches » de la société: fortes de la « vraie » richesse sociale, celle d'un nombreux troupeau, et de la richesse productive, celle en terres irriguées.

L'alliance permet alors le développement de stratégies économiques personnelles, celles principalement des aînés et des femmes; et l'intérêt individuel prend, disent certains, le pas sur d'autres considérations. Les femmes notamment, « égoïstes », harcèlent leurs époux de demandes de cadeaux, en procédant à un chantage au divorce.

(1) Ces différents aspects sont illustrés par la figure 1, figurant les subdivisions intervenues en 15 ans dans un lignage de Bekotrobaka, et les groupes de coopération mis en jeu.

(2) En témoigne notamment la vogue des *tromba biby* — esprits ludiques dont les jeunes sont les maîtres — possédés, et qui s'attaquent aux personnages incarnant l'autorité administrative ou familiale, dans l'exercice de leurs fonctions: notamment à des *ampijoro*, par ailleurs *tale* tyranniques, officiant en public.

LE MÉNAGE ET LE FOYER

Ce chantage s'exerce le plus volontiers au moment de la récolte destinée à la commercialisation, lorsque la position de la femme est la plus forte dans le ménage, que le besoin de sa présence se fait le plus sentir: soit que son travail aux champs soit indispensable, soit qu'il devienne nécessaire d'avoir une cuisinière, pour préparer le repas des hommes au travail. La femme séparée vient en général vivre auprès de son frère. Il en résulte la non coïncidence du ménage et du foyer; ce dernier peut se composer, soit de célibataires, soit de germains, soit d'époux. Quelques chiffres illustreront ce fait. Ils concernent des villages non seulement d'Ambongo, mais du Sambirano, où le phénomène est plus encore marqué, et la variation saisonnière de composition sensible.

A Bekotrobaka, sur 63 foyers, 13 sont composés de germains, 9 de célibataires et 41 de couples, en avril (c'est-à-dire avant les récoltes).

Au village d'Ambodifinesy (Sambirano), les exploitations de café-cacao se répartissent ainsi: 63 à des ménages, 89 hors ménage (dont 53 « planteurs individuels » et 36 foyers de germains).

A Maevatanana (Sambirano), les 165 foyers se distribuaient avant récolte en: 31 célibataires, 45 foyers de germains, et 89 couples. Au moment de la récolte, on comptait 172 foyers, répartis en 37 célibataires, 57 foyers de germains, et 78 couples.

LE MARIAGE UXORILocal

L'obligation pour les jeunes de financer leur propre mariage, le haut niveau des dots, leur disposition de troupeaux et de terres irriguées, permettent aux femmes déjà plusieurs fois mariées, et riches, de prendre pour concubin quelque jeune homme dépourvu de moyens, qui vient vivre chez elles, et doit accomplir les travaux imposés par son épouse: faute d'avoir payé une dot, le *jaloko* est sous la menace permanente d'un renvoi; il ne peut se soustraire à l'intensification du travail que lui impose son amie, à son orientation vers l'agriculture commerciale. C'est un moyen de tourner l'impossibilité de trouver sur place des salariés agricoles, et l'une des plus efficaces méthodes pour réduire les jeunes Sakalava à l'agriculture marchande.

Certains pères donnent aussi leurs filles préférentiellement à des migrants, ou à des jeunes gens qui versent une dot « à crédit », en acceptant de résider dans leur belle-famille; ils devront aider aux travaux du *tarehy* qui les accueille, établir parfois de nouveaux terrains de culture pour leur femme et leurs beaux-parents. Parallèlement les fils du lignage doivent souvent s'expatrier, pour solliciter une terre de bas-fonds de leurs parents maternels, ou « d'ainés » résidant aux environs.

Le mariage uxorilocal se répand de la sorte.

Tels sont quelques traits marquant la décomposition des systèmes de mariage, puis de descendance, chez les Sakalava de l'Ambongo.

L'absence d'explication du phénomène

Les phénomènes que nous venons d'évoquer se sont développés de façon très spectaculaire depuis vingt ans dans le Nord-Ouest malgache; et tout particulièrement dans les régions de forte immigration et d'intense agriculture commerciale (Sambirano, Nosalava, Mahavavy). Nous critiquerons d'abord les interprétations qui en ont

été données, résumées dans deux textes qu'inspirent la « sociologie empirique du développement », « l'anthropologie culturelle » et « l'anthropologie sociale ».

SOCIOLOGIE EMPIRIQUE DU DÉVELOPPEMENT

En 1960, la CINAM, société d'études et d'intervention, procédait à une enquête en vue d'établir le plan de développement régional de l'Ouest malgache. Au terme d'une étude empirique, l'instabilité matrimoniale, l'inflation et la multiplication des dots sont bien mis en relief. Curieusement, les faits empiriquement reconnus sont presque niés lorsqu'il s'agit de les interpréter.

On distingue « la tradition » de « l'évolution » — conjecturales toutes deux.

La première n'a qu'un lointain rapport avec la société anthropologique, aujourd'hui même observable. Toute cohérence en est retirée. Les « systèmes », du politique traditionnel, de l'alliance et de la parenté, sont passés sous silence. Les « phénomènes sociaux totaux », comme certaines cérémonies, sont réduits à leur dimension comptable. L'(in)organisation familiale se résume dans l'instabilité matrimoniale. Reconnaît-on à la chefferie quelque « autorité », c'est, pour la condamner aussitôt, sous le prétexte qu'elle empêche de « se dégager les élites véritables » (*i.e.* les planteurs commerciaux). La « tradition » est alors un opaque chaos: le magma originel. Toute transformation relève seulement de sa mise en ordre, et les productions précapitalistes sont des brouillons barbares, où les germes de mentalité « économique », immanents aux individus, se fraient chemin en faisant naturellement reconnaître leur évidente rationalité. La violence de l'histoire est oubliée. A sa place vient une version irénique de l'évolution. Toute « innovation » est rapportée à des sollicitations pacifiques de l'étranger, opérant sur une société docile et « endormie ». On parlera de « d'imitation », et « d'influences »: la production et la consommation commerciales en résultent. Une pure matéutique est responsable de ces développements: « l'éducation », missionnaire ou laïque, appuyée sur la contemplation des revenus acquis par les premiers salariés, aurait provoqué la révélation d'un mieux-être éclatant du producteur-consommateur marchand. Dans une situation « d'afflux brutal des ressources monétaires » chacun viendrait naturellement à poursuivre un intérêt personnel, les chefs coutumiers à réclamer un « prix » de la terre, les migrants et les jeunes à revendiquer le « prix de leur travail », tandis que la femme, « souvent traitée en inférieure dans le foyer, en *contrepartie* semble devoir être acquise à un haut prix » (s'agirait-il d'un « prix » de la dépendance?). Le raisonnement se donne malheureusement ce qu'on voudrait voir expliquer: l'acquisition des comportements de « l'homme économique », l'existence d'un « prix » de la terre, du travail, de la femme, et, surtout, cette « situation d'afflux des ressources monétaires », dont-il faudrait savoir comment elle a pu se constituer.

Les défauts de la méthode peuvent se résumer sous quatre rubriques:

— *idéalisme*: la « motivation » de l'acte économique se trouve au centre du système. Il s'agit en outre d'une motivation *individuelle*, d'ailleurs très *particulière*: la recherche d'une maximisation des avoirs personnels. L'expérience prouve à l'inverse l'échec à peu près général des tentatives de transformation du milieu paysan prenant ce mobile pour opérateur essentiel, et jouant sur l'effet « entraînant » d'individus « pilotes ».

— *point de vue de la consommation*, primant celui de la production — « Jouer dans le sens du développement », c'est canaliser vers de nouveaux « besoins » (mar-

chands), l'emploi des ressources monétaires qui ont « afflué » dans la région comme par magie.

— *nominalisme*: la structure sociale étant ignorée, on se contentera d'en nommer l'effet, et d'en suggérer « la compréhension », sans l'expliquer. On baptisera par exemple « consommation ostentatoire » l'inflation dotale et cérémonielle, sans chercher plus loin.

— *perspective anhistorique*: on ignore délibérément l'échec d'une articulation pacifique, dans la traite, entre capitalisme et royaumes précoloniaux; la nécessité d'une *main-mise coloniale violente* pour réaliser la domination capitaliste, et celle de l'intervention administrative *arrachant* les premiers salariés aux productions lignagères, ou leur imposant les premières plantations commerciales et les premiers marchés; l'exigence d'une *pression continue* pour développer, encore aujourd'hui, le salariat et l'agriculture marchande. Une fiction évolutionniste cache et remplace le processus historique réel de la transformation: c'est la projection, dans un temps conjectural, d'un passage « logique » de l'économie sans marché à l'économie de marché, de la société « imparfaite » à la société « parfaite ». La circulation s'empare sans coup férir de la production, par un élargissement progressif de l'universelle notion de « prix », immanente à tout produit et tout facteur de production. L'économie de marché émerge d'elle-même, sortant des limbes de la « tradition », où elle était enkystée dans l'ordre social.

Avec cette démarche, certains faits deviennent embarrassants. Ainsi, la progression flagrante de l'agriculture commerciale semblerait devoir s'accompagner d'une avancée des autres institutions de la société marchande: notamment celles du ménage, et de « l'exploitation familiale ». Tout en ayant constaté que c'est l'inverse qui s'est passé, la CINAM s'obstinera par exemple, pour analyser l'agriculture existante et tirer des plans sur son avenir, à raisonner dans le cadre fictif, d'« exploitations familiales », composées de ménages stables et durables; elle en attend l'avènement proche; elle réprouve et condamne la réalité, celle d'une organisation sociale qui établit une intense activité marchande au sein d'un cadre « irrationnel », où les couples se dissolvent, où la « femme tient l'homme dans sa dépendance économique bien que ce dernier détienne terres et moyens de production », où les paysans « se laissent (apparemment) faire », tant par leurs femmes successives que par les chefs coutumiers, « passifs et résignés ».

Nous pourrions nous arrêter à cette diatribe, qui traduit la faillite de l'explication. Mais ce serait manquer son rôle véritable: elle est aussi destinée à justifier l'action. De la même façon, la négation de l'ordre traditionnel, et la fiction évolutionniste, n'occupent pas seulement une place logique: elles remplissent également une fonction politique. De telles études sont faites pour justifier l'intervention de l'Etat, au service d'opérations développant l'agriculture marchande. Elles ne peuvent admettre sans difficultés que cette intervention risque de détruire un édifice existant; et plus encore, de rencontrer l'opposition, la résistance, ou la *contre-pratique*, déformante, d'une société organisée et soucieuse de se reproduire. Il est plus confortable d'accréditer l'idée qu'on modèle une pâte humaine amorphe et homogène. La commode fiction du chaos social antérieur trouve ici sa place: c'est en toute « neutralité » qu'on proposera d'intensifier la production, en agissant sur les combinaisons techniques, si nulle combinaison sociale n'existe qui s'y relie (1). Rien ne s'opposera

(1) Et qui ne trouve pas son compte dans l'opération, ou menace d'absorber ses effets, et d'entraver leur accumulation.

à ce que l'opération se déroule au sein d'un encadrement rigoureux, si la « tradition » est un désordre, un agrégat de « facteurs-freins » (dont la destruction est alors justifiée). Et si la société reste à naître et à se former, la différenciation des individus, rendus à leur « nature » commune, et traités en toute égalité, comme « sujets » politiques ou « paysans moyens », les disciplines imposées d'une certaine technique productive, de la propriété privée, de l'endettement et d'un urbanisme « rationnel », (dont le respect est exigé par un « cahier de charges »), constitueront la « pédagogie » de cette « formation ». Le cercle est bouclé. Voilà justifiée la contrainte nécessaire à l'instauration de la domination du marché dont il s'était agi de camoufler la réalité historique. Elle se trouve réintroduite au titre d'accélération d'un progrès inéluctable de la Raison (1).

Cete démarche est en général celle des « expertises en développement » (1). On en sous-estime trop l'importance. Les techniciens, les financiers, les économistes et les politiques, chargés de choisir les formes du développement, prêtent l'oreille à ce discours familier; toute autre présentation des choses leur est difficilement pensable. Les « savants » laissent ici le champ libre aux « experts ». Les études universitaires se gardent de trop s'immiscer dans le traitement des faits contemporains. Quand elles le font, on s'aperçoit avec surprise qu'elles ne savent, le plus souvent, qu'habiller différemment les notions et les interprétations du « sociologue vulgaire ». La voie devient de plus en plus étroite pour une véritable « sociologie du changement ». Les études françaises, en particulier, me semblent manifester une préférence nette, et qui se renforce aujourd'hui, pour l'ethnologie, pour l'étude des sociétés isolées, éloignées dans l'histoire ou faiblement articulées avec le capital. L'*anthropologie*, qui est dans une faveur particulière, n'a pas de cadre conceptuel à opposer à celui de l'« expert en développement ». Elle s'intéresse aux sociétés précapitalistes « pures »; elle ignore aussi longtemps que possible leur situation d'articulation avec le capitalisme; lorsque la position n'est plus tenable, elle se résigne soudain à voir s'effacer son objet, devant le progrès « naturel » des formes sociales « associées » au capital. Nous en trouverons l'exemple dans un intéressant article d'OTTINO (2), le meilleur consacré par un anthropologue aux phénomènes qui nous retiennent. L'auteur joint à la qualité de l'observation l'originalité de la démarche: il recourt à l'anthropologie sociale, puis à l'anthropologie culturelle, poussant jusqu'à leurs limites explicatives, sans en être satisfait; il tente même de les compléter par une sociologie du développement, et de combiner les trois approches pour atteindre une interprétation acceptable.

L'ANTHROPOLOGIE SOCIALE ET CULTURELLE

OTTINO commence par une description vivante et détaillée des faits. Il montre la décadence de l'organisation lignagère, « brisée », bouleversée par la libération des femmes, affrontée à une crise d'autorité (qui affecte également l'organisation poli-

(1) L'étude CINAM aboutit précisément à des recommandations de cette sorte: liquidation autoritaire des « institutions-freins », combinée à l'« éducation de la masse rurale, avec le souci de voir se dégager les élites véritables » (*i.e.* les « entrepreneurs »); encadrement paysan par « une société d'aménagement », imposant toutes les disciplines évoquées plus haut, et retenant les hommes par l'endettement.

(2) Cf. OTTINO (P.). La crise du système familial et matrimonial des Sakalava de Nosy-Be. In *Civilisation Malgache*, n° 1, Tananarive (1965), pp. 225-248.

tique Sakalava et l'administration); le système lignager se trouve vidé de sa substance par le départ des jeunes hommes en ville; il est incapable d'accomplir ses fonctions les plus élémentaires, et notamment la réunion des groupes de coopération dans le travail: les grands planteurs doivent recourir au salariat; les petits voient leurs plans de travail «bouleversés par le départ, même temporaire, de la femme». L'auteur note encore l'importance des mariages avec les «étrangers» (Comoriens ou migrants), et la façon dont ils «favorisent... une instabilité, estimée en quelque sorte naturelle». Il remarque la perte «du sens profond de la dot» — devenue douaire, et témoigne de la fréquence des mariages de vieux avec de jeunes filles, ainsi que des concubinages, passés pratiquement dans les mœurs. Le tableau, avec des traits plus marqués, est comparable à celui que nous dressions de Soalala.

Après avoir caractérisé la descendance et l'alliance dans la tradition Sakalava, l'auteur se trouve ensuite, au moment d'analyser la transformation, devant une alternative: raisonner en restant dans le cadre de l'organisation de la parenté; ou chercher ailleurs ses explications. Tentant la première voie, en bon anthropologue, il propose une hypothèse: celle selon laquelle «le changement dans un système social stable commence fréquemment par une modification dans la règle de résidence». Ainsi, le développement de l'uxorilocalité, ou mieux, la façon dont «le principe de résidence a pris de plus en plus d'importance au détriment de l'ancien principe patrilinéaire», déterminerait le passage à un système familial «réorganisé sur une base indifférenciée».

Après la richesse de la description phénoménale, cette proposition réduit brutalement le champ de l'analyse. Elle détourne le regard de l'ensemble de la société et de sa structure latente pour le concentrer sur les effets de surface intervenant dans un seul domaine, sans doute désormais secondaire: celui de la descendance. Dans un article-manifeste (1), LEACH a vigoureusement protesté contre ce penchant de ses collègues: passant le temps à classer les sociétés, en fonction du «type» de descendance qui y prévaut, ils attribuent un privilège abusif à l'organisation de parenté. «Leur entreprise n'a pas de limite logique... et jamais ils n'expliquent pourquoi ils retiennent un cadre de référence plutôt qu'un autre... Autant dire qu'on peut disposer les papillons selon leur couleur, leur taille, ou la forme de leurs ailes, suivant l'humeur du moment: quoi qu'on fasse, ce sera toujours de la science... Il est fort possible que d'établir une classe de sociétés intitulées «sociétés matrilinéaires» pour comprendre la structure sociale soit tout aussi vain que de créer une classe de «papillons bleus» pour comprendre la structure anatomique des lépidoptères». Et contre une hypothèse célèbre de GLUCKMANN (2) (qui rapportait la durée du mariage au caractère «marqué» de la «puissance paternelle» — forme juridique de la patrilinéarité), l'auteur démontre, exemples à l'appui, comment la question du divorce ne peut être rapportée au type *structural* de la société que si ce type est construit en tenant compte:

- du modèle de l'alliance, et non seulement du «principe de descendance»;
- des organisations économique et politique, et non seulement familiale.

(1) Cf. LEACH (E. R.). *Critique de l'anthropologie*, op. cit.

(2) Cette hypothèse est reprise à peu près textuellement par HEBERT, dans un article tentant d'expliquer, dans l'Ambongo justement, le développement de l'instabilité matrimoniale. Elle tombe directement sous la critique de LEACH. «L'explication» est d'ailleurs circulaire: si le divorce est favorisé par «l'affaiblissement de l'autorité paternelle», pourquoi donc celle-ci s'est-elle produite?

Dans le cas de Nosy-Be, la même critique est d'autant plus justifiée que la parenté n'occupe manifestement pas la même place dans la structure sociale, avant et après transformation. S'il est facile d'apercevoir l'efficace du système « patrilinéaire » antérieur, en tous domaines, (particulièrement son rôle dans le regroupement des hommes, au travail ou à des fins politiques), le « système indifférencié » nouveau n'a plus du tout le même caractère opératoire. Il n'apparaît guère qu'au niveau de la morphologie sociale (« la famille Sakalava actuelle est formée d'un groupe de personnes apparentées indistinctement en ligne paternelle et maternelle »), et à celui, juridique, de l'héritage foncier (« fréquence des successions de terres revenant aux femmes qui, restées au village, ont contribué à leur mise en valeur »). Ailleurs, dans l'ordre économique en particulier, de nouveaux rapports de production, d'autres rapports d'exploitation se sont développés, et dominent les rapports homologues inclus dans l'ancienne parenté. C'est ce qu'OTTINO explicite lui-même, en notant l'aspect revêtu en ville par la dot devenue douaire: celui d'un « phénomène de classe en voie de structuration ». C'est aussi ce qu'on peut lire en creux dans l'article, et qui est bien le plus important: la valorisation des terres et du travail, le développement du salariat et de la rente foncière, l'âpre extorsion du capital marchand à une agriculture commerciale, qu'il domine depuis qu'elle a « remplacé les anciennes cultures vivrières ». Dans la mesure où le capital semble avoir subordonné la production lignagère, qui se reproduit à Nosy-Be sur ses bases, la comparaison des systèmes de parenté avant et après cette transition porte alors sur l'incomparable: sur deux domaines dont la place n'est pas la même dans la structure globale. En outre, et si l'on veut à tout prix se limiter à l'analyse d'une transition dans le domaine étroit de la parenté, il est probable que ce n'est pas dans ce *domaine lui-même* qu'on en trouvera les déterminations, mais dans le développement de la structure globale, passant de capital dominé à capital dominant. L'essentiel consiste dans la *subordination* de la parenté. *Un effet secondaire du passage peut être la transition à la filiation indifférenciée*. La chose est d'ailleurs évidente. Le changement de résidence au mariage n'explique rien — il ne fait que déplacer les questions. Pourquoi s'est-il produit? Comment s'interprètent la crise de l'autorité et des valeurs familiales, et l'incapacité soudaine du système à retenir les hommes dans leur groupe, à les rassembler pour la production? En outre, le système indifférencié et l'uxorilocalité ne s'opposent nullement à la cohésion de la famille-ménage, et l'instabilité matrimoniale « reste inexplicable par les mêmes causes qui ont modifié les caractéristiques de l'organisation familiale ».

OTTINO lui-même, sans l'explicitier, perçoit d'ailleurs si bien la faiblesse explicative de « l'anthropologie sociale », qu'il retourne à ce point vers la description des comportements empiriques, et s'interroge sur leurs conditions économiques.

Le nouveau raisonnement prend son départ avec l'achèvement d'une « révolution économique » — celle qui « a fait du Nord-Ouest une région exportatrice de produits riches ». Certains éléments, liés à la domination du capital, interviennent alors; ils entrent sur scène un par un, considérés dans la mesure où ils « perturbent » l'ordre familial ancien, ou sanctionnent sa dégradation.

(a) La généralisation du salariat a des conséquences en ville et en campagne. Les jeunes hommes quittent la terre, et leur lignage, pour des emplois citadins. Les grands planteurs, perdant leur main-d'œuvre familiale, doivent appeler des salariés, ou retenir des hommes à la terre en les mariant sans dot à leurs filles — les *jaloko* se multiplient. En ville, « l'encombrement du marché du travail » permet la dépression des salaires: ceux-ci garantissent la survie personnelle, non l'entretien d'un

ménage. Il en résulte des unions temporaires, contractuelles, sans règlement de dots.

(b) La terre a désormais valeur marchande: OTTINO en cherche la raison dans « la réalisation *coûteuse* de plantations », dans « leurs coûts d'installation et d'exploitation ». De là viennent « en grande partie les profondes modifications qui ont affecté le système familial — à l'occasion de problèmes précis, qui se sont posés au moment des successions, le principe de résidence a pris de plus en plus d'importance, au détriment de l'ancien principe patrilinéaire ». La femme, souvent demeurant au village, hérite, et même « rachète le moment venu les parts revenant à ses frères partis au loin ». Dans les familles riches, elle « suit surtout la terre », plutôt que son mari. L'uxorilocalité se développe, et se complète d'une tendance à transmettre la terre de mère à fille, ou à fille de sœur.

(c) « L'introduction de la monnaie et de bijoux d'or, la généralisation et l'adoption de biens manufacturés » ont donné aux *biens personnels le caractère de valeurs*. La tradition s'opposant à la fusion des patrimoines, le ménage est devenu un lieu de spéculations. Le chantage au divorce, le mariage et le remariage sont les moyens privilégiés d'accumuler des biens soudain doués de valeur, pour l'épouse qui, « fréquemment, poursuit des fins personnelles ».

Sans entrer dans une critique détaillée, nous soulèverons ici trois objections de méthode.

(i) *L'explication donnée suppose le problème résolu*. Elle sert peut-être à comprendre l'entretien des phénomènes examinés, non leur constitution. Ainsi:

— le bas niveau des salaires est pris comme élément explicatif. Mais ce qui fait problème, c'est l'existence d'un marché du travail; ce qu'il faut expliquer, c'est le processus par lequel le capital a pu commencer, et peut continuer d'arracher une « pléthore de main-d'œuvre », aux sociétés lignagères de l'Ile.

— les villages une fois désertés par les jeunes autochtones, restent les filles, désormais mieux placées pour hériter. Mais la question préalable est la suivante: comment l'organisation parentale ancienne est-elle devenue incapable de retenir ses dépendants, de les contrôler, de les organiser au travail. Pourquoi, simplement, les garçons partent-ils, et non les filles?

— le versement de la dot en numéraire manifeste une « perturbation » grave déjà d'un mécanisme essentiel à la reproduction lignagère — le contrôle exclusif par les *tale* de la circulation des femmes, assurée par la circulation inverse de *biens spéciaux* (le bétail). Ce point n'est pas souligné, non plus que la « révolution lignagère » que représente la prise de possession par les femmes de tout ou partie de leur propre dot.

En somme, le raisonnement prend pour données ce qu'on voudrait bien voir expliquer — pourquoi et comment la circulation marchande, le salariat, la « valeur » de la terre se sont-ils généralisés? Ce sont là des traits contradictoires avec l'économie lignagère, dont on ne peut supposer qu'ils se soient développés dans un système familial intact et isolé — il y a fallu un procès d'articulation entre capitalisme et société lignagère. Il ne suffit pas ici de parler « d'évolution générale », « sous la pression des nécessités », ou de « l'impact de l'occidentalisation ». Il faudrait préciser l'anatomie de l'articulation entre deux économies, le lieu où se noue cette articulation de la société lignagère; ce qui la rend possible, et la dynamique qui en résulte.

(ii) *La cohérence de l'intervention capitaliste est brouillée*. Par une démarche symétrique de celle propre à nos précédents « sociologues du développement », c'est le capitalisme cette fois qui a subi le découpage d'un puzzle, dont seuls quelques éléments nous sont livrés. Ces éléments ont le statut d'*événements*, qui, de façon

contingente, viennent perturber ou contraindre la société Sakalava, considérée comme un ensemble fonctionnel d'institutions. Le caractère structuré du capital, et le processus de son développement, paraissent inintelligibles. Pourtant :

— les conditions nouvelles posées à la société traditionnelle ont une cohérence, imposée par le capital soucieux de produire et de se reproduire selon ses lois.

— le capital n'impose pas ses lois en bloc, ou par une « progression naturelle ». Au contraire, l'économie « moderne » ne se développe qu'en jouant sur les contradictions propres aux sociétés précapitalistes.

Dans *l'articulation nouée*, le capital trouve ou non à devenir dominant ; il se voit imposer des détours, des échecs, et développe des formes originales, de même que la société traditionnelle.

C'est ainsi qu'à Nosy-Be, *l'articulation de traite* réalisée aux XVIII^e et XIX^e siècles par le capital marchand avec les Sakalava ne permit jamais à ce capital de s'emparer de la production autochtone — les cessions de biens aux traitants n'excédèrent jamais les besoins en biens de prestige strictement limités des nobles et *tale*, besoins bornés par la simple nécessité d'entretenir leur position dominante au sein de la société « traditionnelle ». Au début du XX^e siècle, le capitalisme agro-industriel échoua de même à se développer sur les bases d'une caricature de grande propriété foncière. Ce n'est que vers 1920 que, grâce à *l'articulation coloniale*, il établit sa domination sur les sociétés lignagères de l'Ile, en les forçant à fournir un contingent toujours croissant de salariés. La société Sakalava restait insubordonnée. Sa transformation résulte de l'articulation avec les migrants, venus travailler sur les plantations industrielles locales ; nous étudierons le même processus tout à l'heure à propos de l'Ambongo (1).

(iii) *L'évolution conjecturale remplace le développement historique*. S'il faut chercher une conception du développement du capitalisme à travers la présentation faite par OTTINO, c'est dans *l'extension du principe de marché* qu'elle semble résider. La circulation marchande se généralise, et s'empare de la production. Mais comment l'expliquer ? Le principe de marché s'étend-il « par contact », ainsi que le suggère une fois l'auteur ? *L'articulation de traite* prouve le contraire : nous le rappelons à l'instant. L'absence d'une étude historique précise nous ramène au problème soulevé par la sociologie du développement — le raisonnement ne permet une nouvelle fois d'imaginer qu'un chemin conjectural de la transformation.

D'ailleurs toujours insatisfait, l'auteur envisage à nouveau de changer d'approche. Il propose en fin de combiner, aux effets délétères des conditions économiques, la rémanence de « facteurs culturels », « survivant » à la décomposition lignagère : haute appréciation des valeurs sexuelles, permissivité à l'égard des expériences extra-conjugales, et « séductions d'une économie de prestige, renforçant le statut social ». Ces éléments combinés, dans le vide laissé par l'effacement des contrôles lignagers, favoriseraient les divorces et s'opposeraient à la « constitution de ménages stables ». L'auteur conclut sur une interprétation psychologique — celle d'un « traumatisme », créé par « la rupture entre l'élément culturel et les principes d'organisation sociale ». Tandis qu'en une génération « les institutions Sakalava se sont trouvées faussées ou altérées, la conservation (par les hommes surtout) de valeurs culturelles archaïques », « gêne l'adaptation aux nouvelles conditions ». « Le malaise » qui en résulte, « par une sorte de transfert, donne naissance à une agressivité réelle,

(1) Sur l'histoire économique et sociale du Nord-Ouest, voir mon autre article dans ce même volume.

ordinairement tournée vers les membres de ce qui est considéré comme l'out-group » : vives attaques « contre l'ancienne organisation politique Sakalava », et contre son chef, l'Ampanjaka, « complice de la colonisation » ; « critiques particulièrement vigoureuses contre les colons européens, accapareurs de terres par des moyens légaux, et contre les Pakistanais, qui, endettant les autochtones, se sont souvent remboursés en s'appropriant leurs terres... ».

La distinction entre les éléments culturels, rémanents, et l'organisation sociale, transformée, donne ainsi prétexte pour ouvrir la perspective sur des phénomènes, économiques et politiques, jusqu'alors tenus hors du champ de l'étude. Mais un tel détour était-il nécessaire pour venir à les considérer ?

Les oppositions jeunes/ainés, *vohitse/ampanjaka*, colonisés/colonisateurs, métayers/rentiers, ouvriers/patrons, animent l'histoire politique et sociale de la région, depuis 50 ans. Elles trouvent en économie et politique leur propre raison. A l'inverse, l'évolution familiale est sans doute en rapport avec elles, comme l'effet d'un même processus latent. Mais les manifestations politiques, et les rapports d'exploitation économique, ont plus de chances d'exprimer le développement de l'articulation, et d'y occuper la place dominante, que les aspects juridiques et morphologiques de la parenté. Ce sont les premiers qui peuvent guider l'interprétation des seconds, non l'inverse.

Un essai d'interprétation L'articulation des productions dans l'Ambongo

Notre critique laisse l'*anthropologie*, sociale et culturelle, au point où, voyant l'ancienne parenté « brisée », elle se résoudrait volontiers à l'*effacement* de la société lignagère — soudain remplacée (non sans frustrations), par une pure société marchande. Nous retrouvons ici une « attente », chère à la *sociologie du développement*. Nous essayerons de montrer à notre tour que la réalité diffère, et peut s'expliquer.

PRODUCTION ET REPRODUCTION LIGNAGÈRE — LES SAKALAVA

Nous ferons un raisonnement parallèle à celui de P.P. REY (1) à propos d'autres sociétés lignagères. Dans le cas Sakalava, je ne reviendrai ni sur la production immédiate, ni sur la distribution, évoquées précédemment. Je rappellerai seulement que les chefs de segments lignagers, organisateurs du travail, font prestation au *tale* (chef de lignage) de la part de récolte non nécessaire à la nourriture de leurs dépendants. Ce « surproduit » est divisé en trois ; une partie est conservée pour les semences ; une seconde est réservée aux dons cérémoniels ; le reste est converti en bœufs, dont l'usage est principalement rituel. Nous examinerons ici comment les célébrations, où s'emploie l'essentiel du « surplus », se relie précisément à la *reproduction* des groupes et de l'ordre lignagers.

(1) Cf. REY (P. P.), 1971. — Colonialisme, néo-colonialisme et transition au capitalisme, Paris, 519 p.

Cérémonies et reproduction lignagère

La reproduction des groupes pose ici, principalement, la question de leur perpétuation physique (1); il faut se créer une postérité, obtenir des femmes, qui seront les mères de « nos enfants »; accessoirement, il convient de préciser l'appartenance des jeunes à chaque groupe particulier.

Le premier problème, la distribution de la fertilité féminine au sein de la société, se trouve réglé par un dispositif essentiel — celui de l'alliance matrimoniale. L'interdit de l'inceste oblige à prendre femme hors du groupe lignager. L'obtention d'une épouse, fournie par un groupe homologue, est soumise au *versement* d'une dot (principalement composée de bétail). Les cérémonies du mariage, impliquant les deux groupes, receveur et donneur, sanctionnent le versement, et, sans revêtir d'ampleur exceptionnelle, ouvrent un champ de relations et d'obligations sociales de longue durée.

Le problème secondaire se trouve résolu par une renaissance sociale des enfants, et par leur adoption explicite dans un groupe particulier (celui du père en général). Cette opération se réalise à l'occasion de nouvelles cérémonies: *kitrolo* (2) dans l'Ambongo, « première sortie » de l'enfant et circoncision des garçons dans le Nord-Ouest.

La mise en œuvre de ces dispositifs suppose la *communication* entre groupes d'*identité bien distincte*. Celle-ci est menacée par une double tentation — celle de « l'entre-soi » et celle du « magma » (3).

La première tendance, induisant à conserver pour soi les filles de sa lignée, développe l'outrageuse cohésion du groupe, et son agressivité à l'égard de ses homologues. Elle entraîne à renier le « droit » particulier de l'aîné sur « ses » filles — chaque membre du groupe (et seul un membre du groupe) pourrait librement s'emparer d'elles. La communication entre groupes serait annulée, et du même coup la fonction qui revenait aux aînés, maîtres du bétail et des dots, de la réaliser en organisant la distribution de la fertilité féminine. La deuxième tendance, annihilant aussi le « droit » particulier des aînés (4) sur les femmes du système lignager, néglige à l'inverse toute distinction entre lignée, elle réduirait hommes et femmes à leur condition sexuelle supprimant toute règle à l'accès de quelque homme à quelque femme que ce soit.

La mise en échec de l'une et l'autre tendance résulte d'un réseau d'institutions, instaurant la cohésion interne des groupes et leur agressivité mutuelle, tout en ménageant la possibilité de les surmonter par l'intermédiaire des aînés. Diverses obligations cérémonielles instaurent une *dette entre groupes*: l'absence de cette dette, ou sa négligence, libère la violence dans les rapports; son entretien ménage au contraire un processus de communication, qui permet le dépassement des différences, et la réduction de l'altérité, par l'intercession des *tale*.

(1) Cf. MEILLASSOUX, 1977. — Essai d'interprétation du phénomène économique dans les sociétés d'autosubsistance, *in* Terrains et théories, Paris.

Cf. MEILLASSOUX. — La terre n'est pas rare, ce n'est ici qu'un « appendice organique » des groupes, et la reproduction d'un individu « déterminé », associé à une terre donnée, est subordonnée à sa reproduction comme membre du groupe lignager vivant sur le territoire.

(2) Véritable cérémonie d'adoption, nécessaire pour tout enfant, par laquelle le groupe maternel renonce publiquement à ses « droits » sur lui, et les cède au groupe paternel.

(3) En d'autres termes: celles de la surestimation, ou de la sous-estimation de l'identité patrilinéaire.

(4) Considérés cette fois dans leur ensemble.

Le rapport de *lohateny* est particulièrement représentatif de ce nouveau dispositif. Il consiste dans une « alliance à plaisanterie », associant les *firazanana*, (1) deux à deux. Chaque *tarehy* a de toute nécessité, dans son environnement, un ou plusieurs groupes *lohateny*; leur intervention rituelle est indispensable dans toute cérémonie familiale, attestant aux yeux du public l'identité de la lignée: actions de grâces aux ancêtres, fêtes propitiatoires sur les tombeaux, adoption d'un enfant, intronisation de l'aîné, funérailles ou rites de passage à l'état d'ancêtre. Dans les trois derniers cas, dans le dernier tout particulièrement, le rôle des *lohateny* est essentiel — l'intégrité, et la continuité de la lignée sont en jeu.

La relation de *lohateny*, revêt des aspects agonistiques, rappelant des luttes anciennes; mais sous ces dehors, les alliés à plaisanterie sont les garants, et les témoins, de l'ascendance caractéristique de leur homologue. Il leur revient d'autres rôles, plus discrets, mais aussi importants, dans les rapports au sein de la lignée comme avec l'extérieur. C'est au *lohateny* qu'il appartient de présenter, ou de garantir par son appui, la demande en mariage sollicitée près d'un tiers lignagé. C'est encore lui qui s'entremet dans les conflits les plus désespérés, au sein de la lignée: de père à fils, aîné à cadet, il ramène la paix.

Dans toutes les circonstances où il intervient, le *lohateny* apporte des cadeaux, en bœufs, en riz, en étoffes — à charge de réciprocité. Arrogant, il se doit d'exiger la dignité dans les cérémonies où il participe — c'est-à-dire la générosité des organisateurs faisant l'appoint aux dons que lui-même a portés, pour les distribuer à la foule. Ces dispositions font que le maintien du rapport *lohateny* engage dans une suite indéfinie de dépenses, et de dons contre dons. Mais la suspension, ou le mépris de ce même rapport, empêcheraient l'affirmation aux yeux de tous de l'identité lignagère, entraveraient les rapports du groupe avec ses homologues, et perturberaient jusqu'aux règlements de conflits en son sein; ils déclencheraient l'agressivité des autres lignages (*lohateny* les premiers), les circuits de communication étant rompus, rendant le groupe « étranger » à tous les autres.

Les chaînes de *lohateny*, et celles de l'alliance matrimoniale, charpentent ou relient des aires cérémonielles. Au sein de tels espaces, les négociations de paix ou d'échanges empruntent l'ensemble des canaux de communication entre groupes, définis par l'une ou l'autre alliance. A la fois le maintien de ce réseau, et le recours à lui, pour régler dons et conflits, supposent la cession continue suivant ses voies de *biens spéciaux* — il s'agit principalement de *bétail*, ce qui intitule exclusivement les aînés à contrôler tout le dispositif.

Le bétail et la reproduction des aînés

Nous touchons ici au point crucial — l'emploi du bœuf comme bien « spécial » est le pivot de la société Sakalava roturière. La reproduction de cette société prend pour moyens le versement de dots, et l'entretien d'une dette entre groupes, dont le règlement s'effectue à l'occasion des cérémonies, sous forme de bœufs — dont c'est le principal usage. C'est ici que s'introduit un artifice essentiel — *les bœufs ne sont pas équivalents*; une bête n'est pas interchangeable avec une autre. *Une classification des robes*, des formes de cornes et des couleurs de tête, définit une centaine de types, dont un seul, ou un petit nombre seulement, convient à chaque circonstance:

— certains bœufs sont interdits à chaque lignage, qui ne peut ni les posséder, ni les offrir, ni les recevoir;

(1) Unité supérieure au lignage, éclatée dans l'espace.

— d'autres conviennent au don contre don entre groupes de rangs différents;
 — d'autres à l'échange entre alliés;
 — certaines bêtes sont enfin prescrites ou d'autres proscrites, à l'occasion de chaque espèce de cérémonie.

A tout événement (*i.e.* une cérémonie déterminée, impliquant deux groupes particuliers), une seule catégorie de bœufs finit par convenir, ou du moins un nombre restreint de catégories, entre lesquelles choisit le devin. Pour pouvoir faire face aux diverses cérémonies qui interviendront probablement dans l'année, il convient donc de disposer d'un troupeau, non seulement suffisant en quantité, mais en *qualité*. Seul un troupeau *lignager, assez vaste et diversifié* satisfait à cette exigence. Les troupeaux à gamme moins étendue, personnels ou segmentaires, ne sauraient y pourvoir. MOLET a bien montré, à propos des Tsimihety (1), comment ce dispositif nécessite une *gestion rationnelle, et centralisée, du troupeau*: il faut tenir compte de la composition démographique du groupe (les cérémonies se rapportant aux deux sexes et aux divers âges requièrent des bêtes différentes), ainsi que de la qualité des alliés, et du rang de la lignée. La proportion des bœufs de tel ou tel type sera recherchée en fonction de ces données; le troupeau est constamment remanié par des ventes ou des échanges; pour obtenir certains types, d'apparition rare, on multipliera les occasions de croisement favorables, en maintenant un nombre élevé de bêtes mâles ou femelles aux couleurs adéquates... Bien que chaque individu soit possesseur en propre de têtes de bétail, il n'en saurait disposer à suffisance pour parer à des besoins cérémoniels trop variés. Le bétail est alors regroupé en un troupeau collectif, dont le *tale* assure la gestion. C'est lui qui répartit le cheptel en « troupes », confiées au gardiennage des segments, et constituées sur la base des croisements souhaitables. C'est lui qui procède aux échanges, et qui décide les aliénations possibles (tout en maintenant une « bonne » composition du troupeau).

Lui seul peut alors prendre l'initiative des cérémonies, et des versements de dots. Il détient par là une fonction qui n'est plus seulement technique, mais sociale — celle assurant la reproduction du groupe. Un tel contrôle de la reproduction est une « fonction de classe » (2); mais elle est dénuée de support, tant que les aînés de lignage ne sont pas constitués en véritable classe dominante. C'est ce qui se produit dans le royaume Sakalava, où la noblesse a disloqué tout lignage majeur, et recomposé le peuplement, sous la forme de « villages », ou de « voisinages », composés de *tarehy* et placés dans la mouvance d'un noble, représentant du roi dont le bétail personnel sert à combler, en cas de besoin, les lacunes existant dans le troupeau des lignages situés sous sa coupe (3): en sorte que la « fonction de classe » est partiellement captée par la noblesse, au détriment des aînés.

Cette organisation de la société s'est trouvée maintenue, sinon renforcée, durant la colonisation. C'est ce que nous examinerons maintenant.

LES PRODUCTIONS DIVERSES ARTICULÉES PAR LA COLONISATION

Pour expliquer les transformations récentes, il faut non seulement considérer l'évolution de la production Sakalava, mais étendre l'attention à l'ensemble de

(1) Cf. MOLET (L.), 1953. — Le bœuf dans l'Ankaizina. In *Mém. IRSM*, tome 2, série C, Tananarive, 218 p.

(2) Cf. REY (P. P.) et DUPRE (G.), 1969. — *Réflexions sur la pertinence d'une théorie des échanges*, in *Cah. Int. de Socio.*, vol. 46, p. 133-162.

(3) Dans une circonstance réclamant le sacrifice d'un bœuf qu'il ne possède pas, un lignage peut emprunter la bête désirable au noble du voisinage.

l'évolution nationale, en régime colonial. Divers systèmes de production rentrent alors dans une articulation, dont le procès vient porter ses fruits à Soalala. Nous devons ici particulièrement considérer :

(a) *l'agriculture industrielle*, capitaliste, instaurée sous la colonisation. Elle nécessite le recours à une importante main-d'œuvre salariée, et l'institution de dispositifs assurant, à défaut d'un marché du travail, l'entretien d'un flux continu de « bras » vers ses entreprises. Cette production est particulièrement développée dans l'ouest et le nord du pays. Notamment, dans le district voisin de Soalala, une usine de sucre et de rhum, avec plantations intégrées, emploie 1 500 ouvriers.

(b) *l'agriculture commerciale*, pratiquée par des paysans parcellaires, tend à se répandre dans l'Ouest. Elle y est d'abord le fait de migrants, qui ont souvent fait un stage en qualité de salariés sur les domaines agro-industriels. Cette production est dominée par le *capital marchand*, généralement celui des 4 grandes compagnies d'import-export, et des *banques* à travers elles; mais aussi parfois celui des *communautés* pakistanaise ou chinoise, qui dominent la traite de certains produits (1).

(c) les « bras » nécessaires aux précédentes productions proviennent principalement de *systèmes lignagers*, implantés en *d'autres régions* du pays.

— *les systèmes lignagers du Sud-Est* (Antesaka notamment), qui sont désormais subordonnés à l'agriculture industrielle. Ils ne parviennent plus à se reproduire qu'en fournissant chaque année un nouveau contingent de salariés aux usines de l'Ouest, puis à l'agriculture marchande aux mêmes lieux.

— *les systèmes lignagers du Centre-Nord* (Tsimihety en particulier), dont l'expansion démographique et la dynamique d'ultra-segmentation lignagère produisent les mêmes effets, par un autre processus.

(d) *la production autochtone* entre bien entendu en articulation avec toutes les précédentes, par le biais des rapports construits à Soalala entre migrants et Sakalava.

Ces divers termes posés, tâchons de les identifier un peu mieux.

1) *La production capitaliste* n'appelle pas ici de commentaires particuliers. Un seul point mérite d'être encore une fois souligné. La reproduction capitaliste suppose le « double moulinet de la circulation », l'existence d'un marché généralisé des biens et du travail. Ce « marché » n'a rien de naturel, et son instauration relève de la violence dans l'histoire. Ce fut l'œuvre de l'articulation coloniale d'y pourvoir — ou du moins d'y pallier. Le maintien d'une contrainte appliquée aux sociétés « périphériques » demeure encore indispensable, à l'entretien et l'extension du flux continu de bras vers les domaines agro-industriels.

2) *L'agriculture commerciale indépendante* est, dans l'Ouest, le fait principalement de migrants. Dans la mesure où il dispose de terre (qui n'est pas le facteur limitant dans l'Ambongo), l'essentiel est pour le cultivateur marchand de mettre en œuvre suffisamment de travail, qualifié. De ce point de vue, les migrants, loin de leurs propres groupes familiaux, hors de ceux qui existent sur place, n'ont à compter ni sur le partage des travaux, ni sur l'entraide au sein du *tarehy*. Dans leur cas tout particulièrement, les tâches se divisent et la coopération s'organise, *essentiellement dans le cadre d'un foyer*. Sauf quelques « grands travaux », il est d'ailleurs possible d'accomplir la plupart des tâches (rizicoles en particulier) grâce au travail de l'homme et de la femme. Un point demeure — *l'activité d'une femme est ici néces-*

(1) Cet article est antérieur à la nationalisation du capital marchand, opérée en 1977.

saire: non seulement par la quantité de travail qu'elle fournit (le riz mûr doit être gardé continûment, par relais des membres du foyer; la récolte doit s'effectuer dans un temps limité, par l'association en coopération simple du plus de « bras » possibles...); mais aussi par *la qualité* du travail requis: certaines tâches sont proprement féminines, comme le sarclage du riz, le jardinage, et surtout la cuisine (indispensable à l'homme engagé dans un travail pressé, proprement masculin, entrepris souvent loin du village).

Le développement de l'agriculture commerciale est donc *soumis aux processus de constitution du foyer*. Nous verrons comment la société Sakalava impose par ce biais la « rente matrimoniale » aux migrants, et s'oppose à l'agriculture indépendante de ses propres membres.

3) *La production autochtone* est restée peu modifiée jusqu'à la dernière décennie. Nous en avons analysé les dispositifs essentiels dans les pages précédentes. Il reste à préciser que, tout en déplaçant les aînés de certaines fonctions sociales, la noblesse n'a jamais tenté de s'emparer de la production lignagère, ou de lui extorquer un surplus important. Avant la colonisation, elle disposait d'un trésor suffisant, qu'alimentaient la traite et la guerre. Avec la « paix coloniale », et la suppression de l'esclavage, elle s'est rapidement effondrée, tandis que sa main-d'œuvre servile acquerrait par la pratique de l'agriculture commerciale (abandonnée sitôt atteint le but fixé) les troupeaux nécessaires à sa constitution en lignages. Les troupeaux nobles de réserve ayant fondu, les aînés ont renforcé leur position et reconquis partie de leur « fonction de classe ». D'autre part, la colonisation ne s'est guère attaquée à la société lignagère. Aucune agriculture industrielle n'est venue à Saolala, prendre les terres utiles, refouler, ou cantonner les populations, dans des « Réserves » de main-d'œuvre. L'administration n'a jamais entrepris sérieusement d'entraver la production « familiale ». Elle se contentait de collecter l'impôt, que les chefs de lignage réglèrent souvent de façon collective — soit en vendant quelques bœufs, soit en organisant le surtravail de leurs dépendants, à concurrence exacte du montant de l'impôt. Jusqu'aux années 50, l'activité marchande se limitait à cet acquittement; et nulle emprise n'apparaissait sur la société lignagère, qui poursuivait sa vie imperturbablement. Le seul moyen dont l'administration disposa toujours pour amener la société à céder une « plus-value » croissante, fut d'arracher le surtravail par force: elle ne s'en priva guère; il y a peu, c'était encore ici l'une des régions où l'autorité d'état était la plus « dure », où les corvées s'alourdissaient et se multipliaient de façon spectaculaire; toutefois, la contrainte est toujours restée bien en-deçà du niveau nécessaire pour « briser » les groupes familiaux, et « libérer » leurs membres d'une production lignagère désorganisée. La transformation de la société ne s'est amorcée qu'au moment où s'établit une liaison, inattendue, avec les migrants lancés dans la région du fait de leur propre articulation, différente, avec la colonisation.

4) *Les systèmes lignagers fournisseurs de migrants*

Les systèmes du Sud-Est présentent une forme analogue à celle décrite dans le cas Sakalava. La production immédiate diffère. Mais le surplus est aussi employé à régler les dûs cérémoniels et dotaux entre groupes de descendance, et c'est la gérontocratie des aînés qui contrôle ce processus.

La grande originalité consiste ici dans le type d'articulation établi avec la colonisation débutante. Ce sont les populations de cette région sur qui pesèrent le plus lourdement les prestations de travail obligatoire. Ce sont elles qui pour l'essentiel

construisirent le chemin de fer, et la route de Tamatave à Tananarive (1), plus tard de Fianarantsoa à la côte est. Très tôt, les jeunes dépendants lignagers, arrachés d'abord par la force à leur société, trouvèrent dans le travail salarié, où on les avait contraints, le moyen d'acquérir les biens cérémoniels dont la disposition leur était jusqu'alors dérobée: le moyen, donc, de se constituer eux-mêmes en « aînés », à leur retour dans leur société, ou même de supprimer la fameuse « fonction de classe » — les biens « spéciaux » devenant accessibles à tous (2). Aussi Gallieni peut-il triompher dès 1905: après une première période « difficile », les salariés viennent désormais du Sud-Est sans contrainte, en nombre plus que suffisant. Et lorsque se terminent les grands travaux coloniaux, les originaires de Farafangana (3) se répandent dans toute l'Ile, là où se présentent des occasions de travail salarié. Ils remontent le long de la côte est jusqu'à l'extrême Nord, à Diego, Ambilobe, Ambanja et Nosy-Be, où ils fournissent la main-d'œuvre essentielle des plantations coloniales et des mines d'or, jusqu'en 1914. Un processus analogue s'enclencha, sous des contraintes diverses, dans quelques autres régions de Madagascar, et notamment dans le Sud à partir de 1920. C'est le flux de ces migrations qui continue d'alimenter régulièrement de nos jours l'agriculture industrielle de toute l'Ile.

Que se passe-t-il cependant, au sein de la société d'origine? La gérontocratie des aînés lignagers ne s'y laisse pas détruire sans combattre. Et la parade qu'elle découvre consiste en ceci: faute de détenir le contrôle de la reproduction sociale grâce à la gestion exclusive de biens de qualité spéciale, elle retrouve ce contrôle en admettant, et même en organisant, l'inflation des quantités de biens (4), requis par les dots et cérémonies. Les « cadets » règlent désormais partie de ces prestations. Leurs moyens personnels n'y suffisent pas, les dettes cérémonielles croissant constamment. Et la réserve lignagère doit faire l'appoint. Il reste alors nécessaire d'alimenter cette réserve, que les aînés gèrent toujours exclusivement, et dont ils se contentent d'assurer la circulation entre eux, ou la destruction (dite « ostentatoire »), lorsque l'inflation atteint de trop vastes proportions (5). Le dispositif appelle une expatriation constante (ou croissante) des jeunes, vers les lieux où s'acquière des

(1) Cf. Archives d'Aix-en-Provence.

(2) A tous les salariés, du moins, qui pouvaient les acquérir sur des marchés éloignés de leur pays. Dans celui-ci au contraire, les biens « spéciaux » n'avaient pas de marché. C'est le cas pour les bœufs notamment (qui sont élevés dans l'Ouest, et s'acclimatent mal dans l'Est).

Les salariés antesaka étaient réputés, dans les premières décennies du siècle, pour la façon dont, regagnant leur pays, ils conduisaient à pied, sur plus de 1 000 km, le troupeau qu'ils avaient acheté dans l'Ouest, de leur pécule amassé en plusieurs années. Aujourd'hui, s'ils rentrent chez eux, les mêmes Antesaka liquident leurs biens sur place, pour acheter des bœufs une fois rendus au pays: les maquignons y conduisent du bétail sur les marchés; preuve qu'il ne s'agit plus de biens « spéciaux », même s'ils conservent la place de principaux biens cérémoniels.

(3) Capitale des Antesaka — et du Sud-Est.

(4) Biens marchands désormais, y compris les bœufs.

(5) C'est P. P. REY (1971) qui a le premier fourni l'analyse d'un processus homologue, observé dans certaines sociétés lignagères au Congo. Il est juste de rappeler aussi l'intuition du phénomène qu'avait eue, seule, H. KUPER, à l'observation du « potlatch » américain: elle montre que l'ahurissant aspect de destructions massives de richesses, mystérieux et si fort impressionnant pour tous les ethnologues de l'époque, se relie au développement brutal d'une traite (fourrures contre couvertures), incontrôlée par les chefs. Les cérémonies liées à l'obtention de femmes, de grades dans les confréries, de rangs sociaux collectifs, qui donnent lieu à « potlatch », et supposent l'intercession des chefs, l'incarnation du groupe en eux, entrent alors en inflation brutale.

moyens de paiement. Si le nombre des départs reste stable (il a peut-être atteint une valeur critique), la durée des séjours en migration s'allonge: à la première période passée en salariat s'en adjoint une autre consacrée à l'agriculture commerciale. C'est ainsi que d'anciens ouvriers de la sucrerie voisine ont gagné la région de Soalala.

Les systèmes lignagers du centre nord ont évolué différemment. Des replis successifs, devant l'extension des royaumes du Centre et de l'Ouest aux xviii^e — xix^e siècles, puis devant la colonisation française, et son exigence de lourdes prestations (1), les ont entraînés dans les régions qu'ils occupent aujourd'hui — les zones enclavées du centre nord: leur terre est propre aux pâturages, mais inutile aux cultures commerciales, tant que n'existent pas les voies pour évacuer les produits. Une démographie galopante a déterminé la surexploitation des troupeaux (2) — seul moyen d'acquitter l'impôt — et l'expatriation des puînés (3), vers les zones proches de grandes cultures commerciales: Nord-Est avec la vanille, Nord-Ouest avec le café-cacao. Les jeunes s'y livrent au salariat temporaire (4), puis s'efforcent de trouver une installation durable. Ils emploient leur pécule à se transformer promptement en « aînés ». Ils réalisent leur but sur les lieux de leur nouvelle implantation, où ils constituent un petit segment lignager autour d'eux, puis, avec d'autres compatriotes, un système lignager. La migration prend alors les allures d'une véritable expansion (5) autour du pays d'origine, qui s'étend aujourd'hui à grande vitesse, et déborde jusque dans l'Ouest.

L'ARTICULATION DES PRODUCTIONS DANS L'AMBONGO

Nous venons d'examiner les déterminations à la venue de migrants, par vagues importantes, jusque dans la région de Soalala. La riziculture et l'élevage marchands sont leur préoccupation principale.

Tous ces nouveaux venus doivent solliciter des lignages autochtones l'usage de la terre nécessaire à leur activité. Gestionnaire du sol, et du bien lignager, les aînés Sakalava n'entendent favoriser cette installation que dans la mesure où elle entretient ou renforce leur propre position dominante. Plutôt qu'en un « droit » sur la terre, leur moyen de contrôle réside par excellence dans un « droit » exclusif sur les femmes. C'est de cette arme qu'ils vont jouer — *la terre n'est cédée aux migrants que sous condition d'épouser une fille du groupe*.

Ce dispositif constitue le lien entre les deux productions (6): agricole marchande,

(1) Cf. MOLET, 1959. — L'expansion Tsimihety. In Mém. IRSM, tome 5, série C, Tananarive, 196 p.

(2) Cf. MOLET. Le bœuf dans l'Ankaizina, *op. cit.*

(3) Le système est patrilignager, et l'héritage essentiellement réservé à l'aîné.

(4) L'incertitude même des récoltes vivrières, dans l'état existant des techniques, oblige au départ dans les années mauvaises une bonne part de cette population en croissance accélérée. Cf. MOLET. L'expansion Tsimihety, *op. cit.*

(5) Cf. MOLET. L'expansion Tsimihety, *op. cit.*

(6) Avant les *vagues* de migrations, l'insertion d'un nouveau-venu se traitait cas par cas. Une phase d'observation — où le nouveau-venu était astreint à toutes sortes de corvées, domestiques puis productives, préparait l'attachement à un lignage autochtone, dans un statut de perpétuelle « dépendance ». Les liens du mariage (avec une fille, mais souvent une ancienne esclave du groupe), ou de fraternité de sang, ou d'adoption, venaient fréquemment sanctionner cette agrégation au lignage. En même temps qu'une place était assignée dans le groupe, l'usage de la terre collective était accordé naturellement, et comme de surcroît. L'immigration massive pose un autre problème. Elle exige une solution spécifique.

et Sakalava lignagère. Nous le savons, l'activité des cultivateurs commerciaux exige pratiquement la formation d'un foyer. Usant de leur autorité sur les processus de constitution du ménage (1), les « aînés » Sakalava tentent d'imposer aux migrants, non seulement le règlement de dots importantes, mais plus encore, une *extorsion continue*, un contrôle permanent. Le but est atteint, non tant par l'enchérissement des dots (qui n'ont à être payées qu'une seule fois), mais par l'*institution du divorce*. Les lignages autochtones « abusent » du trait structural qui consiste pour un groupe à ne jamais faire plus que déléguer sa fille auprès de l'époux. Les pères poussent leurs filles à quitter leur mari, si c'est un agriculteur commercial migrant. Celui-ci, qui a besoin d'une femme, et tient souvent la terre de sa qualité de gendre, est obligé au remariage (fût-ce avec son ancienne épouse), et au versement d'une nouvelle dot. L'institution du « mariage pour l'année » est en train de se répandre, comme elle s'est généralisée dans le Sambirano, comme elle s'étend dans la Mahavavy, et pour les mêmes raisons.

Une véritable *rente matrimoniale* se trouve instaurée de la sorte. Notons qu'en principe, le dispositif n'altère pas la reproduction de la position des *tale*, dans le système lignager. Il autorise par contre une extorsion nouvelle de leur part, non pas à leurs propres dépendants, mais aux agriculteurs commerciaux. Et cette extorsion est bien plus notable que celle réalisée au sein du lignage: nous avons signalé plus haut (2) le contenu des dots exigées des migrants, des dons supplémentaires qu'ils doivent consentir pour éviter le divorce, et des prestations où ils sont conduits pour s'attacher longtemps une femme: il s'agit moins, à ce dernier point de vue, de quelques journées de travail cédées aux beaux-parents lors des « grands travaux », que de l'aménagement de rizières ou de l'établissement de plantations, effectués « pour l'épouse », près du village et sur le terrain de ses parents. A peine de séparation, aucun « étranger » ne crée d'installation nouvelle (maison, champ dont la production est destinée à la vente, bétail acheté pour l'embouche), qu'il n'en doive établir l'exacte réplique pour sa femme, chez ses parents, qui en prendront la gestion et l'usufruit; l'entretien complet du ménage, et de ses enfants, repose au contraire sur les seules ressources de l'homme, tirées des plantations exploitées par le couple, et dont les acquêts seront partagés par moitié au moment du divorce.

On voit la rigueur de la « loi » faite aux migrants, et sa sévérité dans l'imposition d'une « accumulation » productive. Il reste à noter que ce sont les femmes qui sont le support du rapport d'extorsion. Elles occupent, dans l'articulation entre productions agricole marchande et Sakalava lignagère, la même position qui est celle du père, ou du chef de segment, dans la seule production lignagère: dans la relation épouse/époux se réalise un rapport de production, dominé, qui pourra toutefois entrer en contradiction avec celui, dominant dans la société lignagère et dans l'articulation matrimoniale (et cérémonielle) contrôlée par les *tale*. A cette nouvelle « place » des femmes, correspond le changement de leur condition.

(1) Processus réaménagés en ce qui concerne les migrants. Ceux-ci, appartenant à des lignages étrangers, éloignés, avec lesquels nul cycle cérémoniel n'est engagé, échappent en effet aux contrôles institués au profit des aînés, par le réseau d'obligations dotales et cérémonielles entre groupes, dans une aire « ethnique » donnée.

(2) Cf. supra, la modification des dots.

LA MODIFICATION DE LA « PLACE » SOCIALE DES FEMMES

Lorsque nous indiquions plus haut que, d'une part, les vagues migrantes avaient pu s'installer nombreuses à partir de 1945, et développer l'agriculture marchande, que, d'autre part, les *tale* leur avaient imposé la condition de s'allier avec des femmes Sakalava, nous laissons de côté quelques questions préalables. Pourquoi l'agriculture commerciale serait-elle soudain devenue possible, aux côtés de la production lignagère, tandis que dans les années précédentes les immigrants faisaient l'objet d'une intégration tardive dans les lignages, au terme d'une longue observation, et dans un statut subordonné? Pourquoi seraient-ce les *tale* qui auraient pris tout à coup l'initiative de laisser se développer une autre production, et d'organiser l'articulation avec elle? (1). Nous avons considéré les choses au stade où cette articulation était déjà réalisée, mais non pas leur mouvement constituant.

Celui-ci procède d'une contradiction interne à la société lignagère, astreignant les femmes au travail et au surtravail dans une dépendance indéfinie. La femme ne peut, comme l'homme, grouper autour d'elle un ensemble de dépendants. Elle ne peut devenir ni *tale*, ni chef de segment (2). Elle ne dispose jamais que de biens personnels, destinés à la consommation. De son lignage, elle ne reçoit ni bœufs ni terre (3). Sa richesse repose toute sur les dons reçus du groupe de son mari: dot au moment du mariage, et plus tard cadeaux (4), si elle a épousé un grand personnage, ou lorsque, mère et grand-mère, elle prend autorité sur ses brus et bénéficie d'un statut plus élevé (*dérivant de celui* que son époux doit lui-même au regroupement de ses nombreux descendants). Participant à tous les travaux, d'où résultent produit et surproduit lignager, la femme ne pourra bénéficier d'aucune extorsion; elle n'aura jamais part aux biens que sous forme de redistribution; et l'espoir de voir croître sa part s'associe aux perspectives d'élévation de son statut dans le groupe du mari, quand elle y aura accompli ses fonctions d'épouse et de mère.

Les choses vont même plus loin. Sans bétail, une femme est comme « esclave »: elle ne peut satisfaire aux amendes, encourues pour violation d'interdits, aux sacrifices, offerts pour la guérir de maladies, aux cérémonies, que son comportement ou les événements de sa vie (indispositions; manquements, disputes...) ne manqueront pas d'appeler. Comme tout membre de la société, elle doit, en pareille circonstance offrir elle-même le bœuf adéquat, prélevé sur son bétail personnel; à défaut elle demandera l'appoint au troupeau de son lignage. Mais son groupe ne lui ouvre crédit volontiers que dans la mesure où elle dispose en propre de bêtes, agrégées au troupeau collectif — comme un dépôt de garantie. Et ces bêtes ne peuvent provenir que de dots, ou de dons faits par la belle-famille; elles seront gardées par le lignage de l'épouse, et leur croît lui sera réservé. Ainsi la femme n'a part aux biens que par redistribution principalement dans un lignage allié. C'est par contre son seul lignage

(1) N'oublions pas que les Sakalava, éleveurs, disposent d'une arme absolue pour dissuader les agriculteurs commerciaux de s'implanter — l'envoi des bœufs sur leurs cultures.

(2) *Ampijoro* moins encore: le statut rituel des femmes est accessoire. C'est celui de choristes, sauf à des cérémonies non lignagères comme le *tromba*.

(3) La terre n'est d'ailleurs pas partagée. Son usage revient à qui l'habite, et pas à la femme, mariée dans un autre lieu. Quant aux bœufs, le garçon en reçoit dès son enfance, pour amorcer la constitution de son troupeau personnel, la fille non — et plus tard, elle n'hériterait que de très peu de bêtes, moins que le dernier de ses frères.

(4) Mais les occasions prescrites de cadeaux sont rares, et même inexistantes.

qui la défend, qui la conforte et la crédite de bœufs dans ses difficultés au loin, qui la recueillera : mais ce soutien n'est acquis inconditionnellement que dans la mesure où le groupe d'un époux a constitué un premier dépôt auprès de celui de l'épousée — dans la mesure où la femme est mariée.

La décomposition de la circulation des femmes, indispensable au système lignager, est ainsi évitée. Mais pour les femmes, l'émancipation passe, dans ce système, par la possibilité de constituer un groupe de dépendance autour d'elles, en échappant au mariage lignager. C'est ce que permettra l'arrivée des migrants.

Encore faut-il que ceux-ci puissent *préalablement s'installer, hors cadres lignagers*. Il me paraît significatif que vers Soalala, les premiers migrants aient été des Betsirebaka (1), venus comme ouvriers dans une exploitation d'écorces de palétuviers (2). Soit au terme de leur engagement, soit à la fermeture de l'entreprise, plusieurs s'installèrent comme agriculteurs commerciaux, non pas d'abord sur les terres des Sakalava, mais à 50 km au Nord-Est de la zone qui nous intéresse, dans la plaine d'Antsakoamileka : il y avait là quelques concessions étrangères de 4 à 500 ha chacune, fonctionnant sur un principe latifundiaire ; les migrants y pratiquaient la riziculture marchande, soit en métayage, soit en cédant quelques journées de travail au propriétaire. C'est à cet endroit que *vinrent les rejoindre*, et les épouser, des jeunes femmes sakalava des régions à l'entour (3). Les femmes mûres de Bekotrobaka et ses environs, comptant aujourd'hui parmi les plus riches, ont trouvé là leur premier mari cultivateur marchand. C'est ainsi qu'elles ont acquis leur premier pécule — de l'argent converti en bœufs. Deux possibilités s'ouvraient alors. Soit le rejet de ces femmes par le système lignager ; soit la transformation du système et son fonctionnement sur de nouvelles bases. La seconde solution a prévalu.

Les femmes ont à ce moment joué sur la contradiction entre *tale* et chefs de segment lignagers, entre rapport de production dominant et rapport de production dominé (ou cadre réel de l'extorsion — le segment). Propriétaires de troupeaux, elles ont tout simplement prêté leurs bœufs en cachette à leurs frères ou leurs pères, pour les aider à se constituer hâtivement en *tale*. Au moment de la segmentation lignagère, elles pouvaient rejoindre le nouveau groupe formé, en compagnie de leurs enfants qui venaient s'y agréger et le renforcer. Ce sont des groupes de ce genre qui ont aussi accepté les premiers l'implantation de migrants sur leur terre — soit comme beaux-frères, en compagnie de la sœur qui avait aidé à la constitution du groupe, soit comme *jaloko*, pour se renforcer démographiquement, ou par souci de bénéficier d'une extorsion conséquente, nécessaire dans les débuts d'un nouveau lignage. Une fois que les migrants eurent commencé de pénétrer sur les terres Sakalava, l'importance de l'extorsion dont ils faisaient l'objet accéléra le processus de désarticulation lignagère : c'est le cas dès la fin de la Seconde Guerre mondiale ; et déjà dans les années 50, la décentralisation du contrôle des bœufs, la rapide segmentation lignagère, et le déclin du rôle des *tale* deviennent sensibles.

(1) Originaires du Sud-Est.

(2) Celle-ci fonctionna de 1915 à 1935 environ.

(3) Parties de leur propre mouvement. Il est très remarquable que dans la vallée de la Morondava, dans la Betsiriry et vers Miandrivazo, régions Sakalava du Sud-Ouest occupées par d'importantes concessions — où travaillent pour l'essentiel des migrants Antesaka et Betsileo, les femmes Sakalava soient venues vivre nombreuses près des métayers, tandis que les hommes se sont repliés dans les zones d'élevage écartées, y « sauvegardant la société lignagère » (communication de B. SCHLEMMER et E. FAUROUX de l'ORSTOM).

Cette situation admet de nouveaux développements. Les femmes occupent désormais une position particulière — celle de support de l'extorsion pratique aux migrants, homologue de celle occupée dans le cadre lignager par le chef de segment — entre les dépendants et le *tale*. Une nouvelle contradiction naît, entre ce rapport d'extorsion et celui du lignage. La femme tente à son tour de se constituer en *tale*, ou du moins de fonder un groupe de dépendants auprès d'elle. Elle est en position de le faire, puisqu'elle peut négocier son divorce auprès du chef de lignage, et son non-divorce auprès de l'époux. En pratique, elle peut rester en ménage en échange de dons personnels, dont le lignage n'aura pas sa part (bijoux, mobilier...), ou requérir de plusieurs époux des dots et du travail — qui reviendront au lignage à condition que la femme en conserve quelque bénéfice. Actuellement, si la première dot est intégralement acquise aux parents, les suivantes reviennent en proportion croissante à l'épouse elle-même; et le produit des rizières, établies pour elle par son mari, est loin d'être acquis entièrement au *tale*. Que la femme se mette en ménage avec un *jaloko* ou un migrant, ses enfants lui reviendront au départ de l'homme, et constitueront un embryon de groupe de dépendance autour d'elle. La possession d'un bétail nombreux permettra même à ce micro-segment de prendre rapidement son indépendance, non seulement rituelle, mais jusque dans l'accomplissement des « grands travaux », dans la mesure où des groupes de coopération hors cadres lignagers commencent à fonctionner.

La tendance de ce mouvement n'est pas à la stabilisation du ménage, qui marquerait la fin de l'articulation présente; mais aux développements de l'instabilité matrimoniale chez les migrants, et à la multiplication des *jaloko* dans la société Sakalava. En prenant un concubin, qu'elle fait travailler sur ses terres, et dont elle garde les enfants, la femme achève sa libération. Non seulement elle n'est plus asservie à vie, mais, par un renversement, ce sont les jeunes hommes — les *maromatanjaka* — qui sont astreints à la servir. Pratiquement, le *jaloko* fait les courses, la cuisine, et peut être renvoyé à tout instant. Il est tenu à d'importantes prestations de travail, non seulement sur les terres de sa femme, mais sur celles de ses beaux-parents. On tend si l'on veut vers un système de parenté patrilinéaire et uxori-local. Il n'y a plus circulation des femmes, mais des hommes. Le contrôle des dépendants par le système de la dot n'est plus nécessaire — l'extorsion de surtravail est alors directe. De fait le *jaloko* ne paye pas de dot — c'est ce qui attire dans cette position quelques migrants débutants, et surtout de jeunes Sakalava.

LE PASSAGE DE JEUNES SAKALAVA A L'AGRICULTURE COMMERCIALE

D'autres jeunes Sakalava cherchent à s'émanciper de la double extorsion, par les femmes et par les *tale*: ils tâchent de gagner, par leurs propres moyens, de quoi régler leurs dots et leurs dûs lignagers.

Le mouvement résulte d'une aggravation de leur condition. Celle-ci vient tout d'abord de la compétition pour les femmes avec les migrants. Les *tale* tendent à donner l'avantage aux migrants — et les femmes aussi — dans la mesure où l'extorsion résultant de ces mariages est plus importante. En outre, les *tale* tendent à réutiliser partie de cette extorsion pour se doter eux-mêmes en priorité — en épousant de jeunes filles. Le nombre de femmes ainsi rendues indisponibles pour les jeunes du pays s'est accru dans de notables proportions, et l'âge au premier mariage des hommes

s'élève (1). Par ailleurs, les femmes procèdent avec leurs époux Sakalava comme avec les migrants — elles exercent le même chantage au divorce, et se séparent tout aussi facilement. Enfin, l'inflation dotale et cérémonielle vient à peser sur les dépendants lignagers, producteurs du surplus converti en biens de célébration — que les aînés prélèvent dans leur groupe, et se contentent de faire circuler entre eux-mêmes, ou de détruire. Le bénéfice retiré par les dépendants lignagers des prestations faites au *tale* se trouve donc retardé, alors que ces prestations elles-mêmes s'accroissent.

Un certain nombre de jeunes hommes tend alors à s'émanciper. Lorsque s'offrent en ville, à proximité, des possibilités de travail salarié, plutôt qu'à l'agriculture commerciale, c'est à elles qu'auront recours les jeunes Sakalava. Tel est le cas de Nosy-Be, où le mouvement est déjà très prononcé — OTTINO l'a bien vu. Dans l'Ambongo, cette occasion ne s'offre pas. Il ne reste aux Sakalava qu'à se résoudre à la riziculture marchande. Notons que leur position est ici moins favorable que celle des migrants (2): demeurant dans l'aire de leur système lignager, ils ne sauraient se soustraire à l'extorsion, supplémentaire dans leur cas, de leur propre groupe paternel (3); s'ils échappent à la confiscation totale de leur produit par ce groupe, en s'éloignant de lui et cherchant une terre, soit comme *jaloko*, soit auprès de leurs maternels ou de riches voisins, ils ne peuvent refuser, ni même diminuer les exigences de cotisations cérémonielles présentées quand même par leur lignage de rattachement, qui peut les exclure et les condamner à l'exil, s'ils ne s'exécutent pas. En pratique, la position de *jaloko* ne convient guère que pour constituer un premier pécule et trouver une autre installation. L'implantation auprès des maternels permet d'obtenir facilement une terre, mais fait tomber sous le coup de la triple extorsion, de leur part, de celle du lignage de rattachement, et de celle de l'épouse. La meilleure solution sera, soit d'obtenir la cession de quelques terres personnelles par son propre père, qui évite de la sorte l'inconvénient de voir partir ses fils chez les oncles ou les beaux-parents (mais cette concession n'est guère accordée qu'à des premiers nés); soit de s'installer sur des terres aménagées par l'Etat, et qu'on ne tient d'aucun *tale*: il convient de signaler un intérêt subit, porté par de jeunes Sakalava à la distribution des « lots » — amendés par l'administration et soumis à redevance — construits par assèchement de marais et propres à la culture marchande. Au cours d'une distribution récente, un tiers des surfaces fut retenu par eux, phénomène impensable deux décennies plus tôt.

Le mouvement prend les formes d'une ultra-segmentation de l'unité résidentielle. Même demeurant au village, le fils déplace alors symboliquement sa case hors du quartier de ses parents, en un lieu non bâti du village. Le processus accélère la décentralisation du contrôle des bœufs. Il détermine la décomposition des groupes de coopération les plus vastes, leur réduction d'échelle, et leur concurrence par des groupes de coopération d'autre principe.

(1) Cf. supra. Le divorce parmi les Sakalava, et le tableau.

(2) Ce qui explique une préférence pour le salariat.

(3) Cette extorsion existe aussi pour les migrants, rattachés à leur pays d'origine; mais l'éloignement, et l'absence de coordination dans le contrôle des aînés, aux pays d'origine et d'accueil, contrôles qui ne sont pas intégrés dans un seul système lignager, permet d'atténuer ces exigences, et parfois de les négliger tout à fait (Tsimihety).

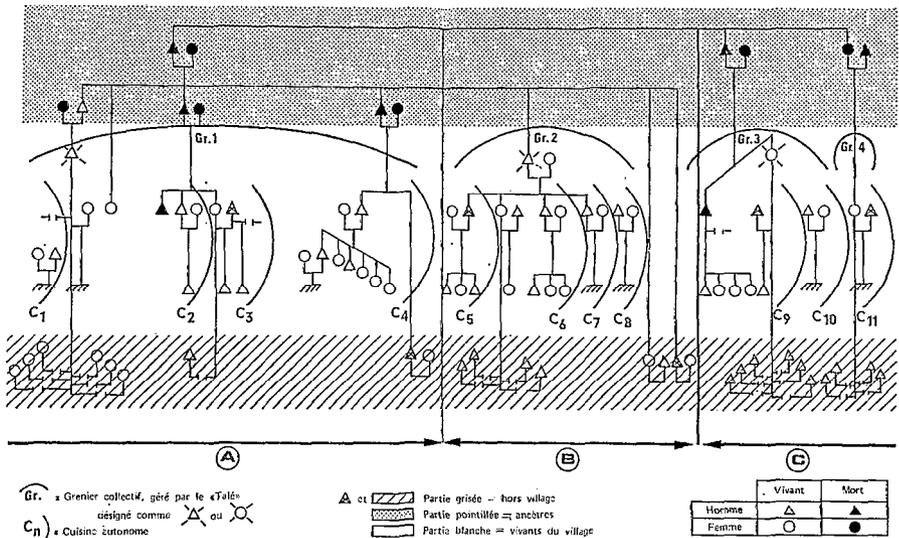


FIG. 1. — Lignages, groupes de coopération et groupes de consommation.

LES NOUVELLES FORMES DE COOPÉRATION DANS LE TRAVAIL

Le phénomène témoigne de l'affaiblissement du système lignager, notamment de la capacité des *tale* à rassembler leurs dépendants au travail. L'exemple de Bekotrobaka est à ce sujet remarquable. Ce village comporte 4 groupes de descendance Sakalava, qui voici vingt ans possédaient chacun leur troupeau et leur grenier collectif, leur aire de pilonnage, leur hangar pour prendre les repas. La figure jointe donne l'organisation présente des groupes de coopération, la distribution des greniers et des cuisines indépendantes, au sein de l'une de ces unités.

Chacun des trois groupes de coopération (cf. fig. 1) a désormais le contrôle de son propre troupeau, sa grange, plusieurs cuisines distinctes. Chacun dispose de ses pâturages et de ses rizières séparées, résultat d'une division de la terre lignagère. Les cadres du contrôle de reproduction, et de l'organisation du travail, tendent à coïncider. Le *tale* du groupe A reste en principe l'aîné, intervenant comme prêtre *ampijoro* des sacrifices lignagers importants organisés par l'une quelconque des branches. Toutefois, chacun des groupes a l'initiative des cérémonies, et fréquemment vient à se passer même de la prêtrise de A. La segmentation intervenue dans l'unité représentée fig. 1 est un phénomène récent. On la fait remonter à vingt ans dans le cas du groupe B, dix dans le cas de C. Le segment B (cadet) a pris son autonomie en alliance avec C avec l'aide de bœufs prêtés par la « tête » de l'actuel segment C — une femme, parmi les premières à s'être mariée avec des migrants, hors zone, dans les années 40. Cette femme a divorcé plusieurs fois par la suite, sur place cette fois, et cumulé de nouvelles dots. A la mort de son frère, elle a adopté ses enfants, et pris l'indépendance pour C — dont elle fait office de *tale* — Nous retrouvons ici le prototype de phénomènes généraux, analysés plus haut (1).

(1) Cf. supra. La modification de la place sociale des femmes.

La figure 1 permet d'apprécier la taille et la composition de ce que nous avons jusqu'ici désigné comme lignage et segment lignager (1). Le premier (ensemble de la figure) groupe quelque 50 personnes; les segments rassemblent respectivement :

- A — 13 actifs (6 hommes, 7 femmes); 8 enfants.
- B — 10 actifs (5 hommes, 5 femmes); 7 enfants.
- C — 6 actifs (3 hommes, 3 femmes); 4 enfants.

Les segments A et B semblent correspondre à la taille minimale nécessitée par l'accomplissement des grands travaux sur rizières. En deçà, il faut recourir à des groupes de coopération hors cadres lignagers, comme le pratique C. Pareils groupes se forment de plus en plus fréquemment depuis une dizaine d'années. Ils rassemblent notamment des communautés locales de migrants, et, de plus en plus souvent, des femmes autonomes, ou de jeunes Sakalava. Ils revêtent deux formes bien distinctes :

— le *tambiro*, groupe formé *ad hoc*, sans permanence, et sans exigence de réciprocité. Sur invitation d'une personne, lancée à tout le voisinage pour une journée pleine, viennent les volontaires, offrant qui leurs bœufs (2), qui leur force de travail. Les invités (de 30 à 50 foyers) sont nourris par l'organisateur, qui abat une ou plusieurs têtes de son bétail. L'opération est couteuse, mais permet à ceux qui disposent de peu de bœufs, ou d'une insuffisante main-d'œuvre, de récolter ou labourer en bloc de vastes superficies rizicoles. D'anciens migrants, certains *tale*, et les femmes Sakalava autonomes y recourent volontiers.

— le *fikambana* est un groupe de camaraderie, exigeant la réciprocité immédiate. Plusieurs ménages s'associent volontairement dans un voisinage, et travaillent à tour de rôle, ensemble, chez l'un ou l'autre membre. Chacun apporte sa nourriture, et les bœufs sont mis en commun. Une cagnotte, alimentée par la cotisation périodique des membres, permet l'achat d'un matériel de cuisine en plein air, et parfois celui des bœufs de travail, constituant la propriété collective du groupe. L'association est permanente, elle se donne souvent un « bureau » élu, et tient réunion même hors saison agricole. De tels rassemblements groupent préférentiellement les jeunes agriculteurs commerciaux, récemment installés, migrants et Sakalava.

La formation de groupes semblables permet de tourner l'organisation nécessaire des « grands » travaux dans un cadre familial. Elle consacre la décadence d'une fonction lignagère essentielle. Abandonnés par une partie de leur main-d'œuvre filiale, qui trouve à cultiver de manière autonome, certains *tale*, disposant d'une terre aménageable, viennent à céder sa disposition à des migrants, contre versement d'une rente foncière; ils bénéficient ainsi d'une extorsion nouvelle, excédant celle que le cadre lignager ne permet plus d'obtenir avec la même aisance que naguère. Le développement de cette rente est toutefois complexe, et mérite un examen spécial.

LE DÉVELOPPEMENT DE LA RENTE FONCIÈRE

La rente va se développer dans la mesure où l'agriculture commerciale tend à se perpétuer sans contribuer à la reproduction lignagère. Il faut ici considérer les conséquences de l'articulation dans la durée. Examinons ainsi « la carrière » d'un migrant. Au cours des premières années, il se déplace dans ses belles-familles suc-

(1) *tarehy* et *ampehiny*.

(2) De travail bien sûr.

cessives. Au bout de 4 à 5 ans, père d'un ou deux enfants, il nouera des liens particuliers, de « protection », avec un lignage autochtone (1). Désormais, il conservera sa résidence au même lieu, au sein d'une communauté de migrants, qui ont suivi le même itinéraire (2). Il raffermira ses liens de protection avec le lignage local de son choix, et les poussera jusqu'à la forme finale d'un « achat de terre », ou plutôt « d'émancipation ». Cette dernière procédure est classique au sein de la société lignagère (3) — c'est celle de sa reproduction élargie. Elle consiste, pour les groupes établis dans un voisinage, à reconnaître à un *tarehy* nouvellement arrivé, ou formé, son droit à initier des cérémonies; en d'autres termes, un nouveau *tale* se trouve investi de la capacité à disposer d'un troupeau autonome, et à gérer la perpétuation de son groupe — mais il doit opérer dans les règles du « jeu lignager » (4). Sanctionnant l'autonomie, une « terre » est alors accordée au nouveau *tarehy*, comme son « appendice organique »; elle sera prélevée sur celle du groupe dont il se sépare, ou qui le premier l'a reçu (5). Dans les premiers temps, le nouveau groupe cotisera symboliquement aux cérémonies organisées par son « protecteur », et lui remettra part (6) de toutes les récoltes faites sur la terre concédée. Ces prestations décroissent avec le temps, pour s'effacer en moins d'une génération: elles disparaissent quand la promesse de constitution en *tarehy* viable, capable de tenir sa place dans les cycles cérémoniels et dotaux, se trouve réalisée.

Dans le cas des migrants, quand une vie s'est écoulée sur place, que des enfants et même des petits-enfants sont nés, le désir d'achever la « protection » d'un lignage autochtone par la reconnaissance d'émancipation prend les formes d'une prétention justifiée. D'autant que, nous le savons, les fonctions de *tale* s'attachent maintenant au niveau des anciens segments lignagers, et parfois au-dessous, à des sous-groupes construits par référence à la deuxième ou troisième génération ascendante. Parallèlement, il est de l'intérêt des *tale* autochtones d'entrer avec les migrants dans un rapport de « protection » (récupération des prestations, et parfois d'une main-d'œuvre, tenant lieu de celle perdue dans le cadre lignager), puis d'émancipation (dans la mesure où l'opération élargit, en le reproduisant, le système des obligations inter-groupes).

Toutefois, la promesse de renforcement du système lignager, incluse dans l'émancipation accordée, n'est pas nécessairement tenue. Il faut ici distinguer deux cas:

(1) Souvent, celui auquel appartient la mère de ses premiers enfants.

(2) Cette communauté opère formellement comme son « groupe de parenté », provisoire, dans les cérémonies engagées avec les lignages locaux; il s'agit principalement des *kitrolo*, et des circoncisions, nécessitées par la création d'une postérité dont les parents sont l'un migrant, l'autre Sakalava; l'existence de ces enfants promet la constitution, localement, d'un groupe de descendance, et de dépendance.

(3) C'est la procédure de segmentation (soit que le nouveau *tarehy* reste dans le voisinage de son ancien groupe aîné, soit qu'il se déplace et sollicite l'intégration dans un nouveau voisinage).

(4) Son groupe doit s'insérer dans le système d'obligations dotales et cérémonielles entre lignages.

(5) Un nouveau groupe doit, pour être retenu dans un voisinage, y recevoir la protection d'un *tarehy* établi qui se porte garant de son comportement et de ses dettes; ce sera souvent un groupe *lohateny*; ou bien le *fati-drà* unira les deux chefs de groupe. Dans les premiers temps, les nouveaux venus n'ont pas leur autonomie, mais cotisent aux cérémonies organisées par leur « protecteur », sans figurer pourtant aux places d'honneur dans la célébration.

(6) Cette part varie du 1/5 de la récolte à rien, en une dizaine d'années.

— celui des Tsimihety (en général), qui, après une première accumulation, rentrent dans leur pays prendre femme, et, regagnant l'Ambongo, fondent un « lignage » dont ils prendront la tête. Leur groupe s'insère alors peu à peu dans les cycles cérémoniels locaux, et n'entretient plus que de lointains rapports avec la région d'origine. Le renforcement du système lignager autochtone est réalisé (1). La « rente », à laquelle de tels groupes sont soumis, suit alors les règles traditionnelles — elle décroît avec le temps, pour s'effacer au bout d'une dizaine d'années (2).

— le cas des Antesaka (notamment) diffère sensiblement: ceux-ci ne constituent pas de lignages locaux, même s'ils demeurent longtemps dans la région. La vieillesse advenant, ces migrants quittent Soalala, liquidant leurs avoirs, pour « réinvestir socialement » dans leur pays d'origine. Leurs descendants, restés sur place, s'égaillent généralement en formant des ménages d'agriculteurs commerciaux; refusant de s'intégrer à leur groupe maternel, ils restent beaucoup plus proches des communautés locales Antesaka, coopèrent avec elles, et se détachent des obligations que leur filiation utérine suggère. La promesse d'élargissement du système lignager n'est pas tenue. L'agriculture commerciale, au contraire, se reproduit seule. Une décomposition lignagère menace. Dans ces conditions, non seulement la « rente » d'émancipation n'a pas de raison de cesser, mais elle s'aggrave au contraire; et de surcroît, l'opposition entre migrants et dépendants lignagers se développe.

Les choses vont plus loin, et c'est cette « rente » qui tend à se transformer en « rente foncière », permanente. La « rente matrimoniale », n'assurant pas la reproduction élargie du système dominant (lignager), développe des contradictions qui menacent sa propre perpétuation — les femmes, sur qui repose l'extorsion directe aux migrants, viennent à détourner son bénéfice du lignage. On tend à tout le moins vers un renversement de la dominante. C'est alors que les *tale*, jouant de l'hostilité de leurs dépendants à l'égard des « étrangers », avec lesquels ils sont en concurrence pour les femmes, et qui sont « brimés » vis-à-vis d'eux par l'articulation réalisée, stabilisent (ou sanctionnent) la domination autochtone menacée, en imposant un nouveau dispositif de contrôle (et d'extorsion): « l'émancipation », anticipée dès qu'un migrant devient père et s'établit à Soalala, donne lieu à une rente (foncière cette fois), plus sévère qu'autrefois (3), et qui ne cessera que bien des années plus tard, si un lignage est effectivement constitué, inséré dans le système lignager local. L'extorsion de cette rente est assurée par la menace de faire piétiner les cultures par les bœufs (4); ce risque n'est détourné que par la « protection » d'un *tale*, devenue pour les migrants une nécessité permanente, et sanctionnée par la cession d'une

(1) Même si ce système continue de fonctionner sur la base de l'agriculture commerciale: en particulier, l'inflation dotale et cérémonielle se poursuit, de même que l'ultra-segmentation lignagère et le divorce des femmes. Les groupes de descendance localement constitués par les Tsimihety n'échappent pas à ces règles, et, notamment, les femmes « importées » du pays suivent bientôt la même « carrière » que leurs consœurs Sakalava.

(2) Il est vrai que les Tsimihety de l'Ambongo sont plus souvent éleveurs qu'agriculteurs commerciaux. Les Sakalava ne disposent pas à leur rencontre et pour exiger la rente, de la même arme « absolue » qu'ils ont à l'égard des riziculteurs marchands — ils ne sauraient menacer de réduire leurs activités à néant en dirigeant leurs bœufs sur les cultures. Mais ils pourraient user au besoin d'une autre pression, efficace: le vol de bœufs, couramment pratiqué dans leur société, et dont ils sauraient assurer l'impunité.

(3) Allant jusqu'au 1/4 des récoltes aujourd'hui, et croissant lentement.

(4) Les Sakalava, du coup, renforcent leur genre de vie pastoral.

redevance (une part de récolte). Cette évolution (1), marquée par les conflits manifestes entre agriculteurs et pasteurs, devient sensible dans l'Ambongo.

Conclusion

Nous avons ici tenté d'exposer un phénomène de changement social, et de l'expliquer, « comme un processus régi par des lois ». Un mouvement d'ensemble détermine la naissance et l'enchaînement de faits apparemment divers — la décadence de certaines fonctions lignagères (organisation du travail et dotation des cadets), l'ultra-segmentation des groupes de parenté, et la modification du mariage (inflation dotale et multiplication des divorces, institution du concubinage). Tous ces faits s'ordonnent à l'articulation de la société autochtone avec le capital, réalisée sur place par un dispositif de liaison avec les migrants agriculteurs marchands. Cette articulation emporte d'autres conséquences — un développement des obligations matrimoniales et cérémonielles, un changement de « place » des femmes dans la société, et la réduction de jeunes Sakalava à la production commerciale. Le processus se résume dans le mouvement constituant d'une « rente matrimoniale », et dans ses développements, jusqu'à l'instauration finale d'une « rente foncière » (accessoire pour l'instant).

Pour aboutir à une explication, nous avons dû raisonner *au lieu* même de l'articulation entre systèmes économiques (d'échelle et d'identité différentes). De ce point focal, par un va-et-vient, nous avons élargi parfois les perspectives à l'échelle nationale, pour ne pas manquer l'action des métropoles, des classes, de l'Etat; ou bien, par un déplacement en sens inverse, nous avons détaillé les dispositifs de production et de reproduction dans la société anthropologique. Il s'agissait de conserver « dans le champ » toutes les déterminations opérantes, de ne pas observer la réalité au microscope de l'anthropologue, ou au télescope de l'expert en développement. On ne peut expliquer à moins, tout à la fois le développement (2) de rapports marchands en milieu « traditionnel », et la cohérence des réactions qu'y oppose la société locale — non pas seulement « adoption » ou « refus », mais déploiement d'une « contre-pratique », au sein d'une articulation structurée (dont on peut analyser la logique et la dynamique).

La société anthropologique, isolat primitif, est une utopie. Ce qui existe, et qu'il importe de connaître, c'est la *situation* paysanne: précisément une situation d'articulation. Quels en sont les développements possibles? Et comment s'inscrit dans ces possibles telle « opération de développement », construite volontairement ou non? C'est à de telles questions qu'une véritable anthropologie économique devrait être armée pour répondre. L'empirisme et le refus de l'histoire aboutissent de ce point de vue à l'échec: ils entraînent, copiant la théorie bourgeoise, à remplacer le temps réel par un temps conjectural, et l'analyse des possibles par un évolutionnisme contourné. En refusant le juridisme et le subjectivisme, en rétablissant le point de vue de la production et celui de l'histoire, en recherchant les structures latentes et la

(1) Cette phase ultime n'abolit en rien l'articulation existante; elle tente seulement d'en contrôler et d'en retarder les effets. Les migrants demeurent assujettis aux prestations matrimoniales, les divorces continuent; les jeunes Sakalava, en nombre croissant, viennent à l'agriculture commerciale, etc. La rente foncière revient encore aux *tale*, qui l'emploient dans les cérémonies multipliées.

(2) Ou le non développement.

totalité des déterminations pertinentes, nous avons essayé d'éviter la démission de l'anthropologie et de la sociologie du développement devant le changement social.

L'exemple des « concubins de Soalala » était intéressant, pour mener cette démonstration. Pour embrasser tous les faits impliqués, et pour découvrir le mouvement simple qui les unifie dans un seul phénomène, il était nécessaire d'échapper aux vues étroites d'un seul domaine, d'une seule discipline, en ouvrant des perspectives à la fois sur la parenté, sur les ordres économique et politique, et parfois sur l'histoire sociale de tout le pays. Le cas de l'Ambongo présentait un autre avantage — certains faits « parasites », ailleurs concomitants du phénomène étudié, et servant d'auxiliaires à « l'explication » proposée par les empiristes, manquent dans cette région : le christianisme, le lati-fundium, de grands domaines agro-industriels, « modèles de culture », absents, ne peuvent déterminer le passage à la culture marchande, et l'évidente transformation des systèmes familiaux et matrimoniaux ; il nous a fallu chercher ailleurs l'interprétation.

Chemin faisant, nous avons désigné quelques erreurs volontiers répandues par les idéologies régnautes. L'expansion du capital n'a rien de « naturel », ou de pacifique — nous avons montré le rôle nécessaire qu'y joue la *violence*. D'ailleurs, l'opération ne saurait se ramener au pur « développement du sous-développement » — à un rapport de puissances imposé de l'extérieur. Il faut ici distinguer entre la *domination* du capital, sur d'autres productions, au sein de la formation sociale, et la *tutelle* où les puissants capitaux tiennent les « économies » sous-développées (ou plutôt leur secteur marchand, et plus particulièrement leur capital national). La *tutelle*, possible une fois le marché institué « à la périphérie », peut aller jusqu'à l'étouffement des entreprises nationales, et découler de l'échelle des entreprises étrangères, de leur contrôle sur les secteurs-clé (technologie de pointe, information, dispositifs du commerce international...). La *domination* réside ailleurs — elle consiste dans la capacité du Capital à déployer ses dispositifs de profit, en obtenant des autres productions (précapitalistes ou socialistes — le cas peut s'envisager) qu'elles concourent à élargir ces dispositifs, simplement en réalisant leur propre perpétuation. Le desserrement de la tutelle peut libérer le capital national, aux dépens des profits monopolistes étrangers. La conservation, ou le renversement d'une « domination » capitaliste a d'autres voies, et une autre portée. Elle n'a de sens qu'au sein d'une *articulation*, qui se développe en jouant *directement* sur les contradictions non seulement du capital mais de toutes les productions auxquelles il se relie. Tant que le capital n'a pas trouvé prise sur les contradictions de ses partenaires, il ne peut instaurer sa domination et l'étendre. Inversement, tant qu'elle ne considère pas, et ne traite pas les contradictions internes aux productions dominées, aucune pratique ne peut sérieusement rompre l'articulation, ou contribuer au renversement de la dominante en son sein. La (bonne ou mauvaise) volonté des partenaires n'a rien à voir avec le mouvement objectif. Notamment, la négation volontariste des contradictions dans la société dominée serait illusoire : le processus d'articulation se charge si besoin de les démontrer, en les approfondissant. Et cela, même s'agissant de contradictions latentes, et mal visibles. Nous en avons montré l'exemple dans le cas de la reproduction lignagère, qui perpétue en même temps la position-clé des aînés (susceptibles de son fait d'exiger la cession continue d'un surplus), et celle, dominée, des « cadets » et des femmes. Nous avons vu comment, dans l'articulation, ce rapport venait à être contesté, et finalement ne trouvait à durer qu'en élargissant le salariat et l'agriculture marchande. Au cours du processus, d'autres contradictions intervenaient efficacement — celles entre la destination du surplus (obligations dotales et cérémonielles, réglées par les

ainés) et le cadre réel d'extorsion (par les chefs de segment ou les femmes). Cette dynamique propre de la société, développée dans l'articulation avec le capital, ne saurait plus être suspendue, et ne doit pas être ignorée.

Tananarive 1970

Paris 1979





JEAN-PIERRE RAISON

**NAISSANCE ET DEVENIR
D'UNE PETITE AGRICULTURE COMMERCIALE
SUR LES « BAIBOHO » DE L'OUEST MALGACHE**

Toute description générale de l'agriculture dans l'Ouest malgache distingue une trilogie de formes : un secteur dit « traditionnel », où riziculture sommaire et culture sur brûlis se combinent à un élevage extensif, un secteur « moderne » constitué par de grandes entreprises restées jusqu'à présent entre des mains étrangères, enfin une petite agriculture marchande, qui, sans sacrifier l'autoconsommation, produit pour le commerce et plus spécifiquement pour le commerce international, qu'il s'agisse des riziculteurs de Marovoay, des producteurs de pois du Cap du Mangoky, ou, si l'on veut, des cultivateurs de coton. En fait, la description de la petite agriculture marchande nous semble nettement incomplète, en ce qu'elle est toujours présentée comme articulée sur un secteur étranger de l'économie, qu'il s'agisse du commerce d'exportation proprement dit ou, comme pour le coton, d'activités étroitement encadrées, ravitaillant des firmes implantées à Madagascar, mais contrôlées jusqu'à date récente par des étrangers. Ceci se justifie sans doute quantitativement, car ce type de situation est le plus fréquent ; mais il s'agit aussi d'une distorsion idéologique : quelle que soit leur place sur l'éventail des opinions, les auteurs semblent tous fascinés par l'agriculture d'exportation, qu'ils voient dans son extension une condition *sine qua non* du développement économique ou qu'à l'inverse ils la considèrent comme responsable de la stagnation, sinon du déclin, de l'Ouest malgache. Or celui-ci a vu naître, du moins dans quelques petites régions bien définies, une autre variété d'agriculture fortement liée au commerce, essentiellement tournée vers la satisfaction de besoins nationaux et qui présente des caractères bien distincts.

Ceux-ci, tels que nous les avons observés autour de Maevatanana et de Mjandrivazo, sont sensiblement les suivants. Les productions, relativement variées, sont toutes destinées à un marché intérieur essentiellement malgache ; il s'agit notamment, riz mis à part, d'arachides, haricots, tabac à chiquer, tomates, oignons (1), voire bananes, tous produits qui, sauf le tabac (et encore... car la contrebande est impor-

(1) Tomates et oignons, servant particulièrement à la confection du *rougāi* qui accompagne le riz, sont les deux légumes verts les plus largement consommés en milieu populaire.

tante) circulent largement selon des circuits indigènes, assez simples, vers les Hautes Terres et surtout Tananarive. Ce type d'activité tend à donner naissance à un paysage rural relativement construit, régulier sinon stable, largement marqué par le développement de la culture attelée, qui est presque généralisée. Parallèlement, l'élevage des bovins perd de son importance, au moins numérique, malgré la relative aisance des paysans; les bêtes de trait deviennent l'élément essentiel des troupeaux, signe d'une articulation plus forte de l'élevage sur l'agriculture. Il semble qu'on ait affaire à une forme d'évolution progressive, permettant d'envisager la naissance dans l'Ouest d'un véritable paysannat, et cette hypothèse est d'autant plus séduisante qu'à l'origine de cette forme d'agriculture sont les premiers linéaments d'une économie « introvertie ». Il convient de se demander comment a pu se produire cette éclosion, dans un contexte social et économique qui paraît peu favorable, et d'autre part dans quelle mesure, par son passé, par ses techniques, par les objectifs de ceux qui la pratiquent, une telle forme d'utilisation du sol est un facteur de développement agricole.

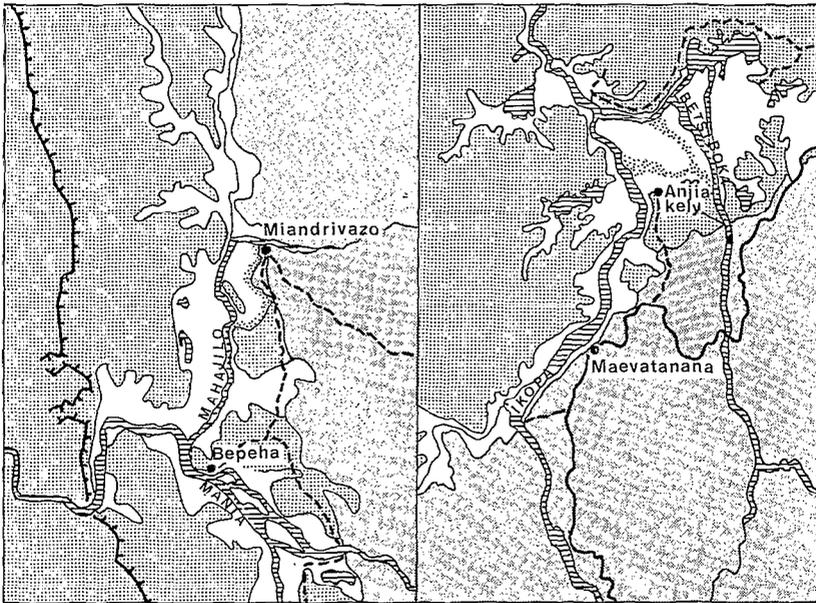
Notre analyse sera, pour l'essentiel, fondée sur deux exemples villageois, pris l'un dans la sous-préfecture de Miandrivazo (le Betsiriry), l'autre à peu de distance de Maevatanana. Il s'agit de deux régions situées en bordure immédiate des Hautes Terres, dans la vaste dépression périphérique qui ourle le massif ancien, et au débouché de fleuves puissants, Mahajilo et Mania pour Miandrivazo, Betsiboka et Ikopa pour Maevatanana. Dans les deux cas, un important alluvionnement a provoqué la constitution de sols de *baiboho*, réputés pour leur fertilité. Il s'agit de sols alluviaux peu évolués, en général très micacés, pauvres en matière organique, mais dotés d'une bonne capacité d'échange, et dont le complexe absorbant est presque saturé; la texture en est fort variable, allant des sols très argileux des cuvettes de débordement aux sols sablo-limoneux des levées alluviales. De plus, les variations du débit et du tracé même des cours d'eau entraînant de constantes modifications des conditions d'alluvionnement, les *baiboho* sont en réalité constitués de strates successives de composition variable, ce qui crée une marquetterie, jamais achevée, de conditions pédologiques. A l'exception des *baiboho* morts (ou « hauts ») que seules atteignent des crues exceptionnelles, ces terres alluviales sont périodiquement inondées, soit pendant la quasi-totalité de la saison des pluies, soit en tout cas à plusieurs reprises pendant un certain nombre de jours en période de hautes eaux. La vie agricole est alors limitée, à des degrés divers, tandis que par contre, en saison sèche, hors des sols les plus sableux, la culture de décrue est très souvent praticable.

A 35 km au sud de Miandrivazo, Bepeha est un village de 234 habitants, fort bien situé, à proximité du confluent du Mahajilo et de la Mania (qui forment alors la Tsiribihina), desservi par une piste utilisable pendant l'essentiel de l'année, donc virtuellement un nœud assez remarquable de la circulation locale. C'est un village de cultivateurs indépendants, entouré presque de tous côtés par des concessions tabacoles, qui, jusqu'en 1972, dominaient l'économie de la région; ce seul fait lui donnait le « style » particulier d'un îlot de résistance à une mise en valeur étrangère. Après avoir longtemps pratiqué une petite culture de tabac, puis s'être peu à peu replié sur la simple riziculture, Bepeha s'est, depuis 1950, consacré à la culture du haricot dont il a été l'initiateur en Betsiriry.

Avec ses 276 habitants, Anjiakely est une unité de taille comparable, et sa position est à première vue assez similaire. C'est également, au moins par épisodes, un village de confluent, sur un des points de rencontre possibles de l'Ikopa et de la Betsiboka; il est lui aussi situé à faible distance de concessions européennes, Man-

gabe, Bekobay et Bevilany (1) et il fut lui-même pendant un temps le centre d'une concession. Mais, à l'encontre de Bepeha, ce n'est pas un pôle ancien du peuplement, mais un village de frange, en bout de piste, si ce n'est plus un village pionnier. D'autre part, ce qui rapproche Anjiakely de Bepeha lui donne des caractères originaux par rapport à l'ensemble de la petite région où il se situe. Sa position à proximité des domaines européens n'est pas typique du canton de Maevatanana, où les entreprises agricoles étrangères n'ont jamais eu d'importance, les communautés paysannes s'étant assuré le contrôle de l'espace. Sa situation, constamment menacée par les caprices de la Betsiboka est aussi relativement originale, car les autres villages du

SITUATION DES VILLAGES ÉTUDIÉS



- | | | | |
|---|----------------------|---|---------------|
|  | Socle cristallin |  | Ancien cours |
|  | Roches sédimentaires |  | Cuesta |
|  | Alluvions (baiboho) |  | Route bitumée |
|  | Lac et fleuve |  | Piste |

0 15 km

(1) Ces concessions, d'abord plantées en tabac, puis de plus en plus en coton, sont situées sur la bordure nord de la plaine d'Anosikely, constituée par la Betsiboka à son confluent avec l'Ikopa. Mangabe et Bekobay ont été créées par la CAIM, Bevilany par la CAIC.

canton, dans les petites plaines des rives de l'Ikopa, ont des terroirs somme toute moins instables. La comparaison entre les deux villages est facilitée mais rencontre vite des limites, car le contexte dans lequel ils se situent est sensiblement différent; alors que Bepeha est à Miandrivazo un village de pointe, Anjiakely est, pour le pays de Maevatanana, à un degré d'évolution relativement peu poussé. Il n'en est pas moins pleinement entré dans une économie marchande, fondée sur l'arachide et secondairement sur le tabac, cultivés, comme le riz, selon les techniques de la culture attelée.

L'examen de la carte des densités montre que nos deux exemples se situent dans des régions relativement bien peuplées, du moins compte tenu des superficies réellement utilisables, qui sont faibles. Au Nord-Ouest, le pays de Maevatanana se détache, avec des densités supérieures à 30 et plus souvent (pour les trois communes rurales de Maevatanana, Anosikely et Madiromirafy) à 60 par km² utilisable rationnellement, contrastant avec les densités plus faibles de la région de Mampikony (avant un nouveau maximum aux approches d'Antsohihy) et surtout, à l'Ouest avec les étendues sous-peuplées de Kandreho et de la sous-préfecture de Morafenobe. Les densités remontent progressivement au Sud, vers Miandrivazo, mais il ne s'agit plus là que de fortes densités relatives, le maximum étant atteint dans le canton de Manandaza, avec 42,6 personnes au km² utilisable; une nouvelle chute de la densité se produit au Sud, après Malaimbandy. Les deux pôles de peuplement, au contact des Hautes Terres merina et betsileo, coïncident très sensiblement avec d'une part les débouchés sur les régions sédimentaires de l'Ouest des principaux cours d'eau et des grands axes routiers, avec d'autre part les points où l'immigration d'originaires des Hautes Terres a été la plus sensible.

Une explication passe-partout, fréquemment utilisée dans la littérature géographique sur Madagascar, serait de justifier l'évolution agricole de ces régions par l'origine des populations paysannes : l'agriculture marchande tournée vers les marchés des Hautes Terres serait née de l'immigration de populations *ambaniandro* (1). De fait, celles-ci occupent une grande place dans la sous-préfecture de Maevatanana et plus spécialement dans le canton du même nom, où Merina et Betsileo forment de 60 à 65 % de la population selon les estimations; pour les cantons de la partie basse de la sous-préfecture, située dans le bassin sédimentaire de Majunga, le pourcentage était en 1971 de 40 (2). La part des originaires des Hautes Terres est beaucoup moins conséquente à Miandrivazo: en 1972, Merina et Betsileo ne formaient que 23,2% de la population de la sous-préfecture, et dans le canton de Miandrivazo lui-même, où la population *ambaniandro* est plus importante que dans le reste de la région des concessions, elle ne représentait guère plus de 20% du total. Mais ne serait-ce pas, au fond, une preuve *a contrario*? Moindre développement de la petite agriculture marchande et moindre place des immigrants des Hautes Terres ne sont-ils pas liés, l'extension des concessions européennes ayant provoqué la venue de popu-

(1) Originaires des Hautes Terres, Merina ou Betsileo.

(2) Le contraste est réel avec la partie de la sous-préfecture qui appartient géographiquement aux Hautes Terres (cantons d'Andriba et d'Antsiafabositra) où les *Ambaniandro* sont près de 60% de la population; mais la situation varie très sensiblement selon les cantons: on peut en fait opposer dans la partie basse de la sous-préfecture un centre à forte implantation d'originaires des Hautes Terres et deux extrémités de populations beaucoup plus mêlées, les Sakalava, et même plus généralement les ethnies du Nord-Ouest, étant partout largement minoritaires.

lations du sud-est et du sud de l'île? L'explication, en réalité ne tient guère. Il est d'abord aisé de constater que le lien entre la présence d'*Ambaniandro* et l'extension de la petite agriculture commerciale n'a rien de général dans l'Ouest, fût-ce en bordure des Hautes Terres: le canton d'Ankavandra est, dans le Betsiriry, la principale zone d'implantation des Merina (plus de 30% de la population), mais son agriculture est de pure subsistance et les ressources essentielles y viennent de la vente des bœufs; au sud, Malaimbandy est largement peuplé de Betsileo, mais les concessions européennes y tenaient une place prépondérante jusqu'à ces dernières années. Nos deux villages témoins infirment également l'hypothèse par leur peuplement hétéroclite. Dans la mesure, très limitée, surtout à Anjiakely, en raison de la pratique fréquente et ancienne des mariages inter-ethniques, où l'appartenance ethnique a encore un sens, la répartition par groupes est significative:

REPARTITION DE LA POPULATION PAR ETHNIE

	<i>Bepeha</i>	<i>Anjiakely</i>
Merina	28,2%	18,8%
Betsileo	11,1%	25,6%
Masombika (1)	—	17,3%
Sihanaka	—	5,4%
Ethnies du Sud-Est	12,4%	18,8%
Antandroy	9,8%	14,1%
Sakalava	38,5%	—

Par rapport à la moyenne du canton de Miandrivazo, la population sakalava est particulièrement importante à Bepeha; la part des *Ambaniandro* est plus faible à Anjiakely que dans l'ensemble du canton de Maevatanana. L'agriculture commerciale s'est, dans les deux cas, développée très généralement, indépendamment de l'appartenance ethnique: il serait abusif de dire que celle-ci est sans rapport avec l'activité agricole, mais elle joue sur des points secondaires, dont certains seront évoqués plus loin.

Non négligeable, le rôle des immigrants des Hautes Terres a manifestement été d'une autre nature. Il a d'abord été démographique et, en quelque sorte, politique. Première venue, pour des raisons évidentes de proximité, l'immigration *ambaniandro* a pu se mettre en place avant que ne débutât vraiment l'accaparement des terres par les colons européens. Certes, dans les premières années de la colonisation, de très vastes concessions avaient déjà été attribuées, mais leur immensité même, les rendait dérisoires, compte tenu des techniques de l'époque et de la faiblesse des investissements. Ainsi, à Maevatanana, la Compagnie Occidentale de Madagascar,

(1) Esclaves d'origine africaine (d'où leur nom de « Mozambiques »), introduits par la traite et libérés dès 1876, donc vingt ans avant les *andevo*, malgaches d'origine. Après leur émancipation, ils se dispersèrent assez largement, notamment sur les confins de l'Imerina.

héritière de l'entreprise minière de Subergie (1) disposait en principe, au début du xx^e siècle, de la totalité de l'actuelle sous-préfecture, puis, par le décret du 22 mai 1904, de 64 296 ha sur lesquels elle avait un monopole théorique de commercialisation et où elle pouvait percevoir des redevances de métayage; mais, incapable de contrôler son territoire, la Compagnie se cantonnait pratiquement dans le transport fluvial et l'extraction de l'or. Même autour des ports de l'Ouest, comme en témoigne notamment l'exemple de Morondava (2), l'accapement du sol par les Européens pour tirer profit de l'agriculture ne débuta réellement qu'avec les années 20; en Betsiriry, il battit son plein cours des années 30. Or, dans certaines parties de l'Ouest, aux confins des Hautes Terres, les trente premières années de l'occupation française avaient vu se développer une importante immigration d'originaires des Hautes Terres, qui formaient alors l'essentiel de la population.

POURCENTAGE DES AMBANIANDRO DANS LA POPULATION TOTALE

	District de Maevatanana (Kandreho exclu)		District de Miandrivazo (y compris Ankavandra)	
	Nombre	%	Nombre	%
1915	16 358	83,9	13 317	74
1921	18 871	77,1	12 713	68

La présence d'une masse appréciable de paysans merina et betsileo aurait pu constituer un frein à l'extension des concessions étrangères, d'abord par le poids démographique et par l'extension de son emprise sur des terres cultivables assez rares, ensuite pour des motifs qui relèvent sinon du politique, du moins de la psychologie des administrateurs coloniaux, parce que l'immigration *ambaniandro* était souvent considérée comme une garantie de mise en valeur efficace du sol.

Force est de reconnaître que bien souvent, ces arguments n'ont en fait guère pesé face aux ambitions de la colonisation agricole européenne. Le delta de la Morondava, étudié par E. FAUROUX, comptait un nombre non négligeable de villages merina et betsileo anciens, parfois antérieurs à la conquête; il n'en fut pas moins largement accaparé par les Européens, comme les plaines qui avoisinent Mahabo, où les Betsileo étaient venus en nombre au cours des années 20 et 30, quand l'ouverture du canal de Dabara permit l'extension des rizières (3). On peut seulement dire que les *Ambaniandro* furent moins systématiquement spoliés que les Sakalava, parce

(1) Le français Subergie avait obtenu du Premier ministre Rainilaiarivony une concession pour l'extraction de l'or sur une surface équivalant à cinq départements français, et qui englobait toute la région de Maevatanana.

(2) Cf. FAUROUX (E.), 1975. — « La formation sakalava ou l'histoire d'une articulation ratée ». Paris. ORSTOM, 405 p. *multigr.*

(3) Il est malaisé de mesurer statistiquement le phénomène en raison des changements des limites administratives et de l'imprécision des statistiques. Au début des années 20 on comptait dans le district environ 10 000 Betsileo; ils étaient 15 000 à la fin de la décennie, 20 000 environ au début des années 40. Dans les années 50, ils n'étaient plus à nouveau que quelques 10 000.

que leur emprise sur le sol ne pouvait passer inaperçue et parce que, assez souvent, ils avaient quelque lien avec l'administration. Plus éloigné des villes, et donc un peu plus protégé des convoitises, le Betsiriry connut certes une flambée de croissance d'une petite agriculture commerciale malgache, consacrée au tabac. La production de tabac de la région de la Tsiribihina (pratiquement les deux districts de Belo et de Miandrivazo), réalisée alors par les seuls Malgaches ou presque, était fort importante à la fin des années 20, et se comparait avantageusement à celle de la région de la Betsiboka, centrée sur Maevatanana et Ambato Boëni. Or, en quelques années, par la combinaison de l'accaparement des terres, de la contrainte physique, voire de la terreur, et avec la complicité de la Mission des Tabacs, la colonisation européenne devait éliminer à peu près totalement les producteurs malgaches de tabac et accaparer une très large part des *baiboho* productifs (1).

ACHATS PAR LA MISSION DES TABACS

Tonnages	1922	1923	1924	1925	1926	1927	1928
Tsiribihina	—	—	4	48,5	91,5	202,5	439
Betsiboka	93	72	17	124,5	273,5	258,5	403
<i>en pourcentage du total des achats à Madagascar</i>							
Tsiribihina	—	—	1	8,1	11,5	19,9	31,1
Betsiboka	26,2	22	4,3	20,9	34,3	25,4	28,5

PART DES MALGACHES ET DES EUROPEENS
DANS LA PRODUCTION DE TABAC
(District de Miandrivazo)

	<i>Malgaches</i>	<i>Européens</i>
1931	71,8	28,2
1932	40,7	59,3
1933	30,5	69,5
1935	5,6	94,4
1938	10,3	89,7
1939	9,2	90,8

A Maevatanana, par contre, la production malgache de tabac restait prédominante. On ne saurait y voir l'effet d'une plus grande puissance des populations des Hautes Terres, majoritaires dans le district (2) : leurs effectifs et leur densité n'étaient guère supérieurs à ce qu'ils étaient en Betsiriry. On peut, certes, penser que les planteurs malgaches ont bénéficié d'une certaine bienveillance de la part de l'administration : pour développer rapidement la culture du tabac, la Mission métropolitaine, qui la

(2) Cf. notre thèse : « Enracinement et Mobilité. Les sociétés rurales sur les Hautes Terres centrales malgaches et leurs confins occidentaux », Paris, 1980, 4 t. *multigr.*

(1) Elles constituaient alors environ 70% de la population totale.

considérait d'abord comme une activité strictement paysanne, avait recours à l'aide des cadres européens de l'administration, qui recevaient des primes en fonction de quantités de tabac produites. Ces gratifications étaient considérables et arrondissaient notablement des soldes modestes. En 1928, deux adjoints du chef de poste de Maevatanana auraient touché respectivement 10 911 et 2 609 francs (1). La culture du tabac par les Malgaches, qui présentait bien des aspects d'une culture commerciale obligatoire, plus lucrative pour les administrateurs que la culture effectuée pour les colons européens, pouvait donc être favorisée. Mais, réglementairement, la situation n'était pas différente en Betsiriry où les planteurs français surent se concilier administration et agents de la Mission des Tabacs. Nous pensons que, à Maevatanana, la petite agriculture marchande a plutôt été protégée, paradoxalement, par l'existence de la vaste concession de la Compagnie Occidentale, qui gelait la situation foncière, empêchant l'installation d'autres étrangers désireux de faire fortune sur le sol cultivé. Lorsque les privilèges de la Compagnie tombèrent en désuétude, après la Deuxième Guerre mondiale, les communautés paysannes s'étaient étoffées et leurs protestations contre les spoliations rencontrèrent plus d'écho auprès de l'administration territoriale. L'exemple d'Anjiakely nous en apporte, dans une certaine mesure, confirmation. Cas exceptionnel à Maevatanana, les terres du village, déjà mises en valeur, furent octroyées en concession à un Européen en 1952. Sans doute, la densité de population était-elle encore relativement faible, en raison de la situation écartée et dangereuse du terroir, à proximité d'un confluent dont le tracé était extrêmement changeant, mais tout le noyau central de la population actuelle, formé de Masombika, de Betsileo et de Merina, y résidait déjà et se vit réduit à l'état de métayer, tandis qu'une main-d'œuvre nouvelle d'Antaisaka et d'Antandroy était introduite. L'opposition des villageois se renforça quand le concessionnaire voulut transformer les rizières en champs de tabac; l'entreprise ayant fait faillite, les terres furent rendues aux villageois qui rétablirent autant que possible les anciennes divisions foncières. Certes, dans les premières années, les protestations paysannes n'avaient pas eu d'effet, mais elles devinrent efficaces dès que la colonisation révéla sa faiblesse économique: la force plus grande des communautés, le changement de contexte politique surtout, en rendent compte. A notre connaissance d'ailleurs, la spoliation foncière subie par les habitants d'Anjiakely est un cas isolé dans le canton de Maevatanana; de manière générale, la petite agriculture marchande se maintint des années 20 à nos jours, fondée sur le tabac, dont Maevatanana fut, après l'Itasy, la principale zone de culture paysannale.

Cette orientation précoce et continue a eu des effets évidents sur le développement agricole et le niveau de vie des populations. La rareté des sources limite notre analyse, mais les rares faits connus sont significatifs. L'agriculture de la région de Maevatanana est très tôt caractérisée par une combinaison spécifique de traits modernes et de caractères d'une agriculture extensive archaïque. D'une part, on constate la rapide multiplication des charrues dès le début des années 30 (2). Les villageois de Bemangahazo nous ont affirmé en avoir régulièrement utilisé dès 1932. En 1938,

(1) A.R.M. Cabinet civil D 59 S. Lettre de la Chambre de commerce de Majunga au Gouverneur général du 26 janvier 1929.

(2) Voir un peu plus tôt: il y aurait eu dans le district 32 charrues en 1929 (A.O.M. 2 D 124, Rapport économique 1929) et 194 en 1932 (ib. 2 D 125. Rapport économique 1932).

on en aurait compté 600 dans le district et 150 nouvelles étaient commandées (1) à une époque où elles étaient encore fort rares en Imerina, sauf en Vonizongo. L'engouement se maintint : à la foire de Maevatanana, en 1952, 200 charrues, dont 5 brabant doubles, contre 10 herses seulement, étaient vendues (2). D'autre part, la culture du tabac, qui était pour une large part du Maryland destiné à l'exportation, obligeait à l'emploi de techniques relativement soigneuses et intensives; d'ailleurs, le prix d'achat du tabac de Maevatanana, très comparable, voire parfois supérieur, à celui de la province de Tananarive, plaide en faveur des agriculteurs de la région. D'autres cultures soignées sont mentionnées à l'occasion, notamment les oignons, plantés en bordure des lacs en 1929, sinon auparavant (3). Mais il ne s'agit point, cependant, d'agriculture intensive: la disproportion remarquable entre achats de charrues et de herses est déjà significative. Il apparaît notamment que la riziculture est restée fort peu soignée: le riz d'*asara* (saison des pluies) était rarement repiqué jusqu'aux années 60 (4) et ne bénéficiait que très exceptionnellement d'une irrigation d'appoint; le contrôle de l'eau était si peu recherché que la plupart des rizières ne comportaient même pas de diguettes. La culture de saison des pluies est donc longtemps restée apparentée à une culture sommaire dans des marais saisonniers, fondée sur le semis direct et le piétinage par des troupeaux de bœufs importants, trop importants pour rester constamment sur des terroirs assez peuplés, et qui partaient en transhumance, pendant la saison des pluies. Jusqu'au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, on ne peut donc parler d'une petite agriculture marchande évoluée, mais seulement d'une combinaison d'agriculture primitive, extensive, orientée vers la commercialisation, et d'une culture commerciale presque inévitablement soignée, le tabac. Les achats de charrues, s'ils pouvaient présenter un intérêt pratique, pour limiter le travail lors des périodes les plus chargées (5), nous semblent aussi relever d'une certaine ostentation, assez répandue dans un pays neuf, relativement riche, dont une large part de la population était d'origine sociale modeste — anciens esclaves notamment — et désireuse de marquer son émancipation. Cet intérêt pour certaines innovations techniques vues à la fois comme des moyens d'enrichissement et des signes de réussite, semble caractériser dans d'autres régions les groupes d'*andevo* (anciens esclaves), comme en témoignent, par exemple, les travaux de J. WURTZ sur les plaines de Tananarive (6). De la même tendance ressortissent les constructions somptuaires d'églises et de temples en briques, dont les hauts campaniles surprennent dans le paysage de l'Ouest, et dont on souligne aujourd'hui encore qu'ils ont été construits « avec l'argent du tabac ».

(1) A.O.M. Affaires administratives. Missions d'Inspection 116. Tournée de l'inspecteur Thomas.

(2) « L'essor agricole de Maevatanana ». *Bulletin de Madagascar*. 16-9-1952, p. 6-8.

(3) A.O.M. 2 D 124. Rapport économique. Province de Maevatanana, 1929.

(4) On sait par contre que le riz *asotry*, ici appelé *vary jebly*, cultivé en décrue, est nécessairement repiqué.

(5) La charrue n'avait guère d'utilité lors de la principale pointe de travail à la fin de la saison des pluies, où il faut à la fois moissonner le riz d'*asara*, préparer les champs de tabac et les pépinières de riz *jebly*; par contre, elle jouait un rôle appréciable en fin de saison sèche, lorsque le labour des parcelles de riz *asara* coïncide avec les tâches très prenantes de conditionnement du tabac.

(6) WURTZ (J.), 1973. — « Structures foncières et rapports sociaux dans la plaine de Tananarive. Paris. ORSTOM, 281 p. *multigr.* + annexes.

Un certain usage de l'argent, une pratique de la vente, s'étaient donc précocement introduits, qui permettent de comprendre comment avec rapidité et une relative facilité, les villages de la région de Maevatanana ont pu se reconverter, une fois close la grande époque du tabac. Rien de tel, en apparence, autour de Miandrivazo, où la prépondérance écrasante des concessions européennes avait réduit à la portion congrue les communautés villageoises indépendantes, chassées des meilleurs *baiboho*, cantonnées loin des principales vallées dans des sites qui ne convenaient guère qu'à la riziculture (1). Il importe cependant d'y regarder de plus près. Manifestement Bepeha, comme les villages qui maintenant, à sa suite, étendent leurs cultures marchandes, et notamment Belolo près d'Ankotrofotsy, représentent des sortes d'îlots de résistance à l'expansion des concessions. D'une part, Bepeha comme Belolo sont de vieux points d'implantation *ambaniandro* qui sont parvenus à conserver quelques *baiboho* propices aux cultures de décrue. D'autre part, aux marges des concessions, ils accueillaient non point exactement des réfractaires, mais du moins des hommes qui, après avoir assimilé les techniques de l'agriculture de plantation et fait à l'occasion quelques bénéfices comme métayers ou cadres des exploitations européennes, en refusaient les contraintes sociales et économiques; c'étaient aussi de petits centres commerciaux, vivant pour une bonne part de la clientèle des métayers voisins, et les marchands y formaient un petit noyau d'entrepreneurs susceptibles d'investir dans la terre. Lorsqu'elle prendra son essor, l'agriculture commerciale paysanne pourra, dans une certaine mesure, apparaître comme un sous-produit de l'activité des concessions européennes.

Sous un autre angle enfin, la présence marquée d'immigrés des Hautes Terres est moins une cause du développement de la petite agriculture marchande qu'un signe d'une situation géographique particulière qui lui est nettement favorable. Miandrivazo et Maevatanana sont en effet assez exceptionnellement situés: ce sont pratiquement les régions de *baiboho* les plus proches de Tananarive, moins de 250 km à vol d'oiseau (Ankavandra, aussi proche, ne comptant guère d'alluvions récentes), et seules elles lui sont reliées d'assez longue date par des routes praticables toute l'année. L'avantage est particulièrement net pour Maevatanana: l'axe Tananarive-Majunga, qui fut celui de la conquête, a d'emblée retenu les soins de l'administration, et la route fut permanente de la capitale à Maevatanana dès le début du xx^e siècle; son bitumage a été réalisé jusqu'au chef-lieu de sous-préfecture en 1965. Miandrivazo par contre n'a été définitivement relié à Antsirabe qu'en 1935 et l'entretien de la route, qui était pratiquement restée un cul de sac, n'a été ni très régulier ni très soigné; en 1974 seulement ont débuté les travaux d'établissement d'une route goudronnée. Néanmoins, l'acheminement de produits vers les Hautes Terres était dans les deux cas possible, notamment au cours et à la fin de la saison sèche, période où les *baiboho* portent des cultures commerciales, et où les Hautes Terres, engourdies par l'hiver, ne sont par contre guère productives. L'immigration des Hautes Terres,

(1) A première vue, la pression foncière des Européens n'a pas été exorbitante: les concessions véritables n'ont guère occupé plus de 8% de la superficie cultivable. Mais la réalité est assez différente: outre les concessions, seules légalement attribuées, existaient es réquisitions, simples demandes d'octroi de concessions, souvent non suivies d'effet légal, que maints colons assimilaient à des titres de propriété et entendaient faire respecter comme telles par les paysans. Ainsi, dans la pratique, les Européens contrôlaient l'essentiel des *baiboho* qui convenaient aux cultures de décrue, laissant aux paysans les vallées affluentes, souvent mal drainées, et les cuvettes de débordement.

qui résulte elle-même pour une bonne part de ces conditions de circulation, encourage les échanges: la présence de « pays » facilite les déplacements des collecteurs *ambaniandro*, les voyages de visite des émigrés au pays sont aussi l'occasion de transports de marchandises, et permettent l'introduction sur les Hautes Terres de nouveaux produits de l'Ouest. S'ils ne sont donc pas les seuls acteurs loin de là de la nouvelle culture commerciale, les originaires des Hautes Terres sont sans conteste les initiateurs des réseaux de relations qui ont favorisé sa naissance.

Sensiblement moins exigeants en travail que le tabac, haricot et arachide ont cependant en effet sur lui le désavantage de ne pas jouir d'un marché garanti (1) et d'être des cultures de moindre valeur marchande. Elles sont devenues largement concurrentielles en raison d'une organisation efficace de la commercialisation. Ceci est particulièrement patent à Anjiakely comme dans tous les villages voisins, où des circuits d'abord clandestins, tournant la réglementation en vigueur, ont été établis. Officiellement, dans tout le ressort de la sous-préfecture de Maevatanana, les arachides, depuis 1964, devaient être vendues à l'Ucopra (2), « coopérative d'Etat », créée pour faire pièce au réseau commercial des *Karana* (Pakistanais): le prix du kg d'arachides en coques, qui était de 35 à 40 francs malgaches (3) au début des années 60, tombait à environ 20 FMG en 1964-65 pour les membres de la coopérative (4), à 12 F 50 seulement pour les autres cultivateurs; il devait varier sensiblement ensuite, mais rester le plus souvent faible, de l'ordre de 25 à 30 FMG en 1973. Aussi, profitant de la proximité de la route bitumée, les villageois d'Anjiakely, et, premiers d'entre eux, en 1969, les *Ambaniandro*, ont-ils pris l'habitude d'aller vendre directement leurs arachides à Tananarive. Le transport est effectué en charrette jusqu'à Andramy, puis au-delà en camionnette bâchée, et la vente est effectuée à Isotry (5) auprès de grossistes qui ravitaillent les huileries de la capitale. Un kg d'arachides en coques y est vendu 40 FMG, tandis que l'arachide décortiquée, qui vaut 50 FMG le kg en septembre-octobre, atteint jusqu'à 75 FMG en juillet-août, période de soudure. Les frais de transport atteignant, en 1973, au maximum 450 FMG pour un sac de 90 kg d'arachides décortiquées (plus les frais de déplacement du cultivateur lui-même), l'opération est légèrement bénéficiaire même pour la vente de deux sacs, et franchement rentable si l'on vend cinq sacs, ce qui n'est à Anjiakely qu'une production médiocre (6). On conçoit donc l'engouement pour le déplacement à Tananarive, en dépit de son caractère illégal: en 1973, d'après nos enquêtes, les ventes à Tananarive auraient représenté dans le village 93,5% du total.

Ce mode de commercialisation a eu pour effet, en aval, d'inciter à des investissements complémentaires: en 1973, deux cultivateurs ont acquis des décortiqueuses,

(1) Jusqu'en 1972, l'ensemble de la production de tabac était acheté par la Mission métropolitaine des Tabacs, émanation du SEITA, qu'elle fût destinée à l'exportation ou au marché intérieur. Pour les planteurs malgaches particulièrement, le relais fut alors pris par l'Office malgache des Tabacs (OFMATA).

(2) Union des Coopératives de Producteurs d'Arachide.

(3) 1 franc malgache vaut sensiblement 0,02 franc français.

(4) On devenait membre moyennant une cotisation de 1 000 FMG.

(5) Quartier populaire de Tananarive, siège notamment de marchés de gros et de demi-gros.

(6) Pour deux sacs d'arachides décortiquées équivalant à 250 kg d'arachides en coques, les frais de transport sont au maximum (si le producteur ne possède pas de charrette), de 1 900 FMG, alors que le bénéfice brut supplémentaire est de 3 925 FMG. Pour cinq sacs, les frais sont de 3 250 FMG, le supplément de bénéfices de 9 815 FMG.

achat aisément rentabilisé, puisque ces engins, payés 20 000 FMG, sont loués aux autres producteurs contre une somme de 50 FMG par sac d'arachides en coques (1). Mais la rupture de fait avec l'Ucopra a eu également des conséquences en amont. La coopérative, en effet, fournissait à ses adhérents des semences à un prix relativement bas (16 FMG par kg); or, leur conservation étant difficile, les arachides de semence sont traditionnellement produites en saison des pluies, dans les cantons de la sous-préfecture situés sur les Hautes Terres (Andriba et Antsiafabositra) ou dans la sous-préfecture de Tsaratanana. Les paysans d'Anjiakely ont donc créé, en bordure des îlots gréseux sur lesquels est établi le village, des champs d'arachide *asara*, de rendement très médiocre (la production ne dépasserait guère les quantités semées) mais qui permettent de se passer totalement des services de l'Ucopra. C'est, en définitive, un système complètement indépendant qui a ainsi été mis sur pied.

L'organisation de la commercialisation n'a pas atteint, dans la région de Mian-drivazo, le même degré d'autonomie. Si les paysans de Bepeha ont bien, en 1965, lorsque les cours du haricot étaient particulièrement bas, tenté de grouper leur production pour effectuer des ventes directes sur les Hautes Terres, l'entreprise a échoué. De fait, le haricot, offert directement à la consommation, est de vente plus délicate et suppose une solide implantation sur les marchés. Les récoltes sont donc vendues pour une part à des marchands venus d'Antsirabe, et pour une autre part, fort appréciable, aux commerçants locaux, qui sont en même temps producteurs. Il semble que jusqu'à présent cette solution ait donné satisfaction: les commerçants de Bepeha, en particulier, touchés par le marasme puis par la chute des plantations de tabac, ont intérêt à la prospérité d'une culture, qui, directement ou indirectement, leur est aussi bénéfique; tant que la culture n'est pas très fermement établie, ils évitent de décourager les paysans par des cours trop bas ou une pratique trop systématique de l'usure. Les prix restent élevés: au plus bas, en 1968, le haricot se vendait 25 FMG le kg; dès 1969, il remontait à 45 FMG pour de plus descendre au dessous de 40 et dépasser 50 FMG en 1973. Le problème du maintien des cours était alors au centre de toutes les discussions de paysans qui tentent notamment de s'organiser pour éviter les achats sur pied, dans les *baiboho*, où les marchands sont maîtres des prix, et pour négocier collectivement un tarif. On note d'autre part, comme à Anjiakely, une évidente autonomie technique des agriculteurs: elle est, au demeurant, beaucoup plus naturelle car les Services agricoles ne se sont nullement souciés de cette culture; des initiatives intéressantes se sont fait jour, comme le traitement des semences soit avec des produits quémandés auprès des Services agricoles, soit, pis-aller, avec du DDT.

Ces attitudes économiquement et techniquement judicieuses, facilitées par la proximité et la familiarité du milieu des Hautes Terres ne doivent cependant pas nous faire conclure trop vite à une pure adaptation rationnelle aux lois d'un marché. Bepeha comme Anjiakely doivent aussi pour une large part sinon leur spécialisation, du moins leur rapide évolution, aux caprices incontrôlables d'un milieu instable, et aux ruptures qu'ils provoquent dans l'équilibre entre population et ressources. Certes, depuis l'établissement des concessions européennes, Bepeha ne disposait que d'un terroir limité, ce qui n'avait pas été étranger au maintien d'une petite culture du

(1) Le prix de l'arachide décortiquée à Tananarive est trop bas, ne rémunérant pas le travail; l'intérêt essentiel de l'opération de décortiquage au village est la baisse des coûts de transport.

tabac. Néanmoins, la riziculture est longtemps restée la base des activités agricoles, pratiquée tant en *asotry* qu'en *asara*, dans le nord de l'île d'Analambiby et, au pied même du village, sur un *baiboho* fermant les vallées affluentes, ennoyées, où le riz est cultivé en décruc. Mais les cyclones successifs de 1959 et 1969 ont considérablement limité les surfaces exploitables, faisant notamment disparaître une large partie des rizières : le cours de la Mania s'est en effet déplacé et fractionné en une série de bras, coupant l'extrémité nord de l'île, détruisant maintes levées de berge cultivées en *asara* et obstruant de sables les exutoires des lacs, dont la décrue en saison sèche est devenue tout à fait insuffisante : l'essentiel des terres utilisables consiste maintenant en terrasses inondables qui ne se prêtent guère qu'aux cultures sèches de décrue. L'histoire morphologique d'Anjiakely est plus complexe, fonction du déplacement du cours de la Betsiboka et de son confluent avec l'Ikopa. Avant la Première Guerre mondiale, le terroir en était franchement éloigné et constituait une zone de cuvettes de débordement où dominait nettement la culture de riz *asotry*. En 1916, le fleuve déplaça son cours vers le sud et s'établit à proximité du village ; les dépressions furent alors comblées et le riz d'*asara* prit la première place. Ce changement parut un temps une bénédiction, car l'alluvionnement ouvrait de nouvelles terres à la culture et assurait aux *baiboho* une remarquable fertilité ; mais il suffit d'une dizaine d'années pour que les terres ainsi rehaussées tendent vers l'état de *baiboho* morts que les crues n'atteignaient plus que très exceptionnellement, y déposant alors surtout des sables. Sur tout, en 1959, la Betsiboka modifia radicalement son cours, le fixant loin au nord, en allant combler la dépression du lac Amparihibe. Dès lors, l'alimentation en eau des rizières, dans des sols très perméables, est devenue incertaine, et la superficie cultivée en riz aurait diminué d'un quart. Traditionnellement, Anjiakely avait, en *asotry* puis en *asara*, rempli le rôle de grenier à riz pour des villages plus à l'étroit comme Andramy, Beanana, Beratsimanina, voire pour la ville de Maevatanana. Dorénavant, la population augmentant, la production commercialisable s'est considérablement restreinte et le village, pour conserver une relative aisance, a dû se trouver de nouvelles ressources.

Ce changement a cependant été sensiblement moins contraignant qu'à Bepeha. On comprend ainsi que, quoique situé dans une région où la petite agriculture marchande est encore embryonnaire, ce dernier village s'y adonne bien plus intensément qu'Anjiakely, situé dans une région où elle est déjà une tradition. L'exploitation moyenne, dans l'échantillon que nous avons plus spécialement étudié à Bepeha, compte 19.33 ares de rizière seulement, mais 1.41.69 hectares de champs de haricot (1), par contre, à Anjiakely, la moyenne est de 1.49.65 hectares de rizière pour 56.40 ares d'arachide et 16.80 ares de tabac. Plus d'un quart des exploitants d'Anjiakely ne cultive pas d'arachide alors que 11% seulement de ceux de Bepeha ne sèment pas de haricots.

Dans les deux cas, on constate donc l'existence de temps de crises morphologiques, où le système de cultures a été profondément remis en question : cyclones de 1959 et 1969 à Bepeha, changements du cours de la Betsiboka en 1916 et 1959 à Anjiakely. Or, c'est en de telles périodes que les nouvelles cultures commerciales se sont, sinon introduites, du moins brusquement étendues sur une large part du terroir. Introduit en 1950 à Bepeha, par un cultivateur betsileo, le haricot ne connut d'abord guère

(1) Cet échantillon n'est pas pleinement représentatif, car il ne comprend pas d'agriculteur sakalava cultivant du riz *asotry*, dont la présence aurait quelque peu relevé la surface moyenne cultivée en riz ; celle-ci ne serait cependant tout au plus que de 30 ares.

de succès; mais en 1960 le village en produisait 40 tonnes, soit autant qu'en 1972. A Anjiakely, c'est également un Betsileo qui entreprit en 1957, à l'initiative des commerçants *karana*, la culture de l'arachide; point, ici, de temps de latence, puisque l'année suivante le fleuve changeait son cours: dès 1959, la production était assez forte pour provoquer une baisse des cours, qui tombaient de 40 à 30 FMG le kg d'arachides en coques. Nécessité proprement alimentaire comme à Bepeha, où la production locale de riz, depuis 1958, si elle était équitablement répartie, suffirait à peine pour six mois, ou, à Anjiakely, nécessité monétaire pour une paysannerie déjà liée à l'argent expliquent donc bien ces « booms » subits qui tiennent plus d'une adaptation aux caprices du milieu que d'une adhésion raisonnée à un nouveau type d'activité.

Les changements physiques ont contribué aussi d'une autre manière à faciliter l'évolution des systèmes de cultures. Il est frappant de constater que, plus ou moins précocement, ils ont dans nos deux villages provoqué la disparition ou l'extrême limitation de la culture de décrue du *vary asotry*. Or celle-ci, tant par son calendrier que par les rythmes de vie qu'elle suggère, ne favorise guère, tant s'en faut, l'extension d'autres cultures de saison sèche. Le travail très échelonné, au gré de la décrue, du repiquage, de la surveillance et de la moisson entre en concurrence avec le travail sur d'autres champs: concurrence déloyale en quelque sorte, car le riz *asotry*, pratiqué sans préparation du sol ni sarclage, a des rendements certes médiocres mais assurés et rémunère bien des efforts mesurés; ceux qu'il suppose, extrêmement morcelés rompent le rythme de travail et incitent plutôt à un séjour peu actif auprès des *baiboho* où sont dressées des maisons temporaires. Même si une certaine concurrence existe entre moisson du riz de saison des pluies et préparation des champs de culture sèche, la culture d'*asara* se combine évidemment beaucoup mieux avec les cultures commerciales d'hiver. Or, à Anjiakely, le riz d'*asotry* a disparu depuis les années 30 (1); à Bepeha, seuls quelques Sakalava anciennement établis ont encore des droits sur des lacs où ils plantent du riz de décrue. De manière significative, leur production de haricots n'est pas en rapport avec leur dotation en terres et leurs moyens de travail.

BEPEHA. PRODUCTION DE HARICOTS SELON L'ETHNIE

	Production par tête (kg)	% de la production totale
Betsileo	368	19,1
Merina	336	12,8
Antaimoro	291	6,9
Antandroy	250	4
Vakinankaratra	218	20,5
Antaisaka	180	5,7
Sakalava	172	30,9

(1) Quelques cultivateurs plantent un riz intermédiaire, l'*atriatry*, repiqué en mars seulement et moissonné vers la mi-août, mais ses techniques sont sensiblement les mêmes que celles du riz *asara*.

Ces facteurs suffiraient sans doute à justifier le caractère à peu près généralisé et économiquement dominant d'une culture commerciale, qui frappe dans les deux villages. Il nous semble cependant qu'engouement et nécessité ne suffisent pas à rendre compte de cette situation et qu'il faut prendre également en considération certains traits du système de cultures et d'élevage. Il est en effet sans doute des agriculteurs qui pourraient continuer de vivre d'une combinaison de la riziculture et d'un élevage extensif, utilisant particulièrement, en saison sèche, les pâturages des *baiboho*. Mais, dès lors que la majorité de la population a des motifs impérieux d'utiliser ceux-ci pour l'agriculture, le maintien des troupeaux devient de plus en plus aléatoire. On voit plus clairement le processus dans des villages où la culture commerciale est aujourd'hui en cours d'extension, comme Belolo: les dégâts que les bœufs au pâturage provoquent dans les champs de haricots font l'objet de multiples conflits que le *fokonolona* tend à régler à l'avantage de plus en plus net des agriculteurs; s'ils n'ont pas les moyens de salarier un berger qui puisse garder les bêtes au loin, les éleveurs ont alors tendance à réduire leur troupeau et à rechercher eux aussi des ressources dans la nouvelle culture commerciale.

L'extension accélérée de celle-ci, qui se combine avec l'apparition d'autres innovations techniques, peut donner à bon compte le sentiment d'une mutation profonde et décisive de l'agriculture. Il convient néanmoins d'y regarder de plus près, en voyant comment les différentes innovations s'articulent entre elles et avec des techniques plus anciennes encore préservées. La nouvelle agriculture marchande est toujours liée à la culture attelée, à la multiplication des charrues, herses et charrettes. S'agit-il d'une simple rencontre ou d'une véritable liaison technique? Il ne semble pas qu'on puisse apporter à cette question de réponse simple. A Anjiakely, comme dans l'ensemble du pays de Maevatana, la charrue — ancienne — est apparue avec la combinaison du riz et du tabac: la culture commerciale, pratiquée en lopins peu étendus, n'imposait guère son emploi si elle permettait son achat; elle semblait en fait plus utile à une riziculture menée sur un mode très extensif encore et qui, dans le cas de la culture d'*asara*, risquait de pâtir de la forte demande de travail pour le conditionnement du tabac après la saison sèche. De plus, sur les terres de *baiboho*, très peu pourvues en humus et bien ressuyées au moment où l'on prépare les champs d'*asara*, la technique du labour à la charrue légère, suivi d'un hersage, présente sur le piétinage des avantages beaucoup plus nets que dans les vallées marécageuses de l'Est, voire de bien des terroirs des Hautes Terres. Lorsque l'arachide se substitua au tabac, le point de vue se modifia quelque peu: les champs d'arachide, plus vastes, ne sauraient être bêchés sans un travail excessif, et la plante ne peut être cultivée « en pot », comme le tabac, repiqué dans des trous creusés à l'*angady*: une préparation fine du sol, un hersage pour couvrir les graines après le semis lui conviennent bien, si bien que la charrue, possédée déjà pour la rizière, est devenue très normalement un instrument indispensable de la nouvelle culture.

A Bepeha, et plus généralement dans tous les villages de la région de Miandrivazo qui adoptent le haricot, la charrue apparaît avec celui-ci. On ne saurait cependant y voir une liaison de causalité technique pure: le labour à la charrue, ici aussi, serait utile aux rizières d'*asara*, et la charrue s'impose moins pour le haricot que pour l'arachide, puisqu'au labour succède, peu logiquement, un semis en poquets recouverts par tassement au pied. Mais le contexte social dans cette région de plantation ne favorisait guère la diffusion rapide de la charrue: jusqu'à l'indépendance, le district de Miandrivazo ne comptait aucun employé des Services d'Agriculture, toute l'initiative étant laissée aux Européens, et les terres étaient mesurées dans les réserves

indigènes, freinant l'extension des surfaces cultivées. Si à Bepeha depuis quelque temps, et maintenant à Belolo, les charrues trouvent leur place, c'est d'abord pour des raisons de calendrier agricole: la culture commerciale est apparue, sur des terroirs restreints où plusieurs récoltes peuvent se succéder dans l'année, ou sur des terres tôt menacées par la crue, si bien que la préparation du sol doit être menée rapidement (1). Mais aussi, outre sa valeur symbolique de signe d'un nouveau statut social, la charrue est un facteur d'autonomie pour l'exploitant, quand l'extension de la culture commerciale contribue à distendre rapidement, nous y reviendrons, tout rapport d'entraide.

Diversément justifiée, l'introduction de la culture attelée a, au delà de la pure technique, des effets sur le paysage rural et l'organisation des terroirs. Ceux-ci sont beaucoup plus sensibles, pour des raisons de durée sans doute, à Anjiakely qu'à Bepeha. Dans le premier cas, la culture attelée a déjà provoqué la construction d'un paysage relativement géométrique et qui donne d'abord l'impression de la permanence. Les parcelles de riz ou d'arachide, de dimensions appréciables, pouvant aller jusqu'à près de 2 hectares, ont des formes régulières, le plus souvent en rectangles allongés, divisés, dans le cas des rizières, par des diguettes assez rectilignes, délimitant des casiers plus vastes qu'il n'est de coutume à Madagascar, même sur les *baiboho* dont la pente est très faible. Le parcellaire n'a pas acquis encore à Bepeha une régularité comparable; mais on note ici aussi un « nettoyage » du terroir débarrassé des éléments de désordre que constituent encore à Belolo, par exemple, rideaux de roseaux, buissons, arbustes... On a le sentiment, pour une bonne part d'ailleurs fallacieux, d'observer une fixation du paysage, préalable à une amélioration foncière plus systématique.

Développement de la culture et du transport attelés et évolution de l'élevage bovin vers la limitation des troupeaux et une conduite plus soignée semblent aller fort logiquement de pair. Bien sûr, l'adoption de la charrue suppose la possession d'animaux de trait, qui, comme partout à Madagascar, sont mieux soignés et mieux nourris que les autres, surveillés de près et pratiquement gardés en permanence au piquet. L'apparition de cette nouvelle catégorie de bêtes modifie le rapport au troupeau, relègue au second plan la masse moins bien différenciée des animaux d'élevage. De plus, l'investissement d'une bonne part du surplus en matériel agricole, le prix nettement plus élevé des bœufs de trait — souvent achetés les premiers temps par les

LE CHEPTTEL DE BEPEHA ET D'ANJIAKELY

	<i>Bœufs de trait</i>	<i>Autres mâles adultes</i>	<i>Vaches</i>	<i>Taurillons</i>	<i>Génisses</i>	<i>Veaux</i>	<i>Total</i>
<i>Nombre</i>							
Bepeha	46	17	34	3	8	19	127
Ankiakely	130	22	97	31	51	62	393
<i>Pourcentage</i>							
Bepeha	36,2	13,4	26,8	2,3	6,3	15	100
Anjiakely	33,1	5,6	24,7	7,9	12,9	15,8	100

(1) Il peut s'agir d'une succession de riz *asara* et de haricot, ou d'une culture d'arachide et de maïs après la récolte des haricots.

paysans nouvellement convertis à la charrue, et qui ne savent pas dresser des bêtes — limite les possibilités de placement de l'argent en bétail : c'est une brèche très sensible dans l'usage. Nous avons vu, d'autre part, que l'extension des cultures de saison sèche rendait difficile le maintien de grands troupeaux. Ceux-ci sont dorénavant très rares dans les villages que nous avons étudiés (cf tableau) : l'idéal d'un paysan bien établi est aujourd'hui tout au plus de posséder une douzaine de têtes, qui lui permettent d'assurer par lui-même le renouvellement de sa paire de bœufs de trait. Il serait néanmoins exagéré de dire que l'élevage bovin perd tout intérêt en lui-même : il change de sens en même temps que de techniques. A Anjiakely, beaucoup plus évolué sur ce point que Bepeha, il n'est pas d'un rapport négligeable ; le gain net qui nous a été déclaré était en 1972-1973 de 275 600 FMG, soit environ 30% des bénéfices (bruts) apportés par l'arachide, mais l'élevage naisseur a été remplacé par une embouche de bœufs de réforme, destinée à alimenter le marché de la capitale. Le degré d'évolution agricole et la situation géographique combinent ici, à n'en pas douter, leurs effets, Maevatanana étant en 1973 économiquement beaucoup plus proche de Tananarive : l'état de la route permettait le transport par camions des plus belles bêtes, évitant les pertes de poids, et les animaux y étaient achetés plus cher qu'à Miandrivazo où l'état, alors pitoyable, de la R.N. 34 ne permettait que le déplacement à pied des bovins (1).

Mais, jusqu'à présent, l'introduction de la culture attelée a modifié les rapports de l'agriculture et de l'élevage plus qu'il ne les a intensifiés. Les animaux servent d'autre manière à la préparation des champs mais n'ont guère d'autre utilité agricole. On peut même dire que, à la limite, la fertilisation du sol par le troupeau est plus réduite, puisque les effectifs sont plus restreints et parce que, même à Anjiakely où l'espace est moins mesuré, le bétail vague de moins en moins sur le terroir en saison sèche. L'opinion reste partout (et il n'en va guère autrement dans les villages qui s'adonnent plus largement à la culture du tabac) que crue et alluvionnement suffisent à fertiliser la terre. Evolution des techniques de culture et mutation du troupeau ouvrent sans doute la voie au changement, mais elles ne l'ont pas provoqué et n'ont pas modifié sur ce point les usages d'une agriculture qui demeure assez clairement extensive.

Le paysage régulier des rizières ne doit pas faire illusion. Les méthodes de culture conservent, dans ce nouveau corset de diguettes, une large part des qualités et des défauts de la traditionnelle culture d'*asara* de l'Ouest malgache. Qualité fondamentale, compte tenu des conditions de pratique, que la finesse dans le choix des variétés les mieux adaptées aux sols et à leurs régimes hydriques, comme aux calendriers culturels. Défaut par contre que le caractère sommaire de la plupart des travaux, hormis la préparation du sol à la charrue et à la herse. Nous ne mettons pas en cause ici la survivance du semis direct (pratiqué sur 5 des 22 parcelles de notre échantillon d'Anjiakely) car elle est parfois justifiée par les caractères topographiques et le régime de l'eau ; par contre, les sarclages sont nettement insuffisants à Anjiakely et ne sont même pas pratiqués sur près des deux tiers des champs de ce village, alors que la submersion est trop épisodique pour entraver vraiment la pousse des mauvaises

(1) On voyait en 1973 à Anjiakely des bœufs gras vendus 40 000 FMG pièce, un prix plutôt caractéristique du Moyen Ouest, alors que le même type de bête ne se vendait guère que 15 à 20 000 FMG à Bepeha.

herbes. Il est vrai que, dans ce village, les rizières, surtout pour les habitants les plus anciens, sont encore très étendues :

<i>Rizières</i>	<i>Surface moyenne</i>		<i>Production par tête</i>	
	<i>Anjiakely</i>	<i>Bepeha</i>	<i>Anjiakely</i> (kg)	<i>Bepeha</i> (kg)
Immigrants anciens ou autochtones	1.59.05	20.56	398	145
Immigrants récents	98.20	16.25	149	33 (1)

On s'étonnera sans doute davantage de constater qu'à Bepeha, malgré la rareté des rizières, les façons culturales ne sont pas beaucoup plus soignées. C'est que, sur les rizières d'*asara*, le rapport de l'investissement en travail n'est nullement garanti, le hasard des crues réglant la réussite ou l'échec de la culture. Le défaut majeur de cette riziculture de saison des pluies, bien difficilement remédiable, est en effet l'absence de maîtrise de l'eau. Quelques rizières d'*Anjiakely* reçoivent un appoint par un canal d'irrigation, et il est question de construire un barrage et un canal qui permettraient l'irrigation sur quelques dizaines d'hectares; à Bepeha, il n'y a ni réalisation ni projets. En fait, à l'échelle de l'ensemble des deux terroirs, l'irrigation n'est pas concevable: les bassins versants des cours d'eau secondaires n'y sauraient pourvoir, et la maîtrise des fleuves est impossible dans les conditions économiques présentes et prévisibles.

La situation est différente pour les cultures commerciales de saison sèche, et plus généralement pour les cultures non inondées ce qui inclut l'arachide d'*asara* à *Anjiakely*: certes, l'absence de maîtrise de l'eau est pour elles aussi un handicap, mais celui-ci peut être évalué, scientifiquement ou empiriquement; on sait à l'avance quels risques courent les plants lors de la décrue, et l'activité peut s'organiser en conséquence. De manière générale, ces cultures sont plus soignées: à une préparation rigoureuse du sol s'ajoutent des sarclages, dont la nécessité est reconnue par tous, même si la pratique diverge quelque peu de la théorie. A Bepeha, on estime qu'il faudrait sarcler trois fois les haricots; en réalité, on ne désherbe jamais plus de deux fois, et le deuxième sarclage est généralement sommaire. A *Anjiakely*, autant la préparation du sol est soignée (ce qui se traduit même, sur un quart des parcelles environ, par deux ou trois labours pour l'arachide *jeby*), autant les façons ultérieures sont relativement négligées: l'arachide d'*asara* est certes toujours sarclée (nous avons même noté une parcelle où quatre sarclages avaient été pratiqués) car en saison des pluies la pousse des herbes est plus vigoureuse, mais pour le *jeby*, qui est la culture dont dépendent directement les revenus, plus de la moitié des champs ne sont pratiquement pas désherbés. Il y a donc négligence générale, plus marquée à *Anjiakely* qu'à Bepeha, le village nouveau-venu à l'agriculture commerciale étant celui où l'agriculture est la plus soignée.

(1) On a exclu du calcul deux familles d'épiciers merina, qui sont des cas franchement particuliers: ils sont, avec environ deux tonnes de paddy chacun, les plus gros producteurs du village. Même en les incluant, le groupe des nouveaux venus ne dispose que de 67 kg par tête.

Le faible développement de la double culture annuelle peut aussi sembler manifester le faible degré d'intensification agricole: l'indice est en réalité des plus ambigus. Ainsi à Bepeha, où la terre est manifestement rare, notre échantillon ne comporte aucune parcelle cultivée deux fois l'an; certes, sa petite taille (sept exploitations seulement) limite sa signification, et l'on nous a signalé par ailleurs des cas de double culture: il ne s'agit pas alors d'une succession de riz et de haricot, mais de cultures hâtives de maïs et d'arachide après les haricots, et qui ne réussissent que si la crue est tardive. Anjiakely, où les terres sont assez abondantes et les cultures peu soignées, offre un pourcentage de surfaces en double culture modeste encore mais appréciable: 13% des surfaces cultivées de notre échantillon connaissent une succession annuelle de riz et d'arachide. Mais on ne saurait y voir la marque d'une évolution plus poussée de la petite agriculture commerciale: le village de Belolo, en Betsiriry, où la culture du haricot est encore à ses débuts, a 9,5% de ses terres cultivées en double culture de riz et de haricot.

En fait, il faut considérer que l'extension de la double culture est beaucoup moins fonction de la pression démographique ou du développement de la culture commerciale que des conditions écologiques. Si les villageois de Bepeha ne cultivent pas les mêmes terres en *asara* et en *asotry* c'est que cela n'est pas possible sur un terroir trop contrasté: les champs consacrés au haricot sont trop continûment ennoyés en saison des pluies pour être plantés en riz d'*asara*; les rizières sont trop hautes pour porter une culture de décrue. A Belolo, par contre, comme à Anjiakely, les positions topographiques intermédiaires, qui permettent de tenter deux fois la chance, sont sensiblement plus fréquentes.

Au demeurant, la double culture n'est nullement signe d'intensification. En tout état de cause, elle ne s'accompagne (sauf, à Maevatanana, dans les vieux villages producteurs de tabac) d'aucun effort de fertilisation du sol. Elle peut être d'un intérêt vital pour des exploitants qui manquent de terre, et dans ce cas, pour le moment du moins, elle leur évite de soigner davantage leurs cultures. Mais elle est aussi pratiquée par de gros exploitants, lorsqu'ils jouissent de terrains adéquats, et, plus clairement encore ici, elle permet une économie d'efforts, en limitant les travaux de préparation de la terre. En fait, ce qui détermine le degré de soin apporté aux cultures c'est, au delà des considérations économiques de rémunération du travail, la quantité de main-d'œuvre disponible. C'est ainsi que se comprend l'entretien relativement meilleur des champs à Bepeha.

SUPERFICIES MOYENNES EN RIZ ET EN CULTURES COMMERCIALES

	Riz	Cultures commerciales	Total
Anjiakely	1.49.66	73.20	2.22.86
Bepeha	19.32	1.41.69	1.61.01

Outre que l'exploitation moyenne y est, selon nos échantillons, sensiblement plus petite qu'à Anjiakely, les paysans y ont moins de mal à disposer d'un supplément de main-d'œuvre, surtout sous forme de salariés. Certes, dans aucun des deux cas, on ne peut compter sur les saisonniers des Hautes Terres; rares sont ceux qui s'aventurent dans l'Ouest, et ceux qui le font trouvent à s'employer dans les premiers

villages qu'ils atteignent : à Anjiakely, on dit qu'ils sont tous retenus à Beratsimanina, un gros village situé à peu de distance de la grand route; en Betsiriry, ils s'emploient pour la plupart autour de Morarano, la concession le plus proche de Miandrivazo. Mais Bepeha peut compter sur une autre source de main-d'œuvre, les villages voisins qui, ne disposant pas de *baiboho* convenant à la culture de saison sèche, se consacrent essentiellement à la culture du riz *asara* dans les vallées d'affluents de la Mania, si bien que le sous-emploi y règne en *asotry*. Aussi des commerçants ou des notables peuvent-ils cultiver le haricot sans, pratiquement, mettre la main à l'*angady*, tandis qu'à Anjiakely la culture de l'arachide, comme celle du riz, hors une entraide assez réduite, est menée par l'exploitant et sa famille directe. Compte tenu des techniques actuellement connues à Madagascar, le manque de main-d'œuvre est incontestablement un facteur de maintien d'une culture extensive, qu'encouragent également la course à l'occupation des *baiboho* et la faiblesse des connaissances en matière de fertilisation pour ce type de sol. Certes, vu l'engouement pour la culture attelée, il serait possible d'introduire à Maevatanana semoirs et houes tractées; il est peu probable néanmoins que ceci suffise à provoquer un passage véritable à la culture intensive, comprenant notamment le maintien de la fertilité du sol; les façons extensives sont en effet aussi liées aux conditions écologiques et économiques.

En dépit de leur construction apparente, les terroirs de ces régions de *baiboho* sont et resteront pour longtemps susceptibles de mutations brusques: Anjiakely et Bepeha nous l'ont montré et la plupart des autres villages offriraient des exemples comparables. Au gré des variations des fleuves, secteurs mis en valeur, cultures pratiquées se modifient, parfois d'une année sur l'autre. Ainsi, au nord d'Anosikely, près du cours actuel de la Betsiboka. Depuis 1969, l'exhaussement du niveau des alluvions y perturbe les cultures de saison sèche. Les dépressions sont peu à peu comblées; sur les terrasses, la baisse trop rapide du niveau de la nappe nuit à la culture de l'arachide *jeby*, qui tend à disparaître; l'arachide *asara* la remplace en partie, mais les sols lui sont mesurés et elle entre en concurrence avec le riz. Un manioc hâtif, avec notamment des espèces qui produisent en trois mois, comme le *tongotr'akoho*, devient la principale culture d'*asotry*, à laquelle s'ajoutent certaines espèces de pois secs, tandis que, sur des surfaces limitées, dans des chenaux de crue, le bananier est d'un bon rapport. Ces villages semblent avoir atteint un point limite, où les *baiboho* morts ne reçoivent plus guère d'alluvions, terme d'une évolution qui va de la production de riz à celle de manioc, en passant par le tabac, les haricots et l'arachide. Ne traitant que l'épiderme de la terre, le sommet des dépôts alluviaux, l'agriculture des *baiboho* doit s'organiser en fonction de mutations du milieu qu'on ne peut prévoir, mais qu'on doit attendre. Si même ils en avaient les moyens économiques et scientifiques, il est peu probable que des paysans prendraient donc le risque d'investissements à long terme, qu'il s'agisse d'aménagements fonciers comme la construction de diguettes permanentes et de réseaux d'irrigation, ou d'une fertilisation systématique.

Mais ces contraintes naturelles ne sont pas les seules à jouer pour maintenir un système de cultures hybride, aux limites de l'extensif. Dans la région de Maevatanana, les villages, tant à l'extrême nord qu'à l'extrême sud, en portent témoignage. Pour des raisons variées, la plupart, en effet, ont vu s'accroître la pression des hommes sur la terre. Au sud, à proximité de la ville et de la grand route, ceci résulte d'une augmentation sensible de la densité, par croissance naturelle et par immigration; au nord, vers Ambinanikely et Mangabe, l'extension des zones cultivées par les concessions européennes, de tabac, puis de coton, en est la cause. Or, dans les deux cas l'évolution du système de cultures ne va pas dans le sens d'un accroissement du

rendement des cultures anciennement pratiquées; s'il n'y a pas simple maintien de l'ancien état de choses et appauvrissement, on va vers l'adoption de cultures de plus grande valeur marchande. Au sud, les villages les plus peuplés, à proximité immédiate de la route, ont adopté la culture des tomates, pratiquée sur les rizières en saison sèche; un peu plus loin, ils ont conservé, malgré l'atténuation des contraintes administratives, la culture du tabac; au nord, ce sont les oignons, vendus verts ou secs, qui constituent la culture de rente.

Le maintien de la culture du tabac dans le centre de la plaine de Maevatanana ne s'explique pas seulement par les pressions psychologiques qu'exerce l'Ofmata. De fait, s'il rapporte moins que l'arachide par journée de travail (pour une culture soignée, le rapport de la journée de travail est de l'ordre de 260 FMG contre 332 pour une arachide cultivée de manière extensive et vendue en coques à Tananarive), le tabac est d'un meilleur rapport à l'hectare (65 000 FMG environ, contre 50 000 FMG). Dans des villages où la terre se fait rare, où la superficie moyenne cultivée en tabac ne peut plus guère être que de 25 ares, le maintien du tabac peut donc être justifié, si du moins la qualité des feuilles est bonne (1), mais le revenu de la culture commerciale principale est sensiblement inférieur à celui qu'assure l'arachide: sur 25 ares, les planteurs de Beratsimanana ou Bemangahazo peuvent gagner environ 16 200 FMG par an, alors que, cultivant en moyenne 50 ares, ceux des exploitants d'Anjiakely qui sèment de l'arachide peuvent gagner 25 000 FMG s'ils vendent en coques à Tananarive, 29 000 FMG s'ils vendent l'arachide décortiquée. Il est possible cependant que nous sous-estimions le rapport de la production de tabac, dont une partie non négligeable peut être écoulée en contrebande (2); on n'expliquerait pas autrement que les villageois affirment pouvoir tirer fréquemment 50 000 FMG de leur parcelle de tabac, ce qui est inconcevable si on considère surfaces cultivées, rendements et prix payés par l'Ofmata. Si donc, économiquement, le maintien du tabac est justifié dans les secteurs très peuplés, il permet seulement de limiter une baisse des ressources monétaires provoquée par la diminution de la taille des exploitations. Cultivant de moindres surfaces, les planteurs de tabac travaillent moins que les cultivateurs d'arachide; s'ils ne sont pas indifférents au progrès technique et ont par exemple répondu assez favorablement à l'introduction des engrais (3), ils ne semblent guère enclins à accroître leur travail au delà d'un certain seuil, et par exemple à pratiquer l'écimage et l'épamprement. Pratiquée de longue date et continûment sur les mêmes parcelles, la culture du tabac a sans conteste fatigué les sols; dans les limites des disponibilités monétaires paysannes, aucune technique ne semble capable de relever les rendements, sans l'introduction de rotations dont ne semble guère se soucier l'Ofmata, organisme spécialisé dans une seule culture. Pratiquée dans des secteurs de plaine où les terrasses d'inondation sont rares, la

(1) En 1973, les prix des différentes qualités de tabac étaient les suivants: 115 FMG pour la première qualité, 95 FMG pour la deuxième, 70 FMG pour la troisième et 40 FMG pour la quatrième. S'y ajoutaient des primes appréciables de quantité et de qualité, et une prime pour la construction des séchoirs.

(2) Il existe un écart de près de 25% entre production escomptée, d'après le nombre de plants repiqués, et production achetée par l'OFMATA en 1972; l'écart réel peut être plus considérable si, comme il est probable, toute la surface plantée en tabac n'a pu être mesurée par les agents de l'Office. L'année n'ayant pas été mauvaise, une large part de l'écart correspond sans doute à une vente clandestine.

(3) En 1973 ont été vendues 70 tonnes d'engrais (soit en moyenne 40 kg par planteur, 175 kg par hectare); les ventes avaient été de 50 tonnes en 1972, 25 tonnes en 1971.

culture du tabac se cantonne d'ailleurs souvent sur des sols de valeur moyenne, colluvions et bourrelets de berge. D'autre part, les travaux complémentaires, assurant une qualité supérieure des feuilles, ne paraissent guère rentables aux paysans, car les qualités supérieures, pour des tabacs destinés au marché intérieur, sont assez aisément obtenues.

En cas de plus grande raréfaction de la terre cultivable, l'issue ne semble donc pas trouvée dans l'intensification mais dans l'adoption d'autres cultures de rente, plus exigeantes en travail, de rendements et de prix plus élevés, du type des tomates ou des oignons. Ceux-ci, dans la commune rurale d'Anosikely, sont encore un bel exemple de culture commerciale adoptée spontanément sans aucun appui technique ni organisation commerciale officielle. Sans doute ne s'agit-il pas à proprement parler d'une culture nouvelle, puisque nous l'avons vue signalée dès la fin des années 20 en bordure des lacs de la sous-préfecture. Néanmoins, dans la mesure où, faute de mesures personnelles, nous pouvons nous appuyer sur les évaluations des Monographies de sous-préfecture, mal informées mais dont les auteurs sont peu enclins à monter en épingle une activité spontanée jugée presque clandestine, la production semble avoir très considérablement augmenté dans les dix dernières années; on l'estimait à 300 tonnes en 1965, 400 en 1968, 612 tonnes en 1970, 884 en 1971 et les Services de l'Agriculture parlaient de plus de 1 000 tonnes en 1973. Il s'agit d'une production très étroitement localisée sur la bordure nord de la plaine d'Anosikely, dans les gros villages d'Ambinanikely, Mangabe et Kamotro, soit à proximité immédiate des concessions européennes. Cette concentration se justifie assez facilement par les conditions physiques et foncières qui marquent ce secteur: l'extension des concessions sur les terrasses inondables a laissé essentiellement aux communautés villageoises la jouissance des cuvettes de débordement en voie de comblement depuis le déplacement de la Betsiboka vers le nord en 1959. Sur ces sols humides et lourds, tabac ou arachide viendraient mal, mais l'oignon réussit à merveille. Le comblement progressif des dépressions se combine aujourd'hui à l'accroissement démographique pour provoquer l'extension des surfaces cultivées. Assez à l'écart en apparence, ces villages ne sont d'autre part pas mal desservis, grâce à la piste qui joint les concessions à la grand route, courant sur le plateau de grès de l'Ankara et qui, si elle peut être d'accès difficile en saison des pluies, n'est jamais inondée et peut être régulièrement empruntée, facteur favorable pour la production d'oignons verts notamment, qui demandent à être rapidement évacués. Habilement mené sans aucun encadrement des services agricoles (1), cette culture semble être une réussite commerciale, et sa croissance s'est déjà accompagnée de l'apparition d'un petit groupe de producteurs fort importants (on en cite un qui vendrait annuellement 40 tonnes). Les conditions de commercialisation faisaient, en 1973, l'objet de critiques de la part de l'administration: malgré l'existence de marchés contrôlés dans les trois principaux centres, où viennent acheter les commerçants de Tananarive, une large part de la production serait écoulee clandestinement vers la capitale par entente entre camionneurs et paysans. Si les gros producteurs en tirent bénéfice, parce qu'ils peuvent fournir régulièrement le marché, il est effectivement possible que des exploitants de moindre envergure, sans liaison systématique avec les négociants du Zoma de Tananarive,

(1) Il ne s'agit nullement d'un refus de principe; les Services de l'Agriculture n'ont pas les moyens de suivre l'opération de près, mais s'y intéressent et les paysans n'hésitent pas à venir leur demander conseils et appuis à l'occasion.

risquent de tirer moins aisément leur épingle du jeu que les vendeurs d'arachide d'Anjiakely. Dans l'ensemble, néanmoins, les prix paraissent satisfaisants: très élevés au début de la saison sèche, où les oignons verts se vendent couramment à 200 FMG le kg ils s'abaissent ensuite à 60-75 FMG le kg pour les oignons secs, remontant à 110-115 FMG en fin d'année.

A l'autre extrémité de la plaine, les villages proches de Maevatanana ont été conduits eux aussi à l'adoption de cultures de rapport, en raison de l'accroissement des densités rurales. Ils ont pendant un temps essayé d'intensifier leur culture du tabac, et certains exploitants s'y efforcent encore et comptent parmi les plus gros acheteurs d'engrais de la région (une moyenne de 150 kg par planteur), mais, pratiquée sur les rizières après la récolte d'*asara*, la culture du tabac ne semble pas profiter de manière économiquement intéressante de la fertilisation. Faute de pouvoir, comme dans les années 60, tirer bénéfice de l'engraissement des porcs, en raison de l'extension de la maladie de Teschen, les villageois se tournent de plus en plus vers la culture de la tomate, pratiquée de manière sporadique depuis une vingtaine d'années, mais qui n'a pris son essor qu'au début de l'actuelle décennie. Les trois villages d'Ambodimanga, Ambatokely et Andramy parviennent à produire, au cours de la saison sèche, plus de 160 tonnes de tomates. Culture hautement spéculative: ces villages, les premiers dans la plaine au sortir de Maevatanana, en bordure de la route goudronnée, utilisent une position géographique particulièrement privilégiée, au contact des Hautes Terres et de leur marché. Prospérité de la production et conditions de circulation routière sont ici liées de manière frappante: en 1969, alors que la route bitumée de Maevatanana à la Betsiboka était en cours d'achèvement, les récoltes, encore assez limitées, subissaient la mévente; quatre ans plus tard, l'offre couvrait à peine la demande. Les conditions économiques sont de surcroît associées à un contexte physique et humain bien typé: des alluvions hautes, stabilisées parce qu'à l'abri des crues, de vieux terroirs organisés, au parcellaire construit, où un minimum d'irrigation peut être assuré en début de saison sèche. Dans ces conditions particulièrement favorables, point n'est encore besoin de pratiquer une véritable intensification de la culture: la production de tomates est vue comme une tâche assez aisée, on n'y applique pas d'engrais, l'entretien est fort réduit et le sarclage lui-même est considéré comme facultatif. En matière de commercialisation aussi, les habitants d'Ambodimanga se montrent beaucoup moins soucieux que ceux d'Anjiakely, pourtant plus isolés, de s'assurer le maximum d'avantages: le commerce des tomates restait en 1973 aux mains de courtiers merina qui, achetant 400 FMG la caisse de 25 kg de tomates, la revendaient 600 FMG aux camionneurs de Tananarive; la vente directe des produits dans la capitale était envisagée, mais non réalisée.

Ces exemples d'adaptation au changement de l'équilibre entre population et ressources nous semblent révélateurs d'une tendance générale. La petite agriculture marchande de la bordure des Hautes Terres, dynamique et, sur certains points, manifestement ouverte au progrès technique, n'est pas encore entrée dans la voie d'une stabilisation et d'une intensification systématique. Par l'adoption de certains procédés nouveaux et l'adaptation au marché, elle a su lever certains obstacles sur lesquels a buté l'agriculture marchande tournée vers l'exportation, que nous décrit à Morondava E. FAUROUX. Sauf sur quelques terroirs de marge, encore partiellement forestiers, elle n'est pas limitée dans son extension par les difficultés de défrichement et de la mise en culture: l'effort des générations précédentes, la médiocre importance du boisement sur des terres saisonnièrement inondées, permettent l'établissement des champs de cultures nouvelles; l'adoption de la charrue et de la herse, déjà

ancienne à Maevatanana du moins, permet l'extension des cultures sans gros effort, dans des contrées moyennement peuplées et qui ne reçoivent guère de main-d'œuvre saisonnière. D'autre part, les populations, pour une part originaires des Hautes Terres, et au contact avec leur marché et leurs modèles de consommation, ne travaillent plus à l'évidence dans le seul but de payer leurs impôts; ravitaillant un marché intérieur où l'évolution des prix à la baisse est exceptionnelle, et qui s'est au cours des dernières années franchement orienté à la hausse, les exploitants ne réagissent plus d'aucune manière comme les producteurs de pois du Cap ou de maïs de l'Ouest malgache dans l'entre-deux-guerres, modulant surface et production selon les prix du marché et des besoins en numéraire fixés par des instances extérieures. Ils ne sont pas, d'autre part, détournés de l'agriculture marchande par le manque de terres: ne disposant pas de l'échappatoire que constitue ailleurs l'élevage extensif sur des pâturages éloignés, ils sont précisément contraints par la rareté de la terre à pratiquer des cultures de plus forte valeur commerciale. A bien des égards donc, le type d'agriculture qu'ils ont adopté peut apparaître plus franchement commerçant, et sans doute ce caractère même est-il un des éléments qui permettent de comprendre les mutations qui le caractérisent. Abstraction faite des brusques changements du milieu naturel, qui révolutionnent bien des terroirs, l'augmentation de la pression démographique conduit à des choix nouveaux: parce qu'il est délicat à concevoir techniquement et qu'il est économiquement peu intéressant, l'accroissement des rendements n'est recherché que si aucune autre solution n'apparaît, ce qui peut être le cas pour certains villages producteurs de tabac à Maevatanana; mais, le plus souvent, l'accroissement du bénéfice à l'unité de surface est obtenu de deux manières, d'un côté par l'adoption de nouvelles cultures, plus cotées sur le marché, lorsque la position du village et l'existence de réseaux de relations le permettent (c'est le cas notamment à Bepeha, ou pour des producteurs de tomates proches de Maevatanana), de l'autre par une participation plus étroite à la commercialisation par le conditionnement partiel des produits et l'élimination, illégale s'il le faut, de certains intermédiaires. De ce point de vue, la situation, à proximité de frontières administratives, est un incontestable avantage.

Par ces procédés, une agriculture sciemment extensive peut se maintenir. Dans les conditions techniques et sociales actuelles, elle peut même, pensons-nous, s'affirmer davantage au profit d'une minorité de la population. L'adoption de nouveaux outils, puis de nouvelles cultures, à de toutes parts entraîné une individualisation marquée de l'exploitation. A Bepeha, si la rareté des rizières conduit au maintien de leur mise en valeur sous forme communautaire par des maisonnées qui regroupent plus souvent qu'il n'est de coutume parents et enfants mariés, la culture du haricot est franchement individuelle, effectuée même par des jeunes gens célibataires, selon une structure qui rappelle celle de maintes régions d'économie de traite en Afrique. L'entraide avec réciprocité, *valintanana*, s'est pratiquement éteinte: les petits exploitants travaillent seuls leur terres; les plus riches recourent au salariat ou à la culture-invitation, l'*angavy* équivalant au *findramana* des Hautes Terres d'Imerina, qui a gardé des formes somptuaires et se justifie beaucoup plus socialement qu'économiquement. Sans doute pourrait-on dans ce cas, invoquer la faible cohésion sociale d'un village qui recueille de tout temps, et souvent pour une durée assez courte, des retraités plantations et paysans fuyant l'expansion territoriale de celles-ci. Mais la structure sociale d'Anjiakely, qui est très différente, n'empêche pas une évolution de même type. S'il existe un nombre appréciable d'immigrants récents, Antaisaka et Antandroy, attirés dans les années 50 sur les terres de la plantation, le cœur du village est formé

d'un groupe d'hommes fort anciennement établis dans la région et qui ont tissé entre eux des liens familiaux et matrimoniaux d'une extrême complexité, défiant la représentation graphique, qui rompent toute distinction tribale. Sans remonter au delà de deux générations, ni même être certain d'avoir retenu toutes les relations, nous avons noté l'existence de deux grands groupes de parenté et d'alliance; l'un qui réunit 22 exploitants, est constitué autour des premiers occupants, Masombika; l'autre, une grande famille betsileo, en groupe 8: à eux seuls ces deux ensembles réunissent les deux tiers des chefs de famille appartenant à des ethnies de la vieille immigration (1). Or, à l'intérieur même de ces groupes, la coopération est extraordinairement réduite; le plus souvent, elle ne se manifeste guère qu'au moment des labours, et plus particulièrement sur les terres des anciens. Dans quelques cas on voit ainsi les parcelles travaillées par un nombre considérable de charrues: onze auraient été employées pour labourer la rizière d'un exploitant masombika, qui s'étend sur un hectare et demi, ce qui de toute évidence n'a pas de justification technique, mais peut montrer la capacité d'agrégation sociale d'un des *tompontany* (premiers occupants, maîtres de la terre). Pour le reste, le travail est essentiellement familial, sans recours appréciable au salariat sur les champs d'arachide, et il l'est même très largement sur les rizières, comme en témoignent les données que nous avons recueillies sur notre échantillon:

POURCENTAGE DES JOURNÉES DE TRAVAIL EFFECTUÉES PAR

	<i>Chef de famille</i>	<i>Epouse</i>	<i>Enfants</i>	<i>Entraide</i>	<i>Salariés</i>
Riz	33,4	22,1	21,8	16,5	6,2
Arachide <i>jeby</i>	47	28,25	19,75	1	4

En fait, disposant d'un outillage satisfaisant, les agriculteurs les mieux établis, qui sont pratiquement, à Anjiakely du moins, les plus anciens immigrants, pourraient, en culture extensive, étendre leurs exploitations, et ils ont intérêt à le faire dans la mesure où ils contrôlent quelque peu la commercialisation ou du moins, comme à Bepeha, n'en sont pas victimes.

NOMBRE D'EXPLOITANTS PAR CHARRUE ET PAR HERSE

<i>Anjiakely</i>	<i>Anciens immigrants</i>			<i>Nouveaux immigrants</i>	
	<i>Charrue</i>	<i>Herse</i>		<i>Charrue</i>	<i>Herse.</i>
Masombika	1	1,3	Antaisaka	1,7	3
Merina	1,2	2,3	Antandroy	2,25	2,25
Bara	1	1		1,9	2,6
Sihanaka	1	0,7	Moyenne		
Betsileo	1,5	1,9			
Moyenne	1,3	1,9			

(1) Merina, Masombika, Betsileo, Sihanaka et même Bara et Antanosy.

<i>Bepeha</i>	<i>Anciens immigrants ou autochtones</i>		<i>Nouveaux immigrants</i>		
	Charrue	Herse	Charrue	Herse	
Sakalava	2,4	24	Merina	2	—
Ambaniandro	3	—	Vakinankaratra	1,4	7
Moyenne	2,4	27	Betsileo	2	—
			Antaisaka	2	—
			Antaimoro	2	—
			Bara	—	—
			Antandroy	3	—
			Moyenne	2	23

Si l'on ne peut encore parler de concentration foncière, on note du moins les efforts de certains des premiers occupants pour récupérer des terres accordées à de nouveaux venus et une aggravation des conditions d'octroi de parcelles. Les solidarités familiales ne jouent plus en ce domaine que dans une mesure très réduite; à Bepeha, un beau-père cherche à reprendre à son gendre la parcelle qu'il lui a prêtée; à Anjiakely, quoique membre du lignage betsileo du président du *fokontany*, un paysan endetté qui a dû céder ses terres est réduit maintenant à s'employer comme salarié. Quoique pour tous le faire-valoir direct reste le mode d'exploitation dominant, le prêt sans garantie de durée et le métayage prennent plus d'importance dans le groupe des nouveaux venus, même quand ils sont établis depuis près de vingt ans.

<i>Anjiakely</i>	<i>Pourcentage des parcelles en</i>		
	<i>Faire-valoir direct</i>	<i>Métayage</i>	<i>Emprunt</i>
Etablis avant 1950	91,9	6,5	1,6
Etablis après 1950	58,3	25	16,7

Il est rare d'autre part qu'un nouveau venu dispose de plus d'une parcelle, soit une rizière soit un champ de culture commerciale, et il s'agit généralement de champs de dimensions modestes. Sans doute le renforcement de l'emprise des premiers venus sur les terres n'est-il encore guère qu'une hypothèse; du moins était-elle fort sérieusement débattue en 1973, année de nos enquêtes. Les conditions politiques étaient, à vrai dire, particulièrement favorables: l'instauration des *fokontany*, communautés villageoises dotées d'une certaine autonomie, notamment en matière de simple police, de groupage et de commercialisation des produits, avait fourni aux exploitants les mieux établis, aux petits commerçants, aux retraités dotés d'un certain avoir, tous gens qui dominaient déjà la production, l'occasion d'acquérir plus formellement une parcelle de pouvoir en se faisant élire à des postes de responsabilité. A Bepeha, le groupe des gros producteurs de haricots, vendant annuellement plus de deux tonnes, est remarquablement typé: il comprend trois commerçants, un sergent-

chef retraité de la garde indigène, un instituteur, et le président du *fokontany*, un Betsileo arrivé en Betsiriry il y a plus de trente ans, et qui fut métayer puis « caporal » sur une concession. Cette « élite » se dégage moins bien à Anjiakely où la stratification sociale se marque plus encore dans la production de riz. L'unique commerçant du village dispose d'un fort excédent de riz mais ne cultive pas d'arachide. Le groupe des gros producteurs, peu marqué, compte même trois Antandroy récemment arrivés. Néanmoins dominent les plus anciennement établis, et c'est parmi eux que se comptent les premiers acheteurs de décortiqueuses, les plus soucieux de développer leur production et de contrôler le commerce. Une classe de producteurs aisés s'ébauche, désireuse d'accroître sa richesse, en obtenant sans doute de meilleures conditions de vente, mais aussi les moyens fonciers (par la récupération de terres aux dépens des concessions étrangères comme des petits exploitants) et financiers (par l'emprunt) d'un accroissement de sa production. Les demandes de prêts pour l'achat de matériel, et notamment de semoirs, se multipliaient en 1973 et on voyait clairement poindre un conflit entre notables citadins, jusqu'alors mieux placés pour accéder au crédit, et notables ruraux qui entendaient en profiter à leur tour, dans une situation favorable de hausse du prix des produits agricoles. Si cette tendance se confirmait, l'orientation vers une culture extensive et en même temps carrément commerciale s'accroîtrait assez sensiblement et l'immigration serait probablement freinée.

Les liaisons humaines avec les Hautes Terres s'effaceraient alors sensiblement au profit des rapports économiques. Les pays de *baiboho* de la dépression périphérique joueraient alors davantage le rôle de marchés encore modérément peuplés, précieuses parce que la nature et la période de leurs activités sont remarquablement complémentaires de celles des Hautes Terres, mais marchés incertaines, soumises à la fois aux aléas de la nature et du marché. L'évolution qu'elles connaissent résulte certes pour une bonne part des caractères spécifiques et de la maturation d'une région tananarivienne qui s'affranchit de son cadre naturel et humain pour mordre de plus en plus résolument sur le domaine occidental.





GÉRARD DANDOY

POTENTIALITÉS PASTORALES ET EXPLOITATION DU TROUPEAU BOVIN DANS LE SUD-OUEST MALGACHE

Au sujet de l'élevage bovin à Madagascar et plus particulièrement dans l'ouest de l'île un certain nombre d'idées générales semblent communément admises et figurent dans tous les ouvrages ayant trait de près ou de loin à ce thème. Ces « lieux communs » peuvent être résumés de la manière suivante :

— l'ensemble des régions occidentales de l'île offrirait des conditions naturelles très favorables à l'élevage et disposeraient d'un cheptel très important, largement sous-exploité.

— Cette sous-exploitation des potentialités du milieu et du cheptel s'expliqueraient par le rôle souvent très important et même quasi-religieux du zébu. Les expressions-clichés telles que « culte du bœuf », « élevage sentimental » ou « contemplatif » se retrouvent effectivement dans maintes études portant sur ces régions.

— Ces remarques sous-entendent et parfois même débouchent sur des jugements de valeur sur les qualités de l'éleveur malgache dont on souligne parfois l'« ignorance » ou le « comportement irrationnel », allant même jusqu'à lui dénier la qualité d'éleveur. Les documents officiels eux-mêmes reprennent à leur compte de telles affirmations : il n'y aurait « pas d'éleveur proprement dit mais des propriétaires de troupeaux » (*Politique générale de l'élevage à Madagascar*, MAER, juin 1967).

— Enfin on souligne fréquemment combien l'élevage serait mal intégré au système économique progressivement mis en place depuis les débuts de la colonisation. On constaterait en effet que, contrairement à l'agriculture, profondément modifiée en particulier par l'introduction de cultures spéculatives nouvelles (tabac, arachide ou coton par exemple) l'élevage serait resté largement marginal, presque imperméable aux sollicitations de l'économie de marché. Sur le plan économique, le rôle essentiel du troupeau serait celui d'une « réserve contre-aléatoire » ou d'une « forme de thésaurisation ».

La seule étude globale traitant des problèmes de l'élevage à Madagascar (LACROUX et al.) : « *Etude des problèmes posés par l'élevage et la commercialisation du bétail et de la viande à Madagascar* » Ministère de la Coopération, Paris, 1962, T. I, pp. 287, T. II, pp. 90 + annexes) et qui joue encore aujourd'hui le rôle d'ouvrage de référence sur ce sujet, tout en nuancant certaines des formules citées plus haut, les reprend largement à son compte. Selon ce rapport, l'élevage extensif dans l'Ouest malgache correspondrait plutôt à un « mode de vie ». Les propriétaires de troupeaux, n'ayant

pas besoin de cette ressource pour survivre, pratiqueraient une sorte de « cueillette pastorale » source d'une « véritable rente foncière »... « qui ne représente absolument pas la valorisation d'un travail de l'homme ».

Ces diagnostics sévères et ces formules devenues classiques portent certes une grande part de vérité mais nous paraissent trop rapides pour décrire avec pertinence une activité très importante restée jusqu'à présent le « domaine réservé » des peuples pasteurs, Bara et Sakalava en particulier, au point d'échapper largement aux diverses tentatives effectuées pour aborder ce thème d'étude sous ses divers aspects.

Il s'avère en effet très difficile d'aborder un tel sujet car les faits d'élevage ne se traduisent que très partiellement dans la paysage et bien souvent sous des formes quasi-évanescences. Par essence mobile, le troupeau échappe facilement aux diverses tentatives de dénombrement. Les possibilités de dissimulation sont ici multipliées par comparaison à la situation européenne, par exemple, où l'on connaît pourtant fort bien les difficultés d'établissement de statistiques fiables dans le domaine de l'élevage. Les éleveurs eux-mêmes se montrent fort discrets sur leur troupeau, sa composition, sa conduite, les revenus qu'ils en tirent, toutes choses qui doivent autant que possible échapper aux regards étrangers et a fortiori à l'administration.

En définitive les seuls éléments bien connus parce qu'assez bien contrôlés par l'administration sont les mouvements d'animaux liés à la commercialisation (passports de bœufs); encore faut-il souligner que la connaissance des modalités de la commercialisation, des circuits, des tendances passe nécessairement par l'enquête auprès de représentants d'une « profession » d'ailleurs fort avares d'informations sur leur organisation, les évolutions du marché, etc. Ces difficultés expliquent pour beaucoup qu'aucune étude, même locale, n'ait décrit le problème de l'élevage dans toute sa complexité.

Résumant très brièvement sa longue expérience et sa profonde connaissance du monde de l'élevage, P. GRANIER (Le comportement de l'éleveur malgache et le milieu. *Multigr.* p. 9, IEMVT 1969) développe une argumentation pour « tenter d'expliquer leur (les éleveurs) attitude en partant des contraintes de l'environnement et insister sur le fait que leur comportement est parfois dicté par le milieu... par une étroite adaptation à ce milieu et aux contraintes se rapportant à des facteurs humains et sociaux ». Un tel point de vue nous paraît susceptible de mieux rendre compte d'une réalité en définitive peu connue et surtout mal connue.

C'est donc en analysant les contraintes auxquelles doit faire face l'éleveur et en étudiant ses « réponses » que nous essaierons de dégager certains éléments de la rationalité économique de l'élevage dans l'Ouest malgache. A cette fin nous reprendrons dans un premier temps les résultats des études les plus récentes sur la zootecnie du zébu et les formations végétales de la région pour aborder dans un deuxième temps, sur la base des données statistiques officielles et d'enquêtes réalisées par l'auteur, les thèmes de l'exploitation du potentiel pastoral et du troupeau.

La zone concernée par cette étude regroupe 36 communes appartenant à la Préfecture de Morondava et aux sous-préfectures de Morombe, Ankozoabo et Beroroha; elle ouvre 36 443 km² sur lesquels vivent 330 000 habitants en majorité Sakalava et Bara et un troupeau de plus d'un million de bovins.

I. Caractéristiques zootechniques du troupeau

Afin de comprendre certains aspects du comportement du pasteur malgache il paraît nécessaire de rappeler brièvement les principales caractéristiques du zébu.

L'absence de fossiles et les traditions orales malgaches soulignent le caractère allochtone de la race zébu. Introduit par l'homme, donc récemment (2 000 ans environ) et, semble-t-il, en provenance des Indes, il s'est cependant fort bien adapté aux conditions du milieu et fait preuve d'une grande rusticité.

CONFORMATION

C'est une race homogène dont les caractéristiques physiologiques les plus apparentes, cornes en forme de lyre, volumineuse bosse et robe très variée servent de base à un système d'identification particulièrement efficace qui permet à chaque propriétaire de connaître et faire reconnaître chacun de ses animaux.

Le zébu est un animal de format modeste et de poids faible (350 à 400 kg pour les taureaux et 250 à 300 kg pour les vaches sont les poids maxima atteints en dehors des systèmes d'embouche intensifs; le poids moyen à l'abattage serait en 1972 de 180 kg). Sa musculature est peu développée à l'arrière ce qui en ferait un mauvais marcheur, handicap considérable au regard aussi bien des pâturages naturels dont la pauvreté implique des déplacements importants, que des nécessités de la commercialisation qui se traduisent par des déplacements dans des conditions difficiles et sur de longues distances.

Les qualités bouchères du zébu semblent très discutées. Les rendements en viande sont bons (de 46 à 53%) mais ne compensent pas son poids modeste ni sa faible aptitude à l'engraissement et son manque de précocité.

REPRODUCTION

Selon le rapport LACROUTS, repris et confirmé d'ailleurs par divers auteurs, la fécondité des vaches zébu serait bonne (60% du nombre des reproductrices en général) et surtout dans l'ouest (72%). Mais ces taux satisfaisants sont largement remis en cause par la mortalité des veaux due à la sous-nutrition (mauvaise lactation des vaches — 150 à 250 litres de lait pour lactation de six mois — particulièrement sensible en saison sèche), au parasitisme intense du tube digestif et aux intempéries (les veaux font rarement l'objet de protection particulière). Si on ajoute à ce taux de mortalité des veaux celui des jeunes on peut considérer que plus d'un zébu sur deux n'arrive pas à l'âge adulte. (Cf. H. SERRES « Le zébu malgache face aux besoins en viande ». Intérêts et limites des croisements. *In* Terres malgaches, n° 14, déc. 72-janv. 73, pp. 39 à 57).

La capacité de reproduction et de croissance du troupeau se trouve donc largement limitée par la forte mortalité des jeunes liée tant aux caractéristiques zootechniques qu'au milieu et enfin au mode d'élevage.

PRÉCOCITÉ ET COMPORTEMENT NUTRITIONNEL

Il est communément admis que la race zébu est peu précoce et l'on considère que le plein développement n'est atteint que vers les âges de 6 ou 8 ans. L'influence du mode d'élevage ne peut être sous-estimée. Il apparaît cependant que les qualités intrinsèques de l'animal n'y sont pas étrangères. Selon H. SERRES (op. cit.) on constate l'existence « d'un âge critique, entre 1 et 2 ans après sevrage, période où le zébu ne paraît pas apte à utiliser le pâturage naturel pour s'accroître ». Ce phénomène est renforcé par l'absence de « saison de monte » qui, en favorisant l'étalage des

naissances sur toute l'année provoque des sevrages en période de saison sèche où l'alimentation de l'animal est particulièrement difficile. Tout cela fait que le zébu malgache, déjà tardif dans de bonnes conditions d'élevage, se présente dans les troupeaux traditionnels comme l'une des races les plus tardives qui soient » (H. SERRES, op. cit.).

Cette phase critique du sevrage surmontée, le zébu doit faire face à des variations considérables de la valeur bromatologique des pâturages liée à l'alternance des saisons. Ces variations qui vont du simple au double en quantité d'unités fourragères disponibles et se traduisent par des carences multiples en énergie, matière azotée, vitamines et minéraux entraînent un considérable amaigrissement des animaux et parfois la mort pour les plus fragiles d'entre eux. On constate cependant que le zébu d'un certain âge est capable non seulement de survivre à ces carences mais de conserver « une remarquable aptitude à récupérer par une extraordinaire croissance compensatrice » (H. SERRES, op. cit.).

Par contre en saison des pluies le même animal se révèle incapable de tirer le meilleur parti d'un pâturage devenu abondant et relativement riche. Ces aptitudes du zébu se traduisent par des courbes de variation de poids en « dents de scie » où la progression pondérale est en définitive très lente et faible. On notera enfin que cette rusticité a cependant ses limites face en particulier aux besoins en eau.

SITUATION SANITAIRE

Les études vétérinaires insistent toutes sur l'absence à Madagascar de maladies fort répandues ailleurs. La peste bovine, les trypanosomiasés, la fièvre aphteuse sont en effet inconnues à Madagascar.

Par contre la tuberculose et les parasitoses internes, fréquentes surtout chez les jeunes, sont des affections très répandues de même que le charbon bactérien. Le charbon symptomatique a fait son apparition très récemment à Madagascar (1969) et l'épizootie s'est très rapidement étendue à l'ensemble de l'île faisant plus de 100 000 morts la première année (Cf. J.-J. RIBOT et J. BLANCOU « Le charbon bactérien et symptomatique chez les animaux à Madagascar » *in* Terre Malgache n° 14 pp. 103-113).

L'extension et les conséquences de cette dernière épizootie tendent à souligner combien, malgré une protection vétérinaire non négligeable (6 à 7 millions d'animaux sont vaccinés annuellement) la situation sanitaire du troupeau est fragile ne serait-ce qu'en raison de cette malnutrition chronique et saisonnière dont on a vu qu'elle affectait surtout les jeunes animaux.

CONCLUSION

Ce rappel des principaux caractères zootechniques du troupeau zébu nous a amené à souligner quelques-unes des données de fait qu'il faut ranger parmi les contraintes qui conditionnent le comportement de l'éleveur malgache. Sans déterminer absolument les modes d'élevage, la conduite et l'utilisation du troupeau, force est de constater qu'elles n'y sont pas étrangères. La forte mortalité des jeunes, la faible précocité et la fragilité de la situation sanitaire du troupeau sont entre autres des facteurs qui contribuent à valoriser aux yeux de l'éleveur les animaux adultes. Ils tendent à justifier la propension à conserver un grand nombre de reproducteurs, d'animaux âgés qui ont fait leurs preuves et peuvent, tout en conservant le capital

sur pied (cf. les capacités de croissance compensatrice du zébu), assurer au moins la reconstitution du cheptel. « Tout se passe comme si l'adaptation (physiologique) s'était faite dans le sens de la conservation des reproducteurs, au détriment des jeunes, de la croissance et de la productivité du troupeau » (H. SERRES, op. cit.).

Les caractéristiques zootechniques du troupeau ne favorisent donc guère un comportement spéculatif de l'éleveur. Elles contribuent au contraire à valoriser des comportements de type « conservatoire »; l'éleveur cherche plutôt à entretenir son troupeau qu'à le faire croître et se développer.

II. Extension, valeur et exploitation des pâturages

LA DYNAMIQUE DES SAVANES

Avant d'aborder le problème de la mesure du potentiel pastoral de notre région, il importe de résumer quelques-unes des principales conclusions auxquelles ont abouti les études des botanistes et agrostologues sur l'Ouest malgache. Pour ce faire nous reprendrons certaines observations de la thèse de Ph. MORAT (Les Savanes du sud-ouest de Madagascar, *Mémoire ORSTOM* n° 68, pp. 234, 1 carte, 1973). Selon cet auteur « on peut affirmer avec certitude que non seulement dans le Sud-Ouest mais partout à Madagascar le climax est sinon forestier au moins ligneux ». Le facteur de savanisation essentiel est sans conteste l'action de l'homme et plus particulièrement celle du pasteur (feux et pâturage): « Les savanes sont des formations substituées à la végétation primitive qui dans les conditions édaphiques, topographiques et climatiques actuelles sont maintenues en équilibre par les actions anthropiques. Leur état représente un pseudo-climax ».

Sur un plan plus pratique l'accentuation de l'action anthropique liée en particulier à l'évolution des cultures et de l'élevage se traduit par des ruptures d'équilibre et des nouveaux dynamismes qui font apparaître un envahissement des savanes par des espèces ligneuses (Réemboisement par *Tamarindus indica*, *Terminalia seyrigii*, *Stereospermum variable*). On assiste par ailleurs, sous l'effet du surpâturage par les bovins, à un phénomène d'appauvrissement floristique des pâturages par disparition progressive des espèces les plus appetantes. Enfin, sous l'action combinée des feux et du pâturage en forêt, les lisières forestières apparemment stables reculent lentement mais par sauts brusques.

Réembroussaillage et appauvrissement floristique de la savane sont des phénomènes de fonds dont l'ampleur est difficilement mesurable. Il n'en reste pas moins que ces tendances sont générales et s'observent un peu partout dans la zone étudiée. Si on y ajoute les effets de l'érosion et les phénomènes d'extension des cultures tant sur les bas-fonds que sur les plateaux on doit en conclure que l'éleveur malgache doit faire face à un double problème de restriction de la surface pastorale utile et de dégradation d'ensemble de la qualité des pâturages.

COMPOSITION FLORISTIQUE ET TYPOLOGIE DES SAVANES

Le caractère le plus souvent signalé des savanes de l'Ouest malgache est celui de sa pauvreté floristique. Sur 1 800 000 km² de savane, représentant les 9/10 de la région étudiée, MORAT a identifié 250 espèces savaniques dont plus de la moitié sont des espèces rudérales ou messicoles. Cet auteur considère que pour l'essentiel

les savanes sont composées d'environ 80 espèces dont au moins la moitié sont endémiques.

La physionomie des savanes de l'ouest est cependant très variée, reflétant d'ailleurs la diversité des conditions écologiques. Sur la seule région couverte par sa carte, MORAT distingue 5 groupements végétaux caractérisés par une ou plusieurs espèces herbacées dominantes et 16 sous-groupements différenciés par la présence d'espèces ligneuses souvent significatives sur le plan écologique.

Parmi ces groupements végétaux nous retiendrons plus particulièrement les savanes à *Heteropogon contortus* dans la mesure où elles couvrent la majeure partie de la surface de notre région et doivent être considérées comme le pâturage de base.

« La strate graminéenne, elle-même, varie en hauteur (de 5 à 50 cm) et en densité (20 à 80% de recouvrement) selon les propriétés du substrat et l'intensité des activités humaines (densité du bétail) » (MORAT, op. cité p. 100). Ce type de savane est particulièrement sensible à l'érosion. La strate ligneuse qui en caractérise les sous-groupements est liée aux variations des conditions écologiques. On y distingue, dans notre région :

le sous-groupement à *Ziziphus spinachristi* et *Gymnosporia linearis*
à *Physona sessiflora*
à *Tamarindus indica*
à *Medemia nobilis*
à *Terminalia seyrigii*
à *Stereospermum variable*

le sous-groupement mixte où se mélangent les diverses espèces ligneuses habituelles, en particulier : *Poupartia cappa*, *Gymnosporia linearis* et *Stereospermum variable*.

Nous mentionnerons également les savanes de bas-fonds ou « savanes marécageuses » selon MORAT, dont l'importance est cruciale pour l'alimentation des animaux en saison sèche même si ces formations végétales ne couvrent que des surfaces restreintes d'ailleurs de plus en plus occupées et donc modifiées par l'agriculture. Ces savanes liées à des sols généralement marqués par l'hydromorphie appartiennent à deux types. Le premier, savanes marécageuses liées aux cours d'eau, est une formation mixte caractérisée par un tapis herbacé toujours très dense et de hauteur notable (1,5 à 2 m) et par des espèces ligneuses typiques des forêts ripicoles souvent en peuplement homogène (pour certains palmiers surtout). Le second, « savanes marécageuses liées aux mares et dépressions fermées », correspond le plus souvent à des formations spécifiquement herbeuses où dominent graminées et cypéracées et ce surtout sur les cuvettes (ou Ranovory) qui parsèment les zones d'épandage sableux.

En conclusion de cette brève description des formations végétales de la région, nous insisterons sur le peu de variété des pâturages. En effet, si le botaniste peut distinguer de nombreux groupements et sous-groupements végétaux, nous pouvons, du point de vue de l'élevage, nous limiter à des distinctions plus grossières. C'est ainsi que nous tiendrons compte :

- 1) des pâturages de bas-fonds;
- 2) des pâturages de savanes plus ou moins dégradées;
- 3) des pâturages de forêt dont l'apport, si minime soit-il, est important en particulier dans les zones côtières où les formations ligneuses couvrent encore des surfaces considérables.

VALEUR BROMATOLOGIQUE DES PÂTURAGES

L'étude de l'évolution de l'élevage bovin, zone de Morondava (P. GRANIER et A. BIGOT. Tananarive, 1970, multigr., 45 p.) comprend un calcul de la productivité du pâturage naturel portant sur la majeure partie de notre région. Sans reprendre la totalité des résultats présentés par cette étude nous avons estimé pertinent d'en retenir les principaux et, moyennant certaines modifications, de les appliquer à l'ensemble de la région considérée par nous.

Sur la base d'une détermination sur le terrain des diverses associations végétales et de mesures de leur productivité (coupes échelonnées et analyse en laboratoire aboutissant au calcul de la valeur fourragère) ces auteurs ont pu exprimer de manière synthétique la productivité du pâturage en fonction des saisons. Parmi ces résultats nous retiendrons les chiffres suivants (Cf. tableau IV, p. 6).

TABLEAU I

	Productivité		
	(UF/an/ha)	en saison des pluies (%)	en saison sèche (%)
Mangrove Terres salées, eaux	0	—	—
Terres cultivées ou à vocation agricole (bas-fonds)	2 250	66	34
Forêts	25	77	23
Forêts dégradées et savanes buissonnantes	235	75	25
Savanes arborées	790	66	34
Zones dégradées à mettre en défense	0	—	—

Ces chiffres permettent de souligner tout d'abord les différences considérables de productivité qui existent entre les bas-fonds et les savanes et a fortiori les pâturages forestiers. On peut en déduire l'importance que peut avoir pour l'éleveur l'accès de son troupeau à des pâturages de bas-fonds.

Les écarts de productivité fourragère entre la saison des pluies (les 2/3 au moins de la production annuelle) et la saison sèche montrent également dans quelle mesure ces pâturages de bas-fonds sont essentiels en période de sécheresse car ils sont les seuls à offrir une bonne production pendant plus de 6 mois de l'année.

Alors que pendant la saison des pluies le troupeau dispose d'une masse considérable de matière verte qui permettrait d'envisager une charge à l'hectare du pâturage assez importante il se retrouve, en saison sèche, en situation de pénurie tant en quantité qu'en qualité (lignification des refus). (1)

(1) « La productivité des seules terres hautes en saison sèche ne peut couvrir les besoins théoriques... » Par ailleurs, « La digestibilité de la matière sèche est faible et l'appétit considérablement diminué ». P. GRANIER et A. BIGOT, *op. cit.*, p. 14.

On doit donc considérer l'importance de la surface de bas-fonds disponible pour l'élevage comme un des facteurs déterminants du potentiel pastoral de la région.

Si l'on rapproche ces considérations de celles faites précédemment concernant :

— l'extension des surfaces cultivées, en particulier sur les bas-fonds;

— la restriction de la surface pastorale due au réembroussaillage de certaines savanes;

— la dégradation d'ensemble de la qualité du pâturage

il apparaît que le potentiel pastoral de la région est en voie de réduction. Un processus cumulatif semble s'être engagé qui conduit, à partir d'une colonisation des bas-fonds par l'agriculture, à un surpâturage des savanes, lequel, en provoquant la dynamique du réemboulement a tendance à s'accroître et à se généraliser.

MODALITÉS D'UTILISATION DES PÂTURAGES

Au regard de ce qui a été évoqué précédemment concernant les variations saisonnières de la valeur des pâturages, les trois types de pâturages et la « dynamique des savanes » il est possible de mesurer l'étroitesse des relations, jouant d'ailleurs dans les deux sens, qui existent entre ce potentiel naturel et l'utilisation qui en est faite.

En dépit d'une apparente abondance, tant d'espace que de nourriture, le principal problème auquel est confronté l'éleveur est bien celui d'assurer la ration minimum à son troupeau. De décembre à avril, en saison des pluies, le problème de l'alimentation du bétail ne se pose guère. Cependant on notera que le troupeau broutant de manière sélective les espèces herbacées les plus appétantes, certains pâturages seront plus ou moins totalement pâturés alors que d'autres porteront une masse considérable de refus promis à la lignification. De plus, cette saison correspondant à la période des travaux de préparation des cultures, donc à la mobilisation maximum des hommes, l'éleveur a tendance à réduire les déplacements liés au gardiennage du troupeau en privilégiant les pâturages les plus proches du village. Ce phénomène assez général conduit à un pâturage accentué aux abords des zones habitées.

C'est par contre en saison sèche que se posent des problèmes d'alimentation et qu'interviennent les techniques de l'éleveur. Pour répondre à cette pénurie de matière verte le pasteur a deux possibilités :

— S'il dispose de bas-fonds pâturables (gebo-tany en pays Bara), le pasteur peut pratiquer l'alternance du pâturage afin de fournir à son cheptel une ration équilibrée (cellulose fournie par les pâturages de terres hautes, matières azotées apportées par les pâturages de bas-fonds humides). On notera d'ailleurs que c'est sur cette base de la combinaison ou non de bas-fonds avec des terres hautes que l'éleveur distingue lui-même les pâturages pouvant être utilisés en saison sèche de ceux qui ne peuvent être pâturés qu'en saison des pluies.

Cette pratique que connaissent fort bien les éleveurs de l'Ouest est cependant de plus en plus limitée par l'extension de l'occupation agricole de ces mêmes bas-fonds. Ce phénomène est particulièrement sensible dans les régions comme celle d'Ankazoabo où la culture du coton s'implante dans ces cuvettes. L'accès du troupeau à ces terres une fois débarrassées de leur récolte ne permet pas de résoudre ce conflit d'intérêt entre agriculture et élevage.

— L'accès aux bas-fonds s'il permet d'atténuer ou de retarder les conséquences de la pénurie ne dispense pas l'éleveur du recours à une autre technique bien connue, celle du « feu de brousse » et ce particulièrement en fin de saison sèche. La justification de cette technique est parfaitement résumée par P. GRANIER (1969, op. cit.). Le feu va provoquer la « printanisation » du tapis herbacé peu ou pas pâturé, lignifié

donc inconsommable. Les ressources aussitôt broutées fourniront un pâturage certes insuffisant mais en tout cas plus immédiatement utile que le pâturage non brûlé.

En réalité les effets néfastes des feux courants que soulignent très fortement les observations des botanistes tiennent beaucoup plus à l'absence de maîtrise et au caractère non sélectif de l'emploi de cette technique. En effet, en provoquant des feux non contrôlés les pasteurs assurent peut-être dans l'immédiat la survie de leur troupeau mais créent et accélèrent cette dynamique de la savane qui à long terme va contre leur intérêt. En brûlant les savanes bien pâturées ils empêchent la germination donc la reproduction des meilleures espèces (cf. tendance à l'appauvrissement floristique) favorisant par contre les espèces les plus résistantes aux feux. L'utilisation immédiate des regains conduit par ailleurs au surpâturage.

Outre l'usage de ces deux techniques, les modalités du gardiennage du troupeau influent également sur l'utilisation du pâturage.

Dans les régions les moins peuplées et où l'agriculture est à peu près inexistante (cas d'une grande partie du Besabora) le troupeau est à peine conduit et l'intervention du propriétaire se limite à une surveillance à intervalles réguliers et à la mise à feu de saison sèche. L'existence de bœufs sauvages (Baria) est à mettre en liaison avec ce type d'élevage « hyper-extensif », certains animaux pouvant en effet échapper à tout contrôle si minime soit-il et retourner à un état quasi-sauvage. Il n'en reste pas moins qu'en général le gardiennage du troupeau est assuré en permanence, cette activité étant même considérée par les Bara comme des plus nobles. Très souvent, et plus particulièrement en saison sèche lorsque le troupeau pâture sur des parcours éloignés du village, le gardiennage suppose un habitat particulier (« Toets'omby » ou campement de bœuf). Dans ce cas et a fortiori lorsque villages et cultures sont proches, les bœufs sont enfermés dans des parcs pour la nuit. Cette pratique, tout en assurant la sécurité du troupeau présente aux yeux du zootechnicien un inconvénient majeur dans la mesure où elle prive les animaux des avantages du pâturage nocturne généralement considéré comme le plus profitable.

Le facteur foncier intervient également dans les modalités d'utilisation des pâturages. Les terrains de parcours, autant pour les Sakalava que pour les Bara, font partie des biens collectifs inaliénables dont l'utilisation est réservée soit au segment de lignage ou au groupe de segments de lignages (rassemblés au niveau du campement de bœufs) soit à la communauté villageoise, soit même enfin à plusieurs villages (dans le cas de pâturages très éloignés des zones d'habitat). De ces droits éminents sur les terrains de parcours dont disposent les ethnies « originaires » Bara ou Sakalava sont en principe exclus les immigrés. Dans la réalité on constate que l'usage de certains pâturages est accordé à certains étrangers mais qu'il s'agit bien souvent d'espaces limités et de qualité médiocre. Pour les Antandroy en particulier, également grands amateurs de bœufs, cette rareté des pâturages se traduit par un surpâturage localisé autour de leurs lieux d'implantation.

MESURE DU POTENTIEL PASTORAL DE LA RÉGION (SURFACE ET QUALITÉ DES PÂTURAGES)

Utilisant les données issues de l'étude de P. GRANIER et R. BIGOT (op. cit.) ainsi que celles tirées de la carte « valeur des unités physiques » (1) on a tenté une

(1) Madagascar. Conditions géographiques de la mise en valeur agricole. Cartes à l'échelle du 1/500 000. MDR-ORSTOM, Tananarive 1973.

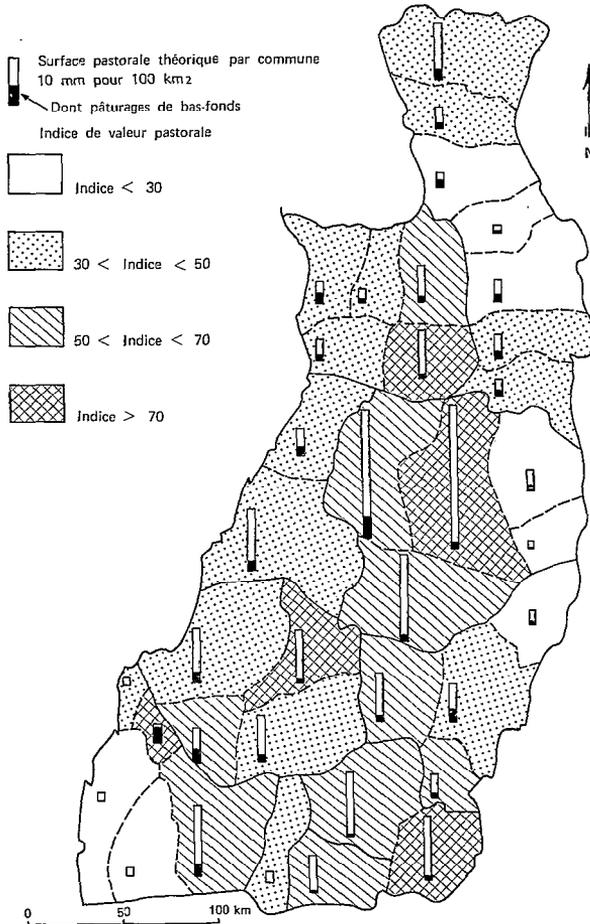


FIG. 1. — Potentiel pastoral et valeur des pâturages

approche quantitative du potentiel pastoral de la région de Morondava. Prenant pour base de référence l'unité administrative la plus réduite, en l'occurrence la commune, on a cherché à mettre au point des indicateurs permettant de rendre compte des différenciations internes à la zone concernée.

La carte « valeur des unités physiques » fournit pour l'ensemble de la région étudiée un découpage de l'espace en entités homogènes du point de vue morphopédologique. Ces entités ou unités physiques appartiennent à quatre milieux écologiques bien différenciés et pour chacun de ces milieux sont ordonnés en fonction de leur valeur agronomique. La zone considérée concerne trois de ces milieux (Ouest, Sud et Hautes Terres pour quelques communes du Betsiriry) et comprend une quarantaine de types d'unités physiques. Pour chacune d'entre elles on a estimé la proportion de surface inutilisable tant par l'agriculture que par l'élevage (roches à nu, secteurs très érodés ou sableux, surface en eau...) ainsi que le pourcentage de sol

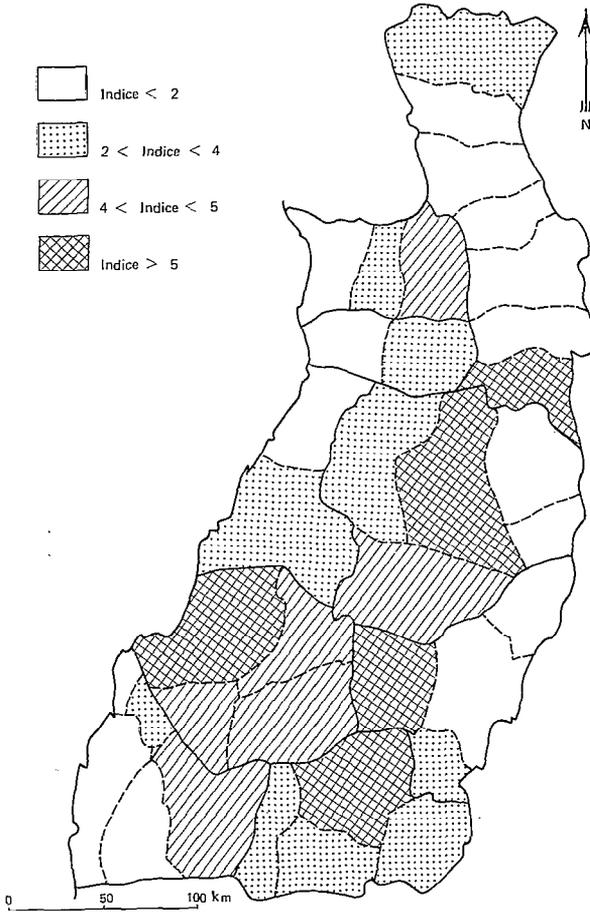


FIG. 2. — Potentiel pastoral par tête de bétail

occupé par les cultures, définissant ainsi par différence l'aire pastorale. A l'intérieur de celle-ci on a considéré quatre types de pâturages en fonction de leur productivité annuelle en unités fourragères (Cf. les résultats de GRANIER et BIGOT, p. 9).

Sur ces bases on a calculé pour chaque unité physique un *indice de productivité fourragère* s'exprimant en pourcentage, l'indice 100 correspondant à l'unité la plus productive (en l'occurrence l'unité n° 8 du milieu Ouest, savanes sur plateaux basaltiques peu érodés). Pour chacune des 36 communes considérées, la somme des produits de l'indice de chaque unité par sa surface donne une mesure du *potentiel pastoral communal*. Ce même potentiel divisé par 100 exprime le nombre de km² de pâturages théoriques (indice de productivité 100) dont disposerait chaque commune. C'est cette valeur qui, représentée sur la carte ci-jointe (fig. 1) permet de localiser les ressources pastorales en terme de surface et de souligner les contrastes existants à l'intérieur de la région étudiée.

Le quotient potentiel pastoral/surface de la commune donne le potentiel pastoral par km² de surface géographique. *Cet indice de valeur pastorale* représente une approche de la valeur moyenne des pâturages de chacune des communes considérées.

La représentation combinée sur une même carte du potentiel pastoral communal, de la part des pâturages des bas-fonds dans ce potentiel et de l'indice de valeur pastorale permet de situer chaque commune en fonction de l'importance et de la qualité des pâturages dont elle dispose. La figure n° 1 met en évidence une typologie des communes en 3 grandes classes qui dessinent d'ailleurs trois bandes parallèles, d'orientation méridienne, correspondant aux grands ensembles morphopédologiques qui constituent l'architecture de la région.

— *A l'ouest*, les plaines côtières en grande partie occupées par la forêt n'offrent généralement que de maigres ressources fourragères compensées cependant par les apports des basses vallées alluviales (de 15 à 30% du total). A l'exception de 2 communes (Befasy et Andranopasy) qui s'étendent sur des domaines n'appartenant plus aux plaines littorales, le potentiel pastoral y est généralement faible, voire très faible. L'indice de valeur pastorale, compte tenu de l'apport des bas-fonds, se situe pour ces communes à un niveau voisin de la moyenne (indice de V.P. entre 30 et 50) sauf pour celles qui disposent de très importantes surfaces de bas-fonds (cas ambahikily et andromopasy) ou au contraire en sont totalement dépourvues (cas de Basibasy).

— *La zone centrale* qui s'étend depuis Ankazoabo au sud jusqu'à Berevo au nord correspond au domaine des savanes arborées ou herbeuses sur dômes ou placages sableux ou sur plateaux calcaires peu érodés qui comptent parmi les meilleurs pâturages de la région. Des dépressions fermées ou des petits couloirs alluviaux viennent compléter les ressources fourragères mais ces parcours de saison sèche ne représentent généralement que moins de 10% du potentiel. Dans l'ensemble, à un fort potentiel pastoral correspond également un niveau élevé de l'indice de valeur pastorale qui ne saurait cependant cacher que, dans cette zone, l'équilibre parcours de bas-fonds/parcours d'interfluves est mal assuré.

— *Par contre la dépression du Betsiriry* et ses prolongements méridionaux se caractérisent tant par un médiocre potentiel pastoral que par un indice de valeur faible ou très faible. Quoique abondants (de 20 à 40% du potentiel pastoral), les bas-fonds ne compensent pas la mauvaise qualité des parcours d'interfluves qu'offrent les reliefs de dissection des grès.

La répartition très inégale du potentiel pastoral souligne l'hétérogénéité de ces milieux de l'Ouest malgache quant à leur vocation pastorale. Si elle peut paraître évidente pour les communes de la zone centrale elle se trouve restreinte par la rareté des bas-fonds. Pour les autres zones au contraire le facteur limitant semble venir plutôt de la mauvaise qualité des parcours d'interfluve.

ESSAI D'ESTIMATION DU NIVEAU D'EXPLOITATION DU POTENTIEL PASTORAL RÉGIONAL

Les signes évidents d'une surpécoration des pâturages naturels de la zone ont déjà été évoqués précédemment, à travers la description de la dynamique des savanes. Une approche quantitative de ce phénomène a été tentée à partir des résultats fournis par le calcul du potentiel pastoral.

On a tout d'abord cherché à estimer *l'effectif potentiel du troupeau bovin*: c'est-à-dire le nombre maximum de bœufs pouvant trouver une ration de croissance normale sur le pâturage naturel. A cette fin on a utilisé la notion de besoins théo-

riques annuels en unités fourragères par tête de bétail. Ces besoins sont estimés par GRANIER et BIGOT (op. cit.) à 2 000 UF/an pour une vache, 1640 pour un mâle et 1 660 pour un jeune animal. Compte tenu de la structure actuelle du troupeau, la ration théorique moyenne s'élève à 1 760 UF/an par tête de bétail. Connaissant par ailleurs la productivité fourragère de chaque unité physique on a pu, par un simple quotient, en déduire le nombre d'unités de bétail que chaque unité physique est susceptible de nourrir. Pour l'ensemble de la zone ce calcul donne un *effectif potentiel de 962 000 têtes de bétail*. La comparaison avec le cheptel estimé qui s'élève à 1 195 000 têtes (soit environ 19,5% de plus que l'effectif potentiel) souligne l'existence d'une *surcharge globale* des pâturages de la région. Ce niveau de surcharge doit cependant être réduit dans la mesure où le cheptel estimé inclut une certaine proportion de veaux de l'année dont l'alimentation avant sevrage ne dépend pas directement du pâturage.

Afin de préciser la répartition de cette charge pastorale à l'intérieur de la région étudiée on a effectué le rapport potentiel pastoral communal/effectif estimé du troupeau (cf. fig. 2). Un tel rapport ne permet cependant pas de rendre compte du niveau d'exploitation réel du pâturage à l'échelon communal. En effet le recensement du cheptel est réalisé sur la base des déclarations des propriétaires et chaque troupeau est ainsi affecté à la commune de résidence du propriétaire qui ne correspond pas nécessairement à celle où il pâture effectivement. On interprétera donc ce rapport comme une approche de la capacité pour chaque commune de nourrir son troupeau sur place. Plus ce quotient est faible, plus le troupeau communal est amené à pâturer en dehors des limites de la circonscription; inversement plus il est fort plus la capacité d'accueil de la commune est développée.

La figure n° 2 fait ressortir des ensembles de communes comparables à ceux que dessinent la figure n° 1. En effet la zone orientale correspondant au Betsiriry n'offre en général que de très faibles disponibilités par tête de bétail. Cette zone déficitaire en pâturage doit compter sur les ressources fourragères des secteurs voisins.

La zone centrale se caractérise au contraire par des valeurs fortes ou très fortes qui traduisent ses capacités d'accueil. C'est en effet sur les savanes des communes de Ankilizato ou Mandabe par exemple que se retrouvent beaucoup des troupeaux appartenant à des éleveurs soit du Betsiriry soit des environs de Morondava. Certaines communes (telles Berevo, Mahabo et Ankazoabo) cependant semblent en déficit.

Par contre les communes du littoral présentent des situations très variables.

A travers ce critère de charge pastorale se dessine une sorte de complémentarité entre les grands secteurs de la région étudiée, la zone centrale paraissant en mesure de compenser d'ailleurs partiellement et au prix d'un déséquilibre saisonnier croissant en raison du manque de bas-fonds, le déficit des communes tant du Betsiriry que du littoral.

Les observations que l'on peut faire sur place corroborent ces indications. On assiste en effet à une concentration du cheptel sur les parcours de la zone centrale qui de ce fait n'échappent pas au surpâturage. De plus ce phénomène de spécialisation de certaines communes dans les activités pastorales serait renforcé par la tendance à l'exclusion de l'élevage des zones où la population se concentre et où s'étend l'emprise de l'agriculture en particulier sous l'effet des aménagements hydro-agricoles (cas de la basse plaine du Mangoky et du delta de la Morondava). Plutôt que de favoriser l'intégration agriculture-élevage, de tels aménagements confirment l'opposition entre ces deux activités. Rejeté dans les zones les moins peuplées et

les moins susceptibles d'assurer l'équilibre alimentaire du troupeau, l'élevage se « marginalise » et voit se détériorer sa base naturelle.

CONCLUSION

Quoique très inégalement réparti, le potentiel pastoral de la région de Morondava paraît très important (35 109 km² de pâturage théorique (indice de productivité fourragère 100) pour une surface géographique de 65 443 km²). Ces ressources ne peuvent cependant subvenir aux besoins d'un cheptel estimé supérieur à l'effectif potentiel acceptable. Les indices botaniques de surpécoration du pâturage naturel se trouvent donc nettement confirmés par ces calculs théoriques. A cette surexploitation des pâturages ne devraient même pas échapper les zones où un certain équilibre pourrait être respecté car elles doivent accueillir une bonne partie du cheptel des zones les plus déficitaires.

Surpâturage généralisé, dégradation de la qualité des parcours, réduction de la surface utilisable par exclusion progressive des secteurs les plus fondamentaux (les bas-fonds) ces divers facteurs s'enchaînent pour renforcer le déséquilibre ressources pastorales/besoins du troupeau. L'élevage semble avoir déjà dépassé un seuil critique: dans l'état actuel des techniques, la seule production fourragère naturelle ne peut que nourrir de moins en moins bien un troupeau qu'il faut considérer comme trop important.

III. Evolution du cheptel et niveau d'exploitation

Après avoir résumé à grands traits « l'histoire » du troupeau régional depuis une quarantaine d'années on a cherché à définir son état pour l'année de référence 1972 (développement démographique, structure et disponible). On abordera ensuite l'étude du commerce et de la consommation de la viande, de manière à aboutir à un bilan de l'exploitation du troupeau.

EVOLUTION DU CHEPTIEL BOVIN

Pour la région intéressée par notre étude nous n'avons pu reconstituer de série statistique sur l'évolution du cheptel bovin que pour la préfecture de Morondava et ce encore de manière incomplète. Cette unité administrative représentant la majeure partie du territoire étudié il paraît cependant pertinent de considérer ces chiffres comme des indications applicables à l'ensemble.

Des remarques s'imposent tout d'abord sur la valeur de telles informations. Il s'agit en effet de statistiques figurant tant dans les rapports annuels des services de l'élevage locaux que dans les monographies des chefs de canton et qui totalisent le nombre de bœufs déclarés au service des contributions directes comme assiette de l'impôt prélevé sur chaque tête de bovidé. De tels chiffres ne doivent donc pas être pris comme l'effectif réel du cheptel bovin, ne serait-ce qu'en raison de la non-déclaration (légale d'ailleurs) des jeunes veaux. Par ailleurs la dissimulation est un phénomène bien connu, et de tout temps les services de l'élevage ont tenté de mettre au point des taux de correction, variables selon les périodes et les régions, afin d'estimer de manière plus précise l'effectif réel (cf. chapitre suivant). On notera enfin que depuis l'indépendance du pays (1960) les conditions de l'administration

territoriale ont été profondément modifiées et que de ce fait il paraît très délicat de comparer terme à terme les statistiques récentes avec celles de la période coloniale.

Il n'en reste pas moins que, même si de tels chiffres sont pour beaucoup le reflet de l'évolution du contrôle administratif, il est possible de les utiliser comme base indicatrice pour l'étude de l'histoire du troupeau bovin et l'analyse des tendances actuelles.

GRANDES PÉRIODES DE L'HISTOIRE DU TROUPEAU

La courbe représentant l'évolution du cheptel déclaré de la préfecture de Morondava depuis 1933 permet de définir quelques grandes phases de l'histoire de l'élevage de notre région, que nous avons d'ailleurs situées sur le graphique lui-même en y ajoutant les grandes périodes que le rapport LACROUTS (op. cit.) distingue pour l'ensemble du troupeau malgache.

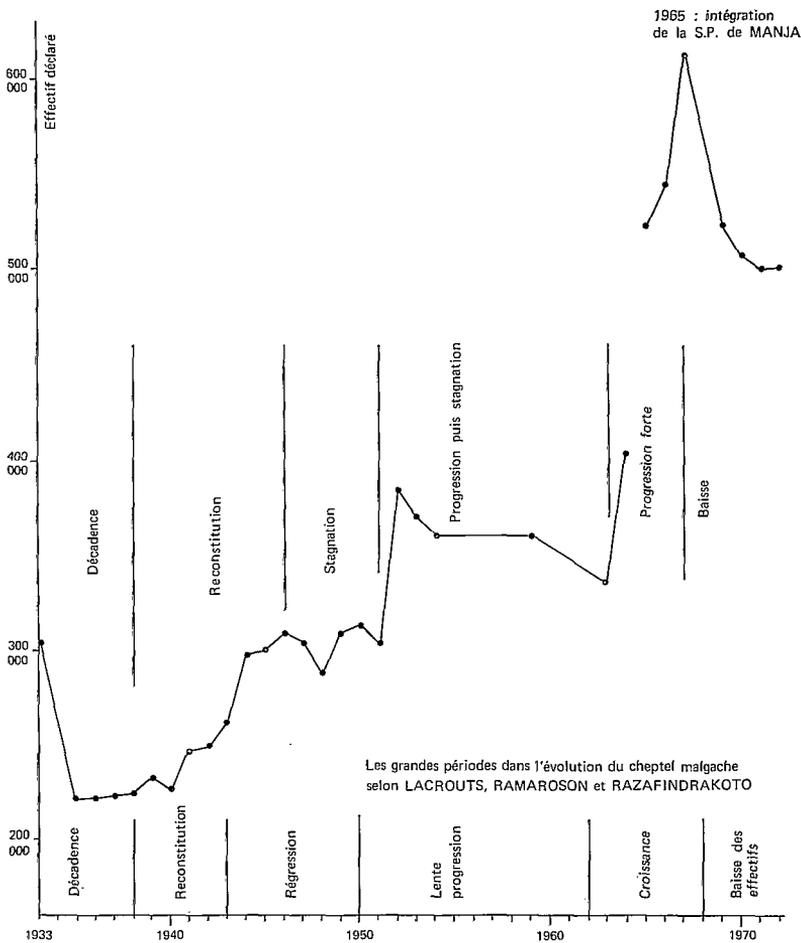


FIG. 3. — Préfecture de Morondava: évolution du cheptel bovin déclaré

On remarquera tout d'abord que la comparaison de ces deux périodisations traduit un parallélisme assez étroit entre l'évolution du troupeau régional considéré et l'ensemble du troupeau national. On pourrait donc en conclure que l'évolution de ce troupeau local n'est pour le moins pas exceptionnelle.

Nous distinguerons six phases historiques que nous essaierons de caractériser par l'évolution des conditions du marché et des manifestations de la politique administrative concernant l'élevage, sans oublier l'intervention des facteurs naturels (épi-zooties, etc.).

Décadence du troupeau jusqu'en 1938

Cette phase, qui aurait débuté bien avant 1933 serait liée à l'évolution des cours des cuirs. En effet depuis 1913 Madagascar exportait entre 700 000 et 1 million de peaux de bovins. Leur cours très élevé, maximum atteint en 1928 (environ 3 000 CFA l'unité), couplé avec une taxe par tête d'animal elle aussi très forte, explique la politique d'abattage intensif et par conséquent cette décadence du troupeau.

Malgré la chute des cours du cuir en 1930 cette politique va se poursuivre car « l'impôt ne diminue guère et de 1930 à 1936, les Malgaches vont d'abord vendre leurs animaux pour payer l'impôt et ils en viendront même à abattre les vaches et les jeunes pour payer moins d'impôts » (LACROUTS, p. 20, op. cit.).

Nous retrouvons cette explication de la diminution du cheptel dans les rapports politiques et économiques de la province de Belo/Tsiribilina des années 1927-1928, 1935 et qui jettent un cri d'alarme sur les dangers que court le troupeau local (cf. *Archives nationales, Aix-en-Provence — Dépôt des archives d'Outre-Mer, Madagascar, Gouvernement général, dossier 2 D 60*).

Reconstitution de 1938 à 1946

De même que pour le troupeau national on assiste pendant quelques années à une remontée des effectifs déclarés qui en 1946 atteignent le niveau de 1933. Cette phase de reconstitution du troupeau pourrait s'expliquer par une diminution considérable des abattages due à l'action combinée :

- du décret de 1939 interdisant l'abattage des vaches et des jeunes bœufs ;
- des limites fixées aux tonnages des cuirs exportables ;
- enfin de l'arrêt des abattoirs et conserveries industrielles en raison du conflit mondial.

Stagnation de 1946 à 1951

Alors que sur le plan national les services officiels soulignent les nouveaux dangers que court l'élevage malgache en régression, la courbe traduit plutôt sur le plan local une stagnation du troupeau marquée cependant par une baisse sensible enregistrée en 1948 et dont la cause pourrait être l'effet de la rébellion de 1947.

C'est également une période de baisse des cours de la viande et de reprise des activités des usines.

De 1951 à 1963: Progression et stagnation

Pour cette période de nombreux chiffres manquent et depuis 1959 les conditions du recueil des statistiques officielles ont été modifiées ce qui explique la difficulté de l'analyse.

Cependant, alors qu'au niveau national on assiste à une lente progression, nous constatons localement une brutale progression suivie d'une stagnation et même d'une baisse des effectifs. Des tendances contradictoires, à savoir baisse des impôts, augmentation sensible des prix de la viande et baisse de l'activité des usines ne permettent pas d'interpréter cette évolution.

De 1963 à 1967: Progression rapide

Comme au plan national on assiste au début des années 60 à une augmentation sensible et régulière des effectifs bovins. Si ces chiffres traduisent bien l'évolution du troupeau local il est possible d'expliquer cette tendance par la stabilité des conditions d'exploitation du troupeau. En effet sur les marchés locaux les prix offerts restent très stables ainsi que la demande des abattoirs industriels. Par ailleurs on notera pendant cette période l'absence d'épizootie.

Depuis 1968: Baisse

C'est, localement autant qu'au niveau national, depuis 1968 ou 1969 que l'on enregistre un renversement radical de la tendance. On peut expliquer ce phénomène par l'augmentation du taux de dissimulation liée à la dégradation du contrôle administratif (période de crise politique du régime). Cependant il est indéniable que l'on assiste, en ces années, à une reprise sensible de la demande, à une évolution brusque des prix de la viande et enfin à une grave épizootie dont les effets ont été très forts dans la région.

Une analyse plus détaillée de ces divers facteurs s'impose:

— *Reprise sensible de la demande*: nous verrons plus loin, dans le chapitre traitant de la commercialisation des bœufs, comment ce phénomène s'est traduit sur certains marchés étudiés plus en détail. On retiendra cependant que le passage de 315 000 têtes exportées en 1967 à 409 000 en 1970 pour l'ensemble de l'île ne s'est pas fait sans répercussion sur les marchés de notre région.

— *Evolution des prix de la viande*: accroissement de la demande et exacerbation concomitante de la concurrence entre acheteurs ont eu pour résultat une augmentation notable des prix allant même pour les meilleurs animaux de boucherie à un doublement (de 15 000 FMG par tête à plus de 30 000 FMG/tête).

— *L'apparition du charbon symptomatique en 1969*. Cette épizootie s'est traduite par des pertes considérables atteignant 6% du cheptel déclaré (dans 16 cantons étudiés pour l'année 1970).

CONCLUSION

De cette tentative de périodisation et d'analyse des causes de cette évolution contrastée du troupeau depuis 40 ans nous retiendrons plus particulièrement les faits suivants:

- 1) L'augmentation des effectifs du troupeau est indéniable mais en définitive très lente et très irrégulière.
- 2) L'élevage dans notre région se révèle très sensible aux fluctuations du marché et des politiques administratives (montant de l'impôt).

On remarquera que les deux grandes phases de reconstitution ou de progression du cheptel correspondent à des périodes où la demande du marché d'exportation s'arrête (période de la guerre mondiale) ou se stabilise à un niveau bas (1963-67).

3) Dans son ensemble le troupeau paraît très vulnérable non seulement face aux épizooties mais également face aux impulsions économiques: déséquilibre et chute des effectifs apparaissent dès que la demande du marché d'exportation s'accroît.

EFFECTIF ESTIMÉ DU TROUPEAU, STRUCTURE ET « DISPONIBLE »

La sensibilité et la fragilité du troupeau régional en particulier face à l'exploitation commerciale renvoient à l'étude de ses effectifs, de sa structure et de son croît potentiel, éléments dont on pourra déduire le disponible théorique pour l'exploitation.

Estimation du cheptel

Les seules données chiffrées sur l'effectif bovin sont issues des déclarations faites annuellement par les éleveurs aux chefs de canton chargés d'établir l'assiette de l'impôt sur les bovidés. Compte tenu des possibilités de dissimulation et de l'absence de contrôle réel, les résultats d'un tel dénombrement conduisent à une sous-estimation considérable des effectifs. Divers taux de correction ont été proposés, variables d'ailleurs selon les régions et les époques, à partir d'observations locales ou d'enquêtes elles-mêmes sujettes à caution. En 1962, le rapport Lacrouts estime le taux de faude à 30 % pour la région de Tulear, Morondava, Mahabo et à 50 % pour les sous-préfectures de Belo et Miandrivazo, taux auquel il faut ajouter les veaux de l'année (soit environ 20 %). Dans son étude de la zone de Morondava en 1970, P. GRANIER propose le taux de 41 % pour l'ensemble de la région et la même proportion de veaux. A défaut de référence plus précise on a retenu ces derniers coefficients pour corriger les statistiques fiscales dont nous disposons:

TABLEAU II

<i>Sous-préfecture</i>	<i>effectif déclaré (1972)</i>	<i>effectif estimé (y compris les veaux de l'année)</i>
Monrodava	46 790	78 500
Manja	67 296	112 500
Mahabo	130 474	220 500
Belo-Tsiribihina	97 000	163 000
Miandrivazo	161 299	265 000
	78 499	132 500
Morombe	56 930	96 000
Ankazoabo	75 547	127 000
Total	713 835	1 195 000

Structure et dynamisme démographique du troupeau

Dans ce domaine comme dans celui du taux de dissimulation il n'est pas possible de se référer à des études systématiques et précises. Dans le tableau ci-joint nous confrontons les résultats de diverses enquêtes ou estimations se rapportant à la

composition du troupeau de notre région. Pour peu que l'on puisse se fonder sur ces données hétérogènes on constate que la structure du troupeau régional a sensiblement évolué depuis 1953. En effet, la proportion d'adultes mâles (taureaux et bœufs) est passée de 20 à 24 % alors que baissait légèrement celle des vaches (32,5 % à 31,1 %) et plus fortement celle des jeunes (taurillons et génisses: 29,7 à 24,2). De telles modifications indiqueraient que le troupeau aurait tendance à « vieillir » et que son renouvellement serait moins facilement assuré. Il perdrait de ce fait le caractère de troupeau orienté vers le naisseage qui faisait son originalité par rapport à la structure du troupeau national.

La composition observée en 1969 se rapproche également de celle d'un troupeau démographiquement stationnaire tel que le décrit le rapport Lacrouts (mâles et bœufs: 19 %, vaches 35 %, jeunes 25 % et veaux 21 %). L'étude Granier retient encore l'hypothèse d'un très faible taux d'accroissement annuel (1 %) pour l'année 1969.

Or, à partir de 1969, la brutale augmentation de la mortalité provoquée par l'épizootie de charbon symptomatique ne peut être compensée par ce faible taux de croissance. Les effets de l'épizootie et de la modification de la structure se conjuguent pour mettre le troupeau en situation de régression, ce que confirmerait la tendance à la baisse des effectifs déclarés (diminution de 12 % entre 1968 et 1972).

TABLEAU III
Evolution de la composition du troupeau

	1953 <i>Enquête service de l'élevage sur 116 530 têtes dans la préfecture de Morondava (%)</i>	1962 <i>(Rapport Lacrouts) Structure moyenne pour la province de Tulear</i>		1969 <i>P. GRANIER et A. BIGOT Etude de l'évolution de l'élevage bovin zone de Morondava (%)</i>
		(%)	troupeau national (%)	
Taureaux	4,1	22	24	24,3
Coupés	16,2			
Vaches	32,5	35	32	31,1
Taurillons	12,4	23	25	11,7
Génisses	17,3			
Veaux	17,2	20	19	20,4
	<u>100</u>	<u>100</u>		<u>100</u>

Estimation du disponible

On appelle « disponible théorique » ou encore « taux critique d'abattage » la part maximum du troupeau qui, compte tenu de la structure, des conditions d'élevage et des qualités zootechniques des animaux, peut être exploitée annuellement sans réduire le potentiel de reproduction du troupeau.

Pour le troupeau du Sud-Ouest, le disponible théorique selon LACROUTS s'élevait à 11 %, le cheptel étant semi-stationnaire. Malgré les modifications de la structure du troupeau, l'enquête P. GRANIER et A. BIGOT, aboutissait à un résultat identique pour la zone de Morondava en 1979.

Or, si l'on tient compte de la régression notable du cheptel, on doit en déduire une réduction du disponible. Mais ne connaissant pas les effets de cette évolution sur la composition du troupeau en 1972 on a retenu une hypothèse-a-priori selon laquelle cette composition serait restée stable (l'épizootie ayant touché également toutes les catégories d'animaux) et le disponible aurait diminué dans les mêmes proportions que l'effectif du troupeau. Sur cette base, très théorique certes, le *disponible pour l'année 1972* s'éleverait à 9,7 % soit un effectif pour l'exploitation de 116 000 têtes environ.

L'EXPLOITATION ÉCONOMIQUE DU TROUPEAU

Le cheptel régional que nous avons estimé à 1 195 000 têtes est exploité sous deux formes bien distinctes. D'une part il est la source d'une importante activité commerciale orientée vers l'exportation d'animaux sur pied à destination soit des zones déficitaires en viande, soit des pays d'embouche, soit des industries de la viande, toutes implantées en dehors du périmètre étudié. D'autre part il permet de couvrir les besoins en viande de la population locale.

L'étude de ces deux aspects de l'exploitation du troupeau a été menée exclusivement sous l'angle quantitatif de manière à formuler un diagnostic sur le niveau d'utilisation économique du cheptel et la possibilité de dégager un surcroît de ressources de l'élevage tel qu'il est encore pratiqué.

La commercialisation

Les « passeports de bovidés » constituent la seule source pouvant servir de base à l'analyse des courants commerciaux de bovins dont notre région est le point de départ. Ces documents enregistrent en détail tous les mouvements commerciaux de bœufs et accompagnent nécessairement chaque troupeau dans ses déplacements hors des limites de la circonscription d'origine. S'ils ne peuvent rendre compte des échanges locaux ils permettent une mesure des exportations de bœufs effectuées à partir de chaque circonscription.

— *Effectif exporté.* En 1972 et pour les 36 communes concernées, des passeports ont été délivrés pour 97 762 têtes de bétail. Si de ce total on retranche 3 770 bobins dont le lieu de destination est une autre circonscription de la zone d'étude, le nombre des bœufs réellement exportés s'élève à près de 94 000 — soit un taux d'exploitation commercial de 7,8 %.

— *Evolution et composition des exportations.* On a pu réaliser le dépouillement systématique des passeports délivrés par 9 communes sur 5 années consécutives. Le tableau ci-joint donne l'évolution des exportations de 1968 à 1972 pour cet échantillon de 9 communes appartenant toutes à la préfecture de Morondava. Il appelle une première remarque sur le rapport effectif exporté/effectif estimé du troupeau. On constate en effet qu'au niveau communal le nombre des exportations ne dépend guère de l'importance du troupeau. Ceci s'explique par l'existence de marchés plus ou moins actifs et réguliers à partir desquels s'organisent les courants commerciaux si bien que certaines communes disposant d'un marché organisé comptabilisent tout

ou partie des exportations des communes avoisinantes. C'est la raison pour laquelle, faute de pouvoir effectuer ce dépouillement pour l'ensemble des 36 communes de la zone étudiée, on a dû se fixer un échantillon de communes contiguës, limitant de ce fait la validité de ce sondage portant sur 23 % du total des effectifs commercialisés et 30 % du cheptel estimé en 1972. Les communes choisies ont donc un niveau de commercialisation légèrement plus élevé que l'ensemble de la zone.

Le premier fait majeur que fait ressortir le tableau n° IV est la baisse particulièrement brutale des exportations entre 1968 et 1969. Faut-il voir là l'effet direct de l'épidémie de charbon symptomatique et de la réduction consécutive du disponible commercialisable? On remarquera que cette chute des exportations est très sensible sur les marchés importants, certains d'entre eux, tel celui de Manja, ayant même été fermés temporairement. Il apparaît cependant que le taux d'exploitation commerciale ne suit pas tout à fait la même évolution et l'on constate que, en dépit de la baisse des effectifs entre 1968 et 1972, il se maintenait à un niveau élevé et aurait même tendance à remonter en 1972.

L'évolution de la composition des exportations permet d'analyser plus en détail la réaction des éleveurs (*cf.* tableau n° V). Pour les deux années de référence 1968 et 1972, les bœufs représentent toujours près de la moitié du total des exportations et ce maintien de la proportion de bœufs dans le troupeau commercialisé semble correspondre:

- à un disponible encore important dans ces catégories (*cf.* évolution de la composition du troupeau) dont on peut penser qu'elles ont mieux résisté à l'épizootie,
- à la pression de la demande des hautes terres, en particulier en animaux de boucherie. Le doublement des prix de ces animaux au cours de cette période en étant l'indice très net.

Le fait le plus marquant de cette évolution est cependant le maintien en nombre et l'augmentation très sensible en proportion des vaches exportées, alors que, face à un troupeau en régression, on pourrait s'attendre au phénomène inverse, l'éleveur cherchant à assurer au maximum le renouvellement en gardant les reproductrices. Il semble donc que les éleveurs mettent sur le marché des animaux qu'ils avaient jusque là l'habitude de conserver plus longtemps ou de réserver à la consommation locale.

Quant à la baisse très forte des ventes de jeunes animaux elle pourrait s'expliquer par la nécessité de maintenir un plus grand nombre de génisses en particulier de manière à compenser les ventes relativement plus importantes de vaches et à assurer ainsi la capacité de renouvellement du troupeau.

Evolution des courants d'exportation (cf. tableau n° VI)

Le dépouillement des passeports en fonction des lieux de destination des animaux exportés met en évidence trois courants principaux. La majeure partie des exportations est destinée aux hautes terres dont la demande porte surtout sur des animaux de boucherie (pour la consommation urbaine ou les abattoirs industriels) et dans une moindre mesure sur des jeunes taurillons à emboucher (élevage du Moyen Ouest). Entre 1968 et 1972 le rôle prépondérant des hautes terres s'est largement confirmé.

Le courant à destination de la côte Est, stable en quantité et croissant en proportion correspond à une demande d'animaux de consommation et de reproduction. Vers le Sud par contre on assiste à une chute des exportations liée semble-t-il à la période de trouble que traverse la région à cette époque.

TABLEAU IV
Evolution des exportations par commune (1968-1972)

	1968	1969	1970	1971	1972	Effectif du troupeau en 1972
Mandabe	10 660	7 942	10 296		8 155	51 500
Ankilizato	9 032	7 098	7 540		5 867	53 500
Manja	14 404	8 589	6 650	8 355	5 372	33 500
Malaimbandy	5 188	3 994	4 440		4 124	42 500
Marerano	905	1 126	1 178	1 346	1 479	26 000
Mahabo	2 061	1 225	1 176		1 562	63 000
Beharona	1 617	2 684	1 091	1 826	3 720	30 000
Analaiva	610	751	375	1 191	399	27 500
Andranopasy	67	0	105	0	0	27 000
Totaux	44 544	33 409	32 851		30 678	354 500
Taux d'exploitation commerciale	9,3%	7,4%	7%		8,6%	

TABLEAU V
Evolution de la composition des exportations de 9 communes

catégorie	1968		1972	
	nombre de têtes	%	nombre de têtes	%
Bœufs et taureaux	21 031	47	14 883	48
Vaches	5 272	12	5 142	17
Jeunes	17 831	41	10 653	35
Total	44 544	100	30 678	100

TABLEAU VI
Evolution des courants d'exportation

Région de destination	1968		1972	
	nombre de têtes	%	nombre de têtes	%
Hautes terres	32 054	72	23 235	76
Côte Est	4 363	10	4 015	13
Sud	6 287	14	2 408	8
Autres	1 840	4	1 080	3
Total	44 544	100	30 678	100

Cette rapide analyse de l'évolution des exportations de 1968 à 1972 sur cet échantillon de 9 communes montre que la baisse du taux d'exploitation commerciale n'est pas proportionnelle à la régression du troupeau. Ce maintien relatif du niveau des exportations et la part croissante des animaux adultes dans l'effectif exporté semblent indiquer :

- non seulement que tout ce qui est commercialisable l'est effectivement,
- mais encore que les éleveurs ont tendance à accroître l'exploitation de certaines catégories d'animaux au risque soit de favoriser la régression du troupeau, soit de réduire le disponible pour l'auto-consommation.

A partir de tels indices il est permis de se demander si le taux d'exploitation commerciale n'est pas maintenu à un niveau trop élevé par rapport aux capacités du troupeau et si par cette attitude les éleveurs ne contribuent pas volontairement à sa régression.

Estimation de la consommation locale de viande

De même que le commerce, les abattages de bovins sont officiellement soumis au contrôle administratif. Mais à la différence des passeports dont l'usage s'est imposé, les autorisations d'abattage ne sont demandées que dans les centres urbains et sans doute non systématiquement, si bien que l'on ne dispose d'aucune source fiable pour mesurer par ce biais la consommation locale de viande.

Diverses tentatives pour apprécier l'auto-consommation rurale ont été faites soit par LACROUTS en 1962, soit par GRANIER en 1970. Le premier retient une consommation moyenne annuelle par habitant de 20 à 30 kg de viande bovine. Le second avance l'hypothèse de 20 kg/an par habitant.

Or la seule enquête nutritionnelle dont nous disposons (Madagascar. Budgets et alimentation des ménages ruraux en 1962. P. FRANÇOIS, Rép. malgache, INSRE, Rép. française INSEE) a obtenu des résultats très sensiblement différents. Pour la province de Tulear dont fait partie notre région, la ration quotidienne de viande s'élèverait en moyenne à 25 gr par individu, soit environ 9 kg par an. Sachant que le « rendement carcasse » moyen par tête de zébu est de 100 kg et que la région compte 330 000 habitants, on peut estimer à 30 000 le nombre des zébus abattus annuellement pour la consommation locale.

Diverses raisons convergent pour considérer ce niveau de consommation comme le plus plausible. Tout d'abord le bilan alimentaire de la région Ouest fait apparaître que la couverture des besoins en protéines y est assurée. Un niveau beaucoup plus élevé de consommation ne semble donc pas nécessaire et ne transparaît d'ailleurs pas dans les habitudes alimentaires des paysans de l'Ouest. Ceux-ci ne consomment de la viande que très irrégulièrement et si les abattages cérémoniels donnent lieu à une surconsommation occasionnelle, tous les observateurs s'accordent à constater qu'ils sont de moins en moins nombreux. Enfin, une consommation beaucoup plus élevée, du type de celle proposée par LACROUTS (1) se révélerait incompatible avec ce que l'on connaît de l'exploitation commerciale et du disponible théorique du troupeau.

(1) Sur les bases retenues par cet auteur il faudrait abattre pour la consommation locale de 66 000 têtes (20 kg/an/habitant) à 94 000 têtes (30 kg/an/habitant), ce qui élèverait le taux d'exploitation global de 13,5 à 16% ce qui paraît impossible.

S'il est pertinent de retenir l'hypothèse 9 kg/an et par individu, les abattages pour la consommation locale en 1972 représenteraient 2,5% du cheptel régional.

Bilan de l'exploitation du troupeau

En fonction des diverses hypothèses avancées le bilan de l'exploitation économique du troupeau pour l'année 1972 s'établirait comme suit :

<i>Disponible théorique</i>	<i>Exploitation commerciale</i>	<i>Consommation locale</i>
9,7%	7,8%	2,5%
soit 116 000 têtes	soit 94 000 têtes	soit 30 000 têtes

Le taux d'exploitation global se révèle donc légèrement supérieur au disponible théorique. Le troupeau se trouverait donc en situation de sur-exploitation.

Une telle conclusion expliquerait l'échec total, sur le plan technique, du projet d'abattoir industriel de Morondava qui s'est trouvé dans l'impossibilité d'obtenir sur les marchés de la région le nombre minimum d'animaux susceptible de lui permettre un début d'activité. L'augmentation considérable du taux d'exploitation prévu par cette opération était donc totalement irréaliste et l'alimentation d'une telle entreprise n'aurait pu se faire qu'en renversant et monopolisant à son profit les circuits commerciaux traditionnels.

Ce bilan contredit donc très nettement les conceptions devenues classiques sur l'élevage dans l'Ouest malgache qui supposent :

— que le troupeau est globalement sous-exploité;

— que la part de l'exploitation commerciale est très faible par rapport à ce qui pourrait être théoriquement livré sur le marché;

En fait ces tentatives d'approche quantitative de l'exploitation montrent au contraire que, compte tenu du contexte, il n'y a pas de rétention de cheptel commercialisable et que la « monétarisation » du produit du troupeau semble être un objectif primordial pour l'éleveur.

En effet, si l'on admet que le niveau de consommation de viande retenu est quasi-incompressible, c'est bien de la part commercialisée que dépend en définitive la surexploitation constatée. On peut donc logiquement avancer que cette tendance à la surexploitation a quelques liaisons avec la pression des besoins monétaires et pourrait traduire une modification de l'attitude de l'éleveur, amené à puiser dans sa « réserve contre-aléatoire » et à participer ainsi à la régression de son cheptel.

CONCLUSION

Tant au regard du rapport ressources pastorales/ besoins du troupeau qu'en ce qui concerne le niveau d'exploitation du cheptel, l'élevage de la région de Morondava paraît se trouver dans une situation critique. La surcharge globale des parcours naturels se révèle évidente et le phénomène de concentration des activités pastorales sur certains secteurs ne peut enrayer l'évolution péjorative des conditions de l'élevage.

A cette situation de sur-utilisation du potentiel pastoral correspond une phase de régression des effectifs bovins alors que le taux d'exploitation du cheptel reste supérieur au disponible théorique. Si la pression des besoins monétaires explique pour partie cette sur-exploitation du troupeau, on peut également se demander si l'éleveur ne cherche pas, en participant ainsi à la régression de son cheptel, à réduire

la charge des pâturages pour retrouver un meilleur équilibre par rapport aux ressources fourragères dont il dispose.

Une telle hypothèse paraît vraisemblable si on compare l'évolution actuelle aux phases de décadence qu'a connues le troupeau de l'Ouest, en particulier dans les années 30. Dans un contexte d'exploitation « minière » de type colonial l'éleveur était alors contraint d'abattre même ses jeunes animaux, au point que des mesures ont dû être prises pour arrêter cette destruction du troupeau. En revanche, dans la phase actuelle les éleveurs semblent maintenir les capacités de reconstitution du troupeau en commercialisant moins les catégories de remplacement.

Si cette tendance à la sur-exploitation du disponible se poursuit, elle pourrait conduire l'éleveur à modifier considérablement la structure de son troupeau et à inverser cette évolution vers le vieillissement constatée entre 1953 et 1969. En effet, si la part commercialisée porte de plus en plus sur les adultes, l'éleveur sera amené à mettre en vente des animaux plus jeunes et à accélérer ainsi le cycle de renouvellement du troupeau. Une telle évolution se trouverait déjà engagée si l'on se réfère à la baisse du poids moyen des animaux abattus en usine, indice d'un rajeunissement de l'âge de l'abattage.

Cette tentative d'analyse de la situation de l'élevage dans une partie de l'Ouest malgache à partir de données statistiques souvent médiocres et toujours difficiles à interpréter, tend à montrer que l'on se trouve en face d'un monde en crise où se dessinent cependant des évolutions qui contredisent l'image d'un domaine figé où le « culte du bœuf » tiendrait lieu de rationalité.

Cette recherche de l'adaptation au milieu qui semble être la base du comportement de l'éleveur ne peut cependant pas amener par elle seule une modification radicale de la nature de cet élevage hyper-extensif et dont la production est très médiocre. L'intervention de facteurs extérieurs devraient favoriser une exploitation plus productive tant du potentiel pastoral des savanes (meilleur contrôle des feux et du pâturage, cultures fourragères d'appoint...) que du « potentiel zootechnique » (moindre mortalité des jeunes, amélioration de la race locale...). De telles actions, jamais encore entreprises systématiquement car trop contradictoires avec les schémas habituels de l'éleveur, pourraient donner à celui-ci des moyens de tirer enfin un meilleur parti d'un cheptel important et d'espaces dont la seule utilisation envisageable restera l'élevage.



GLOSSAIRE

de mots malgaches employés dans le texte

*
* *

NOTA

Ce rapide glossaire n'a pas pour but de proposer une traduction fidèle, moins encore de définir des concepts: la tâche serait trop ardue, les mêmes mots étant employés, selon les régions, dans des acceptions différentes.

Ampanjaka, par exemple, n'a pas exactement le même sens dans le Boina et dans le Menabe. Dans un cas comme dans l'autre, se contenter de donner « roitelet » comme équivalent paraîtra une énormité. Mais les concepts importants étant définis dans le corps des articles, sous la responsabilité de leur auteur, nous nous sommes bornés à fournir ici un simple rappel du sens général, dont l'approximation est néanmoins suffisante pour faciliter la lecture.

Lorsqu'un terme est spécifique à l'un des deux grands royaumes sakalava, celui-ci est mentionné immédiatement après, entre parenthèses.

Lorsque la mention mise entre parenthèses après un terme est constituée par les initiales d'un des auteurs, c'est que le terme en question, polysémique, n'est donné que dans l'une de ses acceptions, celle qu'utilise l'auteur cité, dans le corps de son article.

<i>Ambaniandro</i>	Originaires des hautes terres (Merina ou Betsileo).
<i>Ambanja</i>	Capitale du SAMBIRANO, et de la principauté BEMAZAVA (voir carte).
<i>Ambilobe</i>	Capitale de la MAHAVAVY, et du royaume ANRANKARANA (voir carte).
<i>Āmbongo</i>	Région de la côte Ouest malgache, entre Betsiboka et Cap Saint-André (voir carte).
<i>Ampañito</i>	(Menabe) titre donné au monarque.
<i>Ampanjaka</i>	Noble Sakalava; « roitelet ».
<i>Ampehiny</i>	(Boina) segment de lignage.
<i>Anadoany (Boina)</i>	Représentant du Prince (ou plus tard d'un postulant au trône) dans une région, un voisinage, ou un village (institution du Nord-Ouest).
<i>Analalava</i>	Ville du Nord-Ouest, ancien chef-lieu de région et capitale de principauté (voir carte).
<i>Andevo</i>	Esclave.
<i>Angady</i>	Bèche à lame étroite; c'est l'outil qui accompagne quotidiennement le paysan malgache.
<i>Ankaraña</i>	Royaume indépendant, constitué à la fin du xviii ^e siècle sous une dynastie ZAFINIFOTSY, à l'extrême nord de Madagascar en réaction à une menace d'intégration au Boina.

- Antaimoro* Voir Antemoro.
- Antaisaka* Voir Antesaka.
- Antalaoatra Antalaotse* Habitants des comptoirs Arabes établis du XII^e au XVII^e siècles, sur les côtes nord-ouest et sud-est de Madagascar; leurs descendants qui ont gardé une originalité culturelle.
- Antandroy* Groupe de populations, historiquement constitué du XVI^e au XVIII^e siècle au sud de Madagascar.
- Antankarana* Groupe de populations du Nord, historiquement constitué en royaume d'Ankarana, fin XVIII^e siècle.
- Antemoro* Groupe de populations, historiquement constitué en royaume (le premier de l'île), du XIV^e au XVII^e siècle au sud-est de Madagascar (en relation avec l'apport idéologique Antalaotse).
- Antesaka* Groupe de populations, historiquement constitué en royaume au XVII^e siècle, au sud-est de Madagascar, sous une dynastie MAROSERANA.
- Antsirana* Capitale du Nord malgache (voir Diego).
- Asam-pokonolona* Institution merina se traduisant par de grandes corvées collectives réalisant à l'initiative des groupes locaux les principaux travaux publics.
- Asara* Saison des pluies.
- Asotry* Saison sèche.
- Baiboho* Nom donné aux sols alluvionnaires inondés saisonnièrement.
- Baria* Bœuf sauvage.
- Bemazava* Branche dynastique, écartée du trône de Boina (royaume Sakalava du Nord-Ouest) au XVIII^e siècle; elle fondera la principauté autonome du Sambirano.
- Bemihisatra* Branche dynastique du Boina, qui l'emporta sur celle des Bemazava. Elle est maîtresse de plusieurs principautés du Nord-Ouest malgache, notamment celle de Nosy-Bé.
- Betsiboka* Fleuve et région de l'Ouest malgache, aboutissant au cœur du royaume de Boina.
- Betsileo* Groupe de populations, constitué du XIV^e au XVI^e siècle au sud des Hauts Plateaux centraux de Madagascar.
- Betsimisarakana* Groupe de populations, constitué du XIV^e au XVI^e siècle, sur les côtes Est et Nord-Est malgaches.
- Betsirebaka* (Boina), utilisé pour désigner les immigrés Antaisaka.
- Bilo* Possession par un esprit; cérémonie de guérison.
- Bilo-maso* Phénomène de possession collective.
- Boina* Royaume constitué par les Sakalava à la côte Nord-Ouest malgache, sur la fin du XVII^e siècle, contigu à celui de Menabe et contrôlant avec lui la quasi totalité de la côte occidentale.
- Bourjane* Porteurs, gens du peuple (terme utilisé par les Français au début de la colonisation).
- Cap Saint-André* Pointe extrême occidentale de Madagascar, au milieu de la côte ouest.
- Daba* Unité de mesure constituée par la capacité de contenu d'un bidon de pétrole: de 12 à 15 kg de paddy.
- Dady* Reliques sacrées des rois défunts.
- Diego* Ville principale du Nord malgache, à l'extrême pointe septentrionale de l'île. Port, ville industrielle, chef-lieu de région.
- Doany* Lieu de vénération des reliques royales.
- Dodoko* (Menabe), nom donné à la subdivision administrative découpant chaque village en plusieurs parties, subdivision d'abord imposée par l'administration coloniale en vue de certaines prestations et corvées, et qui subsiste ici ou là pour l'organisation de certains travaux collectifs.
- Dokodoko* Poignée de plants.

<i>Fady</i>	Interdit.
<i>Fafy vary</i>	Riz semé à la volée.
<i>Faly</i>	(Boina), <i>cf.</i> Fady.
<i>Fanampana</i>	Rites funéraires aux tombeaux royaux et, plus largement, service dû à la personne royale.
<i>Fatidra</i>	Fraternité de sang.
<i>F.M.G.</i>	Franc malgache, équivalent à environ 2 FF.
<i>Fokon'olona</i>	Communauté villageoise.
<i>Fokontany</i>	(J.P.R.), communauté villageoise.
<i>Gebo-tany</i>	Bas-fonds pâturables.
<i>Hatsake</i>	(Menabe), technique d'agriculture sur brûlis forestier.
<i>Hazomanga</i>	(Menabe), <i>cf.</i> mpitoka.
<i>Hova</i>	Utilisé sous la colonisation en place de Merina.
<i>Imerina</i>	Région centrale des Hauts Plateaux malgaches.
<i>Jaloko</i>	(Boina), concubin, selon le mode analysé dans l'article de R. W.
<i>Jeby</i>	Culture de saison sèche.
<i>Kabary</i>	Discours ou débat public.
<i>Karana</i>	Indiens ou Pakistanais.
<i>Karany</i>	<i>Cf.</i> karana.
<i>Kinga</i>	(F.L.B.), canal naturel d'amenée d'eau fonctionnant avec la marée (chenal de décrue).
<i>Kitrolo</i>	(Boina), cérémonie qui manifeste l'abandon des droits sur un enfant du groupe lignager de sa mère.
<i>Kofehimango</i>	Descendants de captifs faits par les Sakalava au cours de leurs razzias sur les hautes terres. Par extension, tous métis Sakalava-Betsileo.
<i>Korao</i>	Terme générique utilisé pour désigner les ethnies du sud-est de Madagascar: Antaisaka, Antaimoro, Antambahoaka...
<i>Lilin'drazana</i>	Traditions orales spécifiques à chaque clan Sakalava.
<i>Lohateny</i>	Alliance à plaisanterie entre groupes de descendance; groupes ainsi alliés.
<i>Mahabo</i>	Cimetière royal.
<i>Mahavavy</i>	Fleuve et région du Nord-Ouest malgache, siège du royaume Antankarana.
<i>Majunga</i>	Ville principale de l'Ouest, à l'embouchure du fleuve Betsiboka. Port, ville industrielle, chef-lieu de région.
<i>Makoa</i>	Esclave importé d'Afrique par les royaumes malgaches ou descendant de ces esclaves.
<i>Manantany</i>	Chef du conseil royal et représentant du pouvoir royal dans les villages du Boina.
<i>Maromandia</i>	Bourgade au sud d'Ambanja, siège d'une principauté Bemihisatra au XIX ^e siècle.
<i>Maroanaka</i>	Qui a de nombreux enfants (ou sujets).
<i>Maromatoy</i>	(Boina) aînés autochtones.
<i>Maroserana</i>	Groupe noble fondateur des royaumes de Sud et de l'Ouest malgaches (Sakalava mais aussi Bara Mahafaly Antesaka...).
<i>Matsabory</i>	Marais dont le drainage est possible.
<i>Menabe</i>	Premier grand royaume Sakalava fondé au XVII ^e siècle à la côte ouest longtemps le plus puissant de l'île.
<i>Merina</i>	Groupe de populations habitant l'Imerina, constitué en royaume du XVI ^e au XVIII ^e siècle. S'appuyant sur la réalisation de grands travaux d'aménagement foncier (irrigation de la plaine de Tananarive) la dynastie d'Andrianpoinimerina en réussit l'unification, puis fit de son état le plus puissant du pays au XIX ^e siècle, l'étendant à presque toute l'île.
<i>Mifaly</i>	Cérémonie par laquelle on institue un nouveau fady.
<i>Misoro</i>	Cérémonie ou prière collective aux ancêtres.
<i>Morondava</i>	Ville du Sud-Ouest malgache, chef-lieu de région, au cœur du Menabe.

- Moasy*
Mosary
- Mossy*
Mozambiques
Mpañito
Mpankaja
- Mpijoro*
Mpitoka
Mpitoka-hazomanga
Nosy be
- Ombiasy*
Rangahy
Ranovory
Ravitaria
Roba-trano
Sajoa
- Sakalava*
- Sambirano*
Satrana
Sihanaka
Sikily
Silamo
- Tale*
Taisaka
Tanety
Tanindrazana
Tanin'tanana
Tarehy
Tavolo
Tesaka
Tetik-ala
Toety'omby
Tongotr'ako
Tompontany
Tromba
- Tsimihety*
Tsiñy
- Tsipala*
Vahiny
Valintanana
Vangaindrano
Vary
Vary atriatory
Vary be
Vary jebly
Vary nanahary
Vary tsipala
Vata
Vazaha
Vohitsy
- Sorcier, devin.
« La famine », terme d'origine korao désignant la période de soudure qui précède la récolte attendue.
(Menabe), sorcier, devin.
Esclaves d'origine africaine.
Cf. Ampañito.
Noble Sakalava, « roitelet ». Le suzerain se dit *Mpanjaka be*, noble parmi les nobles, ou *Mpañito* (Menabe). Cf. Ampanjaka.
Principal officiant du joro, culte tellurique.
(Menabe), chef de lignage.
Cf. mpitoka.
Ile du canal de Mozambique, à proximité immédiate de Madagascar, face au Sambirano, siège d'une principauté Bemihisatra. Spécialiste de la divination.
Formule de politesse pour désigner les anciens ou les notables.
Lac ou étang.
(Boina), part de la dot constituée en argent.
(Boina), veuve.
Cruches en cuivre d'importation indienne; elles manifestent la richesse et entrent dans la composition des dots.
Groupe de populations historiquement constitué au xvii^e siècle, en deux royaumes à la côte ouest (MENABE et BOINA). L'apogée de ces États se situe au xviii^e siècle, époque où ils sont les plus puissants du pays.
Fleuve et région du Nord-Ouest, siège d'une principauté Bemazava. Palmier.
Groupe de populations, constitué autour du lac Alaotra.
Art divinatoire.
(R. W.), le sacrificateur des bœufs dans les cérémonies royales; dans le Boina désigne également un immigrant d'origine musulmane ou un converti à l'islam.
(Boina), chef de lignage.
Cf. Antaisaka.
Colline.
Terre des ancêtres.
Cérémonie villageoise de conjuration.
(Boina), lignage.
Racine d'un tubercule dont on tire une farine alimentaire.
Cf. Antesaka.
(Boina), technique d'agriculture sur brûlis forestier.
Campement de bœufs.
Variété de manioc hâtif.
« Maîtres de la terre », seigneurs.
Possession par l'esprit des rois défunts; cérémonie d'interrogation des mânes royales, ces mânes elles-mêmes.
Ethnie des terres du nord de Madagascar.
Esprits de la nature, susceptibles de prendre possession des hommes.
Riz de saison des pluies cultivé en plaine.
Étranger, hôte, immigré.
Entr'aide avec réciprocité.
Ville du Sud-Est, chef-lieu de région, au cœur du pays Antesaka.
Riz.
Riz de saison intermédiaire cultivé en vallée.
Riz de saison sèche cultivé en plaine.
Riz de saison sèche cultivé en vallée.
Formations graminéennes qui servent de pâturage.
Riz de saison des pluies cultivé en plaine.
Unité de mesure représentant environ 20 kg de paddy.
Désigne l'Européen et, sur le mode ironique, le « chef ».
Les Sakalava libres et non nobles.

- Zafinifotsy* Princes ou dynasties de second rang (réputés descendants d'une seconde épouse), parmi les Maroseraña Certains n'en ont pas moins fondé des royaumes indépendants (ainsi les princes d'Ankaraña).
- Zafinimena* Princes ou dynasties de premier rang (réputés descendants de premières épouses), parmi les Maroseraña.
- Zafintany* (Boina), « petit-fils du sol », Sakalava d'antique implantation venus avec le fondateur de la principauté.
- Zanatany* « Fils du soleil »; autochtones.
- Ziva* (Menabe), parenté à plaisanterie.
- Zomba* (Boina), demeure des grands nobles, et par extension, case réservée à l'invocation des ancêtres royaux.

ÉLÉMENTS BIBLIOGRAPHIQUES

Il n'a pas été possible de reproduire ici, dans leur intégralité, les bibliographies élaborées par certains chercheurs (en particulier FAUROUX); nous ne rappellerons que les principaux travaux portant sur l'Ouest malgache, exécutés par des chercheurs de l'ORSTOM ou ayant appartenu à l'ORSTOM.

I. — MILIEU PHYSIQUE

- ANDRIAMIRADO, 1977. — Le paléomagnétisme des principales formations volcaniques crétacées de Madagascar. Coll. Géophysique, 15.
- BOSSEY, 1969. — Graminées des pâturages et des cultures à Madagascar. Coll. Mem., n° 35.
- DEBRAY, JACQUEMIN, RAZAFINOHAMBAO, 1971. — Contribution à l'inventaire des plantes médicinales à Madagascar. Coll. *Trav. et doc. de l'ORSTOM* n° 8.
- HERVIEU, 1960. — Les sols de la plaine de Morondava. *IRSM Tananarive*, 93 p. ronéo.
- HERVIEU, 1975. — Evolution du milieu naturel en Afrique et à Madagascar, l'interprétation paléo-climatique du quaternaire. Coll. Init. et doc. tech.
- HYDROLOGIE. — Cf. *Annuaire hydrologiques de l'ORSTOM*.
- MORAT, 1973. — Les savanes du sud-ouest de Madagascar. Coll. Mem. n° 68, 235 p.
- REYNOLDS (G. W.), 1958. — Les aloès de Madagascar, 156 p.
- SOURDAT, 1977. — Le sud-ouest de Madagascar, morphogénèse et pédogénèse. Coll. T et D. n° 70, 284 p.
- Armée française/ORSTOM, 1970. — Nouvelles données scientifiques sur le massif du Tsaratanana, Madagascar. Coll. Mem. n° 37.

II. — MILIEU HUMAIN

- BARÉ (J. F.), 1971. — Traits des organisations sociales sakalava du Nord, les biens et le pouvoir. *Taloha* n° 4, pp. 185-196.
- BARÉ (J. F.), 1973. — Conflits et résolution des conflits dans les monarchies sakalava du Nord actuelles, publication provisoire. Musée d'Art et d'Archéologie de l'Université de Madagascar. T et D XII, 186 p.
- BARÉ (J. F.), 1973. — Successions politiques et légitimité. L'exemple sakalava du Nord (1700-1800). *ASEMI*, vol. IV, n° 4.
- BARÉ (J. F.), 1973. — Hiérarchies politiques et organisation sociales à Madagascar in « Malgache qui es-tu ? ». Musée d'ethnographie de Neuchâtel, pp. 43-67.
- BARÉ (J. F.), 1973. — La politique, les rêves et les transes à propos des tombeaux royaux sakalava du Nord. T et D du musée d'Art et d'Archéologie de l'Université de Tananarive.
- BARÉ (J. F.), 1974. — La terminologie de parenté sakalava du Nord; règles sémantiques et règles sociologiques. *Revue l'Homme*, vol. XVI-I. Janvier-mars.

- BARÉ (J. F.), 1974. — Permanence et évolution d'une monarchie du Nord-Ouest malgache. Th. 3^e cycle, Université Paris V, multigr., 402 p.
- BARÉ J. F.), 1977. — Pouvoir des vivants, langage des morts. Idéologiques sakalava. Ed. Maspéro. Coll. Dossiers africains.
- BATTISTINI (R.) et FRÈRE (S.), 1958. — Population et économie paysanne du Bas-Mangoky. Documents du conseil sup. des recherches sociologiques Outre-Mer. Paris, ORSTOM, 111 p. doc. ronéo.
- BATTISTINI (R.), 1959. — Note sur l'agriculture autochtone et les déplacements agricoles saisonniers dans le delta du Mangoky. Mem. *IRSM*, série CTV, pp. 365-388.
- BERNARD (A.), 1978. — Essai sur la transition de la société Mahafaly vers les rapports marchands. ORSTOM, travaux et documents, Paris, 403 p., 1 cart.
- CHAZAN (S.), 1970. — Etude de l'évolution des formes de l'organisation sociale et de leurs conséquences sur le régime foncier dans la région de Morondava Mahabo. Tananarive, 143 p. ronéo.
- Collectif, 1977. — Essais sur la reproduction de formations sociales dominées (Cameroun, Côte-d'Ivoire, Haute-Volta, Sénégal, Madagascar, Polynésie). Coll. T et D, n° 64.
- DESCHAMPS (H.), 1959. — Les migrations intérieures à Madagascar. Coll. « L'homme d'Outre-Mer », Berger Levrault, 284 p.
- FAUROUX (E.), 1975. — La formation sakalava ou l'histoire d'une articulation ratée. Thèse pour le doctorat d'Etat de Sc. Eco., Paris, 405 p., édition provisoire.
- FILLIOT, 1974. — La traite des esclaves vers les Mascareignes au XVIII^e s. Coll. Mem. n° 72.
- GOUROU (P.), 1967. — Carte de densité et de localisation de la population 1/2 000 000 et 1/1 000 000. CEMUBAC Bruxelles/ORSTOM Paris, 1 notice, 28 p.
- LAVONDES (H.), 1967. — Bekoropoka, cahiers de l'Homme-Mouton, EPHE.
- LOMBARD (J.), 1973. — La royauté sakalava: formation, développement, et effondrement du XVII^e au XX^e s.. Essai d'analyse d'un système politique. Tananarive, 154 p. ronéo.
- LOMBARD (J.), 1973. — Les Sakalava-Ménabé de la côte ouest: la société et l'art funéraire in « Malgache qui es-tu ». Musée d'ethnographie de Neuchâtel.
- LOMBARD (J.), 1976. — Le royaume Sakalava-Ménabé. Résultat d'une enquête et présentation d'un corpus de traditions et de littérature orales. *Cah. ORSTOM Sc. Hum.*, vol. XIII, n° 2, pp. 173-202.
- LOMBARD (J.), 1976. — « Notes de Morondava à Tsimanandra-fouzana ». Cahier n° 13 des notes manuscrites d'A. Grandidier. *ASEMI*, vol. VII, n° 4, pp. 63 à 100.
- LOMBARD (J.), 1976. — Zatovo qui n'a pas été créé par Dieu. *ASEMI*, VII 2-3, pp. 165-223.
- LOUTREL, 1956. — Notes complémentaires sur l'Ankaizinana. Communications et commerce.
- MARCHAL et DANDOY, 1972. — Contribution à l'étude géographique de l'Ouest malgache. *Trav. et doc. de l'ORSTOM n° 16*.
- MOLET (L.), 1953. — Le bœuf dans l'Ankaizina, son importance sociale et économique. Mem. *IRSM*, T II, série C, Tananarive, 218 p.
- MOLET (L.), 1958. — La population de la Taheza. Mémoire ORSTOM Tananarive.
- MOLET (L.), 1958. — Aperçu sur un groupe nomade de la forêt épineuse des Mikea. *B.A.M.*, nouvelle série, T XXXVI, pp. 241-243.
- MOLET (L.), 1959. — L'expansion Tsimihety. Modalités et motivations des migrations intérieures d'un groupe ethnique du nord de Madagascar. Mémoire de l'Institut scientifique de Madagascar, série C T V, 196 p.
- MOLET (L.) et OTTINO (P.), 1972. — Madagascar entre l'Afrique et l'Indonésie. Discussion. *L'Homme*, vol. XII, cahier 2. pp. 126-135.
- MOLET (L.), 1972. — Origine et sens du nom des Sakalava de Madagascar. Etudes de géographie tropicale offertes à P. Gonron. Ed. Mouton, pp. 341 à 357.
- OTTINO (P.), 1959. — L'élaboration de la décision dans les groupes du Sud. Colloque de Psychologie de Tananarive, 27 août - 3 septembre. Doc. ronéo., 15 p.
- OTTINO (P.), LAVONDES (H.) et TROUCHAUD (J. P.), 1960. — Premiers rapports sur les problèmes humains du delta du Mangoky, *IRSM*, 190 p. ronéo.
- OTTINO (P.), 1963. — Les économies paysannes du Bas-Mangoky. Coll. « L'homme d'Outre-Mer », n° 7, 376 p.
- OTTINO (P.), 1965. — La crise du système familial et matrimonial des Sakalava de Nosy-Be. *Civilisation malgache*, n° 1. Fac. lettres et Sc. humaines de Tananarive, pp. 225-248.
- OTTINO (P.), 1965. — Le Tromba à Madagascar. *L'homme*. janvier-mars, pp. 84-93.

- RABEDIMY (J. F.), 1976. — Pratique de la divination à Madagascar. Technique du Sikily en pays Sakalava. Coll. *Trav. et doc. de l'ORSTOM*.
- RABEDIMY (J. F.), 1976. — Contribution de l'Ombiaga à la formation du royaume Menabe Le Togy. *ASEMI*, vol. VII, n° 2-3, pp. 255 à 270.
- RABEDIMY (J. F.), 1977. — Pipetraka ny « Hasina » eo aminy Tantaran'i Madagascar. Communiqué au 75^e anniversaire de l'Académie malgache, septembre.
- RABEDIMY (J. F.), 1979. — Essai sur l'Idéologie de la Mort. ronéo, 16 p. (à paraître dans *Objets et Mondes*, Musée de l'Homme).
- RAMAMONJISOA (S.), 1972. — Résistance culturelles au changement dans les communautés villageoises du nord-ouest de Madagascar. Thèse 3^e cycle, Paris, 221 p.
- ROY (G.), 1964. — Recueil d'interviews réalisés en 1964 dans les villages de migrants de la région de Morondava. Tananarive, 4 vol. dactyl.
- ROY (G.), 1966. — Réflexions et documents sur le problème de la création de structures d'accueil dans l'Ouest malgache. Tananarive, 187 p. ronéo.
- SCHLEMMER (B.), 1971. — Structures sociales et dynamismes économiques dans la région de Belo sur Tsiribihina. Tananarive, 147 p. ronéo.
- SCHLEMMER (B.), 1976. — Communautés rurales et cadre politique: les Sakalava du Menabe in *Les communautés rurales et paysanneries tropicales*. Paris ORSTOM, T et D, n° 53, pp. 187-209.
- TROUCHAUD (J. P.), 1959. — Commercialisation des cultures d'exportation et rôle des Indiens dans le Bas-Mangoky. ORSTOM. Mem. inédit, signalé par P. Ottino dans sa bibliographie pour le Bas-Mangoky.
- TROUCHAUD (J. P.), 1965. — Contribution à l'étude géographique de Madagascar. La basse plaine du Mangoky. *Cah. ORSTOM Sc. Hum. vol. II, n° 3*.
- WAAST (R.), 1969. — L'opération anacarde. Enquête sociologique dans le Nord-Ouest malgache. ORSTOM. Centre de Tananarive, 177 p. ronéo.
- WAAST (R.), 1972. — Histoire économique et politique des Sakalava du Nord (xvii^e-xix^e siècle). ORSTOM. Centre de Tananarive, 178 p. ronéo.
- WAAST (R.), 1972. — Le développement de l'agriculture commerciale de la rente et du salariat dans le Sambirano (Nord-Ouest malgache). ORSTOM. Centre de Tananarive, 256 p. dactyl.
- WAAST (R.), 1972. Les Antankarana. ORSTOM. Centre de Tananarive, 32 p. dactyl. A paraître. — Economie et société du Boina du xvii^e au xix^e siècle (Th. de 3^e cycle).
- WAAST (R.), 1973. — Place et limite assignée aux opérations par la Société paysanne (nord-ouest de Madagascar). *Tany Malagasy*, n° 15, pp. 93 à 126.

ACHEVÉ D'IMPRIMER
SUR LES PRESSES
DES IMPRIMERIES RÉUNIES DE CHAMBÉRY
73490 LA RAVOIRE
EN SEPTEMBRE MCMLXXX

N° 8184

Coordination - Fabrication
HÉLÈNE DARDENNE